

**L'assassinat  
du gouverneur militaire  
du Guipuzcoa  
aggrave le malaise  
de l'armée espagnole**

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE  
DE CHARLES VANHECKE

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 D; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 1,30 M.  
Allemagne, 1,25 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique,  
15 fr.; Canada, 5 C\$; Côte d'Ivoire, 160 F CFA;  
Danemark, 4 kr.; Espagne, 10 pes.; Grèce,  
30 p.; Irlande, 20 sh.; Italie, 200 L.  
Japon, 360 Y.; Liban, 250 L.; Luxembourg, 18 fr.;  
Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal,  
27 esc.; Suède, 100 F S; Suisse, 3 fr.;  
Tchécoslovaquie, 20 scz.; Royaume-Uni, 20 p.  
Taux des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 2317-23 Paris  
Tél. Paris 26 65 72  
Tél. 246-72-23

## Les marchés des changes accueillent calmement la réévaluation de 2 % du mark au sein du système monétaire européen

### Le S.M.E. et le dollar

Toutes les leçons du passé n'ont pas été oubliées : telle est la première observation, encourageante, qui se présente à l'esprit à l'annonce des décisions du conseil des ministres des Neuf, réuni dimanche à Bruxelles sur l'initiative de la République fédérale, en vue de procéder au premier ajustement des parités (« taux pivots ») au sein du S.M.E.

Les modifications décidées sont relativement modestes : le deutschemark est réévalué de 2 % et la couronne danoise, chronologiquement faible, est dévaluée de 3 %. Le franc belge, autre « homme malade » de l'association, n'a fait l'objet d'aucun traitement spécial. Évidemment, le ministre belge a même plaidé dimanche en faveur d'un alignement sur le deutschemark, honneur qui lui a été refusé par ses collègues, sans doute plus réalistes.

Le plus frappant de l'opération c'est la rapidité avec laquelle elle est intervenue. Mâtinée, dans le passé, on a constaté qu'une hausse du dollar provoquait entre les monnaies européennes des tensions de plus en plus difficiles à supporter du fait que, selon un scénario bien établi, un accès de faiblesse de la devise américaine se traduit en général par une forte spéculation à la hausse du deutschemark, que les autres devises ont du mal à suivre dans son ascension. Il aura suffi, cette fois, que le dollar « décroche » soudainement à la fin de la semaine dernière, retombant à un niveau proche de celui d'avant les mesures de redressement du 1<sup>er</sup> novembre 1978, pour que les pays membres du S.M.E., forts de leur expérience, réagissent presque immédiatement. La Banque de France, pour ne parler que d'elle, n'aurait-elle pas été amenée, au cours de la seule journée de vendredi, à dépenser plus de 200 millions de dollars pour défendre la parité ?

Six mois seulement après le lancement du S.M.E., les autorités françaises se sont donc résignées à une nouvelle perte de valeur du franc par rapport à son puissant partenaire, ce qui peut difficilement passer pour un succès de la politique de M. Raymond Barre, toujours prompt à inscrire à son actif la stabilité de la monnaie sur le marché des changes. C'est sans doute pourquoi M. René Monory s'est efforcé de faire remonter à Bruxelles que, par rapport au dollar, le franc n'est pas en de mal à suivre. Mais, la devise américaine s'étant davantage dépréciée à Paris qu'à Francfort, il convient de préciser que les Allemands bénéficieront d'un allègement plus grand de leur note pétrolière.

Pour faire admettre la nécessité de l'opération décidée dimanche, la Bundesbank, qui poussait à la rue depuis plusieurs semaines déjà, disposait d'un argument de poids qui, après avoir remporté la conviction du cabinet de Bonn, a rallié les autres dirigeants européens. Il n'est plus question depuis cet été dans les réunions monétaires internationales que de la « dangereuse » escalade des taux d'intérêt, les Allemands étant accusés de laisser monter trop vite les leurs. Les responsables de la R.F.A. n'ont pas en de mal à faire comprendre que, pour combattre chez eux les pressions inflationnistes (plus fortes qu'il n'est en général reconnu), ils n'avaient le choix qu'entre une réévaluation ou un nouveau relèvement du loyer de l'argent.

Opportun techniquement, le réajustement limité de dimanche laisse subsister entier le problème encore jamais résolu depuis la création du premier « serpent » monétaire européen, en 1972, d'une politique concertée des pays participants vis-à-vis du dollar. C'est la relative stabilité qu'a connue celui-ci depuis novembre 1978 qui a permis au cours des derniers mois un fonctionnement assés du S.M.E.

Par rapport aux autres monnaies du Système monétaire européen (S.M.E.), le deutschemark est réévalué de 2 % et la couronne danoise dévaluée de 3 %. Telles sont les décisions qui ont été annoncées dans la nuit de dimanche à lundi par les ministres des finances des huit pays de la C.E.E. — tous, sauf le Royaume-Uni — participant à l'accord de change du S.M.E.

C'est avec calme que lundi matin les marchés des changes ont reçu l'annonce. A Paris, on cotait le deutschemark en fin de matinée 2,35 F (contre 2,325 F au début), le nouveau cours-pivot devant être fixé au niveau de 3,556 F pour un D/mark contre 2,3095 F précédemment. Le dollar a eu tendance à s'effriter encore sur la plupart des places, notamment à Francfort où il ne valait plus que 1,7675 D/mark, et à Paris, où le cours s'élevait à 4,1550 F. Quant à l'or, il est remonté par rapport au cours de vendredi après-midi, étant traité à Londres aux environs de 376,75 dollars l'once.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le premier ajustement des taux centraux au sein du S.M.E. a exigé de longues discussions. Commencé dimanche à 11 heures, la réunion des ministres des finances des huit s'est achevée durant la nuit suivante, vers 2 heures du matin. La responsabilité en reviendrait, pour une bonne part, aux pays du Benelux.

Les Néerlandais puis les Belges, dont une très grande partie du commerce extérieur se fait avec la République fédérale d'Allemagne, auraient souhaité « coller » au deutschemark. La majorité des ministres, compte tenu des performances économiques actuelles plutôt médiocres des pays du Benelux et de la situation de leur monnaie sur le marché, a estimé que ce serait irréaliste. Finalement les Néerlandais et les Belges se sont inclinés.

A la fin de la rencontre, les ministres se sont félicités de ce « redressement opéré à froid », avant que le S.M.E. n'ait vraiment supporté les conséquences des tensions sur le dollar. L'opération, qui permet d'éviter aux pays membres ayant les monnaies les plus fragiles de perdre, en intervenant, une partie substantielle de leurs réserves, a été pré-

sentée comme un succès de la coopération monétaire entre les pays de la C.E.E.

« Le S.M.E. a bien fonctionné et aujourd'hui c'est la sanction de ce bon fonctionnement », a commenté M. Monory, qui a souligné que depuis l'entrée en vigueur du S.M.E., il y a six mois, le franc s'était valorisé de 3 1/2 % par rapport au dollar et de 14 1/2 % par rapport aux D.T.S. (droits de tirage spécial).

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 44.)

## Les négociations entre les Grands

● Des pourparlers pour la normalisation des rapports entre la Chine et l'U.R.S.S. vont s'ouvrir à Moscou. (page 6)

● M. Brzezinski recommande « une solution politique et négociée » de l'affaire de la brigade soviétique à Cuba. (Page 6.)

## INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ

### Les pieds d'argile

La semaine « Informatique et société » s'ouvre ce lundi 24 septembre au Palais des congrès. Organisée par le ministère de l'Industrie, en collaboration avec le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et le ministère des affaires étrangères, elle est due à une initiative

de M. Giscard d'Estaing, qui clôturera lui-même le colloque vendredi.

Plus de cent cinquante orateurs venant de vingt pays y participeront, et les organisateurs attendent une dizaine de milliers d'auditeurs.

par PIERRE DROUIN

Il faut « rompre le lien entre la croissance économique et la consommation de pétrole. Les pays qui n'auront pas su le faire risquent de se retrouver les dinosaures du monde industriel des années 80 », disait récemment M. Roy Jenkins, président de la Commission des Communautés européennes (1). Savoir vivre avec moins d'énergie et plus d'information, ces deux maximes de la société développée, tel est le


défi proposé à la planète. Déjà certains voient dans l'informatisation généralisée le moyen de relancer nos économies. Ce thème fera lui-même l'objet des premières discussions lors de la Semaine internationale Informatique et Société qui s'ouvre à Paris le 24 septembre au Palais des congrès.

reentrée attendue du Prix Médicis 1976 :

**MARC CHOLODENKO**

Les pleurs ou le grand œuvre d'Andréa Bajarsky roman

collection P.O.L. Hachette Littérature



## La Côte-d'Ivoire accepte de recevoir l'ancien empereur Bokassa I<sup>er</sup>

Manifestations à Bangui contre le maintien au pouvoir de membres du régime renversé

La Côte-d'Ivoire a accepté de recevoir l'empereur Bokassa et sa suite, indiquant-on de source sûre, à Paris, lundi 24 septembre en fin de matinée. Le souverain déchu avait quitté la France à l'aube de lundi à bord d'un DC-8 militaire, après une attente de deux jours et trois nuits sur la base d'Evreux.

A Bangui, où le président Dacko avait annoncé très tardivement la demande d'extradition de son prédécesseur, des manifestants ont protesté, en présence des parachutistes français, contre le maintien au pouvoir des anciens collaborateurs de Bokassa I<sup>er</sup>.

## Pantalonnades

Tout dimanche, Bokassa I<sup>er</sup> a encore fait recette en France. Des camions disposés autour de la Caravelle impériale offerte par Paris accueillent l'ex-empereur et sa suite aux regards. Mais ces mesures de sécurité étaient en soi un spectacle, celui, pitoyable mais riche d'enseignements, de l'indécision, voire de la lâcheté, du gouvernement au moment du choix à faire sur la conduite à tenir à l'égard de l'ancien hôte officiel de l'Elysée.

La faillite d'une certaine coopération étant établie, on aurait pu espérer que le gouvernement, s'ayant plus rien à perdre dans l'affaire Bokassa, ferait preuve d'un peu de dignité pour tourner la page. Au lieu de traiter le problème sur le registre qui s'imposait — politique — le

pouvoir a cherché à l'éblouir par des arguties juridiques.

Dans un premier temps, on a expliqué en haut lieu qu'il n'était pas « décent » de laisser Bokassa I<sup>er</sup> fouler le sol français — en raison de violations des droits de l'homme dont il est accusé ». Comme on remarquait que jamais Paris n'avait pris à son compte jusqu'à ce jour les condamnations dont l'ex-empereur avait été l'objet en raison de ses crimes, on s'est rabattu sur la loi et les règlements.

Si Bokassa I<sup>er</sup> n'a pas été traité en citoyen français, expliquait-on sans rire dans les milieux officiels, c'est parce qu'il avait omis de faire une « déclaration recognitive ».

Personne parmi les ministres a souvent reçu fastueusement à Bangui n'a osé exposer cet « argument » juridique à l'ex-empereur. Au terme d'un « régime » marqué par la forte « personnalisation » des relations entre le souverain et les dirigeants français, personne, sauf peut-être un haut fonctionnaire, n'a eu le courage d'une explication « d'homme à homme ». Quelle méditation Bokassa I<sup>er</sup> eût dû provoquer du fond de son désespoir contre ceux qui, pour toute réponse à ses demandes, lui ont envoyé les tireurs d'élite de la gendarmerie !

L'hypocrisie prévaut encore alors que l'ex-empereur a quitté le territoire français. C'est apparemment au gouvernement du « pays africain ami »

choisi comme terre d'asile qu'on laisse, lundi matin à Paris, le redoutable privilège d'annoncer la nouvelle de son arrivée. C'est au président Dacko et à ses hommes de confiance qu'on demande, en gage de reconnaissance, de justifier l'importante présence de parachutistes français à Bangui.

« Les trois mille Français qui vivent dans ce pays étaient en danger permanent, exposés quotidiennement aux caprices et aux vengeances possibles de l'empereur », a expliqué aux journalistes un haut fonctionnaire centrafricain. Les vengeances auxquelles sont exposés maintenant certains de ces Français auraient été, sans la présence des militaires, celles de Centrafriens qui n'ont pas oublié leur attitude sous « l'empire ».

Il est inquiétant que les parachutistes français soient maintenant amenés à « contrôler » des manifestations d'étudiants et de lycéens qui, à Bangui, protestent contre la mise en place d'un gouvernement constitué par d'anciens collaborateurs du tyran. Sans doute, la responsabilité personnelle de ces hommes dans les crimes commis ces dernières années n'est-elle pas évidente. Les passés de complaisance ne les désignent cependant pas pour assumer la « continuité » du pouvoir.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(Lire la suite page 3.)

## AU JOUR LE JOUR

L'homme, immobilisé quarante-huit heures dans sa Caravelle en bout de piste sur la base militaire d'Evreux, se serait écrié : « Je ne suis pas un pirate de l'air ! », mais peut-être bien qu'il était un pirate de terre.

Il a été expulsé, comme un colis encombrant, par les autorités d'un gouvernement qui ne paraissait plus le reconnaître ; mais, pourtant,

## Les faux frères

Il appelait de Gaulle « papa », et l'actuel président lui disait « mon parent ».

Empereur déchu et citoyen français, il aurait pu, semblerait-il, être fuyé en France, mais imaginez un instant la situation si la défense avait fait appel aux témoignages de ces messieurs de la famille...

BERNARD CHAPIUIS.

## HAENDEL A LA BESNARDIÈRE

### La majesté du roi Salomon

Le soleil qui dore les vendanges de Vouvray était au rendez-vous d'un des plus récents « grands crus » des festivals, « Musique à La Besnardière », logé dans un minuscule vallon de l'Ourvine où un amateur d'art a construit cette belle grange de bois médiévale, autour d'un vieil orgue de Burgos dont nous avons raconté l'histoire (« Le Monde » du 26 septembre 1978). Samedi soir, on s'y réfugiait un peu frileusement contre les premiers frimas, assurés d'une grande fiabilité de musique pour un oratorio de Haendel quasi inconnu, « Salomon ». Et ce fut effectivement la révélation d'une œuvre chaleureuse et splendide.

Dans la reconquête rapide de tout le répertoire ancien que mènent les producteurs de disques et les festivals pour trouver du « nouveau », à défaut d'intéresser le public à une création contemporaine bien hésitante actuellement, Haendel constitue un objectif de choix : quarante opéras, soixante-dix-neuf cantates italiennes et trente et un oratorios anglais, entre autres.

Jacques Bourgeois, directeur artistique de La Besnardière, s'y

applique : après « Jules César », l'an passé, il présentera un autre opéra italien, « Xérès », par deux fois, vendredi et dimanche prochain, tandis que « Salomon » incarne le rôle le plus puissant sans doute de l'œuvre de Haendel, l'oratorio.

C'est l'un des derniers, écrit en 1748, sept ans après « le Messie », deux ans après « Judas Macabée », par un compositeur de soixante-trois ans, et tout cela indique la plénitude du génie : œuvre fluide de plus de deux heures et demie en trois actes, où Salomon, comme Haendel, est à son apogée ; œuvre contemplative et sereine, où le roi jadis remercia Dieu de lui avoir permis d'élever le temple de Jérusalem, et chante avec sa femme un admirable poème d'amour conjugal où le grand prêtre et la reine de Saba célèbrent sa gloire et sa magnificence. Le deuxième acte fait diversion à ce concert de louanges (où la musique elle-même est abondamment encensée) avec la scène fameuse du Jugement, d'une écriture dramatique superbe.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 27.)



## INFORMATIQUE

Potion magique du capitalisme  
ou clé du socialisme

par GÉRARD COMPAIN (\*)

APRÈS Gutenberg et Marconi, la télématique est arrivée. Elle occupe des conseils des ministres, des pages entières de la presse, de la grande presse, de livres. M. le président de la République patronne la Semaine informatique et sociale, et nous convie à venir y réfléchir.

Le parti socialiste sera présent au rendez-vous, avec ses moyens propres (1). Ses militants dénoncent l'impérialisme du pouvoir, qui cherche à nous vendre un amalgame paternaliste, à savoir télématique = compétitivité = emploi = solution à la crise = société libre, mais qui, dans le même temps, abandonne le patrimoine industriel français de l'informatique et prend des pseudo-décisions afin de faire croire que le pays s'engage dans la voie de la télématique.

Selon le discours officiel, le gouvernement défend l'indépendance nationale : fusion C.I.L.-Honeywell Bull, francisation de L.M.T. et Eriasson-France, satellite national Telecom-1, relance d'une industrie nationale des composants, etc. En réalité, le discours du P.-D. G. de C.I.L.-H.B. ou du ministre des P.T.T. dissimule mal un bilan de l'industrie industrielle, même lorsqu'elle dispose de bons produits (centraux téléphoniques temporels, ordinateurs de gamme moyenne), les entreprises privées sont incapables de s'adapter réellement sur le marché mondial. Notre industrie électronique, à l'image du groupe Thomson, se réduit à une industrie d'armement, à l'électronique professionnelle, à l'électronique de la grande série soustraite des chefs de file américains et japonais (circuit

intégrés, tubes télévision, périphériques d'ordinateurs). Le cas le plus caricatural est celui de C.I.L.-H.B., qui sort son moyen ordinateur P.T.T. trois ans après 25, son équivalent européen C.I.L. mis à la casse en 1978. Elle a reçu 4 milliards de francs de l'Etat pour importer du matériel américain (60, Mini 6, périphériques magnétiques) destiné en principe à franchiser l'équipement du secteur public.

Dans ce processus, les responsabilités des grands groupes Thomson, C.G.E. plus financiers qu'industriels, laissant tous les risques à l'Etat pour maintenir les profits, sont indéniables. Mais il ne faudrait pas oublier la responsabilité personnelle de M. Giscard d'Estaing, qui a confirmé à trois reprises (1964, 1970, 1976) sa volonté de confier à un groupe américain le leadership de l'informatique française, et qui vient plus récemment d'agir de même en ce qui concerne les circuits intégrés avec National Semiconductor, Harris et Motorola.

Le parti socialiste réaffirme que les « bons choix » en matière d'emploi ou de société sont une illusion, dès lors que la France n'aura pas reconquis la maîtrise industrielle de l'ensemble électronique - informatique - télécommunications. Cette maîtrise repose sur le développement, la recherche et surtout les technologies de base (circuits intégrés, mémoires, fibres optiques, écrans de visualisation, satellites, etc.). Un autre aspect de la compétition en entraîne peut-être cent dans les matériels qu'ils permettent d'étudier et de fabriquer.

Division du travail et détérioration  
des conditions de vie

Le gouvernement, dans le rapport NORA, dresse l'épouvantail de la diminution catastrophique de l'emploi par l'automatisation des postes de travail dans l'industrie, par la généralisation de la télématique dans les services. Cette diminution toucherait aussi bien les emplois de bureau que les emplois plus qualifiés (professeurs, agents d'assurance, médecins, typographes, etc.). Il propose comme solution miracle, à la fois la compétitivité industrielle (exporter pour payer les importations d'énergie) et les services nouveaux (faire entrer de nouveaux besoins dans la sphère marchande), par conséquent d'un côté le secteur compétitif à haute productivité et hauts salaires, de l'autre, le secteur marginal aux salaires bas et emplois précaires (sous-traitance, intérimaires, temps partiel, etc.) venant s'ajouter au chômage structurel actuel. Cet accroissement de la division du travail s'accompagnerait d'une nouvelle détérioration des conditions de travail et de vie pour le plus grand nombre et d'une concentration du pouvoir, et d'abord de l'information, entre les mains des quelques-uns qui auront les moyens de financer les réseaux et les banques de données.

Mais le rapport NORA oublie de dire que, dans la crise qu'il traverse, caractérisée notamment par des taux de croissance plus faibles, le capitalisme a besoin du chômage, et même d'un chômage croissant, pour restaurer les taux de profit. C'est toute la philosophie économique de M. Barre, de plus, nous l'avons vu, l'industrie s'accroît pas ses exportations, la crise de l'emploi s'aggrave et justement dans un

secteur, l'industrie des télécommunications, où la demande reste pourtant forte. Même si des considérations très fortes de pouvoir conjuguées des industries à masquer le chômage par des réductions d'horaires (jusqu'à vingt heures par semaine), la téléphonie est en plein développement. C'est un fait, l'O.C.E.P. qui n'appartient à aucun des grands groupes de ce secteur en est la première victime importante. Mille deux cents licenciements sont prévus.

La stratégie de l'emploi du P.S. sera donc directement opposée à celle de M.M. Giscard et Barre. Pour nous, le plein emploi, sa répartition équitable de bonnes conditions de travail, sont l'objectif. La machine, ici la télématique, est un moyen et non un objectif en soi. La maîtrise industrielle et technique, second objectif, est en même temps la condition indispensable pour atteindre le premier. Si la réduction importante du temps de travail est un des éléments de notre politique, si ne pourra être tenu que par la création d'emplois nombreux dans les secteurs industriels et sociaux actuellement délaissés au profit d'une spécialisation internationale.

Nous lutterons systématiquement contre la division du travail, non seulement en France dans l'atelier, le bureau, le secteur d'activité, la région, où elle est un obstacle sur la voie de l'automatisation, mais aussi au plan international en substituant à la trop fameuse D.T.T. (2) une coopération internationale basée sur l'échange égal qui doit permettre au tiers-monde aussi de vivre, travailler et décider au pays.

Nous acceptons une formidable mutation du travail, à l'aide de

l'outil télématique; mais nous voulons que cette mutation soit planifiée, contrôlée par les travailleurs et les usagers, pour se traduire par moins d'exploitation et plus d'égalité. Là encore, la télématique est l'outil qui doit aider à la conduite de ce processus. Le fonctionnement même du système libéral est à l'inverse. Il doit toujours trouver de nouvelles sources d'exploitation; si les prix des matières premières montent, un nouveau prolétariat sera créé en France.

Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, la télématique en régime capitaliste ne libérera pas l'individu. Elle l'atomisera, chacun à sa place, pris dans le filet d'une information apparemment diversifiée. Nous aurons le choix de la chaîne de télévision, de la banque de données ou de la vidéo cassette, mais dont les sources seront contrôlées par les puissances d'argent, seules à l'heure du P.S.

(\*) Secrétaire du P.S. National Informatique du P.S.

## Les pieds d'argile

(Suite de la première page.)

Et si c'était le contraire? Un rapport du ministère néo-socialiste de la Défense publié en 1978 (2), attire l'attention sur les risques engendrés par l'informatique, qu'il range en trois catégories selon qu'ils proviennent de « facteurs externes » ou « internes ». Parmi les premiers, les auteurs de ce document citent notamment les actes de terrorisme, les catastrophes naturelles, les menaces de sanctions économiques en provenance de l'étranger. Du côté des seconds, on retrouve bien sûr la menace de diffusion de documents confidentiels (police, médecine, etc.), la trop grande dépendance à l'égard de spécialistes, le manque de connaissances des usagers, les erreurs involontaires de manipulation, du fait de l'interdépendance croissante des réseaux, peuvent avoir des répercussions très graves, soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé.

C'est la concentration de plus en plus poussée des systèmes qui amène à tirer le signal d'alarme.

## Les pertes économiques

Une étude menée pour la société Diebold, sous la direction de M. André George, en 1978 a permis d'évaluer « la nature et l'importance des pertes économiques dans l'utilisation de l'informatique en Europe en 1988 » (3). Les dommages annuels ont été évalués à une douzaine de milliards de francs suisses, soit près de 31 milliards de francs français. Les types de risques ont été classés en quatre catégories suivant leur impact immédiat : hommes (vie, santé, réputation); entreprises utilisatrices (pertes de données, pertes de marchés); divers (pertes d'information, de confidentialité, etc.). Prenons deux exemples : des dommages matériels et corporels causés par le mauvais fonctionnement d'un système de régulation de trafic aérien sont en définitive imputés à l'organisme chargé d'assurer la circulation; des produits chimiques détecteurs du fait d'une erreur d'un système informatique

de contrôle de production causent un dommage au client qui se retourne contre son fournisseur.

Plus on cherche à perfectionner les systèmes d'information de gestion, plus l'emploi de l'ordinateur devient indispensable, mais comme l'écrivent les auteurs de ce rapport : « Le système d'information est en fait un ensemble d'équipements, de données, de procédures, de méthodes de traitement, de restitution et de transmission des informations » commandés par l'homme et utilisant, dans la plupart des cas, des informations fournies par l'homme. » Des incidents peuvent donc survenir à tous les niveaux des équipements, des données, des procédures, des méthodes de traitement, de restitution et de transmission des informations.

Même si l'on n'attache pas plus de poids qu'il ne faut au « chiffrement », évidemment aléatoire, des données introduites par l'ordinateur dans notre société (face à la « valeur ajoutée » heureusement plus élevée obtenue grâce à lui), du moins ces recherches ont le mérite de rendre plus vigilants ceux qui ont la charge de mener une politique des technologies de l'avenir.

Le colosse informatique aura des pieds d'argile si l'on ne trouve pas la parade. Celle qui est la plus efficace doit être recherchée dans une décentralisation poussée. La chance est que le développement de l'informatique permet précisément d'éparpiller de plus en plus le traitement des données. Le tout est de savoir maintenir à la fois la force de coagulation et l'empoussiérage par une fois de plus. Le pouvoir même le plus libéral, craint d'abord la concurrence.

PIERRE DROUIN.

(2) The Vulnerability of the computerized society.

(3) Pour le compte de l'Association internationale pour l'étude de l'économie de l'assurance, 14, chemin Beau, 1203 Genève. Cette étude a été publiée par « The Geneva Papers on Risk and Insurance », N° 3, octobre 1978.

## INVENTAIRE

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

D'EUX ministres en ouverture. Un président de la République en clôture. Le pape de la convivialité, Ivan Illich. L'apôtre de la privatisation, Bruno Lussato. Les habitués du bistrot de la psycho-socio, Alain Touraine et Michel Crozier. Un commissaire européen, le vicomte Devignon. Un let de haute fonctionnaires et de grands patrons, avec — Informatique oblige — M.M. Malesonrouge, d'I.B.M. et Jean-Pierre Brûlé, de C.I.L.-Honeywell Bull. Une brochure de professeurs. Un quatuor de syndicalistes, avec Edmond Malre, André Henry et Bruno Vetter du D.G.B. allemand. Sans oublier trois Chinois, un Roumain et le jeune agriculteur de service. Et, last, but not least, M. Brzezinski, le conseiller spécial du président Carter. Non en chair et en os, mais, miracle de la communication, par l'image et le son. L'ancien secrétaire général de la commission trilatérale délivrera son message au temps réel depuis Washington.

Au total, pas moins de cent soixante personnalités, dont quarante étrangers, soigneusement choisis, disséminés sur le thème « Informatique et société ». Face à un parterre où se côtoient célébrités du monde des affaires et de la haute administration. Rien n'a été négligé pour faire de ce colloque le grand événement parisien de cet automne.

Le bon peuple, lui, est convié dans le même temps à « contre » ces drôles de machines. Au SICOB, bien sûr. A la télévision. Dans les médias. Mais aussi dans la rue et même le métro. A Paris et en province, des administrations, des entreprises ouvriront leurs portes pour lui montrer que l'informatique n'a rien de mystérieux, que l'ordinateur n'est après tout qu'une machine comme les autres. Juste un peu plus perfectionnée. Pendant ce temps, le Palais des congrès de la porte Maillot bourdonnera de dizaines de discussions, débats, interventions sur « la manière dont l'informatique va modifier la société ».

On y parlera de l'emploi. Des vingt-cinq mille que créait chaque année l'informatique. Mais aussi des dizaines de milliers qu'elle supprime. Les syndicalistes mettront l'accent sur les conditions de ce qui est de plus en plus un travail et de moins en moins un métier. Sans on ne peut pas un travailleur sur deux devra se substituer de la manipulation de symboles

plutôt que de la fabrication et de la fourniture de biens et de services matériels (1) ?

On y évoquera la domination américaine et les stratégies industrielles possibles pour tenter de s'en affranchir. Ou mieux, s'y intégrer.

On y décrira avec force détails la maison de demain, la cité du futur, cet ordinateur domestique qui libérera la ménagère. Du moins celles qui pourront s'offrir ces merveilleuses petites machines.

Les libertés menacées feront, comme d'habitude, l'objet de discussions animées. Chacun tentera de se rassurer, en se rappelant qu'une commission — une fois de plus — veille sur elles. Peut-être une voix s'éleva-t-elle pour étonner de ce livre de santé où le nourrisson d'une mère célibataire ou d'un travailleur immigré est classé à vie « enfant à risques ». Avec un peu de chance, un professeur exposera les dernières recherches pédagogiques en vigueur dans une quarantaine de classes tests en France. Les enseignants doivent classer les enfants de huit ans en « conservateurs », « réactionnaires », « racistes », « anti-racistes », « nationalistes » et « anti-nationalistes ».

On se demandera si la banalisation de la culture est inhérente à l'informatique. Avec un peu de chance, la question sera élargie à cette normalisation des choses et des esprits que l'on sent se mettre en place un peu plus chaque jour.

Dans cette nouvelle société où doit prendre la succession de la société industrielle, l'information sera la principale ressource. Son contrôle donnera accès au savoir et sera source de pouvoir. Il serait intéressant que le colloque s'interroge sur le soulèvement de Soljenitsyne, relayé par Michel Foucault (2), qui vise à substituer au « droit de tout savoir... le droit de ne pas savoir ».

Dernière précision : on ne parlera pas à ce colloque de politique. C'est promis. Les organisateurs ont soigneusement écarté les représentants des partis. De crainte que ceux-ci n'utilisent la tribune à des fins partisanes. M.M. Segard et Giraud, M. Valéry Giscard d'Estaing, c'est bien connu, ne font pas, eux, de politique.

(1) « L'information et l'information dans la croissance et la crise économique ». Une étude de Jean-Louis Lussato, 1977.

(2) L'opinion n'est-elle nulle part, Michel Foucault, Albin Michel, 1978.

La télématique isolera  
davantage l'individu

JUSQU'À présent, la télévision, la radio, les journaux se sont contentés de nous définir la télématique comme le « mariage de la télévision, de l'ordinateur et du téléphone ». On nous explique le fonctionnement des nous chante les louanges de cette merveilleuse invention. Quelle joie de être en mesure de se retenir les horaires de trains, d'obtenir le numéro d'un abonné, passer ses commandes auprès des magasins de vente par correspondance, sans avoir à se déplacer, en évitant les lignes encombrées et les mille et une tracasseries inutiles de la vie quotidienne ! Quel gain de temps ! Que dire encore du télécopieur, autre application de la télématique, qui permet aux usagers la transmission de lettres ou autres documents au prix d'une communication téléphonique sans l'intermédiaire de la boîte aux lettres.

Bien sûr, on évoque les suppressions d'emplois et les restructurations, mais on ne pose pas la question fondamentale, celle de l'homme. La finalité du progrès n'est-elle pas, ou ne devrait-elle pas être, le plus grand bonheur, ou, pour être plus modestes, le plus grand bien-être de l'homme ?

Mariage de l'ordinateur, du téléphone et de la télévision, nous dit-on. L'ordinateur, s'il facilite et accélère la recherche des informations, a indexé, fiché, numéroté l'individu, comme toute, restreint la liberté individuelle par la centralisation à laquelle il aboutit, en resserrant autour de chacun les mailles d'un filet au travers desquelles il ne peut même plus se faufiler. Le téléphone, en rendant la communication facile et rapide, l'a, simultanément, rendue superficielle. La télévision, en pénétrant dans les foyers, uniformise les

loisirs, standardise la pensée, transforme l'individu en récepteur passif et tue l'échange.

Le mariage dont nous parlons sera-t-il heureux ? Il est permis d'en douter. La télématique ne va contribuer qu'à isoler un peu plus l'individu. Enfermé au bureau puis dans son appartement, l'être humain sera relié au monde par des boutons et le monde lui apparaîtra sur des écrans. Peut-être l'homme de l'an 2000 en perdra-t-il l'usage de la parole. Car la communication c'est avant tout, non seulement l'échange, mais aussi l'échange direct. L'homme a besoin de parler à l'autre, il a besoin que l'autre lui parle, il a besoin de sentir la présence et la chaleur de l'autre. Or, la télématique placera des écrans dans la vie de l'homme qui seront autant de murs l'enfermant dans une prison où il occupera seul sa cellule. Et aujourd'hui on prétend que ces murs que l'on dresse seront libérateurs !

Une des racines du mal, dans la crise de société que traverse le monde occidental, c'est le manque de communication. Dans une société hiérarchisée et spécialisée où l'individu n'est qu'un des rouages du système, le courant ne passe plus entre les rouages, et la machine se détraque. La télématique c'est le progrès de la technologie, non le progrès de l'homme, non la progression vers un plus grand épanouissement. L'espérance ne nous a-t-elle pas abandonnés, démontés que les deux formes de progrès ne sont pas nécessairement liées ? Il semble que nous ayons encore besoin de quelques leçons. En disant tout cela, nous ne sommes pas en train de plus les individus tout en améliorant les communications, la télématique tue la communication. L'homme qui télécommuniquera ne saura bientôt plus communiquer.

CORINNE ZYLBERBERG.

LA POLITIQUE AUX PAYS  
DES MERVEILLES

Par Georges Burdeau.

ANALOGUE à celui où nous entraîne Alice, l'univers politique est un monde magique. Les croyances y politisent les faits et les actes pour les insérer dans une cosmogonie enchantée d'où émerge la figure ambiguë du pouvoir, monstre sacré né de l'accouplement de la nécessité et des fantasmes de la peur. Il est au centre de la fonction politique qui, comme toutes les fonctions vitales pour la société, s'adosse à une mythologie et à un rituel dont la rationalité est exclue.

Collection « La Politique éclairée » dirigée par Lucien Sfez.

puF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



## La population de Bangui manifeste des sentiments mitigés à l'égard du nouveau régime

**La télématique isole  
davantage l'individu.**





# AFRIQUE

LE CHANGEMENT DE RÉGIME EN CENTRAFRIQUE

## Moscou dénonce l'ingérence militaire de la France

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique vient de critiquer à nouveau la politique africaine de la France à la suite du coup d'État qui a provoqué la chute de Bokassa. L'agence Tass, citant la guerre du Gabon et de l'intervention française au Zaïre au printemps de l'année dernière, elle avait mis une sourdine à ses critiques, bien que les divergences subsistent entre Paris et Moscou. Mais elle ne manque aucune occasion de les rappeler.

L'agence Tass cite le dimanche 23 septembre par la Pravda, souligne que les unités françaises sont arrivées à Bangui à la veille du coup d'État. Substantiellement des citations de la presse française, elle précise que ces forces devaient assurer le succès de l'opération, étant donné que le successeur de Bokassa est peu populaire en République centrafricaine. Avec l'Humanité, elle considère que l'ingérence militaire de la France au Zaïre, au Tchad et maintenant en République centrafricaine, montre qu'elle veut jouer le rôle de gendarme des pays occidentaux en Afrique.

Tass s'en prend aussi directe-

ment au nouveau président David Dacko pour ses déclarations sur les livraisons d'armes soviétiques à Bokassa. « Il est pourtant notoire », dit l'agence Tass, « que l'empereur recevait des armes, des conseillers ainsi que des cheu- vures blanches et du champagne pour son couronnement. »

Enfin, conclut l'agence soviétique, « il est symptomatique que des unités d'élite soient envoyées en Centrafrique, les autorités françaises leur déniaient habituellement le droit de solliciter des aides amicales de l'étranger. » Allusion tout à fait claire à la présence soviétique et cubaine en Afrique. On remarquera cependant que cette phrase qui figure dans le service français de l'agence Tass, destinée essentiellement à l'Afrique, n'est pas reprise dans la Pravda, ce qui en atténue quelque peu la signification.

Dans sa revue hebdomadaire, le journal du P.C. soviétique se félicitait dimanche de la chute de trois dictateurs sur le continent africain, en Ouganda, en Guinée équatoriale et en République centrafricaine. De même, Tass déclare que, « corrompu et impopulaire au plus haut point, le régime de Bokassa était devenu insupportable pour les masses laborieuses de la République centrafricaine ». Mais les moyens d'information soviétiques ont été dépourvus de Bokassa pour « décrire » ces massacres dont ils n'avaient souffert moi ni après les révélations d'Amnesty International ni après le rapport des juristes africains, tout comme ils avaient gardé un silence total sur les exactions des régimes Macias et Amin Dada jusqu'à leur renversement, que la Pravda qualifie maintenant de « seconde naissance de l'Afrique ». — D. V.

## M. MARCHAIS : la France doit cesser ses interventions en Afrique.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui était dimanche soir 23 septembre, l'invité du Club de la presse d'Europe 1 a déclaré :

« On ne peut que se féliciter du fait que Bokassa, qui a la responsabilité de crimes extrêmement lourds dans son propre pays, ait été écarté du pouvoir. Cela étant dit, dans quelles conditions, quelles sont les perspectives ? Il ne m'appartient pas, de soir, de donner une réponse à ces questions. La seule chose que je peux dire, c'est qu'il appartient, à mon avis, au peuple centrafricain lui-même, de juger cet homme pour les crimes qu'il a commis. Par conséquent, normalement, et le gouvernement en place était un gouvernement démocratique, respectueux des droits de l'homme, il demanderait son extradition, ou son retour à Bangui. »

« Ma seconde observation, c'est qu'il est souhaitable que la France cesse ses interventions en Afrique. Je l'ai dit à qu'on M. Giscard d'Estaing le gouvernement français s'engage de plus en plus dans des interventions en Afrique qui ont à l'encontre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à l'encontre des intérêts bien compris de la France. »

## M. MITTERRAND : une sorte d'acte négociation.

M. François Mitterrand, premier ministre du P.S., qui était dimanche 23 septembre, à Fougères (Ille-et-Vilaine) la fête de la rose, estime, à propos de l'affaire Bokassa, que « c'est un acte de négociation, une sorte d'acte de négociation qui veut qu'aujourd'hui tous les regards soient tournés vers les masses populaires, les enfants de ses compatriotes et qui fut pendant si longtemps, avant et même un peu après, l'acte de négociation, l'acte de négociation qui a permis de la présence française en Afrique. »

## DANS LA PRESSE

LE FIGARO : appliquer le code pénal.

« Beaucoup d'Africains ont, eux aussi, le double sentiment et, pour eux, c'est quelque chose : un souvenir sentimental très fort et une assurance pour l'avenir. A quel prix ? Le prix de la présence française en Afrique, entend-on dire en France ? »

« Le code de procédure pénale prévoit expressément le jugement sur la territoire national des ressortissants français qui sont reconnus coupables de crimes à l'étranger. »

« La France s'est trop longtemps servie de Bokassa pour s'en laver les mains. Il lui restait une responsabilité : montrer, que devant la loi, et devant la justice, tous les Français sont égaux. »

SERGE MAYER.

L'AURORA : de quel front ?

« Nos Excellences — dont le manque de cœur n'est plus à démontrer — sont-elles dépourvues de culture et de mémoire au point d'ignorer qu'à Varenberg on jugea non seulement ceux qui avaient commis des atrocités, mais ceux qui, les ayant connues, les avaient couvertes de leur épée ? De quel front, de quel front, nous parler de morale, de droits de l'homme, de vocation de la France, ces gens qui, il y a un mois encore, lorsque le ministre ou l'un des siens venait en France, s'adressaient à la coupole de l'appareil pour lui présenter leurs citations et lui fournir des voitures officielles ? »

(DOMINIQUE JAMET.)

LE MATIN : la France narguée.

« Bokassa aura réussi à inscrire à son sésame palmarès de bouffon capricieux et criminel un dernier titre de gloire : il aura nargué pendant plus de deux jours cet Etat français qui l'avait lâché, en refusant de quitter le territoire national, en arguant de sa nationalité française. La France, qui connaissait tous les détails du coup d'État pour l'avoir organisé en sous-main, n'aurait pas imaginé que le despote choisirait comme terre d'asile le pays qui avait organisé sa chute. »

LIBERATION : un otage à la poubelle.

« Le cher parent d'acier devient une personne non gracieuse, la présence sur le sol français est insupportable. Bokassa est aujourd'hui un otage entre les mains d'un système qui l'a produit, entretenu et sauvé, avant de le jeter à la poubelle. C'est fort dommage que la France ne veuille pas entendre cet homme raconter lui-même son histoire, notamment celle qu'on écrit d'habitude : celle de son rôle durant treize ans, les rapports secrets des antennes locales du gouvernement français. On apprendrait non seulement des détails croustillants sur les corruptions et les corrompus, mais surtout comment on cuisine l'avenir de tout un peuple, d'un des peuples les plus pauvres du monde, en dépit de ses diamants et de son uranium. Malheureusement, ce n'est qu'un rêve. »

FRANCE-SOIR : choyé par tous les gouvernements.

« Qu'aurait-il fallu faire ? Il faudrait tout d'abord rappeler que pendant treize ans, tous les gouvernements sans exception ont choyé, caressé et soutenu Bokassa sans rien ignorer de ses crimes. »

« Il faudrait ensuite indiquer que ce n'est que tout récemment, et après avoir tenté de fermer les yeux sur les flaqueuses de sang qui s'épandait à Bangui, que la France s'est décidée à prendre ses distances à l'égard de son protégé. »

« Il faudrait enfin souligner que le gouvernement français aurait été beaucoup plus à l'aise pour constater la contestation citoyenneté française de Bokassa s'il venait solennellement déclarer au moment des massacres de Bangui, ou même avant. »

(BERNARD BAYEUX.)

# EUROPE

Espagne

## APRÈS L'ASSASSINAT DU GOUVERNEUR DU GUIPUZCOA

### Le général Milans del Bosch évoque une éventuelle intervention de l'armée pour « garantir la souveraineté et l'indépendance de la patrie »

De notre correspondant

Madrid. — Assassinateurs de militaires, manifestations répétées de mécontentement au plus haut niveau de l'armée, le panorama s'assombrit de nouveau en Espagne à un mois d'une élection décisive pour la solution du problème basque : le référendum sur l'autonomie.

Alors que les rumeurs provoquées par l'assassinat de deux officiers supérieurs à Bilbao étaient à peine apaisés, le dimanche 23 septembre c'est un général, le gouverneur militaire de la province du Guipuzcoa, qui est tombé sous les balles des séparatistes. Le jour même, dans une interview au quotidien conservateur A. B. C., le lieutenant-général Milans del Bosch, chef militaire connu, dressait un bilan extrêmement négatif de la transition politique. Renchérissant sur les déclarations faites quelques jours plus tôt par certains de ses frères d'armes, il affirmait que le terrorisme n'était pas combattu de façon satisfaisante et indiquait que l'armée se sentait peut-être amenée à intervenir.

L'attentat de dimanche a mis en lumière l'insécurité avec laquelle certains responsables militaires perçoivent les directives données de Madrid pour assurer au maximum leur sécurité. A l'approche du référendum et en prévision de possibles provocations de l'ETA, le gouvernement en effet demandé à tous les échelons de l'armée de multiplier les précautions. Or, c'est sans escorte et apparemment sans méfiance que le général Lorenzo González Valles, gouverneur militaire du Guipuzcoa, la province la plus menacée, déambulait dimanche matin en compagnie de sa femme sur la célèbre promenade maritime de la Concha à Saint-Sébastien.

Selon les témoins, un jeune homme est arrivé derrière lui et lui a tiré à bout portant

enfil ensuite avec un complice qui l'attendait à bord d'une voiture, volée le matin même. Le général est mort sur le coup. Agé de cinquante-neuf ans, il avait commandé dans les rangs de la division Azul sur le front russe, il se trouvait en poste à Saint-Sébastien depuis le printemps dernier.

Dimanche soir, la police ne semblait en possession d'aucun indice sur les auteurs du crime, qui ont disparu avec la même facilité que lors d'opérations précédentes. Le chef du gouvernement, M. Adolfo Suarez, a réuni les ministres chargés de la défense et de la sécurité, ainsi que les principaux chefs militaires, mais rien n'a transpiré de ce conseil restreint, habituel après chaque attentat important.

## Chantage et pornographie

Le maire de Saint-Sébastien, M. Jesús Alkain, membre du parti nationaliste basque, principal partisan du « oui » au référendum, s'est adressé par radio à la population pour dire que la population devait réagir, car « ça ne pouvait plus durer ». Le secrétaire général de la section basque de l'U.C.D. (Union du centre démocratique), M. Jesús María Viana, a donné une explication désormais classique de la stratégie suivie par l'ETA : l'organisation séparatiste veut créer une ambiance propice à la réalisation du référendum sur l'autonomie, dont la réussite risque de sonner son déclin. Elle tente de provoquer un retour à une situation antérieure pour apparaître comme « l'armée de libération du peuple opprimé ».

Mais la déclaration la plus retentissante a été faite avant

l'attentat. Son auteur, le lieutenant-général Jaime Milans del Bosch, le lieutenant-général de la troisième région militaire qui a son siège à Valence, appartenait à une célèbre famille d'officiers. Certes, il n'a jamais été réputé pour sa sympathie à l'égard du régime démocratique. Mais ses réflexions reflètent un état d'esprit largement répandu dans l'armée : interrogé sur la transition, il répond : « Objectivement parlant, son bilan ne semble pas positif : terrorisme, insécurité, inflation, chômage, dévotion, pornographie et surtout crises d'autorité. Dans l'armée nous avons observé la transition en position d'attente et avec un profond mécontentement. »

Ayant ainsi imputé allègrement à la démocratie les incidences espagnoles d'une crise économique qui affaiblit l'ensemble du monde occidental, le lieutenant-général affirme à propos du terrorisme : « En juger d'après les résultats, on ne lui donne pas le traitement adéquat. Peut-être la solution serait-elle dans la promulgation de lois complètes, dans leur application rigoureuse et dans la mise en pratique des mesures policières nécessaires. » Comme on lui demande à quel moment à son avis l'armée pourrait être amenée à intervenir pour résoudre le problème basque, il répond : « Quand il sera devenu évident que les lois, l'action policière et judiciaire sont insuffisantes ou quand — conformément à la mission que nous assigne la Constitution — il sera nécessaire de garantir la souveraineté et l'indépendance de notre patrie. »

Dans d'autres passages de cette interview, le lieutenant-général Milans del Bosch dénonce aussi « l'irresponsabilité » et la « cour-

disse » qui, selon lui, règnent en Espagne. Mercredi, c'est le chef d'état-major de l'armée de terre en personne, le lieutenant-général Gababens Montero, qui avait déclaré à Santa Cruz de Ténériffe que l'Espagne était « malade » et soumise à des « traitements qui ne donnaient pas les résultats satisfaisants ». Il répondait à un discours du capitaine général des Canaries qui s'en était pris à l'inefficacité dans la lutte anti-terroriste et à l'impunité dont jouissent ceux qui « portent atteinte à l'Espagne et à ses symboles ». Le lendemain, un professeur à l'académie générale militaire publiait une lettre ouverte, reproduite par plusieurs journaux à propos de l'attentat de Bilbao, dans laquelle il évoquait les « déclarations d'indignation et de réprobation faites par les stupides et les pharisiens » et se posait comme « un acceptant des appels officiels à la sérénité ».

Il y a un an, il était courant d'entendre dire dans l'armée que le vice-président chargé des problèmes de défense, le lieutenant général Guillermo Mellado, avait interdi à ses subordonnés de tenir des propos publics sur les problèmes politiques. Plusieurs officiers supérieurs ont été punis pour avoir enfreint cette règle. Or les prises de position se multiplient depuis quelques jours dans l'armée avec une apparente facilité : la doctrine a changé ou ce qui a varié, c'est l'aptitude à la faire respecter.

CHARLES VANHECKE.

## M. ADOLFO SUAREZ SE REND EN AMÉRIQUE CENTRALE ET A WASHINGTON

Madrid (A.F.P.). — M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement espagnol, effectuera des visites officielles dans divers pays d'Amérique centrale avant de se rendre à Washington. Il ira d'abord au Costa Rica, où il séjournera du 28 au 30 septembre, puis au Nicaragua, le 29 septembre, et enfin à Panama, les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre.

M. Suarez sera ainsi le premier chef de gouvernement occidental à se rendre au Nicaragua, depuis la victoire sandiniste dans ce pays. Ce voyage en Amérique centrale s'inscrit dans le cadre de l'offensive diplomatique espagnole en direction de l'Amérique latine.

On souligne que le voyage de M. Suarez sera essentiellement politique.

## République d'Irlande

### M. LYNCH ESTIME LA RÉUNIFICATION AVEC L'ULSTER SOUHAITABLE, MAIS IMPOSSIBLE DANS LE CLIMAT ACTUEL.

(De notre correspondant.)

Dublin. — Le débat sur la crise en Irlande se poursuit. Il a été relancé, samedi 23 septembre, par un discours du premier ministre irlandais, dans lequel M. Lynch a déclaré que, sans la mise sur pied d'un système d'administration unique participant des deux communautés de la province, unioniste et nationaliste, il ne sera pas possible d'avoir de paix possible. En Irlande même (OUP), le pasteur Ian Paisley, a estimé de son côté que le gouvernement britannique devait inviter toutes les formations de la province, y compris les nationalistes, à une nouvelle convention, puis soumettre le résultat des discussions à un référendum.

Au cours d'un entretien avec des journalistes américains et européens, M. Lynch a déclaré : « Le terrorisme dans une partie de notre communauté est une menace pour tous. La violence fait notre insécurité, et l'instabilité la violence. Il est l'intérêt de tous que la langue soufrance du peuple d'Irlande du Nord prenne fin. Toute l'histoire de cette île démontre qu'on ne peut bâtir le pays que sur le consentement et la réconciliation. C'est dans ce sens que nous travaillons. » Le premier ministre a exprimé à nouveau son espoir que la République d'Irlande et l'Ulster soient réunifiés ; mais, étant donné les crises et les préjugés de la majorité unioniste en Irlande du Nord, il admet que, dans le climat actuel, cela n'est pas possible.

M. Lynch a ainsi précisé sa politique vis-à-vis de l'Ulster, politique qui lui avait récemment valu quelques difficultés au sein de son propre parti, le Fianna Fail (le Monde du 11 septembre). Le chef du gouvernement irlandais a d'ailleurs convoqué une réunion de ses amis politiques pour le vendredi 28 septembre, afin de clarifier la situation intérieure de sa formation.

JOE MULHOLLAND.

## LA CAMPAGNE POUR LES BASQUES RÉFUGIÉS EN FRANCE

### Visite aux séquestrés volontaires d'Oyarzun

Saint-Sébastien. — « Ce-bien de temps allez-vous tenir ? — Tant qu'il faudra. »

La réponse est chaque fois la même, lancée sans un battement de cils comme un défi ou comme un slogan. Ces « encerrados », les reclus volontaires qui font du sit in depuis plusieurs jours au Pays basque en faveur des réfugiés d'Euzkadi-Nord affirment qu'ils tiendront aussi longtemps que le gouvernement français ne renverra pas les masses administratives décidées le 30 janvier et appliquées depuis un certain temps avec rigueur. Dans l'hyper-marché Mamouth d'Oyarzun, par exemple, ils sont une quinzaine « encerrados » des deux sexes et de divers âges qui se sont aménagés un point de résistance dans les bureaux de la direction. Leurs nuits protestataires se passent sur des lits-cages posés dans les stocks du magasin.

D'autres — des centaines — font la même chose ailleurs : pancartes à la porte et camping improvisé dans une maison, une usine ou une église. Parfois, une grève de la faim. Les patrons se taisent. La police ne bouge pas. Il ne faut pas troubler la campagne électorale qui commence en faveur du statut d'autonomie négocié à Madrid. Comme beaucoup d'entreprises françaises, Mamouth a été plastiqué. Mais les responsables restent calmes : ils ont décidé d'oublier leur cartésianisme natal. Lancé début septembre au cours d'une « assemblée populaire », le mouvement en faveur des réfugiés finira sans doute comme il a débuté : apparemment en suivant les impulsions de la base, en fait en répondant à des consignes données au sous-main.

Au début, les reclus de Mamouth étaient plutôt réticents pour parler. La presse, ils ne l'aiment guère. Le journaliste qui arrive, ils vérifient son identité, ils passent des coups de fil pour savoir ce qui, peut être dit et comment. A la fin, le verdict tombe : d'accord pour une interview, mais avec un collectif. Alors, trois heures plus tard, ils sont trente, quarante, réunis autour de bouteilles d'eau minérale. Venus de Renferie et de Pasajés, du métal, de la chimie ou de l'alimentation. Tandis, méfiant, l'œil brûlé de fatigue,

De notre envoyé spécial

Curieux malgré tout : l'occasion est fort bonne de s'adresser à travers un journal au gouvernement « centraliste » et « répressif » parlier. Un jeune demande pourtant avec agressement ce qu'est ce journal : est-il lu dans les « couches populaires » ? Ne va-t-il pas censurer son correspondant ? Au fond de la salle, un barbu à l'œil froid semble remplir l'office de commissaire politique : il note tout ce qui se dit, et à la fin s'informe de ce qui se paraît et sous quelle forme : « Nous saurons alors si nous pouvons vous féliciter. » L'ambiance est à couper au couteau. Peu d'arguments, mais des affirmations péremptoires. A la sortie, des tracts de l'ETA sont tirés d'une poche et offerts en guise d'adieu : on y voit un Juan Carlos minuscule tenu par un Franco énorme et triomphant.

## « Au service du capitalisme »

Les encerrados ne demandent pas, ils exigent que la France rétablisse le statut de réfugié en faveur des Basques. Ils luttent « jusqu'au bout » pour appuyer cette revendication et « massifieront leur lutte ». Certains agitent même l'idée d'une grève générale. Si on leur dit que la future autonomie risque de tout bouleverser, d'enlever toute justification à l'idée même de réfugié basque, ils se répandent en sarcasmes. Cette autonomie, disent-ils, sera « bidon ». L'exploitation des travailleurs restera la même. « La police autonome sera au service de l'Etat espagnol, du capitalisme espagnol ».

Mais, si la majorité des Basques votent en faveur de leur autonomie, acceptent-ils, eux, ces partisans de l'ETA, la loi de la majorité ? Pas du tout.

Cela signifierait simplement que la majorité se trompe « par manque de formation politique ». Ess seuls ont raison, car ils ont l'esprit de sacrifice. « Quelqu'un affirme : « Nous ne nous lions pas au référendum organisé par des gouvernements capitalistes. Le référendum sur l'autonomie sera antidémocratique car organisé par le pouvoir de l'argent. » A l'exception d'Harri Batasuna — parti qui a lancé la campagne en faveur des réfugiés de l'ETA militante — aucune formation ne trouve grâce devant eux : même Euzkadi Eskerra, coalition indépendantiste dirigée par d'anciens accusés du procès de Burgos, car elle a le tort à leurs yeux de dire « oui » au statut d'autonomie, de le considérer comme une étape importante vers l'autogouvernement. Et si l'on s'informe de ce qui peut

se passer demain quand les Basques gouverneront le Pays basque, si l'on évoque le risque d'une guerre fratricide en raison du jusqu'au-boutisme de l'ETA, alors vient l'argument final, celui qui résume tous les autres : il n'y aura pas de guerre fratricide ; le pouvoir étant aux mains de la bourgeoisie basque, ce sera une guerre « classe contre classe ». Un homme s'entonne : à Madrid, ce sont toujours les mêmes qui se parlent. Rien n'a changé depuis Franco, les Basques ne pourront rien obtenir « sans que la sang soit versé ». Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain.

On quitte des encerrados avec des craintes pour l'avenir. L'interview finie, chacun rejoint son poste de résistance, sans parler. Les provisions s'accumulent dans un coin. C'est le « peuple » qui réveille. En bas, sous les néons de l'hyper-marché, les étiquettes sont souvent bilingues. Rien n'obligeait la direction, quand le Mamouth d'Oyarzun s'est ouvert il y a trois ans, à utiliser l'euskera. Elle l'a fait pour la « touche » régionale. — Ch. V.

## CORRESPONDANCE

### La terre des expulsions

M. Jean-Pierre Faye nous écrit :

La terre des Droits de l'homme est devenue le pays des expulsions d'étrangers. Après l'extradition de Klaus Croissant et de Gabor Winter, après l'arrestation de Franco Piperno à Paris, par l'effet d'un télégramme d'extradition, voici maintenant les réfugiés de tout genre contre des réfugiés politiques basques qui vivaient et travaillaient en France depuis des années. Certains d'entre eux ont une longue histoire de résistance, des enfants à l'école de langue française.

Face au décret qui les chasse arbitrairement des neuf départements frontaliers, ils ont décidé une grève de la loi qui en est à son trente et unième jour, à Hendaye et à Bayonne. Un prêtre s'est joint à eux, le curé de Soos. Couchés dans l'église — de moins ceux qui n'ont pas été hospitalisés d'urgence, — ils sont gardés par un peloton de jeunes camarades de travail qui, nous disait une jeune fille parmi eux, espèrent que leur présence déstabilisera les tueurs : ceux qui à Biarritz, venant de cribler de balles un réfugié basque, volait peu de jours.

Combien de temps va-t-on laisser durer cette situation cruelle ? L'actuel gouvernement veut donc choisir d'être celui qui aura, de tous côtés, délaissé le droit d'asile en France.

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES

# MEDECINE

## ET PHARMACIE

5 centres : quartier latin - Neuilly - Nation - Châtelet - Orsay  
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 7229.94.94, 745.08.19  
Généraliste et de professeurs

CEPES



# PROCHE-ORIENT

## Liban

### Sérieux affrontements entre phalangistes et membres chrétiens du Mouvement national

De notre correspondant

Beyrouth. — Tandis que le calme régnait au sud pendant le week-end, le nord du Liban a été le théâtre de troubles sérieux. Des obus de mortier ont été tirés sur la place du village d'Amioun, au moment où s'y déroulait une cérémonie commémorative du Parti populaire syrien (P.P.S.), un des partis membres du Mouvement national à laquelle assistait notamment un dirigeant du P.M. M. Abou Issa. Il y eut trois morts et quatre blessés. Les miliciens du P.P.S. ont riposté en tirant sur

le village de Deir-Bella, tenu par les phalangistes, d'où provenaient sans doute le bombardement. Ce type d'incidents, mêlant aux prises les Phalangistes au Mouvement national, ne s'était plus produit depuis longtemps. Amioun, et la région de Koura, qui l'environne, sont entièrement chrétiens, — étant un fief du P.P.S., les échanges d'artillerie de dimanche risquent de ne pas demeurer sans suite.

### LE PRÉSIDENT SADAT MINIMISE LA PORTÉE DE LA DÉCISION DE JÉRUSALEM DE DÉVELOPPER L'IMPLANTATION JUIVE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS.

Le Caire (A.F.P.). — Le président Sadat a minimisé, le dimanche 23 septembre, au cours d'une conférence de presse à résidence d'Amman, l'impact de la décision du gouvernement israélien d'autoriser la construction d'habitations dans les territoires occupés. « Ce n'est pas un soufflet », la presse égyptienne a écrit. Cette décision est née des anciennes conceptions politiques israéliennes, et le valait en discuter avec M. Menahem Begin à notre prochaine rencontre.

### Livraison d'armes au Maroc

À propos de l'appui militaire égyptien au Maroc, le président Sadat a estimé que le Polisario était composé de « Cubains » et de « mercenaires ». Dans une interview publiée samedi par l'hebdomadaire « Okaz », le chef de l'État égyptien a révélé que le Caire fournissait effectivement des armes au Maroc. Il a, en outre, accusé l'Arabie Saoudite et « des éléments marocains » d'avoir dressé le roi Hassan II contre l'Égypte. Il a exprimé l'espoir de voir le souverain se débarrasser des « soldes égyptiens » envoyés à l'Arabie Saoudite et à l'Irak avant que ceux-ci ne se débarrassent de lui.

Après avoir accusé l'Arabie Saoudite et le Liban de complots pour renverser le régime du maréchal Némery au Soudan, il a dénoncé l'ensemble de ses adversaires arabes, qui tentaient d'« affaiblir » le peuple égyptien en le privant d'une assistance économique et financière. D'autre part, quatre accords ont été signés samedi au Caire, en vertu desquels l'Agence américaine pour le développement international (AID) accordera à l'Égypte la somme d'environ 65 millions de dollars pour l'année 1979. Cette aide sera essentiellement consacrée au financement de projets de secteur privé au développement du Sinaï et à l'amélioration du système des égouts à Alexandrie.

### LE CAIRE DÉMENT AVOIR REÇU DES FOURNITURES MILITAIRES SOVIÉTIQUES

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Les autorités égyptiennes ont publié un communiqué officiel démentant catégoriquement les informations parues dans la presse européenne (le Monde daté 23-24 septembre) et selon lesquelles « l'Union soviétique aurait fourni récemment à l'Égypte des moteurs d'avions militaires et des pièces de rechange pour hélicoptères ». Ces rumeurs sont dénuées de tout fondement, précise le Caire. L'Union soviétique n'ayant absolument fourni aucune aide militaire à l'Égypte depuis le mois d'octobre 1973. De pareilles allégations visent uniquement à nuire aux relations amicales égypto-américaines.

Certains experts militaires étrangers continuent d'affirmer, de leur côté, que si aucune livraison massive ou régulière d'armements russes n'a plus eu lieu en faveur du Caire depuis 1974, en revanche, certaines pièces de rechange militaires ont été fournies à plusieurs reprises en quantité limitée, y compris, ces derniers temps, dans le cadre de contrats civils. — J.-P. P.-H.

Le ministère saoudien des postes et télécommunications vient de passer une commande de 10 milliards de francs (3,5 milliards de dollars) avec les deux groupes Philips et Ericsson pour la mise en place du réseau téléphonique de l'Arabie Saoudite. Cette commande fait partie d'un « contrat du siècle » de près de 10 milliards de francs, signé en janvier 1978 entre le gouvernement de Riyad et un consortium regroupant Philips, Ericsson et une société canadienne pour la conception, la construction et la maintenance d'un réseau complet de télécommunications en Arabie Saoudite.

### « PRESQUE TOUS LES PAYS EUROPÉENS RECONNAÎSSENT « LE FAIT DE L'O.L.P. »

estime le chef de la diplomatie belge

Beyrouth (A.F.P.). — M. Simonet, ministre belge des affaires étrangères, estime qu'on ne peut pas considérer Jérusalem comme étant « de manière irréversible sous souveraineté israélienne ». Dans des déclarations publiées dimanche 23 septembre par l'hebdomadaire libanais de langue anglaise Monday Morning, le chef de la diplomatie belge précise que, dans l'esprit de son gouvernement, « la résolution 242 du Conseil de sécurité (préservant l'occupation des territoires occupés) vise également une partie de Jérusalem ».

Après avoir estimé que les États-Unis étaient « pour l'instant » dans une situation où « il est difficile de parler d'O.L.P. », M. Simonet remarque qu'en revanche pratiquement tous les pays européens reconnaissent « le fait de l'O.L.P. » (Organisation de libération de la Palestine). Après avoir noté que « l'idée de la représentativité de l'O.L.P. avait incontestablement fait du progrès en Europe ces deux dernières années », le chef de la diplomatie belge a relevé que « le dialogue de fait » qui s'est établi entre les autorités belges et la centrale palestinienne est « responsable de la nature de l'O.L.P. ».

Un nouveau succès pour l'O.L.P. L'Union interparlementaire mondiale a approuvé dans la nuit du samedi 22 septembre une résolution reconnaissant l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien. — (A.F.P.)

### La nouvelle session de l'Assemblée européenne

### Le groupe socialiste se prononce pour la réduction des dépenses agricoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le groupe socialiste de l'Assemblée européenne veut profondément changer le profil du budget communautaire pour l'année 1980 tel qu'il vient d'être soumis à l'Assemblée par le Conseil des ministres des Neuf. Il déplore l'accroissement abusif des dépenses de soutien agricole (62,64 milliards de francs, en 1980, contre 51,33 milliards de francs, en 1979) mais dénonce, en sens inverse les coupes auxquelles s'est livré le Conseil — par rapport à l'avant-projet de budget établi par la Commission — en ce qui concerne les crédits affectés aux politiques régionale, sociale, industrielle et à l'aide au développement.

Telles sont les orientations retenues par le groupe socialiste qui s'est réuni du 18 au 21 septembre, à Bruxelles, afin de préparer la session parlementaire qui débute ce lundi 23 septembre, à Strasbourg. Aux yeux des socialistes, il est d'autant plus nécessaire de réduire les dépenses agricoles qu'en raison du plafonnement des ressources propres de la C.E.S. et du fait que le plafond sera bientôt atteint, il y a peu d'argent frais disponible. Comment imposer une diminution des dépenses agricoles? M. Glinne, président du groupe,

et M. Dankert, spécialiste des affaires budgétaires, ont été nets : il faut d'ici à octobre revoir les mécanismes, autrement dit remettre en cause les décisions prises en juin par les ministres de l'Agriculture des Neuf. Celles-ci (légère hausse des prix communs et maintien à un niveau bas de la taxe de corrépondance à laquelle sont assujettis les producteurs de lait) sont, aux yeux des socialistes, en cela d'accord avec la Commission, néfastes puisqu'elles ont pour conséquence un accroissement substantiel des dépenses agricoles. Le groupe socialiste reconnaît que la précédente assemblée européenne est en partie responsable puisqu'elle s'était prononcée pour un relèvement des prix communs. Les socialistes invitent donc le Conseil à mettre à profit le réexamen du dossier pour s'employer à dégager des solutions. Les socialistes vont créer un groupe de travail agricole pour y contribuer.

Cette prise de position mérite d'autant plus de retenir l'attention qu'elle est le fait de l'ensemble du groupe, autrement dit que les parlementaires des pays agricoles s'y sont associés. Le malaise que provoque l'inflation

des dépenses de soutien du marché laitier (31 milliards de francs en 1979, 23 milliards prévus pour 1980) est évident. M. Glinne a émis le souhait que l'assemblée se saisisse sans tarder des grands dossiers communautaires. Il a cité, outre l'actualisation de la politique agricole commune, le problème du chômage et de l'emploi, le contrôle des multinationales, la politique régionale, la politique énergétique.

### Contre un débat sur les armements

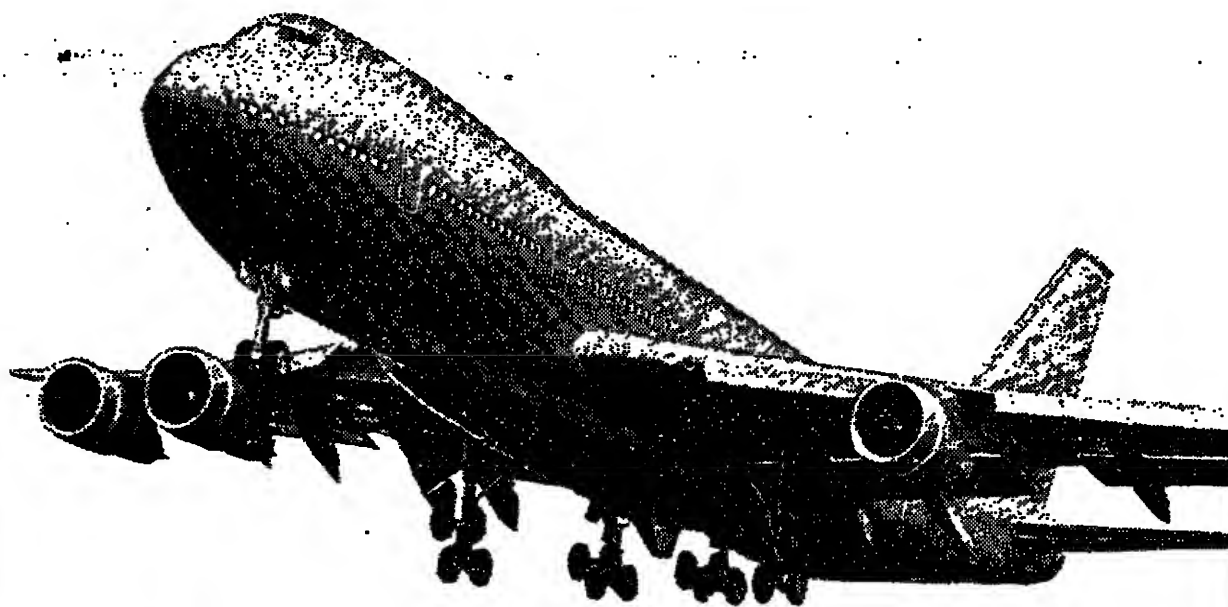
On notera dans le même sens la prise de position des socialistes français qui, évoquant l'importance et l'urgence des problèmes économiques, ont demandé la suppression de l'ordre du jour de la question posée par M. Ferrusson et qui ne flasse sur la question en matière d'armement. Le projet de résolution déposée par les socialistes français prend nettement position contre l'initiative de ces deux parlementaires : « C'est avec surprise que nous constatons que le projet de l'ordre du jour proposé par le bureau invite la Communauté à prendre contact avec l'O.T.A.N. pour établir des programmes communautaires de fourniture d'armements. (...) Il s'agit pour les auteurs de la question orale d'élargir dans la confusion et par conséquent les compétences des institutions communautaires, alors que chacun sait que les problèmes de défense ne sont pas de la compétence du traité de Rome et que le Conseil européen lui-même ne s'en est jamais saisi. (...) L'Assemblée européenne ne doit pas se prêter à ce qui n'est qu'une manœuvre mais revenir à l'essentiel. » Ph. L.

« Je trouve normal que des débats de ce genre, de cette importance aient lieu au Parlement européen », a dit, dimanche 23 septembre, au micro de R.T.T.I. M. Poniatowski, à propos du débat sur les armements inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée des Neuf. Il a déclaré : « C'est à quelques personnalités politiques (...) ont voulu faire un exercice de politique intérieure » et que « ce débat n'a aucune influence sur la politique de tel ou tel gouvernement ». « Il n'aura, a-t-il dit, aucune influence sur la politique du gouvernement français. »

### M. WILLY BRANDT EST FAVORABLE À STRASBOURG COMME SIÈGE DÉFINITIF DE L'ASSEMBLÉE

L'ancien chancelier ouest-allemand, M. Brandt, actuellement en Alsace, a déclaré dimanche 23 septembre au sujet du siège de l'Assemblée européenne : « Mon cœur bat pour Strasbourg plus encore pour des raisons de conciliation et de coopération qu'européennes. Nous avons Strasbourg comme siège du Conseil de l'Europe, mais nous l'avons aussi comme l'une des trois villes (avec Luxembourg et Bruxelles) où se retrouvent les parlementaires européens. » Comme on lui demandait ce que devait faire Strasbourg pour devenir une capitale indiscutée de l'Europe, le président du parti socialiste allemand a répondu : « C'est aux gouvernements de se mettre d'accord sur ce point. Mais je tiens pour peu probable que le Parlement (européen) puisse continuer encore longtemps à faire la navette entre Strasbourg et Luxembourg. Rien, pour l'instant, n'est définitif, comme rien n'est trop tard... » M. Brandt a ajouté qu'il faudrait, dans l'hypothèse où Strasbourg serait retenue, transférer l'administration de l'Assemblée, actuellement établie à Luxembourg, dans la métropole alsacienne. « Mais, a-t-il dit, aucune proposition n'a encore été faite dans ce sens. Pas même du côté officiel français. (...) C'est là que réside tout le problème. » De son côté le docteur Leisner, maire adjoint de Strasbourg, chargé des affaires européennes, a déclaré : « Le moment est venu d'affirmer la nécessité du maintien à titre définitif, à Strasbourg d'un appareil administratif (...) adapté au bon fonctionnement de l'Assemblée non seulement pendant les sessions, mais aussi entre les sessions. Cela est d'ailleurs réalisable immédiatement. Contrairement à ce que l'on croit, le Parlement européen dispose d'une manière permanente de près de mille bureaux à Strasbourg. Toutes les conditions y sont remplies pour que cette vie administrative communautaire s'y installe immédiatement. »

M. Donald McHenry a officiellement succédé à M. Andrew Young à la tête de la délégation américaine aux Nations unies, après avoir prêté serment, dimanche 23 septembre, au cours d'une cérémonie à la Maison Blanche. À cette occasion, M. Carter a démenti que des pressions des responsables des organisations juives américaines aient causé le départ de M. Young. — (A.F.P.)



## C'est nous Braniff.

Nous sommes le seul 747 sans escale pour Boston. Nous sommes le seul 747 pour Dallas/Fort Worth, et le seul sans escale.

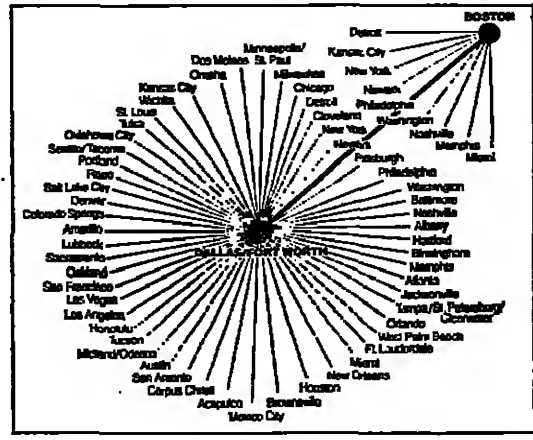
Et nous sommes la seule compagnie aérienne à vous proposer des correspondances vers 57 villes américaines.

De plus, dans ces deux aéroports de Boston et Dallas/Fort Worth, nous vous offrons des correspondances dans la même aéroport entre nos vols transatlantiques et nos vols intérieurs américains.

### Ligne Concorde vers Dallas/Fort Worth.

Cette liaison fonctionne tous les lundi et vendredi. Elle est effectuée en coopération avec Air France, via Washington DC.

Pour toute information ou réservation appelez votre Agent de Voyage ou le (1) 720 42 42.





## DIPLOMATIE

## LA NÉGOCIATION POUR LA NORMALISATION DES RAPPORTS SINO-SOVIÉTIQUES

La délégation chinoise aux pourparlers sino-soviétiques sur la normalisation des relations entre les deux pays est arrivée dimanche 23 septembre, en début d'après-midi, à Moscou. Conduite par M. Wang Youping, vice-ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur à Moscou, elle a été accueillie par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Dytchev, qui doit conduire les négociations du côté soviétique.

A son arrivée, M. Wang Youping a fait distribuer une déclaration à la presse dans laquelle il souligne « l'ardent désir du peuple chinois » de voir ces discussions aboutir à un « résultat positif ». « Chacun sait, lit-on dans cette déclaration, que c'est le gouvernement chinois qui a proposé, en avril dernier, de tenir de telles négociations. Nous avons toujours pensé que les différences de principe entre la Chine et l'U.R.S.S. ne devraient pas compromettre le

développement de leurs relations normales d'Etat à Etat sur la base des cinq principes : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité et avantages mutuels, et coexistence pacifique. »

En dépit du ton aimable de cette déclaration, les négociations s'engagent dans des conditions difficiles. Les organes de presse des

deux pays rivalisaient, à la veille de l'arrivée de M. Wang Youping, en polémiques et en attaques. La première difficulté à surmonter avant l'ouverture des discussions sera l'établissement de l'ordre du jour. Les Soviétiques tiennent apparemment à ce que les entretiens portent exclusivement sur les relations bilatérales, alors que les Chinois veulent évoquer la question du Vietnam et de son attitude « hégémoniste » en Indochine.

## PÉKIN : il n'est pas question de rétablir les relations étroites d'antan

Pékin. — En premier lieu, la négociation portera sur la rédaction d'un document politique, dont le principe a déjà été évoqué dans les échanges de notes entre Pékin et Moscou depuis avril, et qui doit formuler « les principes sur lesquels se fonderont les relations entre les deux pays ». Ce document doit, sous une forme plus modeste, prendre la suite du traité d'amitié et de coopération conclu pour trente ans en 1950 entre la Chine et l'U.R.S.S., qui vient à expiration au printemps prochain, la République populaire a fait savoir qu'elle n'entendait pas le renouveler.

Les pourparlers porteront aussi sur les problèmes frontaliers et, si possible, donner une conclusion à ces négociations qui se poursuivent à Pékin depuis dix ans. Enfin, Chinois et Soviétiques sont prêts à débattre de leurs relations commerciales ainsi que de leurs échanges scientifiques, technologiques et culturels.

A partir de ce programme très général, il reste à fixer un ordre du jour précis. Chaque partie présentera ses propositions et la discussion s'engagera sur cette base.

Deux questions d'ordre protocolaire mais significatives doivent être réglées dès le début. Tout d'abord, le lieu des entretiens : la Chine a proposé que la négociation se poursuive alternativement à Moscou et à Pékin par « rounds » successifs. Les

De notre correspondant

Soviétiques préfèrent qu'elle se tienne de bout en bout dans leur capitale, mais seraient disposés à céder sur ce point si le site de la négociation frontalière (Pékin depuis 1969) alterne aussi. A travers ces préoccupations géographiques se dessinent deux conceptions de la négociation : elle sera inévitablement plus longue si elle doit alterner d'une capitale à l'autre. Ensuite, la publicité donnée au déroulement des conversations doit faire l'objet d'une entente préalable. On pense généralement que la recherche d'un accord serait mieux servie par des pourparlers discrets que par une polémique publique comme celle à laquelle ont donné lieu, jusqu'à présent, les négociations sino-vietnamiennes à Hanoi, puis à Pékin.

Un minimum de bonne foi

Les deux pays paraissent aborder avec sérieux ces conversations. Ni l'un ni l'autre ne semblent vouloir en faire un simple exercice de propagande. Depuis la première note chinoise du 3 avril dernier, Chinois et Soviétiques ont eu la possibilité de sonder leurs intentions respectives et de se convaincre réciproquement d'un minimum de bonne foi. Sous réserve d'inventaire, certes, mais à un point suffisant pour que la rencontre de Moscou — la première du genre depuis l'entrevue Chou En-lai-Kossyguine du 11 septembre 1969, à l'aéroport de Pékin, — puisse avoir lieu. Ni d'un côté ni de l'autre, on ne fait d'ailleurs de réserves sur les hommes chargés de conduire les pourparlers. La désignation de M. Dytchev à la tête de la délégation soviétique a pu surprendre (il n'a pas eu de succès depuis des années les négociations frontalières, et l'on avait parlé de « tâches nouvelles ») mais on dit qu'il est le plus capable parmi les spécialistes disponibles à Moscou. Le principal négociateur chinois, M. Wang Youping, a, pour sa part, laissé un bon souvenir dans la capitale soviétique, où il était ambassadeur jusqu'au printemps dernier avant sa promotion à Pékin au rang de vice-ministre des affaires étrangères.

Dans quel esprit s'engagent ces négociations ? L'ancien premier ministre britannique M. Edward Heath a été l'un des derniers visiteurs étrangers à recueillir sur ce sujet les confidences du président Hua Guo-feng et de son ministre des affaires étrangères M. Huang Hua. La Chine, à l'entendre, ne nourrit pas de très grands espoirs, car elle doute qu'un langage commun puisse être trouvé sur le terrain politique et militaire qui l'intéresse. Toutefois, Pékin envisage de conclure avec Moscou des accords du même genre que ceux qui existent entre l'U.R.S.S. et les pays d'Europe occidentale et que ces derniers ont eux-mêmes jugés « acceptables ». La Chine est soucieuse de rassurer ses amis occidentaux sur un point capital : elle ne se prépare nullement à rétablir avec l'U.R.S.S. le genre de relations qu'elle avait avec cette dernière il y a une vingtaine d'années. L'idée d'un

renversement d'alliances étant ainsi écartée, elle est prête à traiter d'Etat à Etat avec les Soviétiques comme le font tous les grands pays du monde et comme elle l'a déjà indiqué le 10 mai dernier « sur une base d'égalité et d'avantages réciproques ».

Toutefois la difficulté — les différends idéologiques n'ayant plus aujourd'hui guère d'importance — vient de ce que Chinois et Soviétiques ne peuvent se contenter de débattre de problèmes purement bilatéraux. La véritable question est de savoir si, sur la scène internationale, les deux puissances peuvent parvenir à un *modus vivendi* respectant ce qu'elles considèrent chacune comme leurs intérêts fondamentaux. Si l'on en croit M. Heath, les dirigeants chinois s'engagent dans une voie difficile en annonçant d'emblée leur intention de parler du Vietnam et de considérer en fait le conflit sino-vietnamien comme un « problème bilatéral sino-soviétique » ; ce qui équivaudrait à mettre pratiquement le Vietnam sur le même plan que la République populaire de Mongolie — où stationnent d'importantes forces soviétiques — et que Pékin affecte de considérer plus ou moins comme une colonie de l'U.R.S.S. Qu'il soit nécessairement question du Sud-Est asiatique, et particulièrement de l'Indochine, dans des conversations entre la Chine et l'Union soviétique, le moins réaliste serait d'en douter. Mais que cela soit dit publiquement, risque fort de compliquer sérieusement le dialogue.

Les négociateurs chinois se rendent à Moscou sans idée de conclusion préalable et avec la volonté d'aboutir. Mais on note que Pékin a choisi avec beaucoup de soin la date d'ouverture de cette négociation : deux semaines après la visite du vice-président américain, M. Mondale, moins d'un mois avant le voyage en Europe occidentale du président Hsu Guo-feng, à la veille enfin d'une saison sèche où chacun s'attend à voir les opérations militaires s'intensifier en Indochine, et particulièrement au Cambodge, à proximité de la frontière thaïlandaise. On ne saurait souligner plus clairement dans quel contexte les dirigeants chinois aiment le dialogue qu'ils se proposent d'ouvrir avec le Kremlin.

ALAIN JACOB.

## MOSCOU : le problème vietnamien réduit encore les chances d'accord

De notre correspondant

Les rapports sino-soviétiques et empoisonner le climat international. Ils admettent, en outre, que « l'ensemble de la conjoncture internationale, et pas seulement la situation en Extrême-Orient et en Asie, dépend de la tournure que prendront les relations sino-soviétiques ».

Pour le moment, les négociations ne se présentent pas sous les meilleurs auspices. La polémique sino-soviétique, qui avait un peu diminué à la fin du printemps, a repris de plus belle dans la presse soviétique ces dernières semaines.

L'idéologie laissée de côté. Sur quoi portera ce dialogue ? Il est plus aisé de connaître les sujets qu'il n'abordera pas. Les questions idéologiques seront certainement laissées de côté. Le maïsisme, auquel les Soviétiques attribuent toutes les déviations de la politique chinoise, vient encore d'être dénoncé par M. Soudov comme une idéologie hostile au marxisme-léninisme. Moscou souhaiterait limiter les négociations aux relations bilatérales d'Etat à Etat, sans aborder l'ensemble de la politique internationale, même si une telle dichotomie paraît bien artificielle. D'autant que les Soviétiques ont proposé que la question de l'hégémonisme soit discutée. Il est vrai que Moscou et Pékin ne donnent pas le même sens à ce terme.

Trois hypothèses sont possibles quant à l'issue des négociations : la première (que n'excluent pas ceux qui sont obsédés par le précédent du pacte germano-soviétique), est une réconciliation complète entre les deux ennemis du communisme. Elle signifierait cependant la dégradation de la coopération économique avec les pays capitalistes, dont les Soviétiques ont besoin pour leur développement. Même s'ils sont de plus en plus inquiets de l'état de leurs relations avec les Etats-Unis, ils n'auraient rien à gagner en provoquant une rupture.

L'autre hypothèse extrême est l'embellissement, voire la rupture rapide des pourparlers. Compte tenu de la préhistoire de ces négociations, les Soviétiques pourraient se donner le beau rôle et laisser entendre qu'une fois encore leur bonne volonté n'est pas payée de retour.

Reste l'hypothèse d'un accord résultant d'une modération réciproque. Les Soviétiques voudraient un document codifiant les relations des deux pays, une sorte de « code de bonne conduite », dont les grands principes seraient énumérés dans le mémorandum soviétique du 4 juin dernier : « Normaliser et améliorer les rapports, sur la base de la coexistence pacifique (...). »

Il reste que la normalisation entre Moscou et Pékin se heurte actuellement à une limite : la question vietnamienne, autour de laquelle est cristallisée la rivalité entre les deux Etats. Le Vietnam représente pour la Chine une double menace : en tant qu'appendice d'une superpuissance et en tant que puissance régionale aspirant à créer

sous sa direction un ensemble indochinois. Le contentieux sino-soviétique s'est déplacé du Nord vers le Sud. Il n'est plus situé à la frontière entre les deux pays. Les Chinois espèrent-ils que Moscou fera pression sur son allié et le poussera à rechercher au Cambodge une formule d'union nationale ? Les Soviétiques les en soupçonnent et prétendent que « l'U.R.S.S. n'a jamais cherché la coopération avec quiconque au prix du renoncement à ses principes ou aux dépens des intérêts de ses amis et alliés ». De plus, l'U.R.S.S. renforce son dispositif militaire en Indochine, même une grande activité diplomatique pour que le nouveau régime cambodgien soit reconnu et efforce, par tous les moyens, de contourner la Chine dans la région.

Même s'il est normal que les positions se durcissent à la veille des négociations, on voit mal comment les Soviétiques pourraient tant soit peu « lâcher » le Vietnam sans perdre la confiance de leurs alliés. On voit tout aussi mal comment les Chinois pourraient accepter le renforcement d'un bastion soviétique sur leurs frontières méridionales.

DANIEL VERNET.

L'affaire de la brigade soviétique à Cuba

M. BRZEZINSKI AFFIRME QUE WASHINGTON SOUHAITE UNE SOLUTION POLITIQUE ET NEGOCIEE

Washington (A.F.P.). — « Les Etats-Unis ne cherchent aucunement à humilier l'U.R.S.S. dans l'affaire de la brigade de combat soviétique à Cuba, mais le déploiement de cette unité dans l'île n'est pas acceptable pour Washington », a déclaré M. Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Jimmy Carter pour les affaires de sécurité, au cours d'une interview accordée le vendredi 21 septembre à un groupe de directeurs de journaux et diffusée samedi 22 à Washington par la Maison Blanche. Le conseiller du président Carter pour les questions internationales a souligné que les Etats-Unis recherchaient avant tout une « solution politique ».

Des négociations se poursuivent entre Américains et Soviétiques sur la présence à Cuba de cette unité forte de deux mille à trois mille hommes, et dotée de blindés et de pièces d'artillerie. « Nous ne recherchons pas une solution qui entraîne une humiliation pour l'une des deux parties et le victoire pour l'autre », a ajouté M. Brzezinski.

Si cette affaire n'est pas résolue de façon satisfaisante, il en découlera « des conséquences » pour les relations soviéto-américaines, a dit M. Brzezinski, qui a toutefois souligné qu'il ne fallait pas déduire de ses propos que Washington envisageait une « solution militaire ».

## ASIE

## Afghanistan

LE PRÉSIDENT AMIN AFFIRME QUE M. TARAKI EST TOUJOURS VIVANT

Kaboul (A.F.P.). — M. Nour Mohamed Taraki est « vraiment malade », et sa maladie lui interdit de continuer à exercer ses fonctions, a affirmé dimanche 23 septembre le nouveau président afghan, M. Hafizullah Amin, au cours de sa première conférence de presse depuis qu'il a pris le pouvoir le 16 septembre.

M. Amin, qui démentait ainsi les rumeurs selon lesquelles M. Taraki aurait été tué pendant les événements qui ont conduit à sa destitution, ne s'est guère étendu sur le sort de son prédécesseur et sur les circonstances de sa propre élection à la présidence du Conseil révolutionnaire. « Je ne peux en dire plus, a-t-il répondu aux questions des journalistes. Le comité central et le bureau politique ne me le permettent pas ».

Le président Amin a confirmé que le chef de la police, Daud Taroon, était mort, tué par le « contre-révolutionnaire ». Quant aux trois ministres militaires expulsés de son cabinet peu avant le coup de force qui lui a permis de prendre le pouvoir (les colonels Wabizari, Masoudzari et Ghulabzai), le président Amin a affirmé qu'il ne savait pas où ils étaient.

LOTTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros

Clôture des jeux demain après-midi

## A TRAVERS LE MONDE

## Colombie

PLUSIEURS ATTAQUES menées par des groupes de guérilla du 14-15 (mouvement issu de l'ancienne Alliance nationale de rénovation populaire, ANAPO) et de l'armée populaire de libération (E.P.L.) de l'armée ont eu lieu au cours de la seule journée du vendredi 21 septembre dans différentes provinces, en particulier à Cali et à Medellín. A Bogotá, les dirigeants du Conseil syndical, organisme regroupant les quatre centrales, menacent d'autre part de déclencher une grève générale et nationale si le gouvernement ne lève pas l'état de siège. — (A.F.P.)

## Ghana

PASSATION DE POUVOIRS. Le gouvernement militaire dirigé par le capitaine Rawlings a remis, comme il s'y était engagé, le lundi 24 septembre, le pouvoir à un gouvernement civil dirigé par M. Hilla Limann, chef du parti national du peuple, élu président de la République le 9 juillet. — (A.F.P.)

## Pologne

LA MEDAILLE DE L'INSTITUT ISRAËLIEN DU SOUVENIR NATIONAL « YAD VASHEM » a été remise à trente Polonais pour leur action en faveur des Juifs pendant la guerre, au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée, vendredi 21 septembre, à Varsovie, et dont la presse de samedi matin a publié un compte-rendu. Les récipiendaires ont été décorés par le directeur général du Yad Vashem, M. Yitzhak Arad. Plusieurs personnalités polonaises de rang ministériel ont assisté à la cérémonie. — (A.F.P.)

## Portugal

LE COLONEL VARELA GOMES, ancien commandant des services d'information de l'armée, a été nommé ministre révolutionnaire, est rentré de Lisbonne en provenance du Mozambique, le dimanche 23 septembre, après trois ans d'exil. Le colonel Varela Gomes doit se présenter à l'état-major des forces armées. Considéré comme déstabilisateur, il a été exclu du parti révolutionnaire pour tous les crimes politiques et militaires commis depuis avril 1974. — (A.F.P.)

LES PROCÉDURES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET LOCALES auront lieu le 18 décembre prochain, a-t-on annoncé dimanche 23 septembre, de source autorisée. Sept millions d'électeurs sont appelés à voter. Les élections législatives, quant à elles, se dérouleront le 2 décembre. — (Reuter)

## Uruguay

LE COMITÉ DE SOUTIEN AU PIANISTE ARGENTIN MIGUEL-ANGEL ESTRELLA, emprisonné en Uruguay depuis décembre 1977, affirme dans un communiqué, le lundi 24 septembre, que le pianiste a été condamné à quatre ans et demi de prison, et juge cette condamnation « inacceptable ». Selon le comité, le jugement aurait été rendu à la fin du mois d'août, sous-entendant que les élections législatives, quant à elles, se dérouleront le 2 décembre. — (Reuter)

VENEZIA  
ROMA  
FIRENZE

WEEK-ENDS

Venise.....	1015 Frs
Rome.....	1090 Frs
Florence.....	985 Frs

SEJOURS

Venise.....	1275 Frs
Rome.....	1290 Frs
Florence.....	1260 Frs

Prix de base par personne - Transport par avion sur lignes régulières. Hôtel touristique - Petits déjeuners. Sous réserve de toute augmentation, notamment des tarifs aériens, qui interviendrait après le 1/9/79. Prix valables jusqu'au 15/3/80.

EVASION

5, Boulevard des Capucines 75002 Paris.

Tél. : 266.46.50

En collaboration avec Alitalia

Le socialisme anti-impérialisme entre le bon et le mauvais

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le

vous devez le



**IBM France, l'un des 10 premiers exportateurs français. En 1978: 4,6 milliards de francs.**



Le Monde

# politique

DEVANT LE COMITÉ

## M. Jacques Chirac appelle au rassemblement des

Tous les membres du comité central du R.P.R. se réunissent dimanche soir 23 septembre, de la façon dont s'étaient déroulés les travaux et de la tonalité des discours qu'ils venaient d'entendre. Beaucoup jugeaient même qu'une véritable mutation venait de s'opérer au sein du mouvement gaulliste, non seulement du fait de son attitude politique à l'égard de la situation générale, mais aussi du fait du comportement personnel de M. Jacques Chirac.

Les gaullistes éprouvent toujours une sorte d'excitation à se retrouver rassemblés. Ce sentiment a été cette fois-ci plus intense que

jamais car ils ont, en juin dernier, senti de près le vent du boulet, et ont pâti d'une certaine désaffection de l'électorat. En revanche, le peu de succès de la politique gouvernementale les conforte dans la conviction qu'une autre politique est possible et qu'il leur appartient de la proposer au pays. Ainsi ont-ils commencé à présenter des solutions plus précises et vont-ils élaborer sur plusieurs thèmes une doctrine raisonnée.

Afin de remonter la pente, ils ont également, pour la première fois, accepté de faire leur autocritique. Sans passion, sans mettre en cause quiconque, les orateurs du comité cen-

tral, à commencer par MM. Chirac et Devesque, ont reconnu les carences et les erreurs passées. M. Fanton a proposé, pour restaurer une image ternie, des recettes qui ont été chaleureusement approuvées. Début octobre, le renouvellement des hommes de l'état-major devrait concrétiser ces bonnes dispositions.

C'est surtout le discours de M. Chirac, silencieux depuis le 20 juin, qui a satisfait ses auditeurs. En évitant toute agressivité, toute polémique, toute attaque personnelle, en traitant avec gravité de la « montée des périls », le président du R.P.R. a surtout voulu montrer qu'il

tire la leçon du passé récent en se plaçant dans une perspective à plus long terme et se présentant en homme « porteur d'espérance ». Il a tout à la fois récusé la notion de gouvernement d'union nationale, qualifiée d'« expédient politique », assuré qu'il ne se prêterait pas à une « manœuvre parlementaire » pour renverser M. Barre et condamné sans ambigüité la « nouvelle droite ».

L'ancien premier ministre n'a pas, pour autant, été tendre avec le pouvoir et son orientation générale puisqu'il a relevé l'« exaspération » qui grandit, l'irritation portuse de « réactions brutales » et « le pays imaginaire qui tient

M. Chirac a tout d'abord évoqué la campagne pour les élections européennes en disant : « Des erreurs ont pu être commises dans l'illustration de nos idées. Je suis le premier à le reconnaître et je veux être le seul à en assumer la responsabilité ».

Il a ajouté : « De tous côtés, je vois monter les périls. L'apathie des Français face à la crise qui les attend est une énigme si nous ne savons que les peuples sont trop souvent invités à chercher à l'extérieur des responsables à leurs maux plutôt qu'à regarder en face les difficultés ».

Examinant les remèdes, il écarte la solution de gouvernement d'union nationale, qui n'aurait que plus large distribution des portefeuilles ministériels, et qui ne constituerait qu'un « expédient politique ». Il poursuit : « Le changement politique que nous souhaitons ne saurait provenir d'une manœuvre parlementaire à laquelle l'opposition socialiste et communiste participerait avec d'autres objectifs. Notre mouvement ne se prêterait à aucune opération de cette nature. En revanche, son action s'exercera dans le pays pour créer les conditions de la volonté populaire nécessaire au redressement de la France ».

« Est-il besoin de tendre l'oreille pour entendre l'exaspération qui monte et grandit ? Trop de réalités tristes, trop de démagogie, trop de paperasserie, de bureaucratie, de technocratie et pas assez de politique au sens noble du mot, c'est-à-dire pas assez d'attention portée à la vie quotidienne des familles et pas assez de souci des grandes questions qui commandent le destin national ».

Cette irritation, cette inquiétude, cette lassitude ne sont pas

sans danger, parce qu'elles pourraient donner naissance à quelque réaction brutale.

« Je suis convaincu que si nous savons nous adresser au peuple, par-dessus le pays imaginaire qui tient le haut du pavé à Paris, nous susciterons l'adhésion d'une immense majorité nouvelle ».

M. Chirac a alors déclaré : « Une fois encore, je lance un appel au Rassemblement et à tous ceux qui, conscients des difficultés nationales actuelles, veulent participer au redressement de la France, et, bien entendu, d'abord, j'appelle à nous rejoindre tous nos compagnons qui se sont reconnus dans l'ambition du général de Gaulle et qui, pour des raisons de conscience, se sont éloignés de nous. Ils ont leur place à nos côtés dans le grand combat pour la France ».

Dénouant la nouvelle droite, il a indiqué : « Sous couvert de nouvelle pensée, on voudrait nous faire croire qu'il y aurait une inégalité fondamentale entre les hommes. Pour moi, comme pour tous ceux qui sommes attachés à une certaine conception de l'homme, les hommes, dans l'ordre de l'être, sont tous égaux de naissance, qu'il y a en eux une égalité essentielle de dignité, quelles que soient par ailleurs les différences manifestes dans l'ordre des mérites et des talents ».

« Notre certitude, je voudrais le proclamer aujourd'hui fortamment, est enracinée dans deux mille ans de civilisation judéo-chrétienne ».

La nouvelle droite exprime selon lui « des idées fausses qui se parent, malgré leur vieilleries de décadence, des oripeaux de la vanité et de la modernité scientifique. Elles sont infiniment redoutables car, en enfermant l'homme dans une destinée qui l'écrase, elles brisent l'élan qui

devrait le pousser à se dépasser, à se donner, à se sacrifier. (...) »

« Tant qu'il n'y aura pas plus de justice sociale, de solidarité, d'égalité, notamment au profit de la classe ouvrière, mais aussi des déracinés des campagnes, des laissés-pour-compte du progrès, de ce « quart-monde » qui grandit comme une ombre portée sur notre monde de nantis, le Rassemblement restera une réalité muette. Personne ne doit être ou se sentir exclu de la communauté nationale ».

« Dans le grand vide moral et spirituel du monde occidental, il reste la nation. La nation

### M. MEO : une autre politique est possible

Dans son rapport sur la situation économique et sociale, M. Jean Méo a notamment déclaré : « La France, d'une manière exceptionnelle par rapport aux grands pays industrialisés, cumule les fléaux que sont l'inflation, la stagnation des investissements, le chômage. Chacun constate l'échec d'une politique : le pays est dans l'impasse ; et l'opinion française, avertie par l'expérience d'une longue histoire, en a conscience. L'opinion est inquiète. Elle oscille entre le pessimisme et la résignation. Alors nous posons crânement et carrément la vraie question : existe-t-il une autre politique économique et sociale ? La est le vrai problème ».

« Pourquoi la France se retrouve-t-elle aujourd'hui dans le peloton de queue ? Pourquoi nous-mêmes si mal subit le choc de ces dernières années ? Etait-ce vraiment inscrit dans la structure et le tissu de la nation ? Ou bien s'y aurait-il pas plutôt aussi une faute dans le diagnostic, une erreur dans le pilotage ? Quand, du fait du pétrole, le garrot se

démontre, et le patriotisme, avec ses vieux mots usés, ses célébrations répétitives, n'est ridicule que pour ceux qui sont assez riches pour n'être pas solidaires d'un peuple et notamment de la frange la plus pauvre du peuple. »

« Notre vocation n'est pas de vivre avec les nantis et les privilégiés du progrès, elle est de nous rapprocher sans cesse du peuple comme force de cohésion, comme source de richesse et de fraternité, comme préfiguration d'une humanité reconstruite avec elle-même ».

Et il ajoute : « Ce grand combat est pour demain ».

resserre, le gouvernement actuel, depuis 1976, cherche à freiner les autres importations : en quelque sorte il nous dit : « Respirez moins fort : il pratique la déflation », c'est la politique de l'austérité. Et nous, R.P.R., nous disons ce n'est pas la bonne méthode ».

« Il est bien certain, que face à la crise nous devons produire plus qu'avant elle, pour pouvoir exporter plus, faire tourner plus notre économie, et, par contre-coup, le chômage diminuera. Or la politique suivie et voulue par les pouvoirs publics a exactement l'effet inverse : laisser se réduire la croissance quand il y a surcharge pétrolière ».

« Cette politique, prolongée, nous conduit à la démolition économique : c'est à dire la carence d'investissement. Nous glissons vers une économie de complaisance : avec son cortège d'abus : évasion fiscale, spéculation, travail noir, faux chômage, renoncement à l'esprit d'entreprise, à l'initiative pour la jeunesse ».

« Le maintien de cet état d'esprit ferait courir à la France des risques inacceptables. Il faut un sursaut national ».

Souhaitant les contraintes extérieures à desserrer, M. Méo cite « la recherche de nouveaux marchés pour exporter davantage » et propose notamment de créer des sociétés de commerce international servant de comptoirs à l'étranger pour les P.M.I., exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux pendant dix ans. Souhaitant que l'on importe moins, il estime : « Nous devons être protectionnistes, ni plus ni moins que les Japonais, les Allemands, les Italiens ou les Américains ».

A propos des investissements qui sont, dit-il, « à l'opposé de la croissance douce », préconisée par M. Giscard d'Estaing, il estime : « Il est de notoriété publique que la croissance ne produit l'effet suffisant sur le chômage, la modernisation technique et scientifique, en France qu'à 5 %. Investir est le seul moyen de faire tout à la fois

### M. FANTON : un rassemblement ouvert

M. Alain Devaquet, dans son rapport sur l'organisation du R.P.R., examinant les atouts et les lacunes du mouvement, estime que celui-ci présente trois caractéristiques : « Il est replié sur lui-même, il n'a pu en le temps de se consolider, son action apparaît déséquilibrée ».

« Il demande aussi que « sous l'impératif de créativité » et que l'année à venir soit consacrée au « rassemblement des thèmes » du R.P.R. ».

M. André Fanton, ancien député, chargé du rapport sur l'information et la communication, estime : « Une attitude combative ne saurait suffire, surtout quand elle apparaît comme trop

régresser le chômage et progresser le niveau de vie ».

« Les moyens pour investir 10 à 15 milliards de plus ? Je peux en citer quelques-uns : la réduction des dépenses : coût probable 3 à 5 milliards par an et les amortissements accélérés ».

M. Méo dénonce aussi la politique d'argent cher du gouvernement et il ajoute : « Avec une trentaine de milliards chaque année, semble-t-il, appliqués énergiquement et aux bons endroits, les principaux freins, les garrots de l'économie française pourraient être desserrés ».

Dans le domaine social, M. Méo veut développer « la participation, l'association et la concertation » et réclame une taxation du capital improductif et la suppression de l'impôt sur les plus-values qui joue les trompe-l'œil ».

Il propose aussi le salaire de la mère de trois enfants, le logement gratuit pour les familles de cinq enfants.

« négative », mais précise « nous ne savons nous résigner à un rôle d'appoint ».

Après avoir reproché à la Lettre de la Nation de refléter trop souvent les humeurs de ses rédacteurs et pas assez la politique du R.P.R., M. Fanton a proposé la création de cellules de presse,

### QUINZE ÉLUS AU CONSEIL POLITIQUE

Les élections au conseil politique, dues à l'annulation de celles qui étaient prévues le 20 juin, ont permis la désignation de sept parlementaires : six députés, André Vasselle (Vendée), Pascal Maréchal (Gironde), René (Marne), Guennou (Finistère), Maréchal (Paris), Pasty (Creuse), Tiberi (Paris), et un sénateur M. Poncet (Vosges). Huit non-parlementaires ont également été élus. Ce sont MM. Jean-Pierre Cassabel (Langue doc), Philippe Decharrie (secrétaire général adjoint), André Fanton (ancien député), Jacques Kassinck-Morisset (ambassadeur de France), Jean-Claude Servan-Schreiber (délégué national), Roland Vernaudon (ancien député) et Mme Jacqueline Croy et Nolte Dewavrin (déléguées nationales).

### M. PEYREFITTE : la voix affaiblie du gaullisme

M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, a déclaré dimanche 23 septembre à Nançay, en Seine-et-Marne, département où il avait été élu comme député R.P.R. :

« Le gaullisme ne fait plus entendre qu'une voix affaiblie. Le R.P.R. ne peut pas prétendre assurer la survie des principes gaullistes, notamment le fonctionnement régulier des institutions, s'il continue à épauler un président de la République qui est le pilier de ces institutions et à se livrer à une polémique incessante contre un gouvernement qui a besoin de l'appui de la majorité pour faire prévaloir l'intérêt général. Nous nous frustons sur les querelles qui ont déchiré les gaullistes depuis la fin de l'an dernier... »

« M. Michel Fournier, président de l'Union des jeunes pour le progrès, approuvant indirectement l'appel de M. Chirac, a souhaité à Saint-Etienne « que se constitue dans les mois à venir une grande confédération nationale des mouvements gaullistes ». Il espère rencontrer, à cette fin, M. Jean Charbonnel, président de la Fédération des républicains de progrès ».

**C.C.A. BORDEAUX**  
BOURGOGNES  
CHAMPAGNES ET ALCOOLS

HEIDSIECK & C°	39,99
Ch. LA CARDONNE 1976	
MEDOC (Grp Rothschild)	
Vie par 12	24,50
Ch. PONTET FUMET 1971	
Saint Emilion Grand cru	
Vie par 12	33,00
MERCUREY 1976	
Vie par 6	34,50

Tout contre argent liquide : remède immédiat  
100, rue de la République 75003 PARIS 207.59.27  
Départements adjoints : 100, rue de la République 75003 PARIS  
FORUM DES HALLES - Niveau 1 - Paris Berger

Publicité

## A Fnac-Forum défiez l'ordinateur et Victor Korchnoi

Tournoi européen d'échecs sous le contrôle et l'arbitrage de la Fédération française des échecs

Aujourd'hui, les passionnés d'échecs peuvent jouer toutes les parties du monde « en solitaire ». Avec les mini-ordinateurs, dont le modèle le plus performant (le chess voice) annonce ses coups de sa voix artificielle synthétisée.

C'est ce qui a conduit la Fnac à imaginer ce tournoi d'échecs.

Ainsi, les samedis 6, 13, 20 et 27 octobre, chacun des concurrents inscrits pourra jouer

une partie contre le « chess voice » (partie à la pendule d'1 heure maximum ou partie de 4 heures, selon le niveau du concurrent). Ceci sous l'arbitrage d'un juge de la Fédération française des échecs.

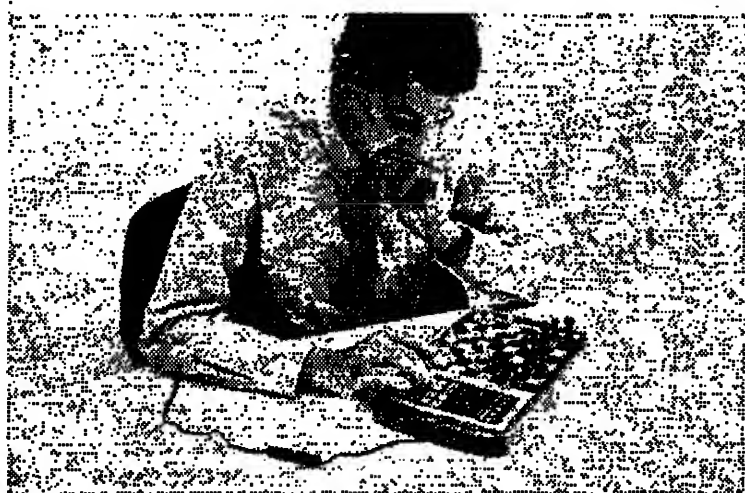
Puis les sélectionnés joueront une partie en simultané avec le grand maître international Victor Korchnoi - quatre fois champion d'Urss et vice-champion du monde en 1977. Les gagnants de ce tournoi

Fnac recevront un de ces « chess challengers » auquel ils auront été confrontés.

Les inscriptions sont prises à Fnac-Forum. Jusqu'au samedi 6 octobre (de 14 h à 18 h).

Fnac-Forum des Halles - Photo, cinéma, radio, hi-fi, tv, vidéo, disques et livres.

Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h. Le lundi, de 13 h à 20 h.



Les concurrents joueront une partie contre un mini-ordinateur.



Les sélectionnés joueront une partie en simultané contre Korchnoi.

CENTRAL DU...  
Français pour...

ÉPARGNE

CHUTE DES REVEUX

phénomène universel ?

EUROCAP




# Français pour le redressement national

**ANDRÉ PASSERON.**

(1) *La Monda* du 30 août.

Tout cela coûte cher, bien entendu. A la différence de M. Debré, M. Méo précise comment payer. Une trentaine de milliards doivent être trouvés, selon lui, chaque année. Plusieurs formules sont suggérées : économiser les gaspillages ; l'Etat (dont la « train de vie [traduit] de l'arrogance ») ; travailler plus sérieusement les dépenses sociales ; lutter efficacement contre la fraude fiscale (« il est anormal que les recouvrements effectués à la suite de contrôles fiscaux représentent

**INSTITUT CAPILLAIRE**  
**EUROCAP**  
Soins et hygiène du cheveu  
et du cuir chevelu  
**75001 PARIS**  
4, rue de Castiglione,  
Tél. 260-32-34



## 100 merveilleux cadeaux pour Noël

### Demandez votre catalogue GRATUIT

Demandez le très beau catalogue 1979 du Médailleur Franklin.  
 Plus de 100 cadeaux pour les fêtes à partir de 50 F, des cadeaux  
 originaux souvent inattendus et prestigieux : joaillerie, porcelaine,  
 cristal, métal précieux, etc.

Des cadeaux que vous choisirez tranquillement chez vous et qui  
 ne sont disponibles en France qu'auprès du Médailleur Franklin.  
 Pour recevoir votre catalogue gratuit, envoyez-nous le cou-  
 pon ci-dessous ou bien téléphonez au (1) 990 54 51 avant le  
 15 octobre 1979.

© LMF 1979

---

**LE MÉDAILLEUR FRANKLIN,**  
 4, avenue de l'Escourvier, 95200 Sarcelles.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans obligation de ma part le catalogue de  
 Noël 1979 du Médailleur Franklin.

M. \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Mlle \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

MAJUSCULES SVF

Commune \_\_\_\_\_

Code \_\_\_\_\_

Postal 
1
1
1
1
 Bureau distributeur \_\_\_\_\_

☐ Veuillez avoir l'amabilité de cocher cette case si vous avez déjà acheté d'autres  
 produits du Médailleur Franklin.

LM 60



## senna selection

## directeur général

250.000 F

Une société de taille moyenne de l'industrie papetière, située en province, filiale d'un groupe aux activités diversifiées, recherche son directeur général dans le cadre d'une restructuration. Dirigeant l'entreprise d'une façon conforme aux résultats à atteindre, cet homme sera susceptible d'accéder rapidement à la présidence. Ce poste convient à un manager âgé d'environ 40 ans, ingénieur diplômé (A.M., E.F.P., ...) avec idéalement une connaissance complémentaire en chimie. Ayant acquis une solide expérience de direction dans l'industrie papetière et si possible dans le domaine de la transformation, parlant anglais, il est un meneur d'hommes, excellent gestionnaire et doué du sens des relations commerciales. Un développement de carrière attractif est offert. En plus du salaire, la rémunération comporte un intéressement. Une voiture de fonction est fournie. *Ecrire à C. Beauvillain, à Lille (Ref. 5067/M)*

## Ingénieur d'affaire

150.000 F

Une société française spécialisée dans l'étude et la commercialisation de systèmes utilisant l'énergie des courants aériens, recherche un ingénieur d'affaire pour développer la vente de nouvelles activités. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé de l'une des Grandes Ecoles (X, Télécom, Supélec, Centrale, A et M), débutant en informatique ou ayant une expérience de 4 ans sur systèmes comparables ou en applications sous bases de données ou télécommunications. Le candidat souhaité devra posséder un potentiel suffisant pour assumer des contacts élevés avec les directions informatiques d'entreprises. La rémunération est motivante et sera fonction de l'expérience. *Ecrire à R. Destot, à Montreuil.* (Ref. 10226/M)

## ingénieur systèmes

Paris

L'un des premiers constructeurs mondiaux d'ordinateurs recherche un ingénieur logiciel de haut niveau pour sa nouvelle division mini-ordinateurs temps réel appliqués à la gestion. Ce poste s'adresse exclusivement à un ingénieur diplômé de l'une des Grandes Ecoles (X, Télécom, Supélec, Centrale, A et M), débutant en informatique ou ayant une expérience de 4 ans sur systèmes comparables ou en applications sous bases de données ou télécommunications. Le candidat souhaité devra posséder un potentiel suffisant pour assumer des contacts élevés avec les directions informatiques d'entreprises. La rémunération est motivante et sera fonction de l'expérience. Les possibilités de développement de carrière devraient intéresser des candidats de tout premier plan. *Ecrire à R. Destot, à Montreuil.* (Ref. 10226/M)

## responsable exportation

130.000 F

Une société en pleine expansion (CA : 250 millions) implantée à 250 km à l'est de Paris et spécialisée dans la transformation de matériaux en acier pour le bâtiment recherche son Responsable Exportation. Il devra tout d'abord préserver la pénétration de l'entreprise dans ses différents marchés puis qu'elle exporte actuellement plus de 35 % de sa production. Il aura donc la responsabilité de consolider les marchés acquis, enlever les marchés récents, et rechercher de nouveaux débouchés. Nous souhaitons rencontrer un homme de stratégie et de terrain, capable de définir une politique de développement et possédant une solide expérience commerciale à l'exportation de produits industriels. Agé d'environ 32-35 ans, il a reçu une formation supérieure et parle l'allemand couramment et si possible l'anglais. *Ecrire à P. Auduy, à Montreuil.* (Ref. 3809/M)

## material manager

130.000 F

Fille d'un groupe international, cette société française produit et diffuse des équipements électromécaniques. Actuellement en forte expansion, elle recherche pour son usine du Mans l'homme qui sera le rouage essentiel de son organisation de production. Directement placé sous l'autorité du Directeur Général, il animera un service d'une douzaine de personnes. Ses responsabilités porteront sur les programmes de production, l'ordonnancement, les achats et la gestion des stocks, le contrôle de production. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur électromécanicien ayant déjà une expérience approfondie en contrôle de production et en gestion des stocks. L'importance du groupe fournit des occasions de contacts enrichissants et des opportunités d'évolution. A ce titre, la connaissance de l'anglais est souhaitable. *Ecrire à M. Laperche, à Lyon.* (Ref. 2073/M)

## chef de projet informatique

Bretagne Sud

Une société française en forte expansion, commercialisant par correspondance et par son propre réseau de magasins, en France et à l'étranger, une large gamme de produits cosmétiques, recherche un ingénieur chef de projet informatique pour développer un important projet. Il aura à bâtir et à mettre en place une gestion de production informatisée pour les deux usines de la société. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école ayant déjà réalisé un système de gestion industrielle informatisée dans un secteur proche (alimentaire, chimie, pharmacie). Basé dans le Morbihan, ce poste opérationnel devrait convenir à un homme de bon contact et capable d'animer une petite équipe. La rémunération offerte correspond aux responsabilités confiées et sera fonction de l'expérience acquise. La croissance de la société offre de réelles perspectives d'avenir. *Ecrire à R. Destot, à Montreuil.* (Ref. 10227/M)

## directeur de production

120.000 F

Cette jeune entreprise française s'est octroyé, grâce à un sérieux effort de créativité, une place de choix dans le secteur de la literie d'été. Sur un effectif global de 160, 110 personnes sont employées, dans une usine bien équipée, à la fabrication de matelas, sommiers et produits divers. Le Directeur de Production qu'elle recherche aura la responsabilité de la fabrication, de l'entretien et des travaux neufs et de la sécurité. Il rendra compte au P.D.G. et sera membre du Comité de Direction. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant une expérience de direction d'atelier et de réalisation d'équipements et d'automatismes. Il doit être capable de soutenir un effort d'organisation et de recherche de productivité. L'usine est située dans la région du Poitou, à 40 km d'une grande ville. *Ecrire à M. Laperche, à Lyon.* (Ref. 2182/M)

## expert en planification

120.000 F

Un très important service public recherche un expert en planification destiné à avoir un rôle moteur dans l'élaboration de son plan d'entreprise et dans la mise en place d'une cellule de contrôle des investissements. Dans le cadre d'une mission de trois ans, il se verra confier la responsabilité de la conception méthodologique d'études économiques et financières. L'homme recherché devra posséder une formation supérieure (Ingénieur Grandes Ecoles de préférence) et aura une expérience de quelques années au sein d'un département planification d'une entreprise importante. De solides connaissances économiques et financières sont indispensables comme de bonnes notions en informatique pour maîtriser la modélisation des données. *Ecrire à C. Reynaud, à Montreuil.* (Ref. 7089/M)

## jeunes ingénieurs - informatique

Paris

Un important groupe international constructeur d'ordinateurs recherche de jeunes ingénieurs pour développer des logiciels de base sur grands et moyens systèmes. Ces postes sont à pourvoir rapidement à Paris dans différents départements d'études du groupe où s'effectuera directement la formation des candidats. Ils s'adressent à de jeunes ingénieurs diplômés Grandes Ecoles, ayant acquis pendant leurs études une première expérience informatique ou ayant déjà travaillé une ou deux années dans l'informatique. Les possibilités de carrière à l'intérieur de ce groupe en plein développement devraient intéresser des candidats de tout premier plan. *Ecrire à R. Destot, à Montreuil.* (Ref. 10228/M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Senna-Selection :

92126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès Tél. (01) 657 13 00  
59000 LILLE - Forum, 43, rue Gustave-Delory Tél. (20) 06 55 92  
69006 LYON - 29, cours Vitton Tél. (78) 89 25 52  
13006 MARSEILLE - 9, place Félix-Baret Tél. (91) 54 32 48  
31000 TOULOUSE - 54bis, rue d'Alsace Tél. (61) 23 05 60

Conseil, Études, Ingénierie  
INFORMATIQUE, MARKETING  
ORGANISATION, FORMATION

## POLITIQUE

M. Marchais dénonce les « petites opérations politiciennes »  
de M. François Mitterrand

Devant le Club de la presse d'Europe 1, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a expliqué, dimanche soir 23 septembre, les raisons pour lesquelles son parti avait repoussé l'offre de « pacte de non agression » que lui avaient faite les socialistes. Il a déclaré : « Il faut bien voir qu'il s'agit d'une petite opération politicienne comme François Mitterrand a le secret d'en conduire de temps en temps. J'ai ici le texte de la résolution adoptée au congrès de Metz du parti socialiste par la majorité du parti socialiste, c'est-à-dire par François Mitterrand et le C.E.R.E.S. Que dit cette résolution ? Elle dit ceci : d'abord il faut poser des questions au parti communiste français sur les contradictions qui existent entre le centralisme démocratique et la révolution démocratique. Ce n'est pas agressif, ça ? »

« Je dis qu'en la matière, il y a intervention du parti socialiste dans les affaires intérieures du parti communiste sur ses règles de fonctionnement. Moi, je ne m'intéresse pas aux tendances qui existent à l'intérieur du parti socialiste. C'est l'affaire des adhérents et des militants du parti socialiste, mais ce n'est pas celle du parti communiste. »

« Il faut poser des questions, dit la résolution, sur les contradictions entre l'internationalisme théorique et les pratiques nationales (du parti communiste). Les contradictions entre le marxisme et la réalité nationale, ce sont les contradictions que le parti communiste français lutte pour l'indépendance de la France, pour sa non-intégration politique dans la communauté économique européenne pour la non-intégration de la France dans une défense militaire européenne commune et pour le non-retour de la France dans l'OTAN, pour le parti socialiste, il s'agit là d'attitudes nationalistes. »

« La résolution de Metz poursuit : il faut poser la question sur le ralliement au pluralisme et la réalité socialiste. Mais qu'est-ce que cela a à voir ? Nous sommes pour le pluralisme, en France. Il y a le système du parti unique en Union soviétique dans des conditions historiques dont on pourrait discuter — ce serait beaucoup trop long — mais nous ne sommes pas pour le parti unique en France. C'est ce que nous, nous »

disons : pas de modèle et, en France, où il y aura le pluralisme, il n'y aura pas seulement des partis démocratiques, comme on dit, ou pour : il y aura aussi des partis d'opposition. Il y a des années et des années que le parti communiste français a dit cela. »

« La résolution du congrès de Metz que nous [parti socialiste] avons adoptée s'inscrit donc totalement à l'inverse du pacte de non-agression que vous nous avez proposé. D'un côté, vous dites : « non-agression » ; et de l'autre, vous dites à vos militants : il faut accuser le parti communiste à la fois de centralisme et de nationalisme ; il faut accuser le parti communiste de collectivisme nationaliste, comme vous l'avez fait dans les différentes campagnes électorales. Telle est la réalité. C'est pourquoi j'ai dit que cette proposition de François Mitterrand est une petite opération de caractère politicien. »

M. Marchais a également déclaré :

« L'unité reste la politique du parti communiste, l'union de la gauche reste la politique du parti communiste. C'est lui qui l'a inventée et qui l'a lancée. Le programme commun, le mérite n'en revient pas à François Mitterrand : il a pris le train en marche pour ses ambitions personnelles en 1971. Nous, nous luttons pour le programme commun depuis 1959, c'est-à-dire il y a vingt ans. Nous sommes aussi liés les enseignements d'une expérience qui n'a pas réussi. Nous n'avons pas remporté la victoire ; nous avons donc cherché une forme nouvelle pour construire une unité nationale, cette fois, solide et durable, capable de vaincre. C'est ça, l'unité d'action en bus ! (...) »

« Nous sommes pour l'unité d'action à la base. Par conséquent, lorsque des militants du parti se rencontrent sur la base d'une action concrète, eh bien ! ils se rencontrent. Toutefois, ce avec quoi nous ne sommes pas d'accord, c'est ce que vous proposez, c'est-à-dire le pacte de non-agression. La Rochelle a ajouté : « Si la gauche continue à se déchirer, M. Giscard d'Estaing, cette fois avec l'aide de M. Chaban-Delmas, sera réélu dans un futur proche. (...) »

d'accroître à la fois un langage de gauche et une pratique de droite. Nous ne voulons pas recommencer le programme communiste. »

Appelé à commenter le récent sondage Sores-Expansion (le Monde du 22 septembre) M. Marchais a dit :

« Voilà un sondage qui montre que François Mitterrand serait battu pour la troisième fois, et nous avons été rudement bien inspirés, au parti communiste, à notre vingt-troisième congrès, d'aller au fond de l'analyse des événements qui se sont déroulés autour du programme commun et de proposer aux travailleurs et à notre peuple une voie nouvelle pour aller de l'avant. »

« D'autant que le report des voix au deuxième tour... Qui est unidore et qui ne l'est pas ? Les électeurs communistes, dans la proportion de trois pour quatre, voteraient pour le candidat socialiste, tandis que pour ce qui concerne le parti socialiste, c'est seulement moins de un pour deux. Par conséquent, ce sont bien les communistes qui sont unidores ! »

« Alors, vous allez me dire : mais vous aussi, Georges Marchais, vous serez battu. Mais enfin, messieurs, soyons sérieux ! Personne n'a dit que je serai candidat. »

« J'ai dit qu'il y aurait un candidat communiste. Je n'ai jamais annoncé ma candidature ; donc, personne ne sait si je serai candidat. Je n'ai jamais mené une campagne présidentielle, et voilà que vous me créditez déjà de 36 % des voix ? Mais l'avenir m'appartient ! »

(N.D.L.R. — 36 % des voix au second tour dans l'hypothèse où M. Marchais, ayant distancé la candidate du P.S. au premier, serait le seul représentant de l'opposition.)

« M. Michel Crépeau, président du M.R.C., a estimé samedi 23 septembre, que la gauche doit « tout faire pour se doter d'un candidat unique qui soit au-dessus des partis » pour l'élection présidentielle de 1981. Le maire de La Rochelle a ajouté : « Si la gauche continue à se déchirer, M. Giscard d'Estaing, cette fois avec l'aide de M. Chaban-Delmas, sera réélu dans un futur proche. (...) »

## LES ÉCRIVAINS COMMUNISTES DANS LA GUERRE FROIDE

## Fallait-il injurier Kravchenko ?

Les polémiques qui avaient suivi la parution, en 1947, du livre de Victor Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*, sont évoquées dans leurs mémoires par deux des principaux protagonistes de cette affaire en France, Claude Morgan, alors directeur des Lettres françaises, et André Wurmser, alors collaborateur de cet hebdomadaire (1). A cette occasion, *Libération* (du 19-25 septembre) et *France-Soir* (du 20 septembre) ont rappelé le procès intenté par Kravchenko aux Lettres françaises, qui avaient affirmé que l'ancien fonctionnaire de l'ambassade soviétique aux Etats-Unis, « passé à l'Ouest en avril 1944 », n'était pas l'auteur de son livre et qu'il travaillait pour les services secrets américains. Le procès s'était conclu, après appel de l'hebdomadaire, par la condamnation des Lettres françaises à 1 franc symbolique de dommages et intérêts, le jugement rendant hommage aux mobiles et au passé des écrivains communistes qui avaient mené l'attaque contre Kravchenko.

Claude Morgan indique aujourd'hui que l'article publié par les Lettres françaises sous la signature de « Sim Thomas », présenté comme un journaliste américain, avait en réalité pour auteur un collaborateur de l'hebdomadaire, André Umann. Dans une interview accordée à *France-Soir*, Claude Morgan reproche à André Wurmser de maintenir ses accusations contre Kravchenko, tout en reconnaissant que son livre contenait des vérités, et il ajoute : « J'ai du mal à dire du bien d'André Wurmser, il faut savoir reconnaître ses torts, et je crains qu'il ne soit sincère. »

André Wurmser a répondu, dans *l'Humanité* du 20 septembre : « Kravchenko, fonctionnaire soviétique en mission à Washington, déserte son poste en pleine guerre, avec la complicité des services secrets des Etats-Unis, une aide allée de l'U.R.S.S. En avril 1944, un an avant la prise de Berlin par les communistes, il dénonce le régime soviétique dans le *New-York Times*, et son interview fut reprise par tous les organes de la propagande hitlérienne. Son livre, »

ou plutôt le livre qu'il signe (le fait ne lui pas été au procès), romancé en rose sa propre vie, et ramenant toute l'histoire de l'U.R.S.S. à l'arbitraire stalinien. Il méritait la fiction à un aspect de la réalité soviétique qu'ailleurs les communistes ignorent (...).

« Pour notre honneur, nous avons été, Claude Morgan et moi, en ce temps-là, des combattants de la paix. De famille franco-soviétique aussi. Et nous avons, hélas, trompés que nous étions comme les progressistes du monde entier, soutenu, contre ce que le vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique allait révéler être la vérité, qu'il n'existait pas de camps en Union soviétique. La condamnation que notre parti a portée, confirmée, répétée sur les méthodes du temps de Staline, n'a pas besoin d'être répétée, mais les besoins de la conscience, il n'est pas de Français qui ignorent notre réprobation. Ni qui la confonde avec l'avantage que cherchant à tirer de ces faits les défenseurs du capitalisme. »

Les *Nouvelles littéraires*, dans leur numéro daté 20-27 septembre, consacrent aux intellectuels communistes un dossier intitulé : « Être ou avoir été communiste est-il devenu un genre littéraire ? » Michel Cardozo, rédacteur en chef des pages culturelles de *l'Humanité*, rend compte du livre d'André Wurmser. Il évoque « la vaste constellation des intellectuels antistalinistes », qui, dit-il, « s'est retrouvée dans la Résistance », mais ne pas résister à la guerre froide.

« Alors, écrit-il, se produisant des déchirements qui saignent encore. André Wurmser ne m'en voudra pas d'avoir lu que sa rupture avec Jean Ceszou (« Adieu Jean ! ») le fait souffrir aujourd'hui et en même temps de n'être pas parvenu à m'identifier au point de réellement comprendre cette époque de ter, je veux parler de la guerre froide, ces dix années où le monde est devenu fou. Fondamentalement parce que le système capitaliste a été pris de panique devant les résultats de la seconde guerre mondiale, formidable avancée du communisme installé, et aussi parce »

que le système communiste né de ces victoires a lui aussi paniqué devant une possible (?) troisième guerre. Le monde était déséquilibré par ce nouvel équilibre : de là sont venues les folies de la guerre froide. Car, nous aujourd'hui, ce sont des folies. »

Michel Cardozo ajoute : « Qu'on m'entende bien : je revendique tout cet héritage, je souhaite la prendre en charge, les beaux souvenirs comme ceux que Wurmser appelle « la merde ». En mesurant tout ce qui a changé, et qui ne se posera plus jamais comme pour la génération d'André. Ainsi, du rapport des intellectuels à leur parti (...) ainsi des moyens et des buts d'alliance de classe à nous entre travailleurs manuels et intellectuels. Ainsi du stalinisme. »

Dans le même dossier, Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions sociales, rend compte du livre de Claude Morgan. Il écrit : « Maurice Thorez avait beau déclarer à tout bout de champ qu'il n'y avait pas eu de stalinisme dans le parti, Morgan décrit mieux que personne ces milliers de militants à qui on a dit : « Rajk est un traître. Il a toujours trahi. » Ils l'ont cru. Comme ils ont cru que Tito avait été traître au socialisme, que Nagy avait trahi son peuple. Après une période d'excitation et de violence, on leur a dit : « Il y a eu des erreurs. Nous réhabilitons Rajk ; Tito n'a jamais trahi. Mais ils continuent à croire, et c'est le plus grand crime, parce qu'il permet tous les autres. Nous avons gardé le silence sur les crimes des autres toujours au nom des mêmes arguments : « Les ennemis vont entendre... et utiliser... » Sont-ils condamnés à être trompés comme mille et mille villages de militants que Morgan, comme nous tous, a rencontrés dans toutes les régions de France, donnant la meilleure d'eux-mêmes à la recherche du bonheur humain ? »

(1) Le livre de Claude Morgan, *Les Don Quichottes et les cures* (Guy Robert éd.), a été présenté dans le Monde des livres du 24 septembre par Claude Morgan. Fidèlement extraits (Grosset éd.), dans le Monde des livres du 21 septembre.







# Le grand maître de l'ordre de Malte est reçu par M. Giscard d'Estaing

## Visite au plus petit État du globe

M. Valéry Giscard d'Estaing reçoit à déjeuner, ce lundi 24 septembre, Son Altesse Eminentissime Fra Angelo de Moljena di Colonna, soixante-dix-septième prince et grand maître de l'ordre souverain de Malte.

Le grand maître a été reçu trois fois à la présidence de la République : par le général de Gaulle en 1964, par Georges Pompidou en 1972 et par M. Alain Poher, en qualité de président par intérim, en 1974.

Au sommet de l'Aventin, sur une place de Rome que dessine Piranèse et que domine le clocher de Saint-Anselme, maison mère des moines bénédictins, un tour de portail ne s'ouvre qu'exceptionnellement devant les visiteurs. Il n'en est pas moins fréquenté. Par le large trou de la serrure, on découvre, au bout d'une longue allée de buis, bien cadrée dans ce vider indiscret, le dôme de la basilique Saint-Pierre.

Au milieu des jasmins, des chèvrefeuilles, des fuchsias, une margelle de pierre du treizième siècle est l'ultime vestige de la présence des templiers. Lorsque ceux-ci furent déçus par Philippe le Bel et l'ordre détruit, ses biens furent dévolus par le concile de Vienne de 1312 à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, et celui-ci devint propriétaire de Saint-Marie de l'Aventin. Aujourd'hui, la villa Malta et le complexe parc qui l'entoure forment, avec un grand hôtel particulier de la via Condotti, à quelques dizaines de mètres de la place d'Espagne, la totalité du territoire de l'ordre souverain militaire et hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte.

Le drapeau rouge frappé en son

centre de la croix blanche à huit pointes, symbole des huit béatitudes évangéliques, flotte sur les deux bâtiments qui jouissent l'un et l'autre de l'extraterritorialité. Via Condotti se trouvent le siège du Grand Maître ou gouverneur du plus petit État du globe et la résidence de son grand maître, seul souverain au monde à porter le titre d'Altesse éminentissime — parce qu'il a rang de cardinal. La villa Malta abrite les ambassades de l'ordre auprès du Saint-Siège et auprès du Quirinal. Au terme de plusieurs siècles d'errance à travers le bassin méditerranéen, les maîtres de l'ordre ont créé au onzième siècle à proximité du tombeau du Christ à Jérusalem se sont fixés ici. Après la Syrie et l'Acre, Chypre, où les accueillirent les Lusignan aux treizième et quatorzième siècles, Rhodes, la Sicile, l'Italie continentale, la Provence, Malte, que leur avait cédée Charles-Quint en 1530 mais d'où les

### Charme et harmonie

Centre de la vie religieuse de la villa Malta, la chapelle de Sainte-Marie du Prieuré, due à Piranèse, est sans doute un des plus beaux édifices religieux baroques de Rome. Y flottent les étendards particuliers aux huit langues de l'ordre — Provence, Auvergne, France, Castille, Aragon, Italie, Allemagne et Angleterre. On y célèbre, le 24 juin, jour de la Saint-Jean-Baptiste, une messe solennelle qui réunit les chevaliers venus du monde entier. Sur cet emplacement, nous dit-on, se dressait à l'époque romaine un temple dédié à Jupiter, tandis qu'au pied de

chassa Bonaparte en 1798. Trieste, Saint-Petersbourg, c'est la Ville Éternelle qui les recueillit il y a plus d'un siècle.

Seul Français appartenant au Grand Maître, le comte Gérard de Pierredon, grand hospitalier depuis un an, fait les honneurs des deux chancelleries de la villa Malta, puis ceux de la salle du conseil. Comme les cardinaux pour l'élection du Souverain Pontife, le chapitre général de l'ordre tient ici conclavement pour élire le grand maître. Portrait des soixante-dix-sept Altesse éminentissimes et princes, dont le grand maître Fra Angelo de Moljena di Colonna, actuellement en exercice, plaqué à l'arrière d'un tableau avec un tapis et l'étoile à huit pointes, étendards. La cadre est imposant. Par des fenêtres à meneaux, on aperçoit le mont Janicule et les dômes et clochers du Vatican.

boucle d'argent veillent en silence sur cette partie du bâtiment. Bureaux des principaux collaborateurs, dont le grand commandeur et le grand chancelier, bibliothèques, service d'archives, chapelle dédiée à saint Jean-Baptiste, dispensaire complet, tout est en ordre. Ce ne sont, à chaque pas, que cabinets vénitiens ou florentins en marqueterie d'ivoire ou de bois précieux, tapisseries des Gobelins, paysages divers, marines ou sujets religieux, portraits de laïcs et de clercs, gravures, miroirs. Le cristal, l'or et l'argent, la soie et les damas concourent à un décor où dominent la pourpre, l'amaranthe et le noir.

Au milieu de cette magnificence évolue un monde d'une extrême courtoisie, qui parle lentement, à voix basse. Qu'il se rende au dispensaire pour y subir un examen médical, au service philatélique pour y acheter des timbres-poste (1), ou qu'il soit reçu en audience par le grand maître, le visiteur est partout traité en hôte. C'est sans aucun doute Son Altesse éminentissime le prince et grand maître Fra Angelo de Moljena di Colonna qui donne le ton. Ce septuagénaire distingué, à l'élégance sobre et aux manières raffinées, étudie rarement les questions, fustige-elles indiscret. Tout au plus se contente-t-il de sourire lorsqu'on tente de comparer la puissance de l'ordre au sein du monde catholique à celle des Jésuites par exemple.

Aux allusions concernant une certaine tradition intégriste au sein de l'ordre, dont l'un des chapelains fut le bouillant abbé Ducaud-Bourget (2), le grand maître proteste

en spécifiant qu'il a demandé aux chevaliers de s'abstenir de prendre officiellement position à l'égard de Mgr Lefebvre. Les chevaliers sont actuellement neuf mille cinq cent soixante-deux (l'ordre de Malte possède ainsi la plus faible population mondiale), dont un tiers sont italiens et plus d'un millier américains.

Le grand maître, comme ceux de ses collaborateurs que nous avons rencontrés, s'étonne de ce que la France n'ait pas accordé sa reconnaissance officielle à un ordre avec lequel elle entretient de bons rapports et auquel appartient, depuis vingt ans, M. Valéry Giscard d'Estaing. Il rappelle, comme aime à le faire également le grand commandeur, l'aristocrate hongrois Hubert Pallavicini, que parmi les célébrités qui ont appartenu à l'ordre figurent de nombreux français : de Nicolas de Villégagnon, créateur des premiers établissements français en Amérique et fondateur de Rio, au bailli de Suffren, grand ennemi de la marine de guerre anglaise, en passant par Jean Nicot,

qui introduisit le tabac comme médicament en Occident.

Mais les soucis du grand maître le portent moins vers la France, qui compte plusieurs centaines de chevaliers de grâce et de dévotion et de chevaliers d'obédience, que vers des horizons plus lointains. C'est en effet vers les deux Amériques et surtout l'Afrique que semblent se porter ses espoirs. Aujourd'hui, l'ordre entretient des rapports diplomatiques avec des pays aux régimes politiques aussi différents que le Bénin et le Sénégal, la Côte-d'Ivoire et l'Éthiopie, l'île Maurice et la Somalie, le Niger et le Lesotho ou le Togo et la Mauritanie. « Notre expansion en direction de l'Afrique est vraiment spectaculaire », nous affirme-t-il. Il y a quelques semaines, le soixante-dix-septième grand maître...

PHILIPPE DECAENE

(1) L'ordre, qui bat monnaie, émet aussi ses timbres et a un surintendant des postes magistrales. Les timbres sont valables pour les correspondances entre la Via Condotti et l'Aventin, avec Malte et avec la Libirie, la Rue-rague et El Salvador, tous trois liés par accords spéciaux avec l'ordre.

(2) Autour, notamment, d'un ouvrage intitulé : « La Spiritualité de l'ordre de Malte », édité en 1955 au Vatican.

### < Beaucoup de gens ont une fausse idée des activités de nos membres >

« Les adversaires de l'ordre insistent parfois sur le fait que celui-ci a eu des dévotions avec le Saint-Siège... »

— Nous sommes à la fois entièrement indépendants du Saint-Siège puisque nous sommes souverains et nous restons des fils fidèles de l'Église. Mais il y a eu effectivement au cours des années 50 quelques controverses avec le Vatican. Celles-ci ont permis à l'ordre de se réformer et de transformer son gouvernement. Depuis lors, nous n'avons cessé de témoigner de notre attachement complet à la papauté. L'élection du grand maître est d'ailleurs soumise à l'approbation pontificale.

— Ne vous trouvez-vous pourtant pas en désaccord avec certaines des décisions de Vatican II ?

— Distinguez l'ordre et ceux qui en sont membres. En ce qui concerne l'ordre, il a accepté, en fidèle catholique, l'ensemble des décisions de Vatican II. Il reste que le recours à la liturgie en latin demeure pour nous une nécessité.

sité du fait de notre caractère universel.

— N'entretenez-vous pas des rapports étroits avec certains milieux intégristes ?

— Nous avons demandé à tous les membres de l'ordre de s'abstenir de prendre officiellement position à l'égard de Mgr Lefebvre et d'éviter toute manifestation hostile ou favorable à son propos.

— N'avez-vous pas le sentiment de vivre en décalage avec notre temps ?

— Non. Nous pensons qu'au moment où l'ordre se trouve en pleine mutation beaucoup de gens ont une fausse idée des activités de nos membres. Bien sûr, comme l'affirmait saint Paul lui-même, la charité doit rester cachée, mais il devient de plus en plus insupportable que nous nous fassions connaître. Le patrimoine important des traditions que nous entendons conserver est, en effet, très loin de nous tenir à l'écart du siècle et des activités qu'exige l'actualité.

Ph. D.

## Des chiffres et des lettres.

Système "Multi Adress Plus" le traitement de textes multiposte, évolutif, à haute performance SMH - Adress.

Terrain annuel électronique destiné dans un premier temps à la consultation de l'annuaire et ultérieurement à d'autres sources d'informations. TELIO

La télématique au SIGOB stand 3451/53 - niveau 3 - Zone DE

Céreaux téléphoniques publics et privés. Travaux de transmission analogique et numérique. Télécommunications sous-marines et spatiales. Prévisions de données, services informatiques. Electronique spécialisée. Automatismes et équipements de bureau.

CIT Alcatel

33 rue Emileau 75725 Paris Cedex 15 - Tél. 877.10.10 - Téléc. 80.00.77 Paris

### COLLECTION UN HOMME UNE AVENTURE L'homme des Caraïbes Hugo Pratt



Le nouveau Pratt

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

DARGAUD ÉDITEUR

TÉLEX PARTAGÉ ÉTRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS 345.21.62



par M. Giscard d'Estaing  
globe

« Beaucoup de gens ont une fausse  
des activités de nos membres »

« Beaucoup de gens ont une fausse  
des activités de nos membres »

COLLECTION  
UN HOMME UNE AVENTURE  
L'homme qui change  
Hugo Pratt



Le nouveau Pr  
DARCA

TELEX PARTAGE

# L'EXPRESS

## EXCLUSIF LES MEMOIRES DE KISSINGER



- La première rencontre avec de Gaulle, en février 1969. On parle de Bismarck...
- Pompidou aux Açores. Son voyage aux Etats-Unis. La hantise de l'Allemagne.
- Le voyage secret en Chine de juillet 1971 : lunettes noires et fausse maladie... Chou En-lai le plus grand.
- Février 1972 : Richard Nixon à l'apogée de son destin.

Dans ce même numéro :

*Les Juifs, Vichy et Israël, par Raymond Aron*

*Giscard-Barre : la dernière ligne droite, par Yann de l'Ecotais et Albert du Roy*

*Mon ami Brejnev, par Franz-Josef Strauss*

*Fessée : ils sont fous, ces Suédois ! par Jean-Francis Held*

*Apocalypse Now : un entretien de Francis Coppola avec Danièle Heymann et Michel Ciment*

En vente chez tous les marchands de journaux



## SOCIÉTÉ

UN SALON AU BOURGET

### L'industrie florissante de la sécurité

Au Bourget (Seine-Saint-Denis), au Salon de la protection et de la sécurité, qui a fermé ses portes le 21 septembre, on n'exposait pas seulement des casques antibruit, des revêtements de sol anti-dérapants et des systèmes de protection d'incendie, même si la sécurité c'est aussi cela. La grande affaire, le marché prometteur, le reflet de nos angousses et de nos peurs, ce sont ces dizaines de gadgets contre les agressions et le vol que l'électronique et l'imagination des marchands de sécurité mettent aujourd'hui à la portée de tous, ou presque.

Quel dirigeant politique, quel homme d'affaires resteraient insensibles aux charmes trappus des limousines blindées que propose la société TIG-France ? Sur simple demande, ces véhicules peuvent être pourvus de systèmes de sécurité sur le détail desquels le fabricant préfère rester discret, encore qu'on aperçoive sur l'un d'entre eux des meurtrières percées dans les portières. Le prix ?

A Nancy

### Affrontements entre motocyclistes et forces de police

Sans attendre la Journée nationale de la moto, prévue pour le samedi 29 septembre — et qui devrait voir le plus grand rassemblement de motocyclistes jamais réuni dans la capitale, les motards de toutes les villes de France devant converger sur Paris après avoir défilé dans leurs villes respectives, — de très nombreux motards ont manifesté, dans plusieurs villes françaises, le dimanche 23 septembre, contre le projet d'instauration d'une vignette pour les machines d'une cylindrée supérieure à 400 cm<sup>3</sup>. Ces manifestations se sont déroulées partout dans le calme, à l'exception de Nancy où des affrontements ont opposé motards en colère et policiers.

De notre correspondant

Nancy. — Mal commencée par un accident (trois blessés), la manifestation a été marquée par un affrontement entre forces de l'ordre et manifestants, place Stanislas, dans la soirée du 22 septembre. L'appel d'un tract signé du Mouvement de défense de la moto, près de sept cents motards avaient convergé dès le début de l'après-midi vers la ville. Les manifestants venus de toute la région n'avaient pas attendu d'arriver à Nancy pour provoquer un bouchon en roulant à faible allure et en rang serré sur l'autoroute A-31. Une façon de faire qui ne fut pas du goût d'un automobiliste qui se mit à siffler parmi les machines qui s'appréciaient pas pour leur part cette façon d'agir. Résultat : trois motards furent blessés.

Quelques instants plus tard, le ton monta à nouveau place Stanislas, où plus de deux cents motards s'étaient regroupés. Vers 18 heures, des groupes de motocyclistes décidèrent de barrer deux des quatre rues d'accès à la place à l'aide de matériaux empruntés à un chantier voisin. Casques et armes de matraques, les policiers chargèrent alors les manifestants, endommageant de nombreuses machines, et la manifestation fut dispersée vers 21 heures.

Le Mouvement de défense de la moto a appelé les motards à manifester à nouveau, dans la soirée du 25 septembre, sur la place Stanislas.

### L'autoroute du Nord bloquée

D'autre part, plusieurs centaines de motards ont manifesté, dans la soirée du 22 septembre, en deux points de la Seine-et-Marne pour demander la suppression du péage sur les autoroutes le dimanche pour les motocyclistes et protester contre la vignette sur les motos de grosse cylindrée. Vers 17 heures, trois cents motards ont bloqué sur près d'un kilomètre la nationale 34 entre Cély-la-Clappe et l'aéroport desservant de Val-saïns. D'autre part, trois à quatre cents motards ont bloqué de la même façon l'autoroute au péage de Courtenot dans le sens province-Paris.

Enfin, quelque trois cents motocyclistes se sont rassemblés, dimanche, place de la Concorde, à Paris, au début de l'après-midi, à l'appel de l'Association des motards indépendants (A.M.I.). Ils protestèrent eux aussi contre le projet de création d'une vignette.

Cela dépend des exigences du client et des dangers qu'il croit courir. TIG-France propose aussi de blinder les véhicules de transport d'épave et de l'armée, ainsi que d'importer quel hélicoptère ou volume de sécurité. Un char d'assaut à la portée de Monsieur-tout-le-monde.

La société Chubb-France a mis au point un gilet de protection anti-hold-up. D'un seul doigt, et en moins d'une seconde, un employé peut faire surgir un rideau métallique entre son agresseur et lui. L'espionnage industriel a ouvert aux spécialistes de la sécurité des perspectives insoupçonnées : clôtures électriques, corniches d'enceinte ultra-sensibles, détecteurs de tables d'écoute champs magnétiques, brouilleurs de micros, caméras invisibles, etc.

C'est la protection des commerces de détail et des particuliers qui semble la plus prometteuse. Entre 1972 et 1977, notent les fabricants, le nombre des cambriolages a augmenté de plus de 32 %. Pourtant, déplore l'un d'eux,

### Aucun pouvoir de police

Le marché de la sécurité augmente chaque année de 15 à 20 %. Il a représenté 300 millions de francs de chiffre d'affaires en 1978. Mais les sociétés qui se partagent le gâteau s'inquiètent de la prolifération de soi-disant « spécialistes » qui connaissent mal le métier et jettent le doute dans l'esprit des clients sur leur efficacité. Il n'est que d'assister, impuissant, au déclenchement intempestif d'un « hurleur » mal réglé pour s'en convaincre. On déconseille les doléances des victimes d'un cambriolage, dont le système d'alarme n'a pas fonctionné.

A parcourir les allées du Salon, on se demande quelle société il annonce. Il est exact que le sentiment d'insécurité des Français s'accroît. Mais, plus que l'insécurité elle-même, comme le notait, en 1977, le rapport du comité d'études sur la violence. La presse et la publicité ont une influence certaine sur l'idée que se fait l'opinion de la violence. C'est peu dire que les fabricants de gadgets électroniques entretiennent ce sentiment d'insécurité. Cela, parfois, malgré la loi. Celle-ci soumet à une autorisation préfectorale l'installation chez un particulier d'un système d'alarme audible de l'extérieur. Combien de citoyens baricadés chez eux, comme à Fort-Knox, le savent ? Combien d'installateurs le taisent ? Les sociétés de gardiennage n'ont aucun pouvoir de police. Cela n'empêche pas certaines d'être elles d'outrepasser leurs droits.

On répond à cela que l'augmentation de la délinquance dépasse, depuis le début de la décennie, la progression démographique et que les moyens d'action de la police sont pratiquement les mêmes qu'en 1946. Mais que fait notre société, quels sacrifices est-elle prête à accepter pour remédier aux causes profondes, économiques et culturelles, de la violence ? Il est vain de reprocher leur succès aux marchands de sécurité. Une société a les gardiens qu'elle mérite.

BERTRAND LE GENDRE.

## JUSTICE

A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

### Les séparatistes bretons et « M. X... »

La Cour de sûreté de l'État — dont les débats reprennent ce lundi 24 septembre — a achevé l'examen des vingt-cinq attentats dont sont accusés des militants bretons du groupe d'Ille-et-Vilaine. MM. Lionel Chenevière et Patrick Montauzier, considérés comme les meneurs de ce réseau, n'ont reconnu qu'une partie des attentats qui leur sont reprochés. Ils ont dit huit pour le premier et huit sur dix-sept pour le second. Devant les policiers du S.R.P.J. de

Rennes, après plusieurs jours d'interrogatoire, ils avaient d'abord reconnu être allés dix-sept fois poser, ensemble, des pains d'explosifs. Mais ils étaient revenus sur leur déclaration chez le magistrat instructeur. Dans le box des accusés, ils ont maintenu leurs positions, comme M. Jean-Michel Hellequin. En revanche, MM. Daniel Hamon et Alain Coviaux n'ont fait aucune difficulté pour reconnaître les faits qui leur sont imputés.

Le moins que l'on puisse dire est que MM. Chenevière et Montauzier n'ont pas convaincu la Cour en se défendant énergiquement d'avoir commis certains attentats pour lesquels ils sont inculpés, et notamment celui du relais de télévision de Pré-en-Pail. Il est vrai qu'à chaque fois ils avaient donné un tel luxe de détails aux policiers, même un an après les faits, que leur revirement n'a pas été compris par le président, M. Claude Allier. Ce dernier a tenté de les pousser dans leurs retranchements. En vain. Patrick Montauzier prétend s'être accusé pour protéger les véritables auteurs. Lionel Chenevière s'excuse : « Je tiens à prendre mes

M. Alain Coviaux, lui, est plus disert. Il reconnaît tout et explique les raisons de son geste. Ecologiste « traumatisé » par la marée noire, il a franchi le pas, il a adhéré au F.L.B. et commis quatre attentats. Mais, aujourd'hui, il en a assez de la prison et il ne recommencera pas. Ce qui permet au président d'affirmer que la prison peut servir à quelque chose et qu'il « vaut mieux que les autres restent à l'ombre si c'est pour recommencer ». — Est-on devant une cour de justice ? demande M. Yann Fouéré. — Est-on encore au temps de l'abjection ? Le président ne répond pas.

Repentis ou pas, les poseurs de bombes ont cependant, chaque fois,

certaines de ses camarades, à une cérémonie à la mémoire de l'abbé Perrot, un prêtre assassiné pendant la guerre (peut-être par les résistants, mais cela n'a jamais été prouvé) et dont le nom a été donné à une brigade de la milice qui combattait au côté des armées allemandes.

La mise au point fut sèche : « L'abbé Perrot était un saint homme. Son nom fut coopté par Célestin Lainé, commandant de la Bezen Perrot, contre l'avis de tous les nationalistes autonomistes bretons », et un avocat d'ajouter : « Une division SS avait bien pris le nom de Charlemagne. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

## CORRESPONDANCE

### A propos de l'abbé Perrot

Le docteur Jean Perrot, de Paris, nous écrit :

Dans l'article du Monde du 18 septembre traitant du procès des militants bretons devant la Cour de sûreté de l'État, votre collaborateur Michel Bole-Richard écrit, au sujet d'un des prévenus, qu'il fut « l'adjoint du commandant de la formation Perrot, de gauche mémoire, qui tira son nom d'un abbé, recteur à Scrignac (Finistère), exécuté par la Résistance ».

L'information me paraît sacrifier la vérité au raccourci et la mémoire de l'abbé Perrot mérite d'être évoquée avec plus de nuances.

L'abbé Perrot fonda en 1911 le mouvement Foi et Bretagne, puis, vers 1930, le Bleun-Brug, mouvement culturel n'ayant jamais eu de liens avec les groupes séparatistes.

Rien ne permet d'affirmer que l'abbé Perrot a été exécuté en 1943 par la Résistance.

Aucun fait de collaboration ne peut lui être attribué.

Le mouvement Bleun-Brug n'a jamais été, notamment durant l'occupation, de la ligne fixée par son fondateur.

En revanche, il n'y a aucun doute sur la sinistre action de la brigade de miliciens, qui, après sa mort, s'est servi de son nom, entretenant le trouble et la confusion et tentant de discréditer les mouvements culturels bretons.

Je dois ajouter que cette défense de l'abbé Perrot répond à un souci de vérité car je n'ai aucun lien, proche ou lointain, de parenté avec le fondateur du Bleun-Brug.

## SCIENCES

● Deux éoliennes géantes en Suède. — En 1983, l'énergie éolienne contribuera, pour une faible part aux besoins énergétiques de la Suède. Le gouvernement de Stockholm a, en effet, décidé de consacrer l'équivalent de 82,7 millions de francs à la construction de deux éoliennes géantes de 78 mètres de diamètre. Ces deux centrales, installées en Scanie et dans l'île du Gotland, dans le sud du pays, seront mises en service dans le courant de l'été 1982. Elles fourniront au total 14,5 millions de kilowatts-heure au réseau.

● RECTIFICATIF. — Une erreur a rendu peu compréhensible le début de l'article de Jacques « Ethel » Puburupinades, dans le Monde daté 23-24 septembre (supplément le Monde Dimanche). La phrase aurait dû être : « Faire de la prévision une science à part et spécifique n'est toujours apparu étonnant autant qu'erroné. »

## AÉRONAUTIQUE

● RECTIFICATIF. — Une erreur dans le Monde daté 23-24 septembre, à propos de la remise à British Airways et à Air France des Concorde construits, mais toujours inventés, qu'il s'agit d'un incident de voiture à Washington en juin dernier. Il s'agissait, bien évidemment, d'un « incident de voiture ».

### UNE RÉUNION DE LA COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE DES STUPÉFIANTS

La commission interministérielle des stupéfiants, qui rassemble les représentants des ministères et des personnes désignées pour leur compétence, s'est réunie, jeudi 13 septembre, en présence de Mme Monique Pelletier, ministre chargée de la condition féminine, et de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la famille, pour faire le point sur les progrès de la lutte contre la toxicomanie en France.

Cette commission, qui fonctionne depuis 1930 selon une périodicité variable, avait été mise en sommeil après la publication du rapport sur la drogue de Mme Pelletier en janvier 1978. Le ministre de la condition féminine a rappelé à la commission, qui se réunira désormais tous les deux mois, la nécessité d'une information plus variée et mieux adaptée, l'urgence de la création d'un enseignement de la toxicomanie dans les études médicales. M. Barrot a, de son côté, mis l'accent sur le pragmatisme dans l'approche du problème de la drogue et opté en faveur d'actions précises et bien suivies.

Cette commission a pour rôle essentiel de classer les médicaments en tableaux B. Au cours de sa réunion de jeudi, elle a écarté deux dossiers présentés par les fabricants de l'industrie pharmaceutique en vue du déclassement d'anorexigènes.

### INSCRIT AVANT LE 28 SEPTEMBRE : VOUS PARLerez ANGLAIS A NOËL.

**BERLITZ**  
Depuis 1878

Opéra : (0) 742.15.89 - Champs-Élysées : (0) 730.41.60 - Nation : (0) 371.11.34 - Panthéon : (0) 655.98.77 - Saint-Augustin : (0) 622.22.23 - Victor-Hugo : (0) 500.34.58 - Boulogne : (0) 609.18.10 - La Défense : (0) 775.66.16 - Versailles : (0) 950.08.70 - St-Germain-en-Laye : (0) 973.75.00, également à Bordeaux, Cannes, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg, Toulouse.

Organisation privée

La méthode Berlitz est simple. Prenez une bonne décision de rentrée : appelez Berlitz. Aujourd'hui !  
**BERLITZ : LES LANGUES SUR MESURE.**

### MÉDECINE. PHARMACIE

FESUP 180, SUPPLÉMENT, RUE DU CLINTON, NOTRE-DAME, 75004 325.63.30

Verdict d'apaisement dans l'affaire de meurtre électoral de Puy-de-Dôme

Chambre d'accusation le 9 octobre sur la poursuite contre M. Jean L...

## ARCHÉOLOGIE

En Italie

« L'art » comme « endémisme » : monuments antiques à Rome



# JUSTICE

## Faits et jugements

**Un touriste français  
détenu en Turquie  
a été libéré.**

M. Christian Zamolo, le jeune touriste français qui avait été emprisonné en Turquie, le 23 juillet, pour avoir provoqué un accident de la route (le Monde du 8 août), a été libéré après versement d'une caution. Il a pu rejoindre, à la fin de la semaine dernière, son domicile à Sélestat (Bas-Rhin).

Un médecin radiologue de Chartres, le docteur Yves Szwed, âgé de trente-cinq ans, a été tué mardi 18 septembre, sa femme, âgée de trente-sept ans, et l'un de ses enfants, âgé de huit ans, dans un acte de violence, a-t-on appris vendredi. Le meurtrier, qui était traité par des psychiatres depuis plusieurs mois, a été retrouvé errant dans la ville. Pendant un jour et demi le médecin a vécu claustré à son domicile auprès de ses deux autres enfants — quatre et six ans — qu'il a épargnés. Le drame a été découvert par un ami de passage. Le docteur Szwed, âgé de trente-cinq ans, était interné à l'hôpital psychiatrique de Bonneval (Eure-et-Loir) et inculpé d'homicide volontaire.

Tracts antisémites à Grenoble. — La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a déposé une plainte auprès du doyen des juges d'instruction de Grenoble après distribution, dans l'agglomération, de tracts « au caractère antisémite affirmé ». Diffusés par une secte baptisée la Famille d'Amour, ces tracts visent, selon la LICRA, à provoquer chez le lecteur de la discrimination, voire de la haine, contre un groupe de citoyens à raison de leur appartenance à la religion juive.

Un gendarme a été grièvement blessé à coups de fusil de chasse, vendredi 21 septembre, par un homme de vingt-quatre ans, qu'il s'apprêtait à interpeller à Saint-Chef (Isère). Muni d'un mandat d'amener pour une affaire de vol, le gendarme se rendait devant la caserne où il vit Pierre Scheid. Ouvrant la porte, ce dernier, porteur d'un fusil de chasse, déchargea son arme à bout portant sur le maréchal des logis-chef, Georges Mangas, âgé de trente-deux ans. M. Mangas a été hospitalisé dans le service de réanimation de l'hôpital de Bourgoin-Jallieu (Isère).

Six pompiers ont été inculpés, samedi 23 septembre, de voies de fait avec préméditation par M. Gilles Dubignon, juge d'instruction à Nantes. Des sapeurs-pompiers de la caserne Coues, située au centre de la ville, avaient reçu les victimes frénétiques de deux mineurs en fugue dépendant de l'éducation surveillée. L'une d'elles avait passé plusieurs nuits à la caserne avant d'être retrouvée par son éducateur. Elle avait porté plainte pour « viol collectif ». Le magistrat n'a, cependant, pas retenu ce chef d'accusation.

Un jeune délinquant âgé de quatorze ans a été blessé à la cuisse dans la nuit du 16 au 17 septembre, à Grenoble, par un voisin. M. Francis Combet, âgé de vingt et un ans, a ouvert le feu avec une carabine depuis son appartement, situé au quatrième étage. Il a affirmé aux policiers avoir voulu viser le sol. Il a été inculpé de « détention illégale d'arme » et de « blessures involontaires ». L'adolescent blessé est poursuivi pour vol.

357 pages. FLAMMARION

## Attention, glissement de sens.

«Célibataire» signifie aussi un atome non apparié. Les mots sont instables, ils changent de sens, ou prennent un sens nouveau au cours des siècles. Le Larousse de la langue française enregistre aussi ces nuances. Avec plus de 76.000 mots, c'est le plus complet des dictionnaires de la langue en un seul volume. Sa grande originalité: la construction des articles avec dégroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés. Classement systématique des sens, synonymes et contraires. Et de nombreuses citations littéraires. Autre spécificité: une grammaire. A part et complète. Cette structure particulière en fait un dictionnaire vraiment unique. Un outil fantastique où vous trouverez le maximum d'informations dans un minimum de place.

**Larousse de la langue française:**  
Le nouveau code de la langue.

Après l'assassinat  
de Pierre Goldman

## UNE QUESTION ÉCRITE DE M. QUILLÈS (P.S.) AU PREMIER MINISTRE

M. Paul Quillès, député (P.S.) de Paris, a adressé au premier ministre la question écrite suivante: « L'assassinat de Pierre Goldman a suscité une profonde émotion. Ce crime n'est pas isolé. Il fait suite à de nombreuses agressions depuis deux ans, en particulier une dizaine d'assassinats ou de tentatives d'assassinat à caractère nettement politique ont été perpétrés par des groupes dont les méthodes et les buts sont de nature fasciste. Jamais jusqu'ici les auteurs de ces crimes n'ont été arrêtés. Je demande au premier ministre « quelles mesures il compte prendre pour que les auteurs de ces attentats ne puissent bénéficier d'une impunité qui contribue à entretenir un climat particulièrement inquiétant ».

## Une déclaration de M. Bonnet

D'autre part, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, s'est rendu dimanche 23 septembre au chevet des policiers blessés vendredi, à la fin de la manifestation des groupes d'extrême gauche contre l'assassinat de Pierre Goldman. Il a tenu à « rendre hommage au sang-froid des forces de police et à condamner les récents attentats ».

M. Bonnet a ajouté: « Face aux provocations d'extrême gauche, face aux tentatives de tous bords, les forces de police font et feront, sans défaillance, leur devoir ».

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ: « Il faut empêcher que continuent à se développer en France des crimes semblables à ceux de l'assassinat de la mort ». Affirmant que Pierre Goldman a été assassiné par un groupe fasciste et raciste, le P.S.U. déclare que ce crime « s'inscrit dans une série d'attentats dont ont déjà été victimes des travailleurs immigrés, des militants de la C.G.T., Henry Curjel, et dont les coupables courent encore ».

L'ASSOCIATION HENRI CURJEL: « Les amis d'Henri Curjel, qui protestent massivement contre les lenteurs et les obscurités de l'instruction judiciaire, ne peuvent s'empêcher de penser que si le gouvernement, comme M. Giscard d'Estaing, président de la République, leur refuse l'indemnité de 100 millions de francs, ils ne pourront pas en faire pour que les auteurs d'actes aussi odieux soient identifiés et poursuivis ». Pierre Goldman serait encore vivant aujourd'hui.

4, rue Rollin, 75005 Paris. Tél.: 833-21-21.

Environ trois cents personnes ont assisté, le 22 septembre, à l'émission de la fédération des radicaux organisée au local du P.S.U. entre 15 h 30 et 17 h 25, indiquant un communiqué du parti. L'émission, est-il précisé, s'inscrivait dans le cadre de la riposte à l'assassinat de Pierre Goldman et manifestait la volonté de ne pas rester passif devant les crimes fascistes et la montée de la répression dans ce pays.

## Verdict d'apaisement dans l'affaire du meurtre électoral de Fort-de-France

Dans un souci d'apaisement, la cour d'assises des Yvelines a acquitté, samedi 22 septembre, Georges Boutrin et condamné son frère Victor à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis. Les deux hommes étaient accusés d'avoir tué M. Théodoric Jalta, chef du service d'ordre de la majorité, le 9 mars 1978, au cours d'un meeting électoral à Fort-de-France (« le Monde » des 21, 22 et 23 septembre). Immédiatement libérés après dix-huit mois de détention, les frères Boutrin ont été acclamés par une centaine d'Antillais, de Paris, venus assister à leur procès.

Au cours d'une plaidoirie de plus de cinq heures, les avocats de la défense avaient sollicité l'acquiescement des deux accusés. Avant eux, l'avocat général, M. Georges Mourant, avait requis quinze ans et dix ans de réclusion criminelle respectivement contre Victor et Georges Boutrin, afin, avait-il dit, de « sanctionner avec la plus extrême fermeté des faits qui interfèrent tout dialogue entre citoyens ». « Votre verdict devra être exemplaire, a-t-il conclu l'avocat général, pour qu'il ne soit plus permis demain de tuer dans de telles circonstances car, si toutes les idées sont respectables, aucune ne justifie la mort d'un homme. »

La défense s'est efforcée d'effacer l'impression laissée par les propos du ministre public. « A la Martinique (...) il y a trois siècles le vocabulaire des citoyens et la politique, a-t-il dit M. Marcel Manville. La justice des coutumes y est beaucoup moins soignée que celle du chèque de saint Louis et c'est pour cela que nous avions demandé à venir devant une juridiction de la métropole. »

## Dix-huit mois de prison

À la Martinique on, disait-on, le climat était explosif avant les élections de mars 1978 au point que même les facteurs distribuaient les mandats de retraites, de pensions et d'allocations familiales, provenaient les familles, s'agissait de leur dernier passage en cas de victoire de la gauche. Avant la défense, la partie civile et, en fin de procès, les accusés, ont rendu hommage à la « remarquable impartialité » de la présidente de la cour, Mme Jacqueline Guichard, qui n'avait émis aucune question, y compris les plus embarrassantes.

## La chambre d'accusation se prononcera le 9 octobre sur la recevabilité des poursuites contre M. Jean Leguay

La chambre d'accusation de Paris s'est réunie, vendredi 21 septembre, sous la présidence de M. Jean Bertholon, pour examiner l'appel formé par M. Jean Leguay, préfet honoraire, ancien député en zone occupée du secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy, contre l'inculpation de crimes et délits d'humanité qui lui a été notifiée, le 12 mars, par Mlle Martine Anzani, juge d'instruction au tribunal de Paris, pour le rôle qu'il a joué, le 16 juillet 1942, dans la rafle des intellectuels parisiens rassemblés au vélodrome d'hiver avant d'être déportés. La cour doit se prononcer le 9 octobre prochain.

Les débats se sont déroulés à huis clos. M. Yves Jaffré, défenseur de M. Leguay, s'est efforcé de faire admettre que les faits tombent sous le coup de la prescription de dix ans, car l'imprévisibilité des crimes contre l'humanité résultant de la charte du tribunal militaire international de Nuremberg du 8 août 1945 et de

## ARCHÉOLOGIE

### En Italie

## Le récent séisme a endommagé des monuments antiques à Rome

De notre correspondant

Rome. — Le tremblement de terre du 20 septembre n'a pas seulement provoqué une grande peur dans la capitale italienne, on a constaté aussi qu'il avait endommagé des monuments historiques. C'est la raison pour laquelle la ville de Della Consolazione, qui conduit aux forums impériaux, a été interdite à la circulation pour une durée indéterminée. Les experts entendent examiner les colonnes une à une et leurs vérifications pourraient se prolonger pendant plusieurs mois.

Deux temples ont été atteints par le séisme: celui de Saturne qui est un des plus anciens monuments de la période républicaine, et celui de Vespasien, construit en l'an 79 après J.-C. Divers fragments de linéaires et de colonnes pesant jusqu'à 5 kilos, sont tombés à terre.

On se demande si ces deux édifices du forum n'ont pas été déstabilisés par le tremblement

de terre. Ils étaient déjà en mauvais état en raison de la pollution environnante et du manque de soins. Le Colisée, en revanche, ne semble pas avoir souffert. Mais les fissures de monuments voisins, comme l'arc de Constantin et la Colonne aénéenne n'ont pu que s'accroître.

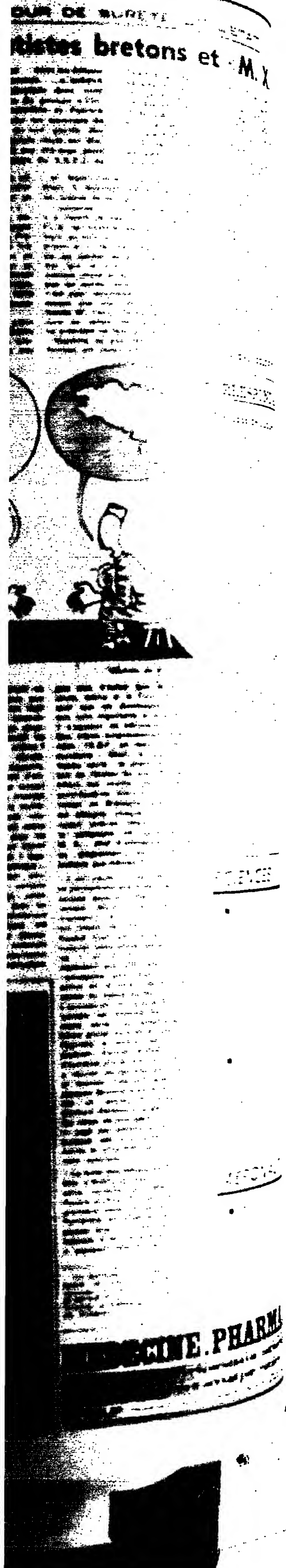
Rome n'est pas une région de grande sismicité, en tout cas depuis le seizième siècle. La terre y avait tremblé pour la dernière fois en 1927. Le problème est ailleurs: « Cela fait quarante ans que ces structures supportent les tremblements petits mais constants et de plus en plus nombreux du trafic automobile », a déclaré M. Andriano La Regina, responsable des biens archéologiques de Rome, qui se montre très pessimiste pour l'avenir. Les archéologues ont réclamé plus d'une fois l'interdiction permanente de la circulation dans la zone du Colisée. — R. S.

## FAITS DIVERS

Deux personnes sont mortes de froid, dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 septembre, à la cascade d'Ossoue (2 050 mètres), dans le massif du Vignemale (Hautes-Pyrénées). Il s'agit de M. Fernand Cousin, âgé de soixante-deux ans, demeurant à Aussillon (Tarn), et de Mme Simone Biscons-Ritay, quarante-huit ans, domiciliée à Castres (Tarn). Paris la veille, en fin d'après-midi, en excursion, malgré les mauvaises conditions météorologiques, vers le refuge de Baysse, ils ont été pris dans une violente tempête de neige.

Un repris de justice, Sander Brajer, âgé de quarante-trois ans, a été tué à coups de pistolet par un inconnu, vendredi 21 septembre au soir, à son domicile, dans le douzième arrondissement de Paris. Selon la police, il s'agissait d'un règlement de comptes. Sander Brajer, d'origine hongroise, avait été plusieurs fois condamné pour vol, violences et proxénétisme.

Un important vol de tableaux a été commis dans l'appartement, inhabité depuis plusieurs semaines, d'un collectionneur de Marseille. Le montant du vol, découvert samedi 15 septembre par une femme d'origine algérienne, s'élève à environ 1 million de francs. Il s'agit notamment de toiles d'Utrillo, Van Dongen et Monticelli.





# MÉDECINE

## DEUX CONGRÈS DE GÉRONTOLOGIE

### Cent mille personnes âgées sont hébergées en institutions alors que leur état ne le justifie pas

La gérontologie peut-elle s'affirmer aujourd'hui comme une discipline médicale autonome et revendiquer la prise en charge globale d'une population dont le poids va croissant dans tous les pays industrialisés ? C'est à cette double question qu'ont tenté de répondre les participants à deux réunions organisées récemment à Paris et à Versailles. A Paris se déroulait en effet le premier congrès francophone de gérontologie (1), sous la présidence du professeur Jean Vignatou (faculté de médecine Pitié-Salpêtrière). A Versailles, dans le même temps, a eu lieu, sous la présidence du

professeur Scardigli (Florence), la « Journée internationale » du Centre international de gérontologie sociale (C.I.G.S.) (2).

Dans les pays industrialisés, les accidents vasculaires cérébraux représentent tout à la fois la troisième cause de mortalité et la première cause d'invalidité. C'est sur ces deux données chiffrées — massives — que le professeur Vignatou a ouvert son discours d'inauguration du premier congrès francophone de gérontologie. Si l'on pousse plus loin l'analyse, on constate que, pour la seule année 1978, par exemple, 130 000 accidents vasculaires cérébraux ont survenu, entraînant 58 000 décès dès le premier mois, et seulement 10 % de « récupération » assimilable à une guérison réelle, soit 80 % de séquelles modérées ou graves et 10 % d'hospitalisation permanente définitive.

Or, ces accidents vasculaires cérébraux dont il est classique de redouter le risque à l'approche

de la cinquantaine, surviennent en réalité, dans leur majorité, chez les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans.

Au total, les trois quarts des décès par accidents vasculaires cérébraux surviennent après soixante-dix ans. D'après l'extrapolation d'études menées aux États-Unis, 455 000 personnes en seraient frappées chaque année en France. Une enquête menée en 1974 par le ministère de la Santé montre d'ailleurs qu'il faut imputer aux seuls accidents vasculaires cérébraux plus d'un million et demi de journées d'hospitalisation.

Or, ont indiqué les membres de l'équipe du professeur G. Gauthier (Grenoble), une proportion de ce type d'accidents existe, mais reste trop souvent encore négligée.

Or c'est précisément là que se font sentir des défaillances criantes, qui rendent la tâche si ardue : dans ce domaine, plus encore que dans d'autres, l'épidémiologie en est à ses balbutiements. « Alors que l'ensemble des

dépenses en faveur des personnes âgées va probablement devoir croître plus vite que le revenu national, ont déclaré les professeurs P. Berthaux et B. Forêt (Pitié-Salpêtrière), la gérontologie ne peut plus se passer de l'épidémiologie. Il faut en effet non seulement dénombrer les maladies et handicaps propres au vieillissement, mais encore décrire les caractéristiques socio-économiques de la population âgée, déterminer la spécificité des risques qu'elle court — et qui sont parfois fort distincts de ceux de la population adulte — enfin et surtout évaluer l'intérêt respectif des modes de prise en charge (maintien à domicile, placement en institution), ce qui est loin d'être chose facile.

Ainsi, estime le professeur Vignatou, il y a actuellement en France quelque cent mille personnes âgées, placées dans des hospices ou des maisons de retraite, alors qu'elles sont parfaitement autonomes et valides et ne devraient pas y être accueillies. En revanche, un million de personnes âgées ont perdu leur autonomie

de vie, mais leur mode de prise en charge varie du tout au tout. Du meilleur au pire.

Tel est précisément le thème qu'avaient retenu pour leur part les congressistes réunis par le Centre international de gérontologie sociale, que préside M. Joseph Fiesch. Comme l'a souligné le professeur Scardigli, « l'hospitalisation de long séjour, qui correspond à une prise en charge définitive, pose un problème auquel aucun pays au monde n'a encore trouvé de solution vraiment satisfaisante ». Bien souvent, l'insuffisance du secteur public dans ce domaine a donné lieu à une prolifération d'établissements privés dont la qualité et le coût sont extrêmement divers. En outre, la formation du personnel médical et paramédical, à qui revient le soin des personnes âgées, ne fait l'objet que de fort peu d'exigences codifiées, quand elle n'est pas totalement négligée.

La spécialisation gériatrique, par exemple, après l'obtention du diplôme de médecin, n'est formel-

lement prévue qu'en Suède et en Grande-Bretagne. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, qu'il s'agisse là d'une nécessité, tant il est vrai que le soulagement des professeurs Vignatou et Berthaux, que la gériatrie reste avant tout un domaine à part entière de la médecine interne. Ce qui s'impose en revanche, disent-ils, c'est une spécialisation hospitalière, multidisciplinaire de l'accueil des personnes âgées.

Quoi qu'il en soit, ont noté les congressistes du C.I.G.S., l'ensemble des pays industrialisés portent un intérêt accru aux diverses alternatives à l'hospitalisation traditionnelle (hôpitaux de jour, « foyers » de jour, soins à domicile, notamment). En toute hypothèse, ont conclu les professeurs Scardigli et Grimley Evans (Newcastle), il est exclu « de faire de la bonne gériatrie à bon marché ». Peut-être est-ce déjà ce qu'avait compris Charcot, en publiant, en 1881, pour la première fois dans l'histoire, un ouvrage consacré aux « maladies des vieillards ».

CLAIRE BRISSET.

Bureaux

(1) Organisé par la Société française de gérontologie, ce congrès, qui souhaite conserver un caractère fortement multidisciplinaire, a été à l'avenir organisé tous les trois ans.

(2) C.I.G.S., 91, rue Jouty, 75017 Paris.



#### DIRECTEUR DES VENTES

180.000 F

**Orléans** — Un important groupe international, spécialisé dans la fabrication et la diffusion de rayonnages amovibles à usage privé, recherche le Directeur des Ventes de sa filiale française de distribution. Basé à Orléans, et rendant compte exclusivement au Directeur du Marketing de la société-mère, il sera responsable du développement des ventes sur l'ensemble du territoire et supervisera également les activités commerciales de la filiale belge. Bénéficiant des structures de l'organisation existante (traitement des commandes, gestion des stocks...), il établira les plans marketing, motivera et contrôlera la force de vente (une dizaine de collaborateurs) et assurera personnellement les principaux contacts commerciaux dans un esprit de rentabilité et de profit. Il prendra enfin une part active à la politique de diversification des produits menée à l'échelon international. Ce poste conviendrait à un cadre commercial âgé de 30 ans minimum, possédant une bonne formation de base, justifiant impérativement d'une expérience réussie dans l'animation d'une force de vente (idéalement dans les secteurs « quincaillerie » ou « bricolage »), et maîtrisant l'ensemble des problèmes de distribution auprès de détaillants, grossistes, grandes surfaces, groupements d'achats... Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Une grande disponibilité personnelle est nécessaire et d'excellentes perspectives de carrière peuvent être envisagées. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 180.000 francs, sera assorti d'un intéressement aux résultats. Véhicule fourni. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2833M

#### ENSEIGNEMENT DES LANGUES

Paris

Un très puissant groupe industriel français, soucieux d'améliorer la capacité de ses cadres à travailler dans un contexte de plus en plus international, crée le poste de Responsable de l'enseignement des langues étrangères. Dépendant de la Direction Générale du groupe, il sera chargé de mettre en place et de dispenser aux cadres des différentes unités françaises et étrangères une formation des langues effective. Assisté par des professeurs, il sera responsable de l'organisation et de la gestion de cette formation ainsi que du contrôle de l'efficacité des actions entreprises. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, pratiquant deux ou trois langues en plus de sa langue maternelle, capable d'enseigner et de « vendre » avec conviction l'utilité de la formation dispensée. Ses qualités d'organisateur seront importantes. La rémunération annuelle de départ tiendra essentiellement compte de l'expérience et de la valeur du candidat retenu. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2834M

#### DIRECTEUR ADJOINT DES TRAVAUX NEUFS

160.000 F

**Extraction et transformation de produits minéraux** — Filiale d'un groupe européen, cette société ayant 6 usines en France est le premier producteur français de son secteur. Dans le cadre de son développement en France et à l'étranger, elle recherche un Directeur Adjoint pour renforcer sa Direction des travaux neufs (10 personnes). En liaison étroite avec les Directeurs d'Usines, il assurera la coordination technique des projets industriels et travaux neufs : bureau d'études, laboratoires, études de solutions techniques, projets, préparation et suivi des budgets d'investissements... Il effectuera également des études ponctuelles pour la Direction Générale. Ce poste conviendrait à un ingénieur (Mines, Centrale, Arts et Métiers...) âgé d'au moins 35 ans, ayant une expérience confirmée des travaux neufs. Ses connaissances en mécanique, manutention, thermique et circuits d'eau seront importantes. La rémunération annuelle, de l'ordre de 160.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Ce poste est à pourvoir dans une ville située à moins de cent kilomètres au Nord de Paris. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2797M

#### RESPONSABLE GESTION STOCKS

130.000 F

Dans le cadre de la mise en place de nouvelles installations ultra-modernes destinées à la préparation et à l'expédition de colis, une très importante société française de distribution installée dans la Métropole Nord recherche un cadre pour lui confier la responsabilité de son service gestion de stocks. Disposant de moyens importants tant en personnel (plusieurs centaines de personnes dont 15 membres d'encadrement) qu'en matériel (équipement de manutention, informatique), il aura pour mission d'assurer la gestion physique des marchandises en stock ainsi que l'approvisionnement régulier de plusieurs milliers d'articles vers le service expédition. Ce poste nécessite de très solides qualités de rigueur, d'organisation et d'animation. Il sera confié de préférence à un ingénieur âgé de 30 ans minimum dont le passé professionnel comprendra une expérience réussie dans la gestion de production et le commandement direct d'un personnel d'atelier nombreux. La rémunération proposée, de l'ordre de 130.000 francs par an, sera déterminée en fonction des compétences. La politique de promotion individuelle de la société et ses ambitions de développement laissent augurer de sérieuses perspectives d'évolution de carrière. Écrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4461M

#### RESPONSABLES DÉVELOPPEMENT ET APPLICATIONS

Pays-Bas

**DSM** — Matières plastiques — DSM, très important groupe chimique néerlandais (chiffre d'affaires : 21 milliards de francs, 33.000 personnes), recherche, pour contribuer à la progression rapide de sa filiale française de vente, des responsables chargés du développement technique pour les applications des polyoléfiniques ou celles du chlorure de polyvinyle. Au sein du laboratoire d'application du groupe situé au Sud-Est des Pays-Bas, ils participeront aux travaux d'une équipe internationale pour le développement et la recherche d'applications nouvelles, et apporteront, pour la moitié de leur temps, une assistance technique sur le marché français en consultant leur chef de produit respectif et l'équipe de vente auprès d'une clientèle de transformateurs. Ces postes conviendront à de jeunes ingénieurs ou techniciens supérieurs, âgés d'au moins 29 ans, chimistes ou mécaniciens de formation, possédant soit une bonne expérience du polyéthylène (basse et haute densité) ou du polypropylène dans des applications relatives au film d'emballage ou au corps creux, soit une large pratique du PVC ou des problèmes de formulation. Le goût des contacts commerciaux et la pratique de l'anglais ou de l'allemand sont indispensables. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel des candidats. Leur installation et celle de leur famille aux Pays-Bas sera facilitée. Écrire à P. POUJNET à Paris. Réf. A/2818BM

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25  
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82  
3, quai Kléber, 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22-01-54

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Strasbourg - Stuttgart - Turin - Zurich

#### DIRECTEUR FILIALE

180.000 F

Un important groupe allemand spécialisé dans la fabrication et la vente d'une large gamme d'appareils destinés au marché des loisirs (jeux électriques : flippers, juke-boxes...), recherche le Directeur Général de sa filiale française de distribution (35 personnes, chiffre d'affaires : 50 millions de francs). Basé dans la proche banlieue Nord de Paris, et placé sous l'autorité immédiate du Directeur Général du groupe, il exercera l'essentiel de son activité dans le domaine de la conception des actions commerciales et du développement des ventes, tout en assurant la responsabilité de la gestion globale de cette filiale : étude des marchés et de la concurrence, définition des objectifs, élaboration des budgets, gestion financière, animation du réseau de vente, contacts clients importants... Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, possédant une solide formation économique et commerciale, maîtrisant les techniques modernes de marketing, et pouvant justifier d'une expérience réussie dans l'animation d'une force de vente commercialisant des biens de consommation durables ou des biens d'équipement légers réputés pour leur image de marque. La pratique courante de l'allemand et/ou de l'anglais est impérative. Des qualités d'encadrement et le goût de l'autonomie sont absolument indispensables. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 180.000 francs, sera assorti d'un intéressement aux résultats. Véhicule fourni. Écrire à Paris. Réf. B/5679M

#### CREDIT CONTROLLER

Europe

Notre client est une division d'une importante organisation américaine, dont le nom est mondialement connu. Son bureau européen, situé à Bruxelles, est chargé du marketing et de la vente d'imprimantes, de terminaux et de matériel électronique de bureau. Actuellement, il recherche un « Credit Controller », qui sera basé à Paris. Celui-ci rapportera directement au « Credit Manager », qui se trouve aux États-Unis. Le candidat idéal aura acquis son expérience dans une position similaire au sein d'une société américaine. Il sera responsable du démarrage d'un département de « credit control » et du développement des politiques de crédit. Il devra être disposé à voyager en Europe, et de temps en temps aux États-Unis, et capable de communiquer verbalement en anglais, français et allemand. La connaissance d'autres langues serait considérée comme un atout. Écrire à FA MANAGEMENT CONSULTANTS S.A. - Avenue Louise 386 - 1050 BRUXELLES (Belgique). Réf. A/1226M

#### ACHETEUR CÉRÉALES

150.000 F

Humaine par sa dimension, la société agro-alimentaire pour laquelle nous intervenons est particulièrement performante et solide. Elle appartient de plus au premier groupe européen de sa profession. Les achats de céréales comptent tenu de leur importance — ils représentent 80 % du chiffre d'affaires — étaient jusqu'ici assurés par la Direction Générale. Pour faire face et favoriser l'expansion de la société, elle souhaite maintenant en confier progressivement la responsabilité à un professionnel. Celui-ci aura donc à assurer dans le cadre d'une politique à la définition de laquelle il aura été associé, les achats de céréales auprès des différentes places européennes, des fournisseurs et/ou intermédiaires. Il en assurera également la bonne exécution ou son suivi en veillant bien sûr à minimiser les coûts, en intégrant les nombreuses variables et leurs combinaisons : prix, saisons, régions, qualités, quantités, calendriers, délais, transports, poids relatifs des monnaies, stocks, commandes, trésorerie, etc. Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel de 30 ans au moins ayant acquis une expérience des achats et/ou ventes de céréales chez un chargeur, un exportateur ou une entreprise agro-alimentaire. Une bonne connaissance de la langue anglaise est souhaitée. La rémunération annuelle de départ pourrait atteindre 150.000 francs si l'acquis le justifiait. Ce poste qui est à pourvoir en métropole Nord est à créer. Écrire à S. BOSSUT. Réf. A/4459M

#### INGÉNIEUR DE CHANTIER

130.000 F

**Industrie Extractive** — Une entreprise française à taille humaine dont les résultats la placent parmi les sociétés performantes dans sa branche d'activité recherche pour son établissement situé sur le littoral Nord de la France l'adjoint de son Directeur de Production. En liaison étroite avec ce dernier, il sera responsable de tous les travaux préparatoires et simultanés à l'exploitation des chantiers (décoverture du rocher, curage des stériles, implantation de pistes...). En outre, il prendra progressivement en charge la gestion technique et participera à la gestion budgétaire de deux sièges d'exploitation voisins (extraction, transport, traitement, stockage et expédition de matériaux). Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur (Mines, E.T.P., A.M.) âgé d'au moins 30 ans et ayant acquis une expérience réussie de la conduite de chantiers dans les secteurs T.P., carrières, cimenteries, mines à ciel ouvert. De réelles possibilités d'évolution existent tant en France que dans des filiales à l'étranger. La rémunération annuelle brute de départ pourra atteindre 130.000 francs suivant le niveau d'expérience et les compétences présentées. Des facilités de logement sont offertes par l'entreprise. Écrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4460M

#### DIRECTEUR D'AGENCE

Paris

Une société française, spécialisée depuis 50 ans dans la fabrication et la distribution d'appareillages et équipements industriels électriques basse tension, courants forts, occupant une place prépondérante sur ses marchés et réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 70 millions de francs hors taxes, recherche, en raison d'un prochain départ à la retraite, le Directeur de son agence de Paris. Dépendant du Directeur Commercial, il aura la responsabilité de l'activité « Appareillages et Équipements » sur le territoire de l'Agence (Paris et Région Parisienne). Il suivra personnellement certains clients et prospects importants et animera une équipe de 2 à 3 collaborateurs technico-commerciaux visitant les industriels, installateurs, ingénierie, administrations, etc. Il contrôlera également le fonctionnement du dépôt. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, ingénieur diplômé à dominante électro-mécanique, disposant d'une expérience d'au moins 5 ans de la vente de constituants et systèmes électriques industriels (si possible courants forts) et de l'animation d'une équipe commerciale. La rémunération ne sera pas inférieure à 130.000 francs pour un candidat répondant aux critères définis. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2768CM

MEMBRE DU C.A.D.E.C.



ou  
rgées en Institutions  
ne pas

## Bureaux

# Sari propose une nouvelle approche des problèmes d'implantation d'entreprises.

Ce qui est spécifique à Sari, c'est le nombre d'interventions possibles que l'entreprise cliente peut commander, et le choix qu'elle peut exprimer. Ce choix peut aller de l'implantation "clés en main" au conseil spécifique sur un problème précis.

Sari ne se contente pas de proposer un choix étendu de m2 de bureaux.

Sari recherche pour ses clients, les bureaux dont la conception correspond exactement aux impératifs d'utilisation de l'entreprise. Et cela, Sari peut le faire, car Sari fait partie

d'un groupe qui est aussi constructeur.

Sari étudie avec ses clients les moyens de financement les mieux adaptés à la structure financière de l'entreprise.

Sari peut prendre en charge pour ses clients tous les travaux d'aménagement, depuis les simples cloisonnements jusqu'à l'installation d'ordinateurs et toute la bureautique.

Sari assiste ses clients dans toutes les démarches administratives nécessaires dans le cadre d'une nouvelle implantation.

Sari, filiale d'un grand groupe qui construit, étudie et finance, est à côté de ses clients à toutes les étapes de l'implantation. Cela, un simple agent immobilier ne saurait le faire.

**SARI S**

Conseil en Immobilier d'Entreprises  
32, avenue d'Iéna - 75116 Paris  
Téléphone : 720.14.15.

Groupe SEER, filiale des Compagnies d'Assurances du Groupe Drouot et du Groupe Worms.



# ÉDUCATION

AUX JOURNÉES NATIONALES DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES

## L'informatique et les « mineurs de fond »

Grenoble. — Les journées nationales de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP) ont réuni, du 20 au 22 septembre, à l'université scientifique et médicale de Grenoble, plus de six cents participants, ensei-

gnants du second degré et du supérieur pour la plupart, auxquels s'étaient joints quelques instituteurs et des professeurs d'écoles normales. Au cœur des débats consacrés à l'innovation et à la recherche : l'introduction de l'informatique dans l'enseignement.

### De notre envoyé spécial

Ainsi, la réforme du collège unique, décidée en 1975, et la suppression des filières « ne doit rien aux travaux des chercheurs » qui, pendant dix ans, en avaient démontré le danger et préconisaient plutôt la création de groupes d'élèves constitués par niveau dans chaque matière.

L'importance des décideurs politiques pour introduire l'innovation « par le haut » apparaît clairement à propos de l'informatique. D'ici au mois de mars, quatre cent seize micro-ordinateurs seront livrés à cent trente écoles. Les matériels fabriqués par deux constructeurs français, Logabax et la Société occitane d'informatique (Toulouse), sont fournis par le ministère de l'Industrie, qui en appelant le ministère de l'éducation à prendre progressivement le relais financier de l'opération — achat des machines, formation des personnels — s'est fixé pour objectif la livraison de dix mille micro-ordinateurs en cinq ans (le Monde du 24 février).

On discerne aisément la visée économique d'une telle affaire : placer en bonne position l'industrie française dans la course internationale à l'informatisation de la société. M. Jean-Michel Pernet, chargé de mission à l'Industrie, au ministère de l'Industrie, est venu plaider la cause auprès des enseignants de mathématiques. « Des choses bougent dans le monde et ne retentissent pas sur l'univers scolaire », leur a-t-il affirmé. « Pour prendre la distance avec un outil, il faut l'avoir vu, touché. Prenez ces appareils et voyez ce qu'on peut en faire ».

Mais les professeurs des établissements dotés d'ordinateurs ont le sentiment qu'on leur impose une présence susceptible de bou-

lever leur enseignement. « Pourquoi, a demandé un participant, n'avoir pas fait un appel d'offres de manière à équiper en priorité les lycées volontaires ? »

L'APMEP, par la voix de sa présidente, Mme Christiane Zehren, estime en effet que « la réforme a été prise à l'aveugle », qu'il fallait réfléchir aux besoins des élèves et des maîtres avant de livrer ce matériel, qu'il fallait surtout prévoir une formation sérieuse des enseignants, faite de quoi « les micro-ordinateurs resteront dans les placards tout au long de leur vie scolaire ».

### Un terrain particulièrement sensible

Les stages actuels paraissent insuffisants aux enseignants. Les stages actuels de formation des formateurs paraissent cristalliser toutes les réticences. Le terrain, il est vrai, est devenu particulièrement sensible depuis la suppression des décharges de service pour les stagiaires de l'IREM qui doivent désormais accomplir « bénévolement » leur formation continue.

Dans ce climat, les enseignants de mathématiques ont encore plus mal accepté l'invitation du ministère de l'Industrie à faire diligence pour introduire l'informatique dans l'enseignement. « Nous les profs de maths, s'est écrié un directeur d'IREM, nous sommes des mineurs de fond à qui on demande de ramasser du charbon toute la semaine et à qui on vient dire : « Prenez un peu de pétrole pour voir ! Nous voulons bien nous occuper des technologies nouvelles. Mais on nous prend pour des rigoles, tant qu'on ne nous en donne pas les moyens ».

CHARLES VIAL.

# RELIGION

LA MESSE JUBILAIRE DE Mgr LEFEBVRE A PARIS

## Le fumet de la dissidence

La messe pontificale du cinquantième anniversaire de l'ordination de Mgr Marcel Lefebvre a été célébrée dimanche 23 septembre devant douze mille à quinze mille fidèles, au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Parmi les délégations étrangères (Etats-Unis, Canada, Autriche, Suisse, Pologne, etc.), la plus nombreuse était celle d'Allemagne. L'abbé Schmidberger, supérieur de la Fraternité Saint-Pie X de ce pays, officiait au titre de diacre.

Plus de deux cents séminaristes et prêtres de cette assemblée passionnée et qui filtre avec les mouvements politiques de droite : la messe, invariablement l'autorité, la majesté, le triomphe : « Paris, commande, règne ! De l'univers, sois roi ! » De la piété réelle mais de type militaire qui se dégage de la cérémonie, Mgr Lefebvre, dans son homélie, n'a fait, en expert, qu'une bouchée. Après quelques considérations d'ordre théologique sur la messe, il a dit, d'un ton d'apôtre, que la messe d'aujourd'hui, qui se serait inspirée de Luther, l'aurait passée d'une voix tranquille et éduquée à des questions purement politiques. Le devoir de la France, dit-il, est de se donner « des chefs catholiques », de telle sorte que soit écarté le danger communiste qui la menace. Mgr Lefebvre en appelle à une « croisade » pour recréer une chrétienté. « Dans la Concile, les ennemis de l'Eglise se sont infiltrés et leur premier objectif a été de détruire la messe. La messe est essentiellement anticomuniste. Le communisme c'est : tout pour le parti, tout pour la révolution, la messe est : tout pour Dieu. Elle s'oppose au programme du parti, qui est un programme satanique ».

Dans l'après-midi, deux mille personnes environ sont revenues pour entendre les vœux et participer au salut du Saint-Sacrement et au chant du Tantum ergo de leur enfance. Dans une conférence de presse éclair, aussi inaudible que désordonnée, Mgr Lefebvre a dit l'occasion d'affirmer qu'entre le Vatican et lui la situation était « plus tendue » qu'autrefois. Inconditionnelle pour ses chefs de file ? La foule de la porte de Versailles l'est assurément.

### Une piété autoritaire

Après le Largo de Haendel, la chorale a exécuté un surprenant poème dédié à Mgr Lefebvre par Mgr Ducaud-Bourget, dont le camail ruisselait d'éclatants bijoux.

« Si la croix fut plantée au sommet du calvaire, l'église, tu le sais, la grâce t'y Enquies, tu le sais, la grâce t'y Toi connais du chemin l'aridité [des pierres], etc. Les cantiques sont à l'image de

France et d'Italie escortaient le supérieur d'Ecône qui, dans une brève conférence de presse, a estimé « ridicule » le fait que l'épiscopat français ait taxé de « défi » la manifestation de Paris. Il s'est déclaré plutôt optimiste sur le résultat des pourparlers en cours avec Rome et a indiqué qu'il irait au Vatican en octobre.

Dans son homélie, Mgr Lefebvre a appelé les fidèles à une croisade pour le rétablissement d'une authentique chrétienté.

La nature politique des tracts, des brochures et des livres donnés ou vendus à l'entrée du hall ne trompe pas. A une piété évidente s'ajoute, jusqu'à se confondre parfois, un militantisme politique le plus souvent royaliste, comme en témoignent les journaux vendus et les insignes portés.

### UN CŒUR SIMPLE

En fêtant ce vieux travailleur du sacré, on reprenait la tradition qui recommande d'honorer les plus fidèles serviteurs quand ils atteignent le soir de leur vie. Ces cœurs simples étaient jadis effarouchés par la cérémonie qu'on leur avait préparée. Ils semblaient contents de provoquer un tel intérêt. Leur modestie s'en trouvait offensée.

Mgr Lefebvre ne connaît pas ce genre d'émotion. La publicité ne l'émotionne guère. Pour ses cinquante ans de ministère, il a tenu un meeting, porte de Versailles. Tout se perd, même l'humilité chrétienne chez les intégristes.

FRANÇOIS BOTT.

Le cardinal Marty est un « sporeux type », lance un Avergornais porteur d'une pancarte censée rallier les Rouergats. Parfois l'adhésion au mouvement d'Ecône est plus fine. Une mère de famille de Lille dit sa joie d'avoir pu assister à la cérémonie du jour et ajoute : « Pénus, de Gault et Mgr Lefebvre s'ont entendus. Les trois originaux du nord de la France. Je les crois tous les trois également utiles. Ce sont souvent les minoritaires qui ont raison et font avancer les choses ».

Il est évident que l'attitude adoptée par Mgr Lefebvre correspond à un besoin chez une fraction des catholiques. La manifestation de Paris, entre autres, le prouve surabondamment. Elle est plus fine. Une minorité est toujours capotée. Mais l'Eglise romaine, désormais plus libérale, peut-elle s'en accommoder et à quelles conditions ?

HENRI FESQUET.

## « PAUL VI PORTAIT UN CLICE PAR MORTIFICATION » révèle son ancien secrétaire particulier

(De notre correspondant.) Rome. — Une cérémonie a eu lieu au Duomo de Milan, dimanche 23 septembre, pour le premier anniversaire de la mort de Paul VI. A cette occasion, le secrétaire particulier du pape défunt, Don Pasquale Macchi, a révélé des détails inédits sur l'homme dans il fut le collaborateur le plus intime pendant vingt-trois ans, au point de passer pour une éminence grise du Vatican.

Paul VI n'était pas sorti tout à fait indemne de l'attentat manqué du 27 novembre 1976 à l'aéroport de Manille. Selon Mgr Macchi, qui employa lui-même le peintre bolivien Benjamín Mendoza pour peindre le pape, ce dernier fut blessé à la poitrine, mais n'en montra rien et refusa que cela fut dit. Autre révélation inattendue de ce prêtre lombard de cinquante-trois ans : par mortification, Paul VI portait de temps en temps une sorte de ceinture rugueuse. Ce fut le cas à Noël 1975 — le chef de l'Eglise avait soixante-dix-huit ans — lors de la cérémonie d'ouverture de la porte sainte. « Beaucoup de ceux qui virent le pape à la télévision furent émus de la difficulté avec laquelle il accomplissait, a dit Don Macchi : moi ne pouvant imaginer que, outre sa difficulté à supporter l'aridité, sa taille était ceinte d'un clice dont les pointes hérissées lui pénétraient dans la chair. C'était un instrument qu'il tenait jalousement caché et qu'il utilisait dans les circonstances les plus significatives pour le bien de l'Eglise ».

Mgr Macchi a certainement beaucoup d'autres choses à raconter. Rassemblez-les ! Il ses souvenirs dans des livres et publiera-t-il des documents inédits, comme n'a pas hésité à le faire l'ancien secrétaire particulier de Jean XXIII ? Cet ex-professeur de français qui partageait avec Paul VI un goût particulier pour Bernanos serait sans doute bien placé pour le faire. — R. S.

## L'INSTITUT EUROPÉEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES A VINGT ANS

L'Institut européen d'administration des affaires (INEAD) de Fontainebleau (Seine-et-Marne) a célébré le samedi 22 septembre le vingtième anniversaire de sa fondation, en présence de M. Roy Jenkins, président de la commission des Communautés européennes, et de M. Olivier Giscard d'Estaing, vice-président, fondateur de l'établissement et frère du président de la République.

L'INEAD, créé à l'image des « business schools » américaines pour former des « managers » à vocation internationale, accueille cette année deux cent trente-sept élèves originaires de trente-sept pays. Au bout d'un an de programme intensif, les stagiaires obtiennent l'équivalent d'un M.B.A. (master of business administration). Au total, avec les stages, les séminaires et les programmes de perfectionnement, l'Institut forme chaque année plus d'un millier de jeunes cadres et cadres dirigeants. — (Corresp.)

**Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et Techniques humaines  
**médecine**  
Expérience pédagogique depuis 1953  
• Encadrement annuel 7h30 hebdo  
Groupes de 10 et 12 par CHU  
Contrôles hebdo exercices et TD  
• Année complète de formation méthodologique (année 0)  
Recyclage cours et exercices pour bacheliers B, C et D  
AUTEUIL 6, Av. Léon Hertz  
75016 Paris Tel. 224.10.72  
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris  
Tel. 595.59.35

## LA PRESSE ENTRE DANS LES ÉCOLES DU PIÉMONT 600 millions de lires sont consacrés à l'achat de journaux dans les classes

De notre correspondant

Roma. — A partir du mois d'octobre, la presse va entrer officiellement dans toutes les écoles secondaires et professionnelles du Piémont. Le Conseil de cette région — l'une des plus industrialisées d'Italie — a décidé, en effet, de consacrer 600 millions de lires (3,2 millions de francs) pendant l'année scolaire pour fournir à chaque classe deux quotidiens et deux périodiques. Jusqu'à présent, seule la province autonome de Trente avait fait une expérience semblable.

Le gouvernement social-communiste du Piémont s'est attiré quelques critiques. Un conseiller régional a estimé que l'introduction du journal à l'école était « un facteur de distraction pour les mauvais élèves », tandis que plusieurs élus craignaient une politisation des cours. Mais la loi devait être votée à une large majorité. « Il ne s'agit pas d'un alibi devant les maux dont souffre l'école », a expliqué le président de la région, M. Aldo Vigorelli. Cette expérience peut inaugurer une manière différente de concevoir les rapports

entre l'école et la société, donnant aux journaux une fonction d'orientation dans la manière d'un manuel scolaire, avec l'avantage d'une mise à jour permanente. Mais quelles publications choisir ? La loi laisse à chaque conseil d'établissement le soin d'établir la liste de ses abonnements, la seule condition étant que les journaux présentent un « intérêt local », ce qui ne veut pas dire forcément qu'ils soient écrits sur place. Or, l'Italie compte soixante-seize quotidiens et, au Piémont, seulement, le nombre des hebdomadaires dépasse la soixantaine. On peut s'attendre à des discussions.

Les éditeurs de journaux ont accueilli avec intérêt la décision des autorités régionales. Ils n'ignorent pas que leurs concitoyens sont de bien modestes « pagnotins », lisant deux fois moins de quotidiens que les Français et cinq fois moins que les Britanniques. Le Piémont n'est pas la région la plus mal lotie. Si on y vend un exemplaire pour neuf habitants, la proportion est d'un pour vingt-huit en Calabre et en Sicile, sans parler de La Basilicate, où il faut compter cinquante et un habitants pour l'achat d'un seul journal.

R. S.

## UNE INTERVIEW EXCLUSIVE DE RADIO-VATICAN La Vierge en duplex

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Pour informer ses auditeurs, Radio-Vatican ne recule devant aucun effort. Six mois après l'« Interview de Jésus », qui eut beaucoup de succès, c'est la Vierge en personne que M. Paolo Scapucci est allé questionner, le samedi 21 septembre, sur le féminisme, la pollution, les armes nucléaires, l'holocauste du peuple juif, les rétrogrades indochinois et même le suicide de Jean Seberg.

L'exploit est d'autant plus remarquable que Marie de Nazareth apparaît comme l'un des personnages les plus silencieux de l'histoire sainte. « Il n'était pas facile de l'interroger », reconnaît M. Scapucci.

Ne désirant pas se mettre en avant, fit-elle sur les ondes vaticanes, la Vierge lui a fait des réponses télégraphiques pulvérisées mot à mot dans les Evangiles. Ainsi lorsque le journaliste constata : « Quelle destinée que la tienne ! Quelle carrière exceptionnelle : enfant d'un petit village de Palestine (...) tu es devenue la reine du ciel et de la Terre. Tu en as fait du che-

min, c'est le moins qu'on puisse dire ! ». L'interviewée — à laquelle une speakerine a prêté sa voix en sept langues — répond : « Le Seigneur s'est penché sur son humble servante, le Puissant fit pour moi des merveilles » (Luc, 1, 48).

On se donc davantage frappé par les questions que par les réponses. Le journaliste s'exclame : « Ce que tu peux être différente de toutes ces demi-dées qui courent les rues en agitant des pancartes et qui hurlent des slogans, à mon avis tu es conforme à la libération de la promotion de la femme ! Dis-moi franchement, que penses-tu de certaines féministes ? » La Vierge se souvient des noces de Cana et déclare incontinent : « Elles n'ont plus de vin » (Jean, 2, 3).

Ultime question : « Quel conseil nous donnes-tu à nous, pauvres hommes égarés ? ». Réponse de Marie pleine de grâces : « Faites tout ce qu'il vous dira » (Jean, 2, 5).

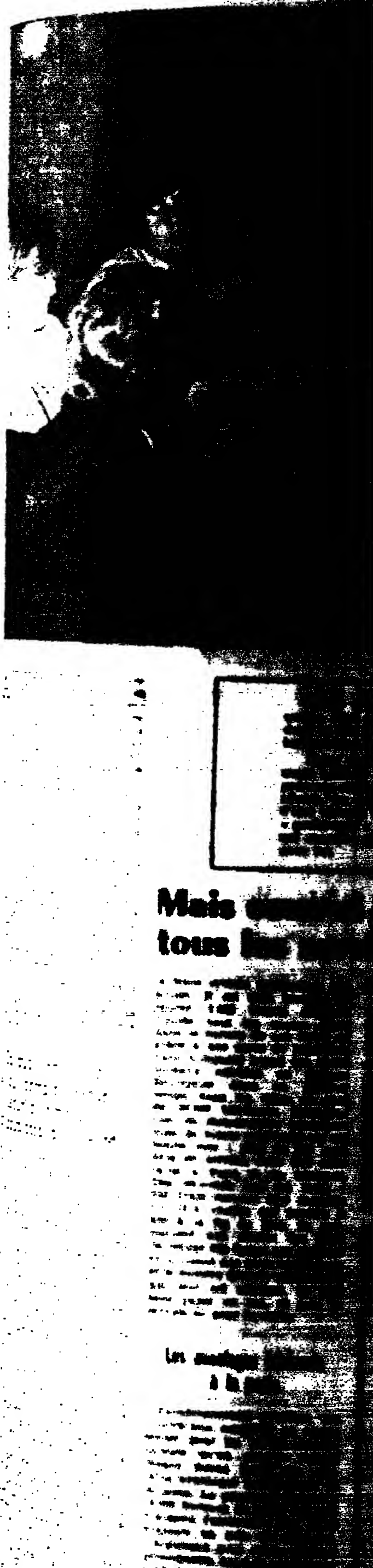
La directrice à son tour dans une prochaine interview ?

ROBERT SOLÉ.

**ECOLE SUPERIEURE DE GESTION**  
Formation des dirigeants et chefs d'entreprises  
SECTION GESTION : 3 années d'études ; admission sur concours niveau PREPA H.E.C. Diplômes E.S.G. & D.E.G.S.  
SECTION COMPTABILITE-FINANCES : 3 années d'études ; admission sur dossier pour bacheliers toutes sections Diplômes E.S.G. COMPTABILITE-FINANCES + B.T.S.G.G. + D.E.G.S.  
SECTION PREPARATOIRE H.E.C. : préparation aux concours d'entrée à H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.A.E. - E.S.G. - E.S.C.P. etc. admission sur dossier en PREPA 1 (bac C) et en PREPA 2  
Admissions parallèles en 1ère et 2ème année pour les diplômés de l'enseignement supérieur  
137, avenue Félix Faure 75015 PARIS  
tel. 554.56.80

Pour suivre les débats de la semaine  
« Informatique et société »  
• Télématique et nouvelle croissance  
• Télématique et nouveaux jeux de pouvoir  
• Télématique et indépendance nationale  
**L'informatisation de la société**  
par Simon Nora et Alain Minc  
Collection de poche Points-Politique - 168 pages - Editions étrangères : USA - Grande-Bretagne - Allemagne - Italie - Langue espagnole Portugal - Japon - Hongrie  
SEUIL

## Le plan d'Ecône pour attirer

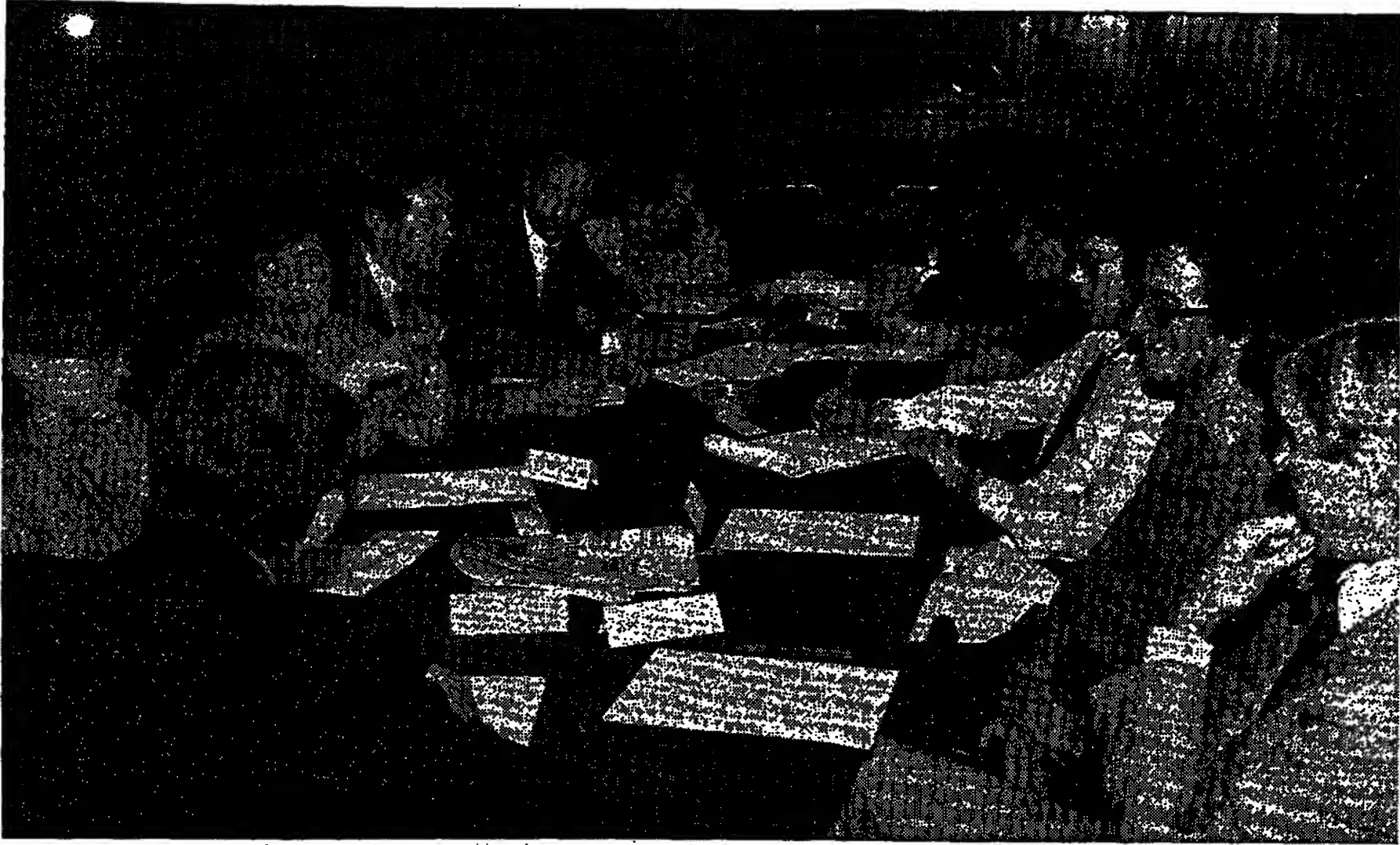




(PUBLICITE)

18 000 BUREAUX DANS TOUTE LA FRANCE, UNE GESTION INFORMATIQUE EFFICACE

## Le plan d'équipement des chèques postaux mise sur l'ordinateur pour attirer la clientèle des jeunes



Avoir vingt ans et ouvrir son premier « compte chèques », c'est un peu une aventure. C'est un premier pas dans la vie, le premier pas vers la gestion de son propre budget, vers la maîtrise de l'argent que l'on gagne.

Cette opération, on ne la fait pas sans avoir mûrement réfléchi aux avantages et aux inconvénients que présente chacune des nombreuses formules proposées aux clients. La synthèse des témoignages recueillis au cours d'une récente table ronde permet de tracer une sorte de « profil-type » du compte-chèques idéal et de constater ce qui manque encore aux CCP pour s'identifier totalement avec lui.

Tout n'est pas parfait

En revanche, la discussion n'a pas manqué de souligner une autre image traditionnelle de la poste : la durée d'attente aux guichets et la complexité des formulaires à remplir pour le dépôt de l'argent liquide : « Il arrive si souvent de faire la queue devant un guichet pour s'entendre dire finalement que l'on n'est pas devant le bon. Les employés sont débordés, s'énervent, courent d'un guichet à l'autre avec des papiers pleins les mains. On en vient à se dire des mots, ce qui n'arrange rien. » Quant aux formulaires : « Il faut écrire quatre fois son nom et son adresse... On perd un temps fou. »

A cela les représentants de la Poste opposent des arguments précis. L'accroissement des effectifs — 10 000 personnes ont été embauchées l'an dernier, rien que pour Paris — permet d'ores et déjà de remédier aux files d'attente les plus criantes. En outre, si la collaboration du client est requise pour remplir ces fameux formulaires, qui se révèlent d'ailleurs plus simples à l'usage, c'est précisément afin d'accélérer le temps de passage au guichet. Ces formalités en général n'ont d'autre but que d'apporter une plus grande sécurité aux opérations. On ne prend jamais assez de précautions quand il s'agit de votre argent.

N'est-ce pas une rançon bien légère à payer pour bénéficier d'avantages incontestables qui n'ont pas tous été évoqués au cours de cette « table ronde ». Il aurait fallu également mentionner, entre autres, le prélèvement automatique des quittances et factures, le virement tout aussi automatique et gratuit des économies éventuelles à la Caisse Nationale d'Épargne, c'est-à-dire la caisse d'épargne de la Poste, ou le virement rapide des opérations entre tous les CCP de France, etc. Et puis il y a cette gestion par ordinateur qui fait des CCP l'un des organismes financiers les plus sûrs et les plus modernes que l'on puisse imaginer. L'erreur n'y existe pratiquement pas.

Gestion moderne, service traditionnel, il manque encore aux CCP une carte de crédit pour répondre à la totalité des besoins ressentis et exprimés par sa jeune clientèle. Cela paraît manifestement peu dans la balance — et est-ce à terme totalement exclu ?

### Mais ceux-ci ignorent souvent encore tous les services offerts par les CCP

La poste oriente maintenant son action. Il est déjà possible de retirer 2 000 francs d'argent liquide tous les quatre jours dans le bureau de son choix et, grâce à une carte de paiement, dans n'importe lequel des 18 000 bureaux existant en France. Entreprise dans un premier temps dans les villes de plus de 30 000 habitants, l'installation de distributeurs automatiques de billets extérieurs est en bonne voie : plus de 200 sont déjà en service, dont une centaine à Paris et en banlieue. Des objectifs ont été fixés : 300 DAB devront être installés fin 1979, chiffre qui passera à 450 à la fin de 1980. Ils permettent aux clients des CCP de retirer 900 francs par semaine en utilisant une carte magnétique et le numéro de code confidentiel qui leur est attribué. Et cela sans payer un sou, ni pour le service, ni pour la carte.

#### Les avantages inhérents à la poste

Paradoxalement pourtant, ces innovations semblent ne représenter pour les jeunes interlocuteurs qu'un progrès normal pesant moins lourd que certains avantages traditionnels de la poste. La proximité d'abord : 18 000 bureaux de poste donnent vraiment l'assurance d'en avoir toujours un près de chez soi. L'argent peut même devenir préemptoire. Ainsi en campagne : « Chez moi, pas question d'installer une banque, la plus proche se trouve à 10 kilomètres. En revanche, comme dans tous les bourgs de France, il existe une poste. Et qui dit poste, dit CCP. Alors pour moi,

#### Ce qu'ils vous offrent

- Les CCP, ce sont dix avantages que vous ne trouverez nulle part ailleurs.
1. — Toutes les opérations peuvent s'effectuer par correspondance.
  2. — Pas besoin d'affranchir les enveloppes destinées aux CCP.
  3. — Le teneur apporte à domicile l'argent liquide dont vous avez besoin. Jusqu'à 3 000 F.
  4. — A chaque opération, vous recevez un extrait de votre compte qui vous indique votre position sur-cadence prise.
  5. — Virement rapide et gratuit de vos opérations entre tous les CCP de France.
  6. — Prélèvement automatique des quittances E.D.F., des notes des P.T.T., des impôts, etc.
  7. — Possibilité de retirer 2 000 F tous les quatre jours dans le bureau de poste que vous avez choisi.
  8. — Une carte de paiement étend cette possibilité à tous les bureaux de poste.
  9. — Virement automatique et gratuit de vos économies à la Caisse Nationale d'Épargne. (C'est la Caisse d'Épargne de la Poste.)
  10. — A votre disposition : 18 000 bureaux. Partout en France.

ACTUELLEMENT, un parc de 32 ordinateurs et plus de 3 000 terminaux permettent aux CCP de gérer les quelque 70 milliards de francs qui leur sont confiés par 7 millions de clients. Un plan d'équipement très important a été décidé qui apportera l'informatique directement au service du public, puisque, dès 1981, 415 bureaux de postes seront équipés de terminaux et 10 235 à la fin de 1986.

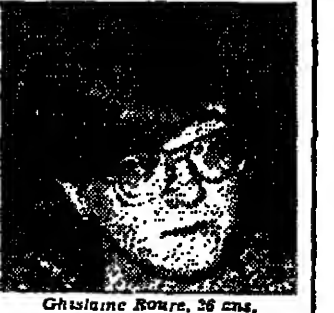
Cet effort de modernisation porte déjà ses fruits et contribue à attirer une clientèle nouvelle, celle des jeunes en particulier, sensible avant tout à l'efficacité des services rendus. Quelques-uns parmi ces « clients d'avenir », réunis au cours d'une « table ronde » avec des représentants des P.T.T., ont pu formuler leurs appréciations — sans cacher ce qu'elles contenaient parfois de critiques — en se fondant sur leur toute récente expérience.

#### Ce que l'on attend de tout compte chèques : sécurité, simplicité et souplesse d'utilisation

Le relevé systématique, qui indique après chaque opération la position du compte, séduit par la sécurité qu'il apporte : « Être averti à chaque entrée ou sortie d'argent, cela procure une grande liberté d'esprit. » Ou encore : « Savoir exactement, au centime près, où j'en suis de mes affaires. Alors pas le moindre risque d'erreur, pas le moindre risque de découvert avec tous les ennuis que cela comporte. » Pour ces jeunes actifs — participants garçons et filles travaillent déjà pour la plupart, — les CCP jouent un peu le rôle de gestionnaire de leur budget : « Ma comptabilité, c'est la poste qui me la fait. » L'argument du relevé automatique par opération est donc avancé en premier et semble même très souvent décisif. Mais, lors de cette étape importante de leur entrée dans le monde des adultes, la facilité d'ouverture d'un compte les a également étonnés et séduits : une pièce d'identité et un certificat de domicile sont seuls exigés, aucune caution n'est requise. Tous l'ont ressenti comme une preuve de confiance. Sécurité et simplicité, par conséquent, souplesse d'utilisation aussi. C'est en ce sens que

#### Les participants à la table ronde

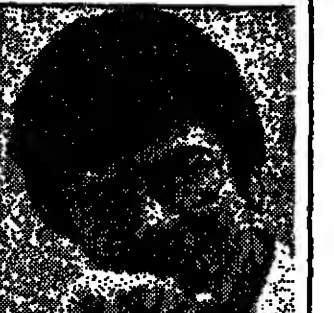
Les jeunes clients des CCP qui ont accepté de participer à cette table ronde représentent parfaitement ce qu'il est convenu d'appeler « la France profonde ». Les voici :



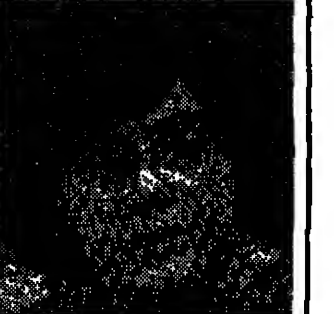
Christine Roure, 26 ans, secrétaire à Lury



Bruno Beauvillier, 21 ans, élève-professeur de l'enseignement technique à Paris



Arno Pellier, 23 ans, étudiant en commerce international à Paris



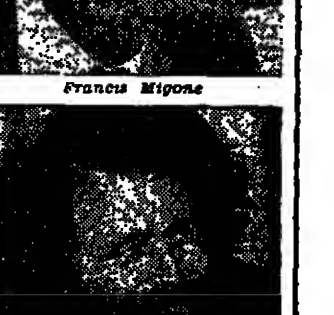
Micheline Copron, 27 ans, employée dans un hôpital de Caen



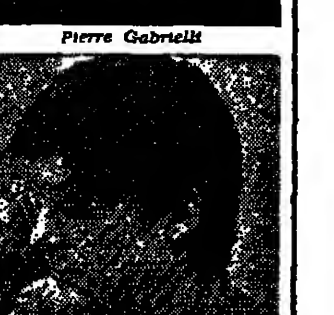
Nelly Chervin, 25 ans, rédactrice à Paris



Francis Mignon



Pierre Gabrielli



Noëlle Duvornet

ANALYSE DE LA DISSIDENCE

... de la dissidence

... en duplex

...





Le Monde

## sports

## FOOTBALL

## LES VISITEURS DU PARC

## Nancy : l'après-Platini

Il faudra s'y habituer : Michel Platini n'orchestre plus la sara-bande des jeunes footballeurs de l'Association sportive Nancy-Lorraine (A.S.N.L.). Un seul être marquait sur le pelouse et le Parc des Princes s'était dépeuplé avec moins de 15 000 spectateurs, samedi 22 septembre, pour la rencontre de championnat avec Paris-Saint-Germain.

Depuis quelques saisons, l'A.S.N.L. s'identifiait au Platini F.C. Avec lui, raconte Claude Cuny, le délégué général du club, nous avons été suivis jusqu'au Mexique, pour des matches amicaux, par des envoyés spéciaux de la presse française. Ce mois-ci, nous avons invité à Nancy le Juventus de Turin avec ses huit joueurs demi-finalistes de la dernière Coupe du monde. Il n'y avait que 10 000 spectateurs et pas une ligne dans les journaux parlant pour notre victoire par 2 buts à 0. On ne prie qu'aux riches.

A Nancy, le départ de Michel Platini a déjà entraîné la désertion, par rapport à la saison dernière, de près de 15 000 spectateurs pour les quatre premières rencontres de championnat. Les demandes pour les matches amicaux se font plus rares. Le club a même dû changer son « sponsor », qui avait sa publicité télévisée sur Michel Platini.

L'influence de ce dernier était toute aussi grande au sein de l'équipe. « Tout le jeu passait par Michel », reconnaît Claude Cuny. Les gens ne réalisaient pas de responsabilité. Désormais, les autres joueurs ont pris davantage conscience de leurs possibilités. « Cette prise de responsabilité s'est déjà traduite par une belle série de victoires à domicile face à Lyon (1-0), Marseille (5-0), Lens (2-1) et Brest (5-1). Il restait à continuer à l'extérieur, où les Lorrains avaient connu autant de déboires, à Lille (2-0), Metz (2-1), Sochaux (1-0) et Monaco (3-0).

En fait, malgré les absences sur blessure de quelques-uns des meilleurs éléments du club, comme l'avant-centre argentin Umpierrez (opéré du ménisque), du meneur de jeu yougoslave Ante (triple fracture de la mâchoire), ou des deux internationaux espagnols, Philippe Jeannel (déchirure de l'attache des muscles adducteurs) et Hubert

Zanier (fracture de la cheville et du péroné avec arrachement des ligaments de la cheville), les Nancéens se sont présentés sans complexes au Parc des Princes.

Bien soudés en défense, prompts à se déployer sur les contre-attaques, ils menaient même à la mi-temps, grâce à deux buts de Peco Rubio (34<sup>e</sup> minute sur penalty et 44<sup>e</sup> minute), à la mi-temps, grâce à deux buts de Peco Rubio (34<sup>e</sup> minute sur penalty et 44<sup>e</sup> minute).

Malgré un penalty cadeau transformé par Armando Bianchi (52<sup>e</sup> minute), jamais le Paris-Saint-Germain n'a paru en mesure d'empêcher l'Association sportive Nancy-Lorraine d'obtenir son premier succès à l'extérieur. Une victoire qui peut mettre l'équipe en confiance pour la suite de la saison et surtout lui permettre de retrouver sa véritable identité.

Avant que tous les regards ne convergent vers Michel Platini, l'A.S.N.L. était, en effet, l'un des clubs les plus souvent cités en exemple pour son organisation sportive. Deux dates illustrent celle-ci : 1963 : le club est lancé grâce à la vente de cinq mille parts-cibles. La première équipe est formée avec dix-sept joueurs venant de quatorze clubs et un budget annuel de 450 000 francs. 1978 : l'A.S.N.L. gagne la Coupe de France avec, ce jour-là, huit de ses joueurs formés dans son propre conservatoire du football.

Le budget dépense les 10 millions de francs et le club possède en toute propriété la plus belle complexe sportif de première division.

## Un complexe sportif de 10 hectares

A l'origine de cette aventure se trouve Claude Cuny, longtemps président du club avant d'en devenir le délégué général. Sous des allures de contremaître aisé, il cache un tempérament ambivalent et passionné. Caduc dans la métallurgie, il consacra déjà quatre heures par jour à sa passion. Méthodique, il avait longtemps étudié l'organisation des grands clubs étrangers. De là sa réputation de mettre le football en fiche. Pragmatique et prudent, il s'attachait à faire progresser harmonieusement le niveau de l'équipe avec les structures du club. Dès lors, il planifia, comme

pour une entreprise, les efforts à fournir et les résultats à espérer.

Prévoir d'exemple et pécher de dévouement, il se mit de tout, de l'organisation administrative au recrutement des joueurs. Il associa le plus intimement possible les supporters à la vie de l'A.S.N.L. en leur accordant par exemple le droit de vote aux assemblées générales. C'est aussi en retrouvant les manches avec eux qu'il a fait construire et aménager aux moindres frais, en forêt de La Haye, à 10 kilomètres de Nancy, le complexe sportif du club sur un terrain de 10 hectares cédés par quatre-vingt-dix-neuf ans par les eaux et forêts. Désormais, ce complexe comprend le siège social, six terrains d'entraînement, une salle d'entraînement couverte de 60 x 30 mètres pour l'hiver, des salles de soins, de rééducation, de musculation, un sauna, des vestiaires et douches pour cent cinquante pratiquants des courts de tennis, un club-house, un restaurant ouvert aux supporters et au public, des salles de lecture, de télévision, un bâtiment pour l'hébergement des jeunes du conservatoire et un hôtel pour la mise au vert des professionnels avant les matches.

L'aide municipale de 510 000 F ne correspond, en fait, même pas aux sommes versées pour la location du stade (250 000 F) et la taxe sur les spectacles (1 000 000 de francs), mais pour augmenter ses ressources, le club a ouvert depuis le début de la saison un magasin où il distribue des gadgets à ses coureurs. Le produit de ces ventes, ajoutés aux recettes du restaurant et des buvettes, représente près de 50 % des dépenses d'exploitation du club qui atteignent 14 millions de francs.

Grâce à ces efforts, le départ de Michel Platini pourrait bientôt relayer de la péripétie. « Depuis la création de l'Association sportive Nancy-Lorraine », explique Claude Cuny, « nous avons eu l'habitude d'avoir un club sérieux de première division, bien doté, bénéficiant de structures solides et d'un outil de travail remarquable. Nous allons désormais atteindre. Nous allons pouvoir nous polariser sur le football ».

GERARD ALEOY.

## TENNIS

## Noah et Bedel en finale du National

De notre envoyé spécial

Nice. — Le championnat de France de tennis a bien changé depuis l'époque platinienne où le club d'entraîneurs du R.C.F. se faisait disputer sur ses courts en terre battue de la Croix-Catalan. Les dirigeants de la F.F.T. ont aujourd'hui décentralisé à travers la province. C'est beaucoup mieux ainsi pour la promotion des nouvelles étoiles et des nouvelles surfaces.

Après Le Cap-d'Azur (1975), Marseille (1976), Strasbourg (1977), Toulouse (1978), Nice s'est vu confier l'honneur d'organiser l'épreuve dénommée National : Nice, berceau du tennis azuréen où Suzanne Lenglen échangea ses premières balles avec son père et qui fut toutes ces dernières années le centre éducatif des classes « sport-études » dont bénéficièrent la plupart des jeunes concurrents.

Adossé une pinède bucolique, faisant face à des villages antiques perchés sur les hauteurs, ce club tout neuf, qui comprend plus d'une vingtaine de courts, n'aura malheureusement pas attiré pour ce dernier week-end la grande foule qu'avaient rebutée les pluies diluviennes qui sont tombées vendredi sur la région, et qui ont entraîné le report de la finale Noah-Bedel à ce lundi 24 septembre.

C'est cependant en pratiquant le jeu offensif sur les points importants que Dominique Bedel (vingt-deux ans) avait pu l'emporter, samedi, sur Patrick Dominguez (11-9 au cinquième set) après un match interrompu à deux reprises depuis jeudi et à pu se qualifier, dimanche, pour la finale par sa victoire sur Jean-Louis Hallet. Bedel n'incarne pas le finaliste-surprise, à l'image de Jean-François Conjolia, qui arracha le titre l'an dernier.

Il fut sélectionné comme deuxième joueur de simple de notre équipe de Coupe Davis : c'est donc tout à fait normal qu'on le voie opposé à Noah, son chef de file et cadet.

Celui-ci, pour se qualifier, nous régala, dans sa demi-finale, d'une exhibition dominicale de

fort joli facture en face de Georges Goven (trente et un ans), lequel fut, à son âge, le prodige du jeune tennis français. Tous deux possèdent d'une condition physique parfaite, Goven courait sur toutes les balles comme un jeune cabot, et c'était un plaisir de voir encore l'admirer. De son côté, Jean-Louis Hallet, qui avait en le mérite d'élimer tout à tour Morvan et Froley, est agacé, à vingt-cinq ans, par le toucher de balle, et d'une adresse qui l'apparente sur certains points, à un Nastase en pleine forme, ce qui n'est point à méconnaître.

Malheureusement, il arrive que ce charmant jeune homme et sa belle balle soient les victimes de celui de son père, moins doté naturellement, mais qui restera à jamais dans nos mémoires comme l'auteur d'une remontrée unique dans les annales de Roland Garros (Budge Patty, aux Internationaux de 1958, menait contre lui 5-0, 40-0 au cinquième set ; il aligna sept jeux de rang et gagna). Or, il se trouvait que Bedel, ayant été victime d'une élongation à la culasse samedi au cours d'un match de double, ne disposait pas de toutes ses facultés de déplacement. Ce fut quand même lui qui mourut le plus grande combativité pour empêcher ce match qui s'annonçait le plus captivant du tournoi et fut en réalité totalement dépourvu de passion.

OLIVIER MERLIN.

**SIMPLE MESSIEURS**  
Demi-finales. — Noah b. Goven, 6-1, 6-3 ; Bedel b. Hallet, 6-4, 6-4, 6-3.  
**DOUBLE DAMES**  
Demi-finales. — Mme Lovers b. Mme Bonneteau, 7-5, 6-4 ; Mme Bellan b. Mme Lovers, 7-5, 6-2.  
**DOUBLE MESSIEURS**  
Finales. — Noah-Portes b. Barthès-Jaffrot, 6-2, 6-2.  
**DOUBLE DAMES**  
Finales. — Derman-Lovers b. Bellan-Guady, 7-5, 7-5.

## ALPINISME

## Exploits dans les Alpes

Grenoble. — Constatant à la recherche d'itinéraires nouveaux dans les faces les plus difficiles des Alpes, des alpinistes ouvrent chaque été des voies inédites. On croyait généralement que tout ou presque avait été réalisé dans les principales parois des Alpes et que, désormais, les alpinistes devraient se contenter de refaire les itinéraires déjà empruntés.

Leur imagination, mais aussi leur recherche de la perfection, les conduisent parfois dans des voies jamais parcourues. Ainsi, dans le seul massif du Mont-Blanc, une quinzaine de premières ont été réalisées au cours des trois mois d'été.

De notre correspondant

Le guide Robert Fiematt et deux de ses compagnons ont gravi une nouvelle voie classée extrêmement difficile sur toute sa longueur dans les parois calcaires de Magland (Haute-Savoie). Cette ascension très technique a nécessité trente-quatre heures d'efforts, deux bivouacs et l'utilisation de plus de cent pitons.

Après avoir ouvert un itinéraire nouveau dans la face nord de la Dent du Géant (4 013 m.), le guide Patrick Gabarrou a effectué une importante première dans la face nord de l'aiguille de Talèfre (3 730 m.), qu'il connaît fort bien puisqu'il a déjà réalisé dans cette montagne deux autres premières en 1976. Le guide chamoisard, le versant nord-ouest de la brèche du Domino était encore vierge. Deux guides chamoisards, Jean-François Charlet et Raymond Dacroz, l'ont parcouru en neuf heures. Associé pour une autre course aux guides René Ghil et Gilles Peyroulet, Jean-François Charlet a réussi l'ascension d'un des plus grands itinéraires glaciaires du massif du Mont-Blanc, haut de 550 mètres, jamais emprunté par des alpinistes, la face nord-ouest de la pointe centrale de Frebouse (3 530 m.).

Le grenoblois Bernard Müller a pour sa part, gravi pour la première fois, en 1979, la face nord du « grand pilier d'angle » au Mont-Blanc. Deux alpinistes techniques, Jean Simon et Gili Slavik, ont à quelques jours d'intervalle, tracé deux nouveaux itinéraires dans la face nord des « Drolles » (4 000 m.), et dans la face nord du Dru (3 733 m.).

## 11 000 mètres de dénivelé

Ce sont enfin les guides Michel Bernier, trente-cinq ans, instructeur à l'école militaire de Grenoble, et Jean-François Charlet, trente ans, instructeur à l'école d'Alpinisme et de Montagne de Chamonix, qui ont accompli au cours de la saison estivale le plus bel exploit alpin : la traversée du massif du Mont-Blanc par les arêtes frontalières. Ils ont gravi successivement

ment, l'arête Forbes à l'aiguille du Chardonnet (3 824 m.), les aiguilles d'Argentière (3 900 m.), de La Neuve (3 753 m.), franchi la traversée du Tour Noir qui culmine à 3 831 m., escaladé les aiguilles du Tirolet (3 870 m.), du Talèfre (3 730 m.), l'arête des Rondeelles aux Grandes-Jonasses (4 208 m.), la Dent du Géant (4 013 mètres), l'ascension des trois monts Blancs (Tasul, Mandit, mont Blanc), enfin, entreprise la traversée de l'aiguille de Blon-nassey (4 024 m.).

Les quatre alpinistes ont ainsi parcouru en quatre jours, du 2 au 15 septembre, 40 kilomètres entre 3 500 et 4 800 mètres, tout en réalisant un dénivelé total de 11 000 mètres. Cette épreuve de grande endurance, qui ne comportait pas de difficultés techniques très importantes, avait été

soigneusement préparée. Cinq dépôts de vivres effectués avant leur départ ont évité aux alpinistes de transporter de trop lourdes charges tout au long de leur longue course.

Un mois avant cette « épreuve », Louis Audoubert et ses compagnons Marc Batard et Paul Villard avaient ouvert une nouvelle voie directe dans la face nord de la Meije (3 893 m.). Cette ascension d'un pilier de 600 mètres a été cotée très difficile. Quant au guide Gaston Rebuffat, âgé de cinquante-huit ans, il s'est attaqué à une nouvelle voie dans la face ouest de la pointe Pul-sieux (3 946 m.) qui comporte plusieurs passages en surplomb ; le second dans le massif du Mont-Blanc, en compagnie de Michel Vaucher. Les deux guides ont tracé un nouvel itinéraire sur le versant est, dit arête Ryan — de l'aiguille du Plan (3 676 m.).

CLAUDE FRANCHILLON.

## AUTOMOBILISME

## Depailler a choisi un nouveau constructeur

Victime d'un accident de deltaplane au mois de juin, tenu à l'écart des circuits depuis lors, Patrick Depailler a pris la décision de ne plus courir pour l'écurie Ligier. Le contrat que lui proposait Guy Ligier ne pouvait en aucune manière lui convenir. Il y avait précisé que Jacques Laffitte deviendrait le pilote et que le statut de Depailler serait celui d'un deuxième pilote. Or, comme Depailler est convaincu que, cette année, bien que placé sur un pied d'égalité, Laffitte a été mieux servi que lui, il a craint encore plus de ne pas disposer, en 1980, d'une voiture compétitive. C'est l'avis des deux raisons pour lesquelles il a refusé la proposition de Guy Ligier.

L'autre raison a trait aux propositions d'autres constructeurs pour qui Depailler veut mieux qu'un deuxième pilote. De toutes les offres qui lui sont parvenues, il semble bien que la plus séduisante soit celle d'Alfa Romeo. C'est seulement au lendemain de la dernière épreuve de la saison, qui sera disputée le 7 octobre à Watkins Glen (Etats-Unis), que Depailler rendra officielle sa décision, prise le 21 septembre. « Nous sommes convaincus avec mon nouveau constructeur de ne faire aucune déclaration ayant le 8 octobre », dit Depailler.

1980 sera pour Alfa Romeo l'année du grand retour à la formule 1. Alfa a construit cette année un nouveau moteur V12 dont l'utilisation sera réservée à la seule écurie officielle, Brabham, remaniée en 1980 au moteur Cosworth. On dit que le cas échéant un moteur turbo compressé pourrait aussi être monté dans les voitures italiennes dont les coques ont fait l'objet d'études aérodynamiques extrêmement poussées. Comme le financement ne pose aucun problème, tout indique qu'Alfa Romeo dispose des meilleurs atouts pour séduire un pilote dont les ambitions sont intactes. Les deux seules inconnues sont la fiabilité des moteurs Alfa — leur robustesse n'a pas encore été réellement prouvée — et une certaine fantaisie, bien latine, de l'équipe de courses.

FRANÇOIS JANIN.

## SKI NAUTIQUE

## Patrice Martin, champion du monde à 15 ans

Déjà deux fois champion d'Europe et recordman du monde de ski nautique en ligue avec 8 040 points, le jeune Nantais Patrice Martin (quinze ans) a obtenu, le 23 septembre à Toronto (Canada), son premier titre de champion du monde. Sa performance est d'autant plus exceptionnelle qu'après avoir battu son propre record dans la première manche (1 140 points), où il devançait son plus proche rival, le Vénézuélien Carlos Suarez, de 1 230 points, le Français ne s'est pas contenté d'assurer sa victoire dans la seconde où il a enregistré 7 900 points, dépassant ainsi pour la première fois le total des 16 000 points (15 120).

Entraîné par son père, photographe officiel du Football-Club de Nantes, Patrice Martin a déjà huit ans de pratique sportive de ski nautique. Ancien champion de France à 12 ans, il a pu réaliser trente-trois figures en dix passages, vingt secondes. Ces championnats du monde ont marqué le triomphe de la jeunesse puisque le titre féminin est revenu à la Soviétique Natcha Roumiantseva, l'aînée d'un an de Patrice Martin.

## LES RÉSULTATS

## Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (première journée)	
Villeurbanne b. Nice	96-90
Le Mans b. Limoges	105-72
Aix b. Vichy	84-78
S.P. Evry b. Caen	84-75
Tours b. Lyon	104-82
Metz b. Nanterre	104-66
Monaco b. Brest	94-74
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (septième journée)	
Laval bat Angers	2-2
Monaco bat Nice	2-2
Brest et Lens	0-0
Nancy b. Paris Saint-Germain	2-1
Tulle bat Bourges	2-0
Metz et Bordeaux	1-1
Lyon et Saint-Etienne	0-0
Brest et Nanterre	2-2
Cholet et Nantes	2-2
Nantes et Valenciennes	0-0
Classement : 1. Saint-Etienne, 16 pts ; 2. Monaco, 15 ; 3. Nantes, 12.	
CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (septième journée)	
Chambour bat Lescage	3-1
Brest bat Besançon	3-1
Quimper bat Sola	2-0
Orléans et Dunkerque	0-0
Tours et Guingamp	1-1
Nœux bat Rouen	1-0
Angoulême bat Limoges	2-0

## Football

Championnat de France de première division (septième journée)

1. Laval bat Angers 2-2 ; 2. Monaco, 15 ; 3. Nantes, 12.

Championnat de France de deuxième division (septième journée)

1. Chambour bat Lescage 3-1 ; 2. Brest bat Besançon 3-1 ; 3. Quimper bat Sola 2-0 ; 4. Orléans et Dunkerque 0-0 ; 5. Tours et Guingamp 1-1 ; 6. Nœux bat Rouen 1-0 ; 7. Angoulême bat Limoges 2-0.

## Motocyclisme

Grand Prix de Hockenheim

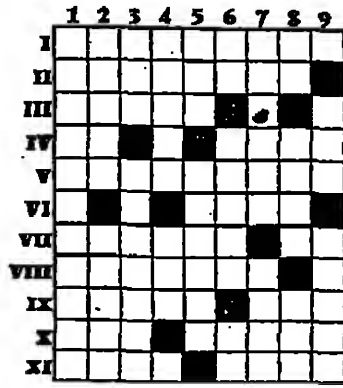
Première manche (30 tours, soit 153,7 km.). — 1. F. Pons (Fr.), 45 min. 45 sec. ; 2. J. Pons (Fr.), 45 min. 46 sec. ; 3. J. Pons (Fr.), 45 min. 47 sec. ; 4. J. Pons (Fr.), 45 min. 48 sec. ; 5. J. Pons (Fr.), 45 min. 49 sec. ; 6. J. Pons (Fr.), 45 min. 50 sec. ; 7. J. Pons (Fr.), 45 min. 51 sec. ; 8. J. Pons (Fr.), 45 min. 52 sec. ; 9. J. Pons (Fr.), 45 min. 53 sec. ; 10. J. Pons (Fr.), 45 min. 54 sec. ; 11. J. Pons (Fr.), 45 min. 55 sec. ; 12. J. Pons (Fr.), 45 min. 56 sec. ; 13. J. Pons (Fr.), 45 min. 57 sec. ; 14. J. Pons (Fr.), 45 min. 58 sec. ; 15. J. Pons (Fr.), 45 min. 59 sec. ; 16. J. Pons (Fr.), 45 min. 60 sec. ; 17. J. Pons (Fr.), 45 min. 61 sec. ; 18. J. Pons (Fr.), 45 min. 62 sec. ; 19. J. Pons (Fr.), 45 min. 63 sec. ; 20. J. Pons (Fr.), 45 min. 64 sec. ; 21. J. Pons (Fr.), 45 min. 65 sec. ; 22. J. Pons (Fr.), 45 min. 66 sec. ; 23. J. Pons (Fr.), 45 min. 67 sec. ; 24. J. Pons (Fr.), 45 min. 68 sec. ; 25. J. Pons (Fr.), 45 min. 69 sec. ; 26. J. Pons (Fr.), 45 min. 70 sec. ; 27. J. Pons (Fr.), 45 min. 71 sec. ; 28. J. Pons (Fr.), 45 min. 72 sec. ; 29. J. Pons (Fr.), 45 min. 73 sec. ; 30. J. Pons (Fr.), 45 min. 74 sec. ; 31. J. Pons (Fr.), 45 min. 75 sec. ; 32. J. Pons (Fr.), 45 min. 76 sec. ; 33. J. Pons (Fr.), 45 min. 77 sec. ; 34. J. Pons (Fr.), 45 min. 78 sec. ; 35. J. Pons (Fr.), 45 min. 79 sec. ; 36. J. Pons (Fr.), 45 min. 80 sec. ; 37. J. Pons (Fr.), 45 min. 81 sec. ; 38. J. Pons (Fr.), 45 min. 82 sec. ; 39. J. Pons (Fr.), 45 min. 83 sec. ; 40. J. Pons (Fr.), 45 min. 84 sec. ; 41. J. Pons (Fr.), 45 min. 85 sec. ; 42. J. Pons (Fr.), 45 min. 86 sec. ; 43. J. Pons (Fr.), 45 min. 87 sec. ; 44. J. Pons (Fr.), 45 min. 88 sec. ; 45. J. Pons (Fr.), 45 min. 89 sec. ; 46. J. Pons (Fr.), 45 min. 90 sec. ; 47. J. Pons (Fr.), 45 min. 91 sec. ; 48. J. Pons (Fr.), 45 min. 92 sec. ; 49. J. Pons (Fr.), 45 min. 93 sec. ; 50. J. Pons (Fr.), 45 min. 94 sec. ; 51. J. Pons (Fr.), 45 min. 95 sec. ; 52. J. Pons (Fr.), 45 min. 96 sec. ; 53. J. Pons (Fr.), 45 min. 97 sec. ; 54. J. Pons (Fr.), 45 min. 98 sec. ; 55. J. Pons (Fr.), 45 min. 99 sec. ; 56. J. Pons (Fr.), 45 min. 100 sec. ; 57. J. Pons (Fr.), 45 min. 101 sec. ; 58. J. Pons (Fr.), 45 min. 102 sec. ; 59. J. Pons (Fr.), 45 min. 103 sec. ; 60. J. Pons (Fr.), 45 min. 104 sec. ; 61. J. Pons (Fr.), 45 min. 105 sec. ; 62. J. Pons (Fr.), 45 min. 106 sec. ; 63. J. Pons (Fr.), 45 min. 107 sec. ; 64. J. Pons (Fr.), 45 min. 108 sec. ; 65. J. Pons (Fr.), 45 min. 109 sec. ; 66. J. Pons (Fr.), 45 min. 110 sec. ; 67. J. Pons (Fr.), 45 min. 111 sec. ; 68. J. Pons (Fr.), 45 min. 112 sec. ; 69. J. Pons (Fr.), 45 min. 113 sec. ; 70. J. Pons (Fr.), 45 min. 114 sec. ; 71. J. Pons (Fr.), 45 min. 115 sec. ; 72. J. Pons (Fr.), 45 min. 116 sec. ; 73. J. Pons (Fr.), 45 min. 117 sec. ; 74. J. Pons (Fr.), 45 min. 118 sec. ; 75. J. Pons (Fr.), 45 min. 119 sec. ; 76. J. Pons (Fr.), 45 min. 120 sec. ; 77. J. Pons (Fr.), 45 min. 121 sec. ; 78. J. Pons (Fr.), 45 min. 122 sec. ; 79. J. Pons (Fr.), 45 min. 123 sec. ; 80. J. Pons (Fr.), 45 min. 124 sec. ; 81. J. Pons (Fr.), 45 min. 125 sec. ; 82. J. Pons (Fr.), 45 min. 126 sec. ; 83. J. Pons (Fr.), 45 min. 127 sec. ; 84. J. Pons (Fr.), 45 min. 128 sec. ; 85. J. Pons (Fr.), 45 min. 129 sec. ; 86. J. Pons (Fr.), 45 min. 130 sec. ; 87. J. Pons (Fr.), 45 min. 131 sec. ; 88. J. Pons (Fr.), 45 min. 132 sec. ; 89. J. Pons (Fr.), 45 min. 133 sec. ; 90. J. Pons (Fr.), 45 min. 134 sec. ; 91. J. Pons (Fr.), 45 min. 135 sec. ; 92. J. Pons (Fr.), 45 min. 136 sec. ; 93. J. Pons (Fr.), 45 min. 137 sec. ; 94. J. Pons (Fr.), 45 min. 138 sec. ; 95. J. Pons (Fr.), 45 min. 139 sec. ; 96. J. Pons (Fr.), 45 min. 140 sec. ; 97. J. Pons (Fr.), 45 min. 141 sec. ; 98. J. Pons (Fr.), 45 min. 142 sec. ; 99. J. Pons (Fr.), 45 min. 143 sec. ; 100. J. Pons (Fr.), 45 min. 144 sec. ; 101. J. Pons (Fr.), 45 min. 145 sec. ; 102. J. Pons (Fr.), 45 min. 146 sec. ; 103. J. Pons (Fr.), 45 min. 147 sec. ; 104. J. Pons (Fr.), 45 min. 148 sec. ; 105. J. Pons (Fr.), 45 min. 149 sec. ; 106. J. Pons (Fr.), 45 min. 150 sec. ; 107. J. Pons (Fr.), 45 min. 151 sec. ; 108. J. Pons (Fr.), 45 min. 152 sec. ; 109. J. Pons (Fr.), 45 min. 153 sec. ; 110. J. Pons (Fr.), 45 min. 154 sec. ; 111. J. Pons (Fr.), 45 min. 155 sec. ; 112. J. Pons (Fr.), 45 min. 156 sec. ; 113. J. Pons (Fr.), 45 min. 157 sec. ; 114. J. Pons (Fr.), 45 min. 158 sec. ; 115. J. Pons (Fr.), 45 min. 159 sec. ; 116. J. Pons (Fr.), 45 min. 160 sec. ; 117. J. Pons (Fr.), 45 min. 161 sec. ; 118. J. Pons (Fr.), 45 min. 162 sec. ; 119. J. Pons (Fr.), 45 min. 163 sec. ; 120. J. Pons (Fr.), 45 min. 164 sec. ; 121. J. Pons (Fr.), 45 min. 165 sec. ; 122. J. Pons (Fr.), 45 min. 166 sec. ; 123. J. Pons (Fr.), 45 min. 167 sec. ; 124. J. Pons (Fr.), 45 min. 168 sec. ; 125. J. Pons (Fr.), 45 min. 169 sec. ; 126. J. Pons (Fr.), 45 min. 170 sec. ; 127. J. Pons (Fr.), 45 min. 171 sec. ; 128. J. Pons (Fr.), 45 min. 172 sec. ; 129. J. Pons (Fr.), 45 min. 173 sec. ; 130. J. Pons (Fr.), 45 min. 174 sec. ; 131. J. Pons (Fr.), 45 min. 175 sec. ; 132. J. Pons (Fr.), 45 min. 176 sec. ; 133. J. Pons (Fr.), 45 min. 177 sec. ; 134. J. Pons (Fr.), 45 min. 178 sec. ; 135. J. Pons (Fr.), 45 min. 179 sec. ; 136. J. Pons (Fr.), 45 min. 180 sec. ; 137. J. Pons (Fr.), 45 min. 181 sec. ; 138. J. Pons (Fr.), 45 min. 182 sec. ; 139. J. Pons (Fr.), 45 min. 183 sec. ; 140. J. Pons (Fr.), 45 min. 184 sec. ; 141. J. Pons (Fr.), 45 min. 185 sec. ; 142. J. Pons (Fr.), 45 min. 186 sec. ; 143. J. Pons (Fr.), 45 min. 187 sec. ; 144. J. Pons (Fr.), 45 min. 188 sec. ; 145. J. Pons (Fr.), 45 min. 189 sec. ; 146. J. Pons (Fr.), 45 min. 190 sec. ; 147. J. Pons (Fr.), 45 min. 191 sec. ; 148. J. Pons (Fr.), 45 min. 192 sec. ; 149. J. Pons (Fr.), 45 min. 193 sec. ; 150. J. Pons (Fr.), 45 min. 194 sec. ; 151. J. Pons (Fr.), 45 min. 195 sec. ; 152. J. Pons (Fr.), 45 min. 196 sec. ; 153. J. Pons (Fr.), 45 min. 197 sec. ; 154. J. Pons (Fr.), 45 min. 198 sec. ; 155. J. Pons (Fr.), 45 min. 199 sec. ; 156. J. Pons (Fr.), 45 min. 200 sec. ; 157. J. Pons (Fr.), 45 min. 201 sec. ; 158. J. Pons (Fr.), 45 min. 202 sec. ; 159. J. Pons (Fr.), 45 min. 203 sec. ; 160. J. Pons (Fr.), 45 min. 204 sec. ; 161. J. Pons (Fr.), 45 min. 205 sec. ; 162. J. Pons (Fr.), 45 min. 206 sec. ; 163. J. Pons (Fr.), 45 min. 207 sec. ; 164. J. Pons (Fr.), 45 min. 208 sec. ; 165. J. Pons (Fr.), 45 min. 209 sec. ; 166. J. Pons (Fr.), 45 min. 210 sec. ; 167. J. Pons (Fr.), 45 min. 211 sec. ; 168. J. Pons (Fr.), 45 min. 212 sec. ; 169. J. Pons (Fr.), 45 min. 213 sec. ; 170. J. Pons (Fr.), 45 min. 214 sec. ; 171. J. Pons (Fr.), 45 min. 215 sec. ; 172. J. Pons (Fr.), 45 min. 216 sec. ; 173. J. Pons (Fr.), 45 min. 217 sec. ; 174. J. Pons (Fr.), 45 min. 218 sec. ; 175. J. Pons (Fr.), 45 min. 219 sec. ; 176. J. Pons (Fr.), 45 min. 220 sec. ; 177. J. Pons (Fr.), 45 min. 221 sec. ; 178. J. Pons (Fr.), 45 min. 222 sec. ; 179. J. Pons (Fr.), 45 min. 223 sec. ; 180. J. Pons (Fr.), 45 min. 224 sec. ; 181. J. Pons (Fr.), 45 min. 225 sec. ; 182. J. Pons (Fr.), 45 min. 226 sec. ; 183. J. Pons (Fr.), 45 min. 227 sec. ; 184. J. Pons (Fr.), 45 min. 228 sec. ; 185. J. Pons (Fr.), 45 min. 229 sec. ; 186. J. Pons (Fr.), 45 min. 230 sec. ; 187. J. Pons (Fr.), 45 min. 231 sec. ; 188.



# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2497



HORIZONTALEMENT

I. Faisait bien bouffer. — II. Peut rapidement amener à se rouler. — III. Sur la Garonne. — IV. Près comme une solution; Principe d'action pour les psychologues. — V. Peut être redouté quand il n'y a aucune réserve. — VI. Un passé dont on se souvient bien. — VII. Ne coûte rien quand elle est tranquille; Secours (épelle). — VIII. N'auraient ni queue ni tête s'ils étaient acéphales. — IX. Un maître de la cantate; A souvent l'occasion d'être saisi. — X. Qui devrait donc être acquittée; Un

transport très rapide. — XI. Condamnable quand il est triste; Une femme qui a bien tourné.

VERTICALEMENT

1. Sont utilisés pour le transport de la bière. — 2. Qui peut facilement se tordre; Qui peut nous laisser assés. — 3. Marque l'égalité; Etre comme dans U et dans Jérusalem. — 4. Autour d'un manche; Peut être tiré d'un clou. — 5. Peut être fleuroné; Eux aux Etats-Unis. — 6. Article; Que l'on voudrait donc placer; Règles. — 7. Dans l'ancienne Asie; Invoqué quand il y a du tirage. — 8. Adverbe; L'ombre par exemple; Refusa de se charger. — 9. Un point; Un trou dans le désert.

Solution du problème n° 2496

Horizontalement

I. Ganteries. — II. Esquavante. — III. Agre. — IV. Nonce. — V. Tisanère. — VI. Est. — VII. Crense. — VIII. Va. — IX. Ondée. — X. X. — XI. X. — XII. X.

Verticalement

1. Géante; Voix. — 2. Angoisse. — 3. Verme. — 4. Tracé. — 5. Rm. — 6. Rm. — 7. Incorédulité. — 8. Eter; Salut. — 9. SE. — 10. Aéro; Ce. — 11. GUY BROUTY.

## PRESSE

### LES JOURNALISTES C.F.D.T. ET LES JEUX DE MOSCOU

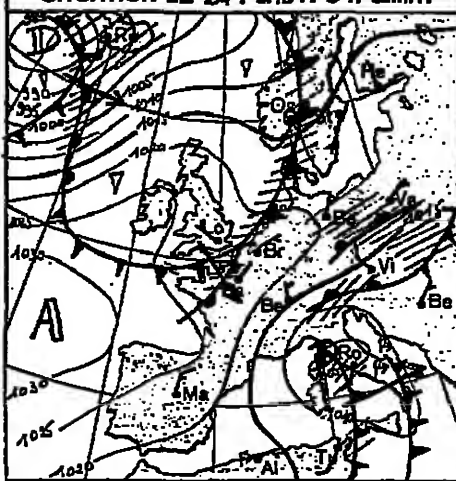
Le Syndicat des journalistes français - C.F.D.T. précise, dans un communiqué, sa position sur les « problèmes posés aux journalistes par les Jeux olympiques de Moscou » qui auront lieu en 1980.

Le S.J.F.-C.F.D.T. qui a examiné cette question au cours de son conseil national, réuni samedi 22 septembre, estime « que les journalistes de tous les pays du monde et de toutes tendances doivent pouvoir effectuer librement des reportages non seulement sur les manifestations sportives mais encore sur la réalité sociale, culturelle, économique et politique du pays dans lequel elles se déroulent ».

Les journalistes C.F.D.T. soulignent également leur souhait de voir « les journalistes de tout pays disposer, à l'intérieur de l'U.R.S.S., de la liberté de déplacement nécessaire à l'accomplissement de leur travail ».

Enfin, le syndicat - qui rappelle que sa position est identique à celle adoptée au moment du « Mondial » en Argentine - considère que les Jeux olympiques « sont l'occasion de demander qu'il soit mis fin aux atteintes aux droits de l'homme en U.R.S.S. ».

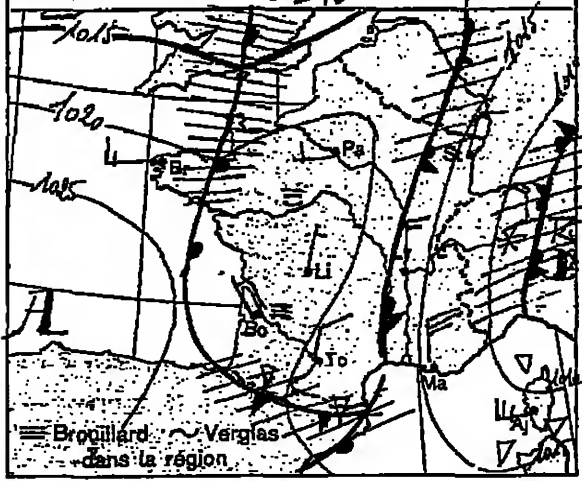
## SITUATION LE 24. 23.10.0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 septembre à 6 heures et le mardi 25 septembre à 24 heures.

L'air frais, qui recouvrait une grande partie de la France, sera progressivement remplacé par de l'air plus doux d'origine océanique.

## MÉTÉOROLOGIE



Les nouvelles perturbations, qui pénétreront sur notre pays par le nord-ouest, auront probablement qu'une très faible activité. Les anciennes perturbations océaniques affectant nos régions orientales s'atténueront lentement, tandis que la dépression méditerranéenne se complètera en s'éloignant vers le nord-est.

## Visites, conférences

### MARDI 25 SEPTEMBRE

VISITES OUTRE-MER ET PROMENADES. — 14 h. 30, façade de l'église, métro Hôtel-de-Ville, Mme Allaz : « L'église Saint-Gervais-Saint-Protais, son quartier et son caractère ».

15 h. devant l'église Saint-Gervais-Saint-Protais, Mme Bouquet des Chaux : « Evénements : la Saint-Barthélemy ».

15 h. entrée principale, boulevard Saint-Michel, Mme Vermeersch : « Jardin du Luxembourg et ses statues ».

15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Zujovic : « Hôtel de Launay » (Celle nationale des monuments historiques).

15 h. 30, rue Malher, M. Teunier : « Vestiges de la montagne Sainte-Genève » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h. 3, rue Malher, M. Teunier : « Synagogue du quartier israélite de la rue des Bœufs, le couvent des Blancs-Manteaux ».

14 h. 45, en haut des marches, à gauche : « L'Opéra » (Tourisme culturel).

## Températures relevées à l'étranger

Alger, 18 et 13 degrés; Amsterdam, 15 et 10; Athènes, 27 et 20; Berlin, 14 et 9; Bonn, 16 et 11; Bruxelles, 15 et 8; La Caire, 33 et 18; Les Canaries, 24 et 21; Copenhague, 14 et 8; Genève, 11 et 9; Lisbonne, 23 et 13; Londres, 15 et 8; Madrid, 17 et 5; Moscou, 22 et 10; Nairobi, 29 et 15; New-York, 18 et 13; Palma-de-Majorque, 19 et 9; Rome, 25 et 17; Stockholm, 14 et 3; Téhéran, 32 et 24.

## Fiscalité

Le système de paiement mensuel de l'impôt sur le revenu, créé en 1971, est tressé à compter du 1er janvier 1980, aux contribuables de l'impôt sur le revenu des départements métropolitains avec l'extension du système aux départements de la V. de la Haute-Corse et de la Corse du Sud. Les personnes désirant de souscrire un contrat de mensualisation doivent le faire auprès de leur percepteur, le 30 septembre au plus tard.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 23 septembre 1979 :

- DÉS DÉCRETS**
- Modifiant le tarif des annonces et insertions au Journal officiel.
  - Relatif aux demandes de brevet d'invention et de certificat d'utilité, à la délivrance et au maintien en vigueur de ces titres.
- DÉS ARRÊTÉS**
- Autorisant l'émission d'un emprunt par le Crédit national.
  - Relatif aux modalités de dépôt des demandes de brevet d'invention et de certificat d'utilité et d'inscription au registre national des brevets.
- UNE LISTE**
- Des candidats ayant obtenu le diplôme d'expertise comptable ou d'expert comptable pour les sessions 1978-1979.

## Le Monde

Service des Abonnements

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4807-21

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

155 F 270 F 355 F 500 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

268 F 400 F 500 F 650 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

123 F 325 F 405 F 510 F

IL. - SUISSE - TUNISIE

230 F 420 F 512 F 600 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par

chèque postal (trois virements)

doivent bien joindre en chaque

à leur demande.

Changements d'adresse dé

clatés ou provisoires (deux

semaines au plus) : non abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capital de l'imprimé.

# ISSEC Automne 1979 ISSEC

formation continue des cadres  
(Groupe ESSEC)

Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales  
(Etablissement privé d'enseignement supérieur)  
(Début des cours : Octobre 1979)  
Tél. : 233-21-88

formation continue des cadres  
(Groupe ESSEC)

## UN ENSEIGNEMENT DE LA GESTION INTENSIF ET PERSONNALISÉ

### POUR LES CADRES

Des programmes de perfectionnement pouvant conduire à un diplôme de spécialité ISSEC (niveau II - homologué par l'Etat depuis 1976) dans une des 8 grandes fonctions de l'entreprise :

PERSONNEL - FORMATION - MARKETING - CONTROLE DE GESTION - FINANCE  
PRODUCTION - ORGANISATION - SECRETARIAT GÉNÉRAL

DEUX SESSIONS : AUTOMNE, PRINTEMPS  
DEUX FORMULES : 9 journées à raison de :

— Leur organisation originale — par modules de 9 journées — permettant à chaque participant, assisté du centre d'orientation, d'établir un plan de perfectionnement personnel.

- 1 journée tous les 15 jours
- 2 ou 3 jours 1 fois par mois

Ces formules sont particulièrement bien adaptées aux cadres en activité. Elles évitent une absence prolongée et permettent l'application immédiate et progressive dans l'entreprise de la formation reçue.

### UNE NOUVEAUTÉ : LES SÉMINAIRES ISSEC

2 ou 3 jours pour faire le point sur :

- Gestion des produits nouveaux dans les marchés industriels - n° 4 - 8-9-10 octobre 1979.
- Responsabilité pénale du chef d'entreprise en droit social - n° 1 - 15-16 novembre 1979.
- Les relations avec les banques : le crédit à court terme - n° 7 - 21-22 novembre 1979.
- Implantation des entreprises françaises à l'étranger - n° 17 - 22-23 novembre 1979.
- Marketing des services publics - n° 5 - 6-7 décembre 1979.
- Le point sur la gestion des risques de change - n° 8 - 10-11 janvier 1980.
- Prévision par la méthode de Box et Jenkins - n° 14 - 22-23-24 janvier 1980.

### POUR LES DIRIGEANTS

Deux cycles annuels ayant pour objectif de développer les compétences des participants à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies, à la prise de décision et à l'animation des hommes.

- MANAGEMENT GÉNÉRAL  
(36 journées du 4 octobre au 21 juin 1980).
- EXECUTIVE PROGRAM FOR EUROPEAN MANAGERS (EPEM)  
en collaboration avec l'Université de Columbia  
(langue de travail : anglais)  
(3 semaines bloquées du 21 juin au 11 juillet 1980)

### SESSION D'AUTOMNE 1979

M., Mme .....  
Fonction .....  
Société .....  
Adresse .....

☐ Je désire recevoir un programme de perfectionnement et un dossier de candidature.

☐ Je désire un rendez-vous avec le centre d'orientation de l'ISSEC.

Je désire recevoir les programmes :

☐ O MANAGEMENT GÉNÉRAL

☐ O EPEM

Je désire recevoir le programme :

☐ O de tous les séminaires

☐ O du séminaire n° .....

A retourner à :

ISSEC Etablissement privé de formation continue

35, boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS

Tél. : 233-21-88.



# CARNET

## Naissances

— Claude et Claire ARASSE, Sophie et Aurélie ont la joie d'annoncer la naissance de  
Guillaume,  
à Dax, le 14 août 1979.  
88, rue Ampère,  
75017 Paris.

## Mariages

M. Antoine AUCOC,  
architecte D.P.L.C.,  
et  
Mlle Stéphanie KOSCHE  
sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré dans l'intimité, le 22 septembre, dans l'église Saint-Germain-l'Auxerrois.  
De la part de :  
M. et Mme Pierre AUCOC,  
M. et Mme Jacques Kosche,  
41, rue des Bourdonnais,  
75001 Paris.

## Pascal BORIS

et  
Françoise PIERREY  
sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré dans l'intimité, le 21 septembre,  
9, rue de la Smaie,  
75015 Paris.

— M. et Mme BOUTILLIER sont heureux de faire part de leur mariage de leur fille  
Marie-Odile  
avec le sous-lieutenant  
Thierry ADELL,  
qui a été célébré en août.

— Maurice et Madeleine DAROUX ont la joie d'annoncer le mariage de leur fille  
Dominique  
avec  
Roderick OGILVY,  
à Barmouth (Var).  
4, rue Théodore-Ribot,  
75017 Paris.  
2, Honeybourne Rd.,  
West Hampstead, NW 6, Londres.

## Décès

### JEAN AUSSET

Nous apprenons la mort de  
M. Jean AUSSET,  
dont le décès survenu, à l'âge de soixante-dix-huit ans, le 16 septembre à Annecy.

[Né le 9 novembre 1905 à Céligny (Lot). Jean Ausset est avocat stagiaire à Paris, en 1927, avant d'embrasser la carrière de magistrat. Secrétaire général du parquet à la Cour de cassation en 1935, il occupe divers postes au tribunal de la Seine avant d'être, de 1947 à 1959, détaché au Conseil supérieur de la magistrature. Premier président à Amiens, en mars 1950, il est nommé peu après président du tribunal de la Seine. De 1954 à 1970, il est conseiller honoraire à la Cour de cassation.]

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 10 septembre, du docteur René ARBELTIER, ancien député.  
Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu à Coulommiers, dans la plus stricte intimité.

[Né en janvier 1877 à Leon (Aisne), docteur en médecine en 1922 installé à

Coulommiers, M. Arbeltier y devient médecin-chef de l'hôpital et y crée, en 1949, le premier service de médecine à temps plein dans un hôpital public.  
Inscrit au parti socialiste, il devient en 1953, maire de Coulommiers et est, en 1958, député S.F.I.C. de la circonscription de Coulommiers. Spécialiste des problèmes aéronautiques au Palais-Bourbon, il avait notamment créé, en 1938, une école d'aviation de chasse pour les républicains espagnols. A la libération, il fut nommé maire de Coulommiers et vice-président du comité de libération. Il fut réélu maire en 1946 et, de nouveau député, à l'Assemblée nationale constituante. Battu en novembre 1946, il fut élu en juin 1951, réélu en janvier 1956. En 1958, M. Arbeltier ne s'était pas représenté aux élections législatives. Il avait ensuite adhéré au parti socialiste autonome (P.S.A.) d'une scission de la S.F.I.C.]

— Mme Jacques de Castro, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Jacques de CASTRO.  
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 21 septembre 1979, à Hyères.  
24, rue Philibert-Desormes,  
75017 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de  
M. Marcel DUBOIS,  
administrateur honoraire de la Société Générale, chevalier de la Légion d'honneur, survenu subitement le 13 septembre 1979, dans sa quatre-vingt-septième année.  
Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

7, rue Parmentier,  
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Mme Marcel Janin, M. et Mme Claude Lamarchand, M. et Mme Michèle Ripoll, M. et Mme Daniel Janin, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès du  
Lieutenant-colonel Marcel JANIN, conseiller civil honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu à Marseille, le 18 septembre 1979.  
Les obsèques ont eu lieu vendredi 21 septembre 1979, à Hyères, 13, avenue Gambetta, 83400 Hyères.

— Mme Jean Laborde-Fournier, son épouse, Jean-Paul et Françoise Laborde, ses enfants, M. et Mme Georges Fournier, M. et Mme Jacques Fournier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean LABORDE, ingénieur en chef de l'air (C.R.), officier de la Légion d'honneur, survenu au Val-de-Grâce, le 15 septembre 1979.  
Les obsèques ont eu lieu à Paris, dans l'intimité, le 21 septembre 1979.  
18, avenue du Docteur-Joly,  
91400 Tremblay-La-Madeleine,  
Paris.

— Les familles NADIRAS et SWINGEDAUW ont la douleur d'annoncer le décès de  
Odile et Vincent, survenus le 18 septembre 1979.  
La cérémonie religieuse a eu lieu, en l'église de la Madeleine à Chartres, le 22 septembre, dans la plus stricte intimité.  
8 bis, montée de la Tour,  
30400 Villeneuve-le-Comte.  
4, rue Jeanne-d'Arc,  
35370 Mons-en-Barrois.  
35370 Mons-en-Barrois.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu à Bandol, le 5 septembre 1979, du  
général Pierre FOUYADE,

ancien commandant du groupe de chasse « Normandie-Niemen », ancien député, conseiller général du Var, grand-croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 (13 citations),

rosette de la Résistance, commandeur du Victoria Order, de l'ordre du Drapeau rouge, prix Lénine de la paix.  
Les obsèques ayant eu lieu dans la plus stricte intimité à Bandol, un service religieux sera célébré en l'église Saint-Louis des Invalides, le vendredi 28 septembre, à 11 heures.

De la part de :  
Mme Pierre Foyade, Mme Hélène Foyade, MM. Bertrand, Bruno, Renaud Moutais et leurs familles, Du docteur et Mme P. Gagny, Mme Jean Foyade, Mme G. Bouvier, Et des familles Dufour, Férat et Puyglaude.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
« Le Bonheur »,  
78270 Bonnières.  
[Le Monde du 7 septembre.]

— Mme Clotilde Baguet, Mlle Claire de Gaspary, M. Eugène de Gaspary, ont le chagrin de faire part du décès de leur mère et grand-mère.  
Mme Louis BAGUET, née Marie-Louise Guyot, infirmière volontaire dans la Croix-Rouge durant les guerres 1914-1918 et 1939-1940, médaillée de la Reconnaissance française, médaillée des Epidémies, survenue à Paris, le 18 septembre 1979.  
Les obsèques religieuses suivies de l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans l'intimité.

— Mme Louis Serré, son épouse, M. et Mme Bernard Spite et leurs enfants, Mme Martine Erminy-Serré et sa fille, M. et Mme Jean-Louis Serré et sa fille, le docteur et Mme Philippe Hergott et leur fille, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis SERRÉ, ingénieur E.C.S., croix de guerre 1939-1945, survenu, muet des sacroscapulaires de l'église, le 21 septembre 1979, dans sa soixante-troisième année, à Suresnes (Seine-Saint-Denis).  
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 septembre 1979, à 9 heures, en l'église de la Commune-Immaculée-de-Marie, 21, rue de Verdun, à Suresnes, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière d'Asnières (85).  
Ni fleurs ni couronnes.  
13, rue de Limours,  
91370 Limours.

## Remerciements

— Vire, Malsaucelles-la-Jourdan, Mme Robert Aubray, M. et Mme Michel Aubray et leurs filles, M. et Mme Guy Desgilles et leurs enfants, Mlle Monique Aubray, Mme André Maurin, sa sœur, très sensibles à la touchante sympathie que vous leur avez témoignée lors du décès de  
M. Robert AUBRAY,  
vous prient de recevoir l'expression de leur profonde gratitude. Ils remercient très vivement les personnes qui ont fait des dons pour la recherche contre le cancer et celles qui ont offert des musées.

## Anniversaires

— Alain FABCAT nous quittait il y a six années. Il avait vingt-cinq ans. En ce jour anniversaire il est demandé à ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pour lui.

— Une pensée amicale pour André SCHIMMANN (X 1953), décédé victime d'un accident en 1973.

— Pour la dixième anniversaire de sa mort, le 25 septembre 1969, on nous prie de rappeler à tous ceux qui l'ont connu et aimé, le souvenir de  
Victor ZOLTOWSKI, sociologue des cycles intellectuels.

## Messes anniversaires

— Pour le troisième anniversaire du décès de  
Roman FAJANS, il est demandé à ceux qui ne l'ont pas oublié, une pensée, une prière. Une messe sera dite le 26 septembre 1979, à 18 heures, en l'église paroissiale, 363, rue Saint-Honoré (métro Madeleine).

## Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT  
— Université de Paris-IV, mercredi 26 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Jean-Louis Flaudin, « Contribution à une histoire de l'écrit et de la sexualité en Occident ».

— Université de Toulouse-II, vendredi 28 septembre, à 14 heures, salle des professeurs d'histoire, M. Maurice Berthe, « Les paysans du royaume de Navarre de la fin du XII<sup>e</sup> siècle au milieu du XV<sup>e</sup> siècle ».

— Université de Paris-IV, vendredi 28 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire, « Recherches de sémantique sur le 7<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup> siècle de la langue de l'écriture récente ».

— Université de Provence, vendredi 28 septembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Claude Allaire, « Recherches de sémantique sur le 7<sup>e</sup> à 9<sup>e</sup> siècle de la langue de l'écriture récente ».

SCHWEPPE'S « Indian Tonic » et SCHWEPPE'S Lemon, les deux indispensables de SCHWEPPE'S.

3 ou 5 portes. Automatique ou mécanique. 7 CV. A partir de 25.500 F. CITROËN CIVIC



JAPAUTO concessionnaire exclusif 27, av. de la République - Paris 18<sup>e</sup> Tél. 500.14.51 prix TOTAL \* Prix de la Honda Civic 1250 3 portes, boîte mécanique, C.V. en main à 12,79

## Institut de Gestion Sociale

**1980-1985 : NOUVELLE DONNE POUR L'ENTREPRISE UN AN POUR CHOISIR, CINQ ANS POUR GAGNER**

9 et 10 Octobre 1979 au Palais de l'Unesco.

mardi 9 octobre

### FACE AUX MUTATIONS DES ANNÉES 80

Président : Gabriel VENTÉJOL : Président du Conseil Économique et Social.  
Prendre en compte les mutations et les réalités des années 80  
Thierry de MONTBRIAL : Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales  
Jean de MARCILLAC : Rapporteur Général du Centre d'Étude des Revenus et des Coûts  
Jean Daniel LEFRANC : Chef du Service Industriel au Commissariat Général du Plan  
Repenser les choix stratégiques dans un environnement difficile.  
Antoine DUPONT-FAUVILLE : Président du CRÉDIT DU NORD  
Le devenir social des entreprises françaises engagées dans la compétition internationale.  
Yvon CHOTARD : Vice-Président du C.N.F.F., Président de la Commission Sociale

### LES CHOIX SOCIAUX DES DIRIGEANTS

Président : Jean-Pierre HULOT : Directeur des Relations Extérieures de ROUSSEL-UCIAP.  
Face aux incitations des Pouvoirs Publics  
Raymond SOUBIE : Conseiller du Premier Ministre pour les affaires sociales et culturelles.  
et aux comportements des salariés  
Jean BORNARD : Secrétaire Général de la C.F.T.C.  
Michel LOGAN : Directeur Général de l'Agence pour l'Emploi des Cadres  
Éveline SULLEROT : Sociologue, membre du Conseil Économique et Social  
Quelle gestion sociale et quelle efficacité pour l'entreprise ?  
Paul DOMINJON : Président de l'Union Patronale de la Région Rhône-Alpes  
Jean DUPUY : Sous-Directeur des Affaires Sociales de CREUSOT-LOIRE  
Robert JANNET : Directeur de l'Usine de Boithorel de TREFFIMÉTAUX  
Robert REMILLON : Président de SAFT  
Yves SABOURET : Administrateur, Vice-Président de MATRA  
André VAUTHIER : Directeur Général des Établissements Industriels du Loiret, Laboratoires SERVIER.  
Michel DURAFOR : Ancien Ministre, Président de la Commission de la Production et des Échanges à l'Assemblée Nationale

mercredi 10 octobre

### RÔLE ET MISSION DE L'ENTREPRISE DANS LA SOCIÉTÉ : que rendent les formations politiques ? qu'attendent les chefs d'entreprise ?

Les données du malentendu entre l'entreprise et les formations politiques  
René REMOND : Professeur de l'Université Paris X, et à l'Institut d'Études Politiques  
Débat animé par Ivan LEVAL, Éditorialiste à Europe n° 1  
Responsables des formations politiques  
Laurent FABIUS : Secrétaire National du P.S.  
Jean-Pierre FOURCADE : Ancien Ministre, Vice-Président de l'U.D.F.  
Antoine LE PORS : Membre du Comité Central du P.C.F.  
Jean MÉO : Conseiller pour les affaires économiques et sociales du Président du R.P.R.  
Des dirigeants d'entreprise  
Bernard BOISSON : Président du C.J.D.  
Jean-Claude GAUTIER : Directeur de la Société des VINS DE FRANCE  
Paulette LAUBIE : Présidente de VINCARA, Administrateur de l'Agence Nationale pour la Création d'Entreprises.  
Quel compromis social ?  
Jean MENO : Président de la C.G.C.  
Bruno TRENTIN : Syndicaliste, Confédération Generale Italiana del Lavoro  
Jacques CHERQUE : Secrétaire Général adjoint de la C.F.D.T.

### LES IDÉES FOLLES AUJOURD'HUI FERONT L'ENTREPRISE PERFORMANTE DE 1985

Président : Armand BRAUN, Directeur Général de la Société Internationale des Conseillers de Synthèse  
Changements, innovations : propositions  
Michel CROZIER : Directeur du Centre de Sociologie des Organisations du C.N.R.S.  
Luigi FERRO : Directeur Central des Recherches et du Management (FIAT)  
Bernard MONTEIL : Directeur de l'Institut de Gestion Sociale  
Jean PRIEUR : Rapporteur de la Commission Éducation du VII<sup>e</sup> plan  
Roland SVENSSON : Directeur du Centre Suédois d'Études de la Vie au Travail  
Georges TAYLOR : Conseiller pour les Affaires Internationales du Groupe PEUGEOT P.S.A.  
Interdépendance de l'innovation technique et de l'innovation sociale  
Conclusion des journées  
Roger BURNEL : Président de l'Institut de Gestion Sociale  
Clôture du symposium  
Lionel STOLERU : Secrétaire d'État auprès du Ministre du Travail et de la Participation

renseignements et inscriptions :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

25, rue François-I<sup>er</sup> - 75008 PARIS - Tél. 225 95 39.

Le Monde DE L'EUROPE

le poids des... la dépasser cel...

... par un... ... 1979 ... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...

... pour un... ...



# Le Monde DE L'ECONOMIE

AVEU D'IMPUISSANCE PLUS QUE SIGNE DE PROGRÈS

## Le poids des cotisations sociales va dépasser celui des impôts d'État

Un événement économique important par sa signification et ses conséquences marquera l'année 1980 : pour la première fois, depuis qu'existe en France un système de sécurité sociale, le poids des cotisations sociales rapporté à la richesse nationale dépassera celui des impôts d'État : 18 % du produit national brut contre 17,9 %.

Bien du chemin a été parcouru depuis dix ans : en 1970, la fiscalité d'État pesait beaucoup plus lourd que les cotisations sociales (18,9 % contre 12,9 %).

La fiscalité locale, jadis indolore parce que légère, prend, de son côté, une importance de plus en plus grande.

Le poids des cotisations de Sécurité sociale, qui atteindra 17,4 % du produit intérieur brut cette année, passera vraisemblablement à 18 % en 1980, du moins si l'on en croit les prévisions officielles. C'est un bond très important par rapport à l'année dernière où il n'était encore que de 16,5 %. Cette forte progression s'explique évidemment par les décisions prises par le gouvernement pour rééquilibrer les

comptes de la Sécurité sociale, mesures appliquées en janvier dernier (vieillesse), en août (maladie) et qui le seront de nouveau en janvier prochain pour la maladie encore (1).

par ALAIN VERNHOLES

La question a été posée de savoir s'il n'aurait pas été plus sage et plus efficace, pour remédier d'aplomb à une situation ébranlée et critiquée pour ses difficultés financières, de freiner énergiquement la croissance de ses dépenses plutôt que de recourir à la solution de facilité qui consiste à augmenter indéfiniment les cotisations. C'est un problème important qui ne doit pas être tranché à la légère. Le gouvernement devrait d'abord

avoir un jour sérieux, tant

ment, pour des raisons mal expliquées, mais dans lesquelles la faible croissance économique doit jouer son rôle.

Elle représentera 4,7 % du produit national l'année prochaine (4,5 % en 1979) contre 3,6 % il y a dix ans. Seul le poids des impôts d'État baisse : 17,9 % du P.I.B. en 1979 et 1980 contre 18,9 % il y a dix ans. Mais cet allègement n'est pas suffisant pour compenser les hausses. Globalement, la pression des prélèvements obligatoires s'alourdit (fiscalité d'État et des collectivités locales, ainsi que cotisations sociales), passant de 35,6 % du P.I.B. en 1970 à 40,8 % en 1979 et probablement, d'après les prévisions, à 41,6 % en 1980.

Reste à savoir comment la France se situe maintenant par rapport aux autres pays industrialisés.

Le poids des impôts locaux augmentent, en revanche, l'année prochaine, passant de 4,5 % du P.I.B. à 4,7 % en 1980. La dotation globale de fonctionnement versée par l'État (D.G.F.) et qui a succédé au versement représentatif de la taxe sur les salaires est en forte augmentation. Elle atteindra 88,2 milliards de francs, en progression de 16 % par rapport à 1979, soit nettement plus que la croissance du P.I.B. (11,8 %).

Les budgets locaux, de leur côté, s'ils augmentent moins vite depuis 1977 — début de sagesse après les « folles dépenses » des dix dernières années — progressent tout de même plus rapidement que la richesse nationale. Ils doivent être financés par des impôts locaux directs de plus en plus lourds : taxes foncières — bâties et non bâties — taxe d'habitation, patente (le Monde de l'économie du 11 septembre), continuent donc de progresser allègrement.

Globalement, le jeu de ces évolutions contraires entrainera un allègement de la pression des prélèvements obligatoires (impôts plus cotisations sociales).

Le poids des prélèvements obligatoires n'a pas cessé de croître, mais à un rythme plus faible (voir tableau ci-dessous). Comment en est-on arrivé là alors

Une autre raison de la stabilité de la pression fiscale d'État prévue pour 1980 est la faible progression attendue de l'impôt sur les sociétés : 4,9 % contre 4,5 % en 1979 par rapport à 1978. Les résultats des entreprises devraient être, cette année, sensiblement moindres qu'en 1979 par rapport à 1978.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

## Illusion collective et déficit accru des entreprises nationales

DANS son entretien télévisé de lundi dernier, le président de la République a fait allusion à la remise en ordre des tarifs publics, dont il a dit avec honnêteté qu'il aurait mieux valu qu'elle fût commencée beaucoup plus tôt et de façon plus régulière. Les chiffres montrent, en effet, qu'en dépit des nouvelles augmentations de prix intervenues cette année le déficit des entreprises nationales devrait s'aggraver encore en 1980. Voilà un domaine dans lequel il sera difficile, pour ne pas dire impossible, de compter uniquement sur les économies si l'on veut ne pas laisser la situation aller à l'échec.

Telle est la conséquence de l'illusion collective dans laquelle les Français et leurs gouvernements successifs se sont complus pendant de longues années. Ils ont fait de croire qu'ils pouvaient les prix à coup de subventions publiques ou contenaient aussi l'inflation. La vérité est qu'en la comparant on la rendait encore plus dangereuse à terme. Une autre vérité est que, pour procéder à une remise en ordre, au sens précis de ce terme, il aurait fallu demander aux usagers des sacrifices très lourds que M. Raymond Barre, dont la politique est plus austère en paroles qu'en réalité, a renoncé à leur imposer.

C'est le premier ministre qui avait tiré la sonnette d'alarme. Il avait fait remarquer en 1977 qu'au cours des quatre années précédentes le total des subventions au secteur nationalisé, tous objets confondus, avait doublé, passant de 12,3 milliards en 1972 à 24,7 milliards en 1976. Comme ces chiffres sont, comme on dit, « partisans » (bien qu'ils exigent d'être interprétés, voyez les recherches en vain dans les lois de finances, qu'on croirait rédigées par des spécialistes pour leur propre usage. Comment les choses ont-elles évoluées depuis que le chef du gouvernement, a, non sans raison, expliqué au public qu'il fallait les changer ? Incontestablement, le mouvement de dérive a été ralenti. En 1977, le montant des concours divers de l'État s'est élevé à 27,5 milliards. Voici les chiffres pour l'année dernière et pour celle qui est en cours : 30,3 milliards (1978) ; 30,6 milliards (1979) inscrits dans divers postes de la loi de finances, le « rajustement » prévu pour la collecte de fin d'année devant, espérons-le, rester inférieur au milliard. Mais la progression devrait reprendre en 1980, puisque, sur la base du projet de budget, on attendra la somme de 34,2 milliards, laquelle suppose une majoration moyenne des tarifs à peu près égale à celle qu'on attend de l'indice des prix à la consommation.

C'est dire que les hausses, pourtant sensibles et parfois fortes, qui ont eu lieu au cours des derniers mois, n'auront pas suffi, et de loin, à rétablir une situation saine. Pourtant, les tarifs de la S.N.C.F. ont été relevés de quelque 13 % ; ceux de l'E.D.F. de plus encore : 13,9 %, mais cette dernière entreprise, précisément, n'est pas déficitaire, sans doute parce que, l'engouement français pour le nucléaire aidant, elle a mieux su défendre ses intérêts auprès du pouvoir politique. Le gaz a été (en juin) augmenté de 7 %. De tous ces relèvements, le plus abrupt a été celui de la R.A.T.P. : + 22 %, et, surtout, celui du charbon domestique (sorte de la mine) : + 29 %, après la hausse de 38 % de 1978. Les deux entreprises, toutefois, restent dans le rouge (un ticket de métro couvre seulement le tiers du coût du transport).

Quel effort supplémentaire faudrait-il demander aux Français pour parvenir à l'équilibre ? En essayant de répondre à cette question, on mesure mieux le caractère très relatif de la « remise en ordre », car dont on ne saurait s'étonner puisque le gouvernement n'a pas eu l'audace, même au lendemain des élections de mars 1978, d'éponger les déficits par des majorations, qui, pour être efficaces, auraient dû être, pour toutes les entreprises, très supérieures à la hausse moyenne des prix. Cela dit, on conçoit que le « rattrapage » n'aurait pas dû porter sur la totalité du déficit.

Sur la base des chiffres de 1979, on peut répartir les sources de celui-ci en trois grosses masses. Les charges de réseaux qui pèsent sur la S.N.C.F. (8,1 milliards au bas mot) et les Charbonnages (4,6 milliards) représentent ensemble un peu moins de 12 milliards, que l'Etat « compense » par une subvention d'égale valeur. Les déficits d'exploitation cumulée de la S.N.C.F. (9,4 milliards), des Charbonnages (8,5 milliards) et de la R.A.T.P. (1,6 milliard) s'élèvent, au total, à 19,5 milliards, après ajustement, les 14 milliards. Encore convient-il de distinguer entre la partie du déficit imputable à des obligations dites de service public (tarif privilégié des chemins de fer pour les familles, les militaires, etc.) et le déficit commercial proprement dit, lequel, pour la S.N.C.F., sera de l'ordre de 2,5 milliards. La suppression de la part des subventions correspondant à ces déficits commerciaux aurait engendré une majoration supplémentaire de 13 % à 14 % des tarifs des chemins de fer (s'ajoutant aux 13 % déjà appliqués), de quelque 50 % des tarifs de la R.A.T.P.

Pour faire bonne mesure, ajoutons que le budget versera encore quelque 400 millions à Air France (essentiellement à cause de Concorde) et 200 millions à la S.N.C.M., qui assure la liaison maritime avec la Corse. Quant à la troisième grande masse des subventions, elle concerne les concours en capital : 2,5 milliards, dont E.D.F. est le principal bénéficiaire avec 1,9 milliard (une dotation de 900 millions et 1 milliard de prêts à long terme du F.D.E.S.).

Ce n'est pas hasard si ce rapide survol fait apparaître que le gros des déficits se concentre sur les transports en commun (S.N.C.F. et R.A.T.P.) et les Charbonnages de France. N'est-ce pas le résultat des options d'une politique menée de longue date en faveur de la voiture et du pétrole.

PAUL FABRA.

### PRÉLEVEMENTS OBLIGATOIRES : le cap des 40 % est franchi

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
1. Poids des cotisations sociales en % du P.I.B.	12,9	13,1	13,2	13,4	14	15,3	15,9	16,6	16,5	17,4	18
2. Pression fiscale totale en % du P.I.B.	22,7	21,9	22,1	22,3	22,3	22,1	22,6	23	22,9	23,4	23,6
Destinataires											
— Etat	18,9	18	17,8	17,8	17,7	18,7	18	17,8	17,4	17,9	17,9
— Collectivités locales	3,5	3,6	3,8	3,9	4	4,2	4,3	4,4	4,5	4,5	4,7
— Divers (1)	0,2	0,3	0,5	0,6	0,6	1,2	1,3	1	1,1	1	1
TOTAL des prélèvements obligatoires	35,6	35	35,3	35,7	36,3	37,4	39,5	39,6	39,4	40,8	41,6

(1) Prélèvements opérés par l'Etat mais redistribués à d'autres collectivités (communes, départements, Marché commun) sont comptabilisés à la ligne du bénéficiaire. Par exemple, 18,2 milliards que l'Etat verse l'année prochaine aux collectivités locales au titre de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) est prise en compte dans le calcul de la pression fiscale des collectivités locales.

Les prélèvements sociaux opérés par l'Etat mais redistribués à d'autres collectivités (communes, départements, Marché commun) sont comptabilisés à la ligne du bénéficiaire. Par exemple, 18,2 milliards que l'Etat verse l'année prochaine aux collectivités locales au titre de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) est prise en compte dans le calcul de la pression fiscale des collectivités locales.

Il est vrai que les dépenses de notre système de sécurité sociale ne pourront pas longtemps continuer de croître plus vite que la richesse nationale si les Français n'acceptent pas d'augmenter les cotisations. C'est un problème important qui ne doit pas être tranché à la légère. Le gouvernement devrait d'abord

avoir un jour sérieux, tant

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

La loi Barre sur l'aide aux investissements productifs, votée en juillet dernier, explique également la faible progression de cet impôt : 3,5 milliards de francs de réduction avaient été accordés il y a trois mois aux firmes de « coup de pouce » devant entraîner une perte de recettes pour l'État de 1,5 milliard de francs cette année et de 2 milliards de francs l'année prochaine. Sans cette loi, l'impôt sur les sociétés (49,5 milliards de francs en 1980) aurait progressé de 9 % en 1980, au lieu de 4,9 % prévu.

Enfin, la T.V.A., qui depuis 1976, progressait sensiblement plus vite que le produit intérieur brut, devrait voir son avance sur le P.I.B. se réduire très sensiblement.

### POINT DE VUE

L'après dernière agitation récente pour chasser le premier ministre est provisoirement apaisée. Une chose est sûre : ce ne sont pas les forces économiques qui viendront à bout de lui. Ni les entreprises, ni les chômeurs en colère, ni les syndicats et organisations professionnelles

par MICHEL CICUREL (\*)

(ceux qui ne confondent pas la défense légitime des intérêts de leurs mandataires et la politique politicienne), ni le marché des changes, ne parviendront à dresser contre le premier ministre. Ce sont les vociférations du monde de la politique et leur écho dans les médias qui finiront bien, au cours d'une de ces admirables courses dont nous venons d'avoir une fois encore le spectacle, par terrasser M. Raymond Barre. Ce sera sur le thème de la politique économique et sociale.

Lorsque nous avions estimé que la politique structurelle du gouvernement était qu'il s'agisse de la fiscalité (1) ou de l'agriculture (2) — était insuffisante.

(\*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

## Les grenouilles qui demandent un roi







## Les nouveaux aspects de la profession bancaire et le rapport Mayoux

## Contrepoint humain à la télématique

DE 1945 à 1968, le métier de banquier était relativement simple. Il s'agissait pour les banques de déposer, de collecter l'épargne, de collecter les dépôts, de collecter les crédits à court terme aux entreprises, de collecter les crédits à long terme aux particuliers. Plus on avait de comptes créditeurs plus on avait de possibilités de prêter.

par PHILIPPE AYMARD (\*)

(sous réserve des restrictions de crédit progressivement instaurées depuis 1945) et plus on faisait de profits, car les débiteurs insolubles étaient rares en cette période d'expansion inflationniste. Les banques d'affaires, elles, ne pouvaient recevoir de dépôts à vue, mais elles avaient des fonds propres importants et trouvaient sur le marché des capitaux des concours complémentaires nécessaires; elles travaillaient surtout avec les groupes industriels dans lesquels elles avaient pris des participations financières.

## Participer à la gestion des entreprises

Lors d'une conférence très remarquée prononcée en mars dernier, M. Pierre Brosolette, président du Crédit lyonnais, a évoqué « la banque française à l'horizon 80 ». En ce qui concerne plus spécialement les relations entre banques et clients, il a noté que les grandes entreprises auront dans les années à venir des besoins d'investissement de plus en plus importants que le marché financier ne pourra pas satisfaire; comme leur marge d'autofinancement risque d'être assez réduite dans une conjoncture très concurrentielle, les banques seront contraintes non seulement d'augmenter leurs crédits, mais également d'intervenir pour accroître les fonds propres de ces entreprises et de devenir des commanditaires par le biais de prêts participatifs (analogues aux subordonnés des entreprises étrangères).

Bien sûr, des transitions devront être ménagées: il n'est pas possible de renoncer du jour au lendemain à une « rentabilité » qui a permis au banquier de la profession bancaire en France de traverser, mieux que d'autres, depuis un siècle un certain nombre de crises économiques ou monétaires. Il y a cependant une tendance des maintenant perceptible à faire un pas dans une direction nouvelle, qui vaut d'être notée.

Le rapport Mayoux n'avait pas encore été rendu public à l'époque, mais ses suggestions viennent renforcer les idées émises par M. Brosolette: responsabilité accrue du banquier à l'égard de son client, rôle prépondérant du chef de file (plus de 50 % du volume des crédits), unification de tous les concours disparates à court, moyen et long terme en un crédit global d'exploitation permettant de suivre la marche de l'entreprise et de lui prodiguer à l'occasion des conseils de gestion.

Mais si les très grandes banques peuvent assurer de pareils risques, il n'en va pas de même des moyennes et des petites, qui vont avoir à réviser leur stratégie et à adapter structures et mécanismes.

Certaines, notamment les banques régionales de bonne importance, pourront jouer dans des entreprises locales le rôle de commanditaire et participer plus activement que par le passé au financement et au développement des activités industrielles, agricoles ou même tertiaires, de leur zone d'exploitation. Ce sera pour elles le seul moyen de conserver une clientèle qui risquerait, à défaut d'être attirée par les trois grandes banques nationales; le rapport Mayoux préconise la décentralisation régionale de ces trois établissements et éventuellement le « circuit court » ressources-emplois. Mais toutes les banques ne pourront pas ou ne voudront pas se lancer dans des prises de participation en capital. Elles ne sont cependant pas condamnées à disparaître et peuvent trouver même l'occasion d'une nouvelle expansion si elles savent répondre aux aspirations d'un nombre croissant de clients:

— En facilitant les tâches quotidiennes des particuliers et des entreprises par une présence permanente près du lieu de travail: guichets automatiques de banques (G.A.B.) ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept et permettant de déposer argent et chèques, de retirer des fonds, d'interroger sur le solde, etc., terminaux points de vente (T.P.V.) installés dans

sive et extensive de nouveaux dépôts, suscitant l'ouverture de nombreux guichets urbains et ruraux, étendant à toute la profession une gamme de crédits jusqu'à des dépôts par quelques établissements spécialisés dans l'immobilier ou la vente à tempérament.

Simultanément les conclusions du « comité Lorrain » faisaient admettre, pour la première fois, la doctrine dite de la « transformation », c'est-à-dire la possibilité pour les banques d'engager, dans des crédits à moyen terme ou même à long terme, une action « raisonnée » de leurs dépôts à vue.

Il en est résulté dans les années 70 une expansion considérable nationale et internationale de l'activité des différents établissements devenus des « banques à tout faire »: doublement des effectifs, informatisation accrue des traitements comptables, réseaux spécifiques de télétransmission, apparition de la publicité et du marketing (« Vous avez des besoins ») ont pu à peu près transformer le métier de banquier en une industrie bancaire où la direction des relations humaines, la direction commerciale, la direction de l'informatique prenaient dans des établissements ou des groupes comptant des dizaines de milliers de salariés une importance croissante face à la traditionnelle direction des engagements, responsable de la collecte et de la redistribution des fonds.

Il semble bien que nous soyons en train de franchir une nouvelle étape dans l'évolution de la profession.

Les grands magasins, supermarchés et fonctionnant « en ligne » avec l'ordinateur central pour débiter le client et créditer le magasin.

— En multipliant les services et en augmentant la qualification de tous ceux qui, à un titre quelconque, sont en contact avec le clientèle, c'est-à-dire que, pour une question patrimoniale (pour les particuliers) ou financière (pour les entreprises) devra être résolue. Bien entendu, une tarification appropriée des services ainsi rendus devra être mise en place après une information claire et complète de la clientèle, afin de ne pas renvoyer les erreurs commises dans le passé.

An carrefour des compétences du distributeur de crédit certes, mais aussi de l'assureur, du notaire, du gestionnaire, du fiscaliste, avec des connaissances précises sur les cours de bourse ou de devises bien entendu, mais aussi sur la promotion immobilière, le droit des sociétés, les risques de change, les systèmes de retraite, les primes et subventions de l'Etat, la loi sur les sociétés, sur le mariage, sur le divorce, le banquier de demain, du guichetier au président, devra, en tant que généraliste, être prêt à donner un conseil et à orienter son interlocuteur vers le spécialiste qualifié, que ce soit à l'intérieur de sa propre organisation, si elle est de dimension suffisante, ou vers un cabinet d'audit, d'avocat...

Commanditaires ou prestataires de services, les « nouveaux banquiers » n'abandonneront pas pour autant la collecte des dépôts et l'octroi des crédits, mais ils élargiront la palette de leur interventions et consacreront une part croissante de leur activité à des fonctions plus affinées.

On a pu craindre à un certain moment que le développement sans frein de l'informatique, de l'automatisation des opérations fasse peu à peu disparaître l'aspect humain dans la banque et que l'on en vienne à oublier la formule d'Henry Germain, fondateur du Crédit lyonnais en 1863: « La banque, ce sont surtout des hommes ».

Mais — retour pendulaire ou réaction biologique — voici qu'apparaît l'occasion d'une réhabilitation du contact entre le banquier et son client au plus haut niveau puisqu'il s'agit de s'associer à un entrepreneur, de conseiller un investisseur ou d'éclairer un chef de famille.

De nouvelles qualifications seront requises, de nouveaux emplois pourront être créés, et les mutations en cours, après une période de transition qu'il faudra s'efforcer de rendre aussi courte que possible, doivent au contraire apparaître, pour les équipes présentes et à venir, comme un contrepoint humain à l'avènement de la télématique.

(\*) Directeur général adjoint du Crédit industriel et commercial.

## L'avenir du « crédit global d'exploitation »

LA proposition de mise en œuvre par le « rapport Mayoux » d'un nouveau type de crédit à court terme, dit « crédit global d'exploitation », repose de manière plus ou moins explicite sur la disparition des deux piliers fondamentaux actuels de l'édifice de financement des entreprises industrielles et commerciales. Il s'agit du crédit interentreprises et de l'escompte commercial. On

par PIERRE CONSO (\*)

sait comment le problème de l'escompte a été abordé jusqu'ici sans grand succès, notamment par la création d'un crédit global, le « crédit de mobilisation des créances », étudié par la C.M.C.C., dont l'usage demeure modeste. Quant au crédit interentreprises, il a fait récemment l'objet des premières études approfondies menées en France sur ce sujet mais sans que des mesures précises n'aient été jusqu'ici envisagées.

Certes, on peut concevoir que le crédit global d'exploitation coïncide avec du crédit interentreprises et la procédure de l'escompte commercial, mais il faudrait alors une grande partie de sa signification. Le crédit global d'exploitation est en effet proposé comme un crédit unique accordé à l'entreprise sans distinction de nature des fonds de la destination progressive du crédit interentreprises et de l'escompte.

Dans cette hypothèse, les aspects financiers du cycle d'exploitation de l'entreprise industrielle et commerciale sont régulièrement simplifiés puisque la plupart des créances et des dettes à court terme disparaissent. Mais les décalages entre les opérations de transfert de marchandises et de livraison et le paiement effectif sont inévitables. Leur importance dépend de la nature des transactions, des délais de transport et de la qualité de la gestion des entreprises, notamment dans le domaine de la facturation.

## Retour des fonds de roulement

Les postes « clients » et « fournisseurs » disparaissent des comptes du bilan, à l'inverse des postes « effets à recevoir » et « effets à payer » d'origine commerciale. Dans la mesure où le banquier ne peut pas se baser sur le prix de vente, c'est-à-dire un prix courant, en principe toutes les charges engagées plus une marge, alors la dette à l'égard des fournisseurs ne porte que sur une partie des approvisionnements (l'écart créances/dettes) fait généralement apparaître un besoin de financement.

Le secteur de la distribution, en particulier, se trouve dans une situation particulière puisque l'ensemble du produit des ventes se fait au comptant, c'est-à-dire pratiquement sans délai. Le crédit à l'exploitation est maintenant toujours assuré par des établissements financiers spécialisés.

Parmi les autres postes de l'actif circulant, on trouve diverses rubriques susceptibles de créer un besoin de financement accessoire, tel que « personnel », « administration », « sociétés apparentées » et l'encaisse au sens le plus large (moyens de paiement et valeurs de placement à très court terme). En contrepartie, le poste des dettes à court terme comporte également des rubriques diverses de même nature.

En outre, les postes du bas du bilan sont affectés par des mouvements qui relèvent de la réalisation des opérations à long terme: remboursement des prêts et des emprunts, paiement différé des acquisitions d'immobilisations. Enfin, et ce phénomène est important, tous les postes de l'actif circulant ou des dettes à court terme sont affectés par des fluctuations saisonnières plus ou moins prononcées. Aussi, le montant du déficit de financement chronique du cycle d'exploitation est variable en cours d'année, notamment en fonction du rythme des approvisionnements et des ventes. La encore, la situation de la distribution est un peu particulière car le déficit peut se transformer durant certaines périodes en excédent net.

Il est évident que, dans ces conditions, la nature de l'activité de l'entreprise, de tirer des règles générales, mais les constantes du besoin de financement du cycle d'exploitation peuvent être résumées de la manière suivante (voir tableau ci-dessous).

On peut admettre, comme le prévoit d'ailleurs le rapport Mayoux, que le crédit « Exportations » continue à faire l'objet de procédures spéciales. Cette brève analyse montre que, dans la plupart des cas, le financement de production va constituer l'essentiel du besoin de financement du cycle d'exploitation. Quelle est la place que doit alors occu-

per le crédit global d'exploitation dans le financement de ce besoin? Cette question ne revient-elle pas à poser le problème du rôle du fonds de roulement dans le financement du cycle d'exploitation?

Si le crédit global d'exploitation est unique, le besoin de financement du cycle d'exploitation reste hétérogène. Il a pour partie un caractère permanent et pour partie un caractère saisonnier. Il est à la fois fondé sur la détention de stocks physiques, sur l'existence d'un solde débiteur net des décalages dans les relations avec les tiers, c'est-à-dire des biens financiers et sur la détention d'une encaisse de transaction. La négociation du crédit global d'exploitation intervient naturellement avant sa mise en œuvre. Son montant repose donc sur la prévision de l'évolution du besoin de financement. A l'incertitude de la

variation saisonnière vient donc s'ajouter l'incertitude qui s'attache à toute prévision dans un domaine très influencé par les fluctuations conjoncturelles.

On est ainsi conduit à constater que le besoin de financement permanent est une variation saisonnière, une marge d'incertitude.

La caractéristique de la variation saisonnière est de n'exiger qu'un financement partiel en cours d'année. Ce financement relève incontestablement d'un crédit à court terme. La marge d'incertitude relative également du crédit à court terme qui joue alors le rôle de variable d'ajustement de l'équilibre financier.

Par contre, le besoin permanent relève plutôt du crédit de fonds de roulement. Ce dernier reprend toute sa signification en l'absence de crédit interentreprises et d'escompte commercial, alors que

la diversité actuelle des crédits à court terme et leur place de plus en plus grande dans le financement conduisent plutôt à en diminuer le rôle. Ce crédit devrait normalement prendre la forme d'un crédit à moyen terme. Ainsi, seule une fraction limitée du crédit global d'exploitation devrait participer à la couverture du besoin de financement permanent. Le renouvellement annuel de ce crédit global d'exploitation, à l'inverse du crédit à moyen terme, doit permettre au banquier d'ajuster périodiquement sa politique à l'égard de l'entreprise et de la contraindre éventuellement à améliorer les conditions de l'équilibre financier à long terme, selon l'évolution de sa situation financière globale.

Cette analyse schématisée montre que la transformation du système de financement du cycle d'exploitation, en définitive, profonde. L'entreprise aura le sentiment de perdre l'assurance de crédits spécialisés quasi automatiques et le banquier de perdre ses garanties. Mais les difficultés rencontrées par l'un et l'autre au cours de ces dernières années montrent bien que seule une analyse raisonnée des problèmes de financement à résoudre est une garantie de maintien des intérêts de chacun.

L'existence même limitée dans leur usage du crédit interentreprises et de l'escompte rend notamment difficile la transformation de l'actuel système de financement du besoin du cycle d'exploitation. Elle ne ferait pourtant que nous rapprocher de la tradition financière contemporaine des pays anglo-saxons. Il est peut-être temps de considérer à abandonner la tradition médiévale de la lettre de change.

(\*) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers.

## Le tableau de bord de l'économie française

PREMIER	DATES de référence	UNITES	EVOLUTION	
			en un mois	en douze mois
INDICE	Juillet 1979	Indice 222,1	+ 1,3 %	+ 10,3 %
PRODUCTION INDUSTRIELLE	Juin 1979	Indice 132	+ 1,5 %	+ 4,8 %
COMMERCE EXTERIEUR	Avril 1979	31 316 millions de F (29 496)	- 15,2 % (+ 4,3 %)	+ 34,2 % (+ 32,8 %)
— Importations	Avril 1979	27 512 (26 325)	- 27,4 % (- 1,6 %)	+ 28,6 % (+ 26,5 %)
— Exportations	Avril 1979	27 512 (26 325)	- 27,4 % (- 1,6 %)	+ 28,6 % (+ 26,5 %)
— Taux de couverture	Avril 1979	27 512 (26 325)	- 27,4 % (- 1,6 %)	+ 28,6 % (+ 26,5 %)
EMPLOI: FRANCE	Avril 1979	1 282 600	+ 2,7 %	+ 25,6 %
— Demandes d'emploi	Avril 1979	1 282 600	+ 2,7 %	+ 25,6 %
— Demandes observées	Avril 1979	1 282 600	+ 2,7 %	+ 25,6 %
— Chômeurs chroniques	Avril 1979	984 700	- 1,45 %	+ 15,08 %
— Offres d'emploi	Avril 1979	984 700	- 1,45 %	+ 15,08 %
— Demandes observées	Avril 1979	984 700	- 1,45 %	+ 15,08 %
— Licenciements économiques	Avril 1979	984 700	- 1,45 %	+ 15,08 %
— Effectifs en chômage partiel	Avril 1979	984 700	- 1,45 %	+ 15,08 %
C.E.E.	Avril 1979	5 966 200	+ 1,4 %	+ 0,83 %
— Demandes d'emploi	Avril 1979	5 966 200	+ 1,4 %	+ 0,83 %
DUREE DU TRAVAIL:	Juillet 1979	41,3	+ 0,2 %	- 0,7 %
— Hebdomadaire ouvriers	Juillet 1979	40,6	- 0,2 %	- 0,2 %
— Hebdomadaire employés	Juillet 1979	40,6	- 0,2 %	- 0,2 %
EFFECTIFS OCCUPES:	Juin 1979	100,2	+ 0,6 %	- 0,7 %
— Indice 100 en décembre 1978	Juin 1979	100,2	+ 0,6 %	- 0,7 %
SALAIRE:	Septembre 1979	12,42 F	+ 2,2 %	+ 12,19 %
— SMIC	Septembre 1979	12,42 F	+ 2,2 %	+ 12,19 %
— Salaire horaire ouvrier (indice 100 janvier 1977)	Septembre 1979	12,42 F	+ 2,2 %	+ 12,19 %
— Gain mensuel ouvrier avant impôt	Septembre 1979	12,42 F	+ 2,2 %	+ 12,19 %
— Gain mensuel cadres avant impôt	Septembre 1979	12,42 F	+ 2,2 %	+ 12,19 %
MASSA MONETAIRE:	Mai 1979	1 154,4 milliards de F	+ 0,6 %	Gillemant depuis le 1-5-78 + 14,5 %
— Données brutes	Mai 1979	1 154,4 milliards de F	+ 0,6 %	Gillemant depuis le 1-5-78 + 14,5 %
— Données corrigées	Mai 1979	1 154,4 milliards de F	+ 0,6 %	Gillemant depuis le 1-5-78 + 14,5 %
TAUX D'INTERET (taux moyen):	Septembre (du 3 au 10 de ce mois)	10,7768	+ 0,6 %	Taux d'août 1979 10,415 Taux d'août 1978 7,25 %

## ERRATUM

La fin du premier paragraphe du bulletin paru dans « Le Monde de l'économie » du 18 septembre 1979 (« Le chômage est-il nécessaire ? ») a été rendu incompréhensible à cause d'une ligne sautée. Il fallait lire: « Cette différence notable d'approche tient-elle à d'autres traditions ou bien au fait que la liberté d'esprit s'exprime plus facilement dans une organisation internationale installée à Genève que dans une organisation dont le siège est à Washington? Sans doute à ces deux raisons à la fois. » Le reste sans changement.

**Anglais exigé?**  
Dites oui nous nous chargeons du reste.  
Notre cours « intensif » débute lundi 1<sup>er</sup> octobre  
Téléphonez à nos hôtesses: 325.41.37  
ILC International Language Centre  
20, passage Dauphine 75006 Paris



## Le poids des cotisations sociales va dépasser celui des impôts d'État

(Suite de la page 23.)

Jusqu'en 1976 l'inflation et la forte progression des salaires ont permis à la Sécurité sociale d'équilibrer ses comptes sans difficulté. Le tournant sera pris en 1977, première année de crise économique suivie après un long temps de prospérité. Le taux de croissance du P.I.B. est quasi nul cette année-là (+ 0,3 % par rapport à 1976), la progression des salaires revenant, quant à elle, de 20,3 % à 14,8 %. Parallèlement, le chômage augmente beaucoup : le taux de cotisation aux ASSÉDIO passé à 0,4 % en 1974 est porté brusquement à 2,3 %.

Du coup, la pression des cotisations sociales passe de 14 % du produit intérieur brut à 15,3 %. Encore tire-t-on sur l'exercice des années précédentes (64 milliards en 1973, 5,6 milliards en 1974) pour limiter autant que faire se peut le relèvement important des cotisations qu'aurait dû normalement entraîner la formidable explosion des prestations versées (+ 28,3 % par rapport à 1974), explosion due à l'entrée en vigueur de mesures familiales nouvelles, de mécanismes d'indexation sur les salaires et les prix d'une croissance très rapide du prix des soins dans les hôpitaux. La note à payer est lourde en 1976. Les taux de cotisation sont relevés deux fois dans la même année : le 1<sup>er</sup> janvier puis le 1<sup>er</sup> octobre. Les cotisations vont progresser (+ 18,7 %) plus vite que la masse salariale. Leur taux rapporté au salaire total passera de 3 à 4 %. Les assurés en surpoids la plus grosse part, puisque leurs cotisations progresseront de 24 % contre 18,3 % pour les employeurs, ce qui n'empêchera pas le partage de la valeur ajoutée entre profits et salaires de se faire en défaveur des firmes. Le nouvel alourdissement s'explique encore une fois par la forte progression des prestations sociales (+ 18,3 %), des prestations de chômage (+ 33 % en raison notamment des indemnités de formation) et de celles versées aux personnes âgées (+ 21 %).

L'équilibre de la Sécurité sociale se maintient cahin-caha par la suite. L'année 1977 bénéficiera des relèvements de taux décidés

et appliqués en 1978, année où le poids des cotisations atteint 16,8 % du P.I.B. contre 15,9 % en 1976. En 1978 on se contentera d'un relèvement du taux de cotisation aux ASSÉDIO, qui passera de 2,3 % à 2,4 % le 1<sup>er</sup> janvier et à 3 % le 1<sup>er</sup> mai.

Mais ces efforts ne suffiront pas à cacher ce qui apparaît comme le fait majeur des années

qui viennent : la différence de croissance existant entre la progression de la masse salariale et celle des prestations versées. Ainsi se détériore inexorablement la situation de la Sécurité sociale qui, pour la première fois depuis 1968, laisse apparaître en 1978 un besoin de financement — encore léger mais symbolique — d'un déficit structurel.

### Une fiscalité d'État relativement légère

La pression fiscale d'État devait demeurer stable en 1978 malgré une forte croissance économique (plus 5,8 %) et une progression non moins forte de l'impôt sur le revenu (plus de 20 %) qui s'expliquent par la rapide progression des rémunérations. Accumulant d'abondantes rentrées fiscales, le gouvernement décidait, en effet, de réduire le taux de la T.V.A. : de 23 à 20 % pour le taux « normal », de 7,5 % à 7 % pour le taux « réduit ». L'État perdait 7 milliards de francs dans l'affaire, mais ne s'en souciait guère. Les majorations exceptionnelles votées en 1968 devaient, elles aussi, être complètement supprimées. Heureuse époque.

En 1975, changement de décor : la brusque escalade des prix pétroliers de la fin 1975 ont — dix-huit mois après — marasme et difficultés financières. Le chômage augmente rapidement. C'est un peu la panique dans les milieux gouvernementaux, où l'on décide de relancer massivement l'économie. La baisse d'un point de la pression fiscale d'État est le résultat des reports d'impôt sur les bénéfices des sociétés mais aussi sur le revenu (bénéfices industriels et commerciaux) décidés dans le cadre du plan Chirac de septembre 1975.

De même l'aide fiscale à l'investissement de 10 milliards de francs décidée à cette époque, et pour les mêmes raisons, entraînera 1 milliard de francs de perte de recette en 1976, les 8 autres milliards s'imputant en moins-value de recette sur 1976. Malgré le prolongement l'année suivante du plan de relance de 1975, la pression fiscale d'État remonte de 1,3 % en 1978, passant de 16,7 % à 18 % du P.I.B.,

cela pour deux raisons : d'une part, les reports d'impôts cessent de jouer ; d'autre part, l'impôt s'élève de 2,5 milliards de francs d'impôts supplémentaires sur le revenu. Après cette période chahutée de deux ans (1975-1978), la pression fiscale retrouve en 1977 son niveau des années antérieures. Le léger recul de 1978 s'explique par la stagnation de l'impôt sur les sociétés, résultat des mauvais bilans industriels de 1977. En 1979, le mouvement s'inverse avec la nette amélioration des

port à 1978 après une progression de 27 % les années précédentes.

Le poids de la fiscalité locale s'alourdit lentement mais sûrement depuis dix ans. Si l'on met à part les perturbations profondes entraînées en 1974 et en 1976 par la réforme des bases d'imposition et les mésaventures de la taxe professionnelle (expatente), dont les « ratés » ont d'ailleurs été épongés par l'État, deux faits expliquent cette évolution. Le premier est la forte progression des versements de l'État

Marché commun ont été progressivement à la suite des réformes intervenues en 1970, 1973 et 1978. Ces réformes, destinées à alimenter des budgets communautaires toujours plus importants, ont entraîné des prélèvements croissants sur les recettes de l'État français. L'existence d'une Communauté européenne, c'est aussi cela.

Les prélèvements obligatoires ont atteint un niveau trop élevé en France ? La réponse pourrait être affirmative si les phénomènes de révolte devant l'impôt — ou les cotisations sociales — se produisaient en France comme aux États-Unis. Mais tel n'est pas le cas. Le gouvernement, au prix de sacrifices douteux — parce que très lourds à supporter par l'économie française — a d'ailleurs su tenir dans l'effort il y a dix ans le mécontentement de la seule catégorie socio-professionnelle dont on pouvait craindre une certaine révolte contre l'impôt : celle des commerçants et des artisans.

Cela pour l'aspect psychologique. Reste l'aspect économique. La fiscalité, les prélèvements sociaux, décourageant-ils l'initiative personnelle, la volonté d'entreprendre, alourdissent-ils les coûts des firmes au point de les gêner par rapport à leurs concurrents étrangers ? Il ne semble pas et les dernières statistiques publiées par l'O.C.D.E. citées par le conseil des impôts dans son dernier rapport — montrant qu'en matière de prélèvements obligatoires la France qui se situait, il y a quinze ans, en tête des pays industrialisés, avec la Suède et les Pays-Bas, a maintenant rétrogradé et se situe dans une position tout à fait moyenne voisine de celle de la République fédérale allemande.

Beaucoup de bons esprits ont cru longtemps que la progression constante des prélèvements obligatoires était synonyme de plus d'efficacité économique, d'équipements collectifs meilleurs et plus nombreux, de villes plus propres, mieux bâties, mieux gérées, d'un système de sécurité sociale plus complet et plus juste. On s'est aperçu au fil des années et des déconvenues qu'il n'en était rien. On a vu que l'abondance des ressources publiques — dont dépend la place de l'État dans l'économie — engendrait aussi gaspillage, double emploi, lâcheté, pollution, détérioration des sites et de la qualité de la vie. Certains rapports restés secrets ont même montré que les aides de l'État à l'industrialisation étaient en grande partie inefficaces.

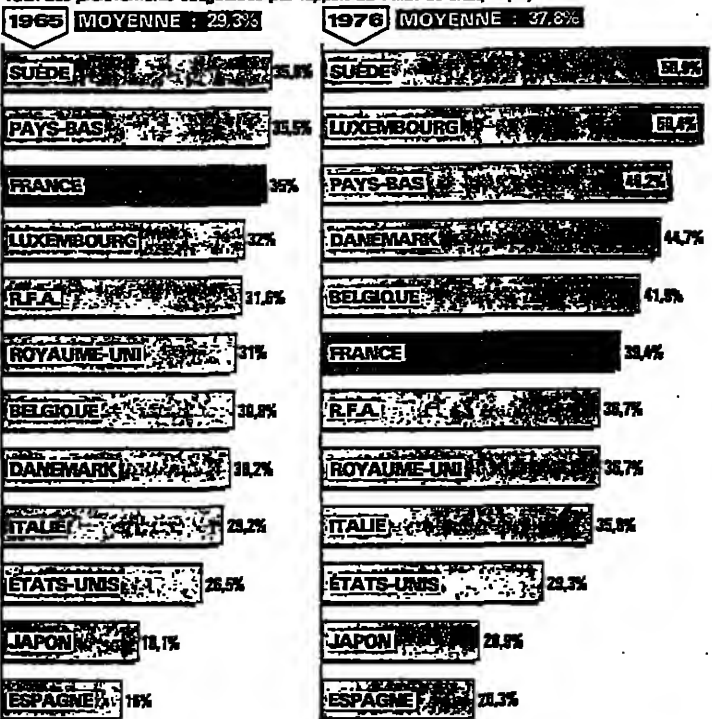
L'État intervient-il trop ou pas assez ? C'est évidemment la question que se posent les contribuables. Avant de tenter d'y répondre il faut tout de même savoir deux choses. La première est qu'à l'étranger — et même dans les pays réputés libéraux comme les États-Unis — les pouvoirs publics interviennent massivement. Une seconde remarque doit être faite. Les pays à prélèvements obligatoires légers sont confrontés à de très graves problèmes sociaux, économiques, urbains, que l'initiative privée — apparemment — ignore. Tel est le cas pour le Japon où la vie en ville est très difficile, et dans une moindre mesure pour les États-Unis dont les équipements collectifs sont peu développés et souvent très mal entretenus.

La France a su jusqu'ici éviter ce genre de problème et c'est un bien. Ce n'est pas dire pour autant que l'argent des contribuables ou des assurés sociaux y soit bien utilisé. De ce point de vue la mise au point du budget de 1980 ne semble pas avoir été l'occasion de grandes remises en cause. Hélas.

ALAIN VERNHOLES.

### LA FRANCE EN POSITION MOYENNE

Taux des prélèvements obligatoires par rapport au P.I.B. de chaque pays



Source : O.C.D.E. (d'après le dernier rapport du Conseil des impôts)

bénéfices des entreprises : l'impôt sur les sociétés progresse de 15,5 %. De même la taxe sur les produits pétroliers qui a été augmentée deux fois (juin 1978 et janvier 1979) rapportée-elle beaucoup plus que les années précédentes : + 33 % par rap-

port aux collectivités locales : versement représentatif de la taxe sur les salaires en V.T.P.S. devenu dotation globale de fonctionnement (D.G.F.). Ces versements très importants (38,2 milliards de francs en 1980), qui se justifient aux yeux des maires et de leurs conseillers municipaux par la prise en charge de certaines attributions jusqu'à dévolues à l'État (des routes nationales, des classes sont passées en 1974, à la charge des collectivités locales), ont sans cesse progressé plus vite que la production intérieure brute. Il en a été de même des budgets communaux même si un certain ralentissement s'est manifesté depuis 1976-1977, entraînant un alourdissement constant des impôts locaux directs (patente, foncière bâtie et non bâtie, taxe d'habitation) : + 15,9 % en 1974, + 22,8 % en 1976, + 16,8 % en 1978, + 16,3 % en 1977, + 17 % environ en 1978 et + 16 % environ en 1979.

La fiscalité locale c'est un peu moins de 65 milliards de francs en 1978 si l'on compte les seuls impôts directs, mais plus de 100 milliards de francs si l'on inclut les versements de l'État. Autant dire qu'elle pèse lourdement sur les contribuables et l'État. Il est exact de dire que les dépenses à la charge des collectivités locales sont celles qui ont augmenté le plus rapidement. Peut-on pour autant affirmer, comme le font un grand nombre de maires en proie aux difficultés financières, que l'État s'est déchargé de ses responsabilités pour les faire supporter par les communes ? La réponse n'est pas évidente. Il y faudrait un bilan sérieux qui reste à faire.

● Derniers venus, les prélèvements opérés au profit du

# VOICI LE DOSSIER 100 000.

**LES SALAIRES DE L'INDUSTRIE**  
(insentiers, techniciens, ouvriers) 1979

**L'USINE**

(Publicité)

**1979, ANNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT**  
Première Foire Internationale de l'Enfant :  
Parma (Italie) - Parco Ducale - 20-28 octobre 1979

**FOIRE INTERNATIONALE D'ÉCHANTILLONS**  
Tout pour l'enfant jusqu'à treize ans

Congrès culturels et scientifiques :

- Congrès International de Pédiatrie.
- Congrès International de Pédiologie.
- Congrès International d'Études de l'enfant.
- Congrès International d'Études sur la famille.

SECRÉTARIAT D'ORGANISATION :

Foire Internationale de l'Enfant - Parco Ducale  
43100 Parma (Italie) - Tél. : 0521/26888

(Publicité)

**I.F.G.**  
**L'INSTITUT DE HAUTE FINANCE**  
vous propose

30 jours de formation en profondeur répartis en 10 séminaires résidentiels consacrés aux aspects les plus actuels de la finance d'entreprise.

Promotion n° 8 : Janvier 1980

Enseignement :

Institut Français de Gestion  
37, quai de Grenelle, 75785 Paris  
Cedex 15 - Tél. 578-61-52, p. 472-466

Le Monde

MUSIQUE

THEATRE

LES PARADISES DE

NOTES



LE JOUR DE LA MUSIQUE

Rameau, cet inconnu.

Depuis bientôt cent ans que les musicologues et certains musiciens tentent de rendre à Rameau la place d'honneur qu'il mérite, on en est toujours à se consoler des lenteurs du présent en annonçant la victoire pour demain. Au début du siècle, l'éditeur J. Durand avait fait une folie : réaliser avec la collaboration des meilleurs compositeurs du moment une édition moderne des œuvres de Rameau. Cela a permis quelques résurrections tout en entraînant bien des fautes de goût et de style, de sorte que tout est presque à recommencer avec les instruments anciens.

Après un Casier et Pellus discutables, quelques signés, Hermoncourt, la réédition de la production aïzole de Pléide, après la « guerre des Indes galantes » entre J.-F. Paillard et J.-C. Malgouyre et, plus récemment, Hippolyte et Arlequin à nouveau par J.-C. Malgouyre, voilà, ballet héroïque, représenté en 1748 et repris avec succès jusqu'en 1769 avant de sombrer dans un oubli complet. En réunissant la Petite Bande, le Collegium vocal de Gend et des solistes au nombre desquels figurent Marc van Emon et René Jacobus sous la direction avisée de Gustav Leonhardt, on ne pouvait attendre qu'une réussite fidèle, animée par cette sensibilité à fleur de peau qui ne demande qu'à percer le maniérisme de l'opéra veridien.

Réalisé en octobre 1977, à Bruges, par Radio-Cologne, l'enregistrement qui vient juste de paraître contient des pages étonnantes tant du point de vue de l'écriture que de l'interprétation, et d'autres qui le sont moins. Il n'y a pas, on le sait, une vérité unique en matière d'authenticité musicale, mais on peut s'étonner du manque d'intensité dramatique des dialogues, de la lenteur des mouvements en général, et on a bien du mal à croire que cette modération soit une composition aussi décisive du style de Rameau. Ceci, naturellement, est affaire de goût personnel et ce qui enchante les uns peut décevoir les autres.

L'entreprise n'en est pas moins méritoire. Séduite par l'idée d'un festival indéniable de cette réalisation, la FNAC a d'ores et déjà retenu le premier tirage disponible dès à présent ; un deuxième tirage est déjà en cours pour approvisionner l'ensemble des quinés de l'automne. — G.C.

★ Solo, de Rameau. Editions Sill, 76, boulevard de Vincennes, 94120 Fontenay-sous-Bois.

Festival de Lille.

L'an dernier c'était Schubert, comme de juste à cause du 150<sup>e</sup> anniversaire de sa mort, et si le Festival de Lille a choisi de placer Joseph Haydn en tête de son programme musical, prévoyant même, par trains spéciaux, des déplacements à Nancy et à Londres pour la Fédella première et le Retour de Tobie, c'est qu'il était grand temps que le « papa Haydn » cesse d'être le pauvre de la trilogie viennoise classique. Vingt concerts du 20 octobre au 13 décembre, quatre-vingt œuvres dont la Création, les Saisons, des lieder par T. Bergson, les Sept dernières paroles de Christ, par le quatuor Amadeus, c'est plus qu'il n'en faut pour faire connaissance.

Phuridisciplinaire par occasion, le Festival de Lille qui accueillera également l'INA-G.R.M. et les Percussions de Strasbourg, attend le Bread and Puppets Theatre, la compagnie de M. Cunningham, le Ma-Dance-Theatre et des troupes de marionnettistes venues de France, de Belgique, et du bout du monde.

Kenakis, Mahler, Mondoville, Chostakovitch, Michel Portal, Leonard Cohen... on pourrait continuer longtemps, à travers le programme, la liste des associations invitées sans percer pour autant le secret du Festival de Lille — 110 manifestations dans les villes, dont M. Pierre Maury, député, maître, a déposé les grandes lignes, en avant-première à la Maison de la région Nord-Pas-de-Calais, avec une fierté légitime. Pour l'an prochain, le thème est déjà retenu : le centenaire de 1880.

★ Remerciements : Festival de Lille, palais Rihour, Lille, téléph. (03) 20-89-33.

HAENDEL A LA BESNARDIÈRE

(Suite de la première page.)

Il est difficile de définir l'originalité de cette œuvre écrite selon des schémas classiques, et assez abstrait, si on la compare à la musique romantique ou même à Haydn, Mozart et Beethoven. C'est un art d'apparat, serein, allégre, rationnel et rassurant, très dix-huitième siècle. Mais le génie sans cesse soulève et mouvemente les lourdes tentures ; un vent léger anime ces chœurs d'une merveilleuse élégance polyphonique où le musicien joue parfois de façon surprenante avec les modulations ; tous les airs ont une saveur vigoureuse, un charme, une grandeur méditative, qui n'appartiennent qu'à lui. La rencontre de Salomon et de la reine de Saba respirent avec une opulence et une douceur qui évoquent les grands tableaux de Rubens : ce dernier aussi traitait les mêmes sujets que ses confrères, mais avec un accent inimitable.

Au deuxième acte, toute la majesté de la musique s'agrandit par les accents très pathétiques du Jugement, par cette supplication si expressive et intense de la femme qui veut sauver son enfant, folle en le donnant à sa rivale, contrastant avec les répétitions inlassables et insensibles de celle-ci qui réclame l'enfant, même mort, comme un dû ; de cette situation biblique, encore que peu vraisemblable, Haendel a tiré un superbe parti dramatique, faisant ressortir l'humanité de Salomon qui, dans ce débat, cherche la vérité comme l'exprime cette musique toute de sagesse et de bonté.

Ce « Salomon » a eu les interprètes qu'il méritait : Benjamin Luxon, baryton à barbe blonde, plein de noblesse, de maintien et de bonne grâce ; Eideyan Horvut, ravissante épouse de Salomon, dont la voix lumineuse, un peu rude, se charge ensuite d'émotion dans le rôle de la mère éplorée ; Magda Kolmar, aussi indifférente et brusque comme mère abusive que la gougeuse et mystérieuse reine de Saba, et le grand prêtre Zadok, Anthony Johnson, un excellent ténor.

Les chœurs de la B.B.C., aux voix colorées comme des fruits mûrs,

et la formation de chambre de l'Orchestre philharmonique de Radio-France étincellent sous la direction de John Poole, grand responsable de cette réussite, un sourcier dont tout le corps copie et conduit les moindres suggestions de la musique, comme Michel Corbuz ou Raymond Leppard.

Dimanche, on retrouvait le même ensemble dans un beau programme de l'âge d'or anglais, avec des œuvres de John Blow et Purcell, d'une si profonde harmonie, où brillait surtout James Bowman, l'extraordinaire contre-ténor, à la voix blanche comme lune, qui chante avec tant de grâce et de

bonheur musical les airs acrobatiques destinés aux castrats. Toute la semaine, on fera de la musique à la Besnardière ; il y aura, notamment, trois concerts sur orgue de Burges, mardi, avec Nicolas Darby, mercredi, avec Jean Guillou, ainsi que les représentations de « Xerxès », sans oublier, dimanche, l'intégrale des duos de Mendelssohn, Schumann et Brahms, par Rita Streich et Maureen Forrester.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Salomon est retransmis par France-Musique, le 30 septembre à 20 h. 30.

Lorin Maazel

directeur de l'Opéra de Vienne en 1982

« Une seule personne peut prendre l'entière responsabilité d'une telle Maison et cette personne est son directeur », a déclaré, vendredi 21 septembre à Vienne, le chef d'orchestre américain Lorin Maazel, en se présentant officiellement comme le responsable de l'Opéra de Vienne à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1982. Une heure auparavant, il avait signé le contrat qui, pour quatre ans, lui confie le destin de cette Maison. M. Maazel succède à M. Egon Zepf, qui dirige l'Opéra de Vienne depuis 1976 (le Monde du 20 septembre).

Ce n'est pas avec un discours, mais avec une déclaration de principes que M. Maazel a annoncé ses intentions avant de répondre, très à l'aise, en allemand, en anglais ou en français aux questions qui lui ont été posées. Le plus important, selon lui, est de maintenir le niveau actuel de l'Opéra de Vienne et de le relever encore. Cela impliquera sans aucun doute — il l'a répété à plusieurs reprises — des renforcements tant sur le plan artistique qu'administratif. Les questions ? L'heure n'était pas pour lui de les préciser avant d'avoir étudié le problème à fond et c'est bien son projet d'été 1982. Dans les années à venir, et dans un monde où existent trop de médiocrités, il ne sera pas plus un « directeur obscur », a-t-il affirmé, qu'il n'est un directeur d'aujourd'hui. Il a décidé d'introduire dans la capitale autrichienne afin d'administrer l'Opéra de Vienne ses connaissances avec celles de la direction de l'Orchestre de Cleveland et celle de l'Orchestre national de France (dont il est le premier chef invité) ? Des pourparlers sont en cours sur ce point, a-t-il précisé, et devraient aboutir à un accord définitif d'ici un mois pour ce qui concerne le côté français. En tout état de cause, a-t-il encore indiqué, les contrats avec ces deux orchestres se feront en 1984. A Vienne, Lorin Maazel a l'intention de « diriger » une trentaine de concerts par an. Il veut être un « directeur qui dirige aussi et non un chef d'orchestre qui est aussi directeur ».

Lorin Maazel est âgé de quarante-neuf ans. Il est né le 6 mars 1930 à Neuilly-sur-Seine. Deux ans plus tard, ses parents, d'origine américaine, retournent aux États-Unis. C'est là que Lorin Maazel a vécu jusqu'à l'âge de onze ans, quand il est allé à la première fois, un orchestre d'étu-

dants à l'occasion de la Foire mondiale de New-York. A onze ans, il était invité par Toscanini, qui le considérait comme un prodige. Il a dirigé l'Orchestre de la N.B.C. à New-York. Lorin Maazel compte encore à son actif des études de philosophie, de langues et de mathématiques à l'université de Pittsburgh.

Cet homme déterminé, qui a su répondre avec précision, calme, mais aussi diplomatie, aux nombreuses questions, parlait toujours avec une certaine retenue, mais aussi une certaine amabilité. « Je suis un homme bien aimé », des Autrichiens qu'est l'Opéra de Vienne.

ANITA RIND.

Les subventions

PROTESTATION DES CONSERVATOIRES MUNICIPAUX DE PARIS

Le Conseil de Paris devrait se prononcer ce lundi 24 septembre, sur un projet de délibération concernant les subventions versées aux dix-sept conservatoires municipaux de musique. Ce texte, qui supprime les subventions des conservatoires n'ayant pas adhéré aux statuts-types récemment institués (le Monde du 30 juin 1979) et les transfère à de nouvelles associations, a provoqué une vive réaction de la part des directeurs des conservatoires (ceux des 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements) qui n'ont pas encore statué sur ce problème, et qui, au cours d'une conférence de presse, vendredi, se sont dit choqués d'être mis devant le fait accompli. C'est notamment le cas dans le treizième arrondissement, où un nouveau conservatoire, déjà créé par la Ville, et l'ancienne priée de « vider les lieux », a vu même que son conseil d'administration ait pu décider.

Les directeurs des conservatoires déclarent que ces statuts, en confiant au maire de Paris ou à son représentant la présidence des conseils d'administration et en décidant que ceux-ci seront composés de sept membres de droit et cinq personnalités désignées par le maire, mettent fin au « caractère démocratique » de la gestion de ces établissements et ne tiennent aucun compte de l'effort accompli par leurs créateurs. Ils protestent également contre la fixation impérative à soixante-cinq l'âge de la limite d'âge des professeurs.

EXPOSITION

AU SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS

Le « post-design »

Le goût aussi est une marchandise. Le goût à la mode. Il a même une foire. Les artistes décorateurs, dont le cinquantième anniversaire annuellement vient de s'ouvrir, ont en effet deux cent vingt à exposer leurs travaux sous le verrière nue du Grand Palais : créateurs de meubles, architectes d'intérieur et architectes tout court, concepteurs d'objets industriels, graphistes, artisans d'art dans la céramique, le métal, le laiton.

Nulle part on ne peut mieux mesurer l'usage du goût dans la création d'objets quotidiens. Pour le meilleur et pour le moins bon. C'est « l'art appliqué », l'environnement de la maison. Ce qu'il y a de dedans, et la maison elle-même. Un stand des « architectes conseils », mis en place par le ministère de l'environnement (les C.A.U.E.), expose différentes formes de maisons dans le paysage : les architectes Vasconi et Pancherri, auteur du Forum des Halles, montrent leur œuvre d'architecture avec son petit supplément d'âme et Girardet, la maquette de son stade de tennis circulaire pour l'extension de Roland-Garros.

Cette année, on trouve relativement peu de ces objets de rêve, dont les artistes décorateurs sont fiers. Ce salon illustre bien le climat de crise économique. On montre ce qu'on produit. Et, avec les prototypes, ce qu'on pourrait produire. Des sièges, des tables, des meubles, une cabine de douche étudiée pour une production industrielle... Maguère, on voyait les beaux meubles de maître, d'acier brossé et de plexiglas employés à satiété dans la fabrication de meubles à la mode dite design. Aujourd'hui, on voit réapparaitre des meubles en bois naturel, souvent massif, d'esprit rustique mais moderne, qui parlent de leur durabilité, de leur simplicité, de leur écologie. Et aussi des meubles néo-classiques.

C'est dans les meubles coûteux que subsiste le goût des formes à la mode. Pierre Cardin expose pour la première fois les meubles qu'il

a créés pour une clientèle qui, comme on dit, cherche le plus beau ou ce qui passe pour l'être — quel qu'en soit le prix. Chaque meuble de ce couturier est un spectacle de volumes, de couleurs, de matières. Des meubles-sculptures, en somme. Il y a même un canapé d'inspiration minérale. Un meuble-fantôme, qui fait penser à Dali et son sofa bouché de Mies van der Rohe, la qualité surréaliste en moins. Un débauche de « travail soigné », mais la qualité artistique ne suit pas.

Le design industriel est l'autre versant de cette adaptation de l'art des formes à des objets produits en série. Mais il n'est pas rare, hélas ! que le renouvellement des formes soit la seule « innovation » d'un objet industriel. Il fallait s'attendre à voir recréer un jour l'esthétique industrielle, qui a connu de si hauts moments. C'est la loi de la création artistique. En architecture, on assiste à la réapparition du « revivalisme » historique. Ce mouvement, qui tend à remplacer la banalisation du style international par les connotations culturelles de l'architecture historique, trouve également un écho dans la création des meubles. (P.-L. Fauchet et J.-M. Wilmette.) Il y a l'architecture post-moderne, voici les meubles « post-design ». Des meubles faits de détails d'architecture monumentale avec corniches, colonnes doriques, canelures, renflements, moulures dans le plâtre et combinés avec la verre transparent pour garder intact le spectacle d'effacement. Des meubles-ruines, qui font appel au fantasme de la ruine chez à Hubert Robert, que le Louvre expose actuellement.

Finalement, on retrouve dans cet art appliqué le goût de l'agitation artistique qu'elle amplifie et vulgarise. L'art — ou ses sous-produits — dans notre vie quotidienne.

JACQUES MICHEL.

★ Le Salon des artistes décorateurs au Grand Palais, jusqu'au 7 octobre.

CINÉMA

UN RETOUR A KUROSAWA

Il y eut l'an dernier une belle rétrospective de grands films de Kurosawa, cinéaste japonais mort en 1965, du grand Judo, le premier film de Kurosawa, tourné en 1934 pendant la guerre et qui fut alors amputé par la censure de 600 mètres, pour les scènes d'idylle amoureuse notamment. Les négatifs ayant été détruits, la copie reconstituée est incomplète, mais suffisante pour qu'on puisse admirer une thématique et un style qui ne feront que se développer, avec un art maîtrisé, au cours des années suivantes. Dans cette initiation, à la fois corporelle et spirituelle, d'un jeune homme pour qui le Judo devient une ascèse, une ouverture physique et mystique au monde, le « message » humaniste de Kurosawa est déjà présent et la contemplation d'une fleur blanche dans l'étang aux lotus est ce phare qui éclairera toutes les aventures humaines traitées par le cinéaste.

Autre inédit. Scandale, tourné en 1950 avant Rashomon, se rattache aux œuvres qu'on pourrait dire d'étude sociale comme l'Ange ivre et Chien enragé qui l'ont précédé, et où Kurosawa dirigea, déjà ensemble, Toshirô Mifune (qui devait rester son acteur préféré) et Shintarô Takashi qui fut, entre autres, l'extraordinaire interprète de Ylwa. Scandale prend pour cible cette presse qui, au Japon comme ailleurs, ne respecte pas la vie privée des gens. Ici, un jeune peintre et une chanteuse deviennent les héros malgré eux d'une histoire d'amour clandestine inventée de toutes pièces. L'intérêt se déplace du couple vers un avocat pauvre et mélié de des affaires louches qui, chargé de les défendre, se laisse corrompre par le patron du journal à sensation. Si l'histoire paraît parfois un peu fofoque, les moments dramatiques qui mettent en jeu Shintarô Takashi (l'avocat) sont très forts, très émouvants.

Où les surplussés des siècles passés où qu'ils appartiennent à la société contemporaine, Kurosawa, dans un style à la fois réaliste et symbolique, se penche sur la vie intérieure de ses personnages et les fait nos semblables. Même Yojimbo (1961), schéma film de cette rétrospective, où un mercenaire (Toshirô Mifune, toujours) est le héros d'une sorte de « western japonais », la violence n'est qu'un reflet de cet éternel combat dont l'âme de l'homme est le terrain. Jusque dans ses films considérés comme mineurs, Kurosawa est un auteur chez qui le drame ou le mélodrame dérivent épopée.

JACQUES SICLIER.

★ Action-Christine, Action-République (V.O.).

NOTES

Rock

Wreckless Eric aux Bains-Douches

Stiff est une petite compagnie privée qui s'est imposée en Angleterre grâce à ses idées, son dynamisme et le choix de ses artistes. Revenant au marché discographique il y a un peu plus de deux ans, avec un esprit de marketing tout à fait nouveau et plein d'humour, Stiff s'est fabriqué une image de marque qui a fait école. C'est ce qu'avait voulu montrer la petite firme en filmant une tournée avec tous ses groupes, « la Grande Parade des monstres du rock'n'roll ». Outre Elvis Costello, Ian Dury et Mick Lowe, aujourd'hui plus connus, on y découvrait Wreckless Eric, le cancre de la bande.

Alice Dona et ALAIN WAIS.

★ Les 24 et 25 septembre, aux Bains-Douches.

MERCREDI

Elle aime un homme de quarante ans...

Premier Secret

un film de HOUCHES VAN BRACKEL



Variétés

Alice Dona et Pierre Douglas

Programme traditionnel de music-hall à l'Olympia, avec un bon numéro vocal (des Carters), avec le chanteur argentin Jairo dont la voix ample et veloutée, combinée à l'exotisme de l'accent, plaît au général au public populaire français — il manque simplement, pour l'instant, à Jairo un répertoire personnel plus solide. — avec enfin Alice Dona, compositrice de beaucoup des musiques de Serge Lama depuis bientôt dix ans.

Alice Dona offre avec simplicité, gentillesse et un sens incontestable du spectacle des chansons à histoires, des refrains qui font songer, un climat, un sentiment. Elle les chante avec beaucoup d'habileté et de cœur, remettant un peu au goût du jour le genre chanteuse — comédienne — discorde.

Reste un erreur de programmation : M. Pierre Douglas qui a connu son petit succès il y a quelques années en imitant (admirablement) M. Georges Marchais mais qui n'a pas sa place sur une scène : tout chez M. Douglas est du niveau du spectacle de fin de banquet de mariage, avec des prétextes à sketches, des plantations, des jeux de mots usés jusqu'à la corde. Non seulement M. Douglas est complaisant, vulgaire

et sans verve, mais il est terne. Comme on dit dans le métier du spectacle « il n'a pas d'œil, ni de physique ». — C.F.

★ Olympia, 20 h. 45.

Un concert des Beatles au siège de l'ONU à New-York serait envisagé actuellement par l'Organisation des Nations unies. Le porte-parole de l'ONU a confirmé vendredi que le secrétaire général, M. Kurt Waldheim, avait donné son accord pour ce projet de concert et les bénéfices des réfugiés dans le monde.

George Harrison, Paul McCartney et Ringo Starr auraient donné leur acceptation de se réunir next week après l'achèvement du groupe. Le quatrième Beatle, John Lennon « considérerait » pour sa part cette possibilité.

Un festival de musique pop a eu lieu pour la première fois en Roumanie le 22 septembre. Près de soixante-dix mille personnes ont assisté dans un stade de Bucarest à la prestation de vingt-cinq groupes roumains.

Une statuette en or persane datant du cinquième siècle avant Jésus-Christ et estimée 550 000 dollars, appartenant à la collection Brunner, qui devait être dispersée aux enchères le mois prochain à Zurich, a été volée, samedi 22 septembre, à Londres, à la Galerie Sybil, où plusieurs pièces de cette collection sont exposées.











		ANNONCES ENCAISSÉES		LE MONDE	
		le m/m	le	le m/m	le
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98	30,00	35,28	
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11	7,00	8,28	
IMMOBILIER	35,00	41,16	23,00	27,05	
AUTOMOBILES	35,00	41,16	23,00	27,05	
AGENDA	35,00	41,16	23,00	27,05	
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72			

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE



**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)



**emplois régionaux**

### Carrière Internationale pour 6 Ingénieurs

Débutants - Grandes Ecoles



Les hommes que FLOPETROL International recherche sont avant tout des hommes d'état sachant s'adapter et prendre des décisions rapides. Ils sont libérés des obligations militaires et possèdent une bonne pratique de l'anglais.

Dans un premier temps, ils suivront un stage rémunéré à MELUN (77), BAHRAIN (Moyen-Orient) ou ABERDEEN (Ecosse).

Ce stage dure 3 mois, les cours y sont dispensés en langue anglaise.

Puis ils rejoindront les bases opérationnelles à l'étranger pour participer durant 2 à 3 années environ aux opérations techniques sur les puits.

A l'issue de cette formation sur les chantiers, ils se verront confier des responsabilités leur permettant d'évoluer vers le poste de «BASE MANAGER». (gèrent avec toutes les tâches techniques et d'organisation, les relations commerciales, la gestion du Personnel et du Budget, etc.).

Ces postes sont à pourvoir au sein d'une société internationale de 1 600 personnes, performante en forte expansion, leader mondial de sa spécialité.

A des candidats motivés, FLOPETROL International propose une rémunération intéressante, des avantages liés à l'expatriation, de réelles possibilités d'évolution dans le cadre d'une carrière internationale.

Merci d'adresser rapidement votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence M 1 138 à MEDIA P.A., 9, Bd des Italiens 75002 PARIS qui transmettra (Réponse et discrétion assurées).

**FLOPETROL**  
Schlumberger

IMPORTANTE ENTREPRISE DE T.P.  
(C.A. 1,5 milliard) recherche

#### SENIOR QUANTITY SURVEYOR

Chargé d'assurer la défense contractuelle des intérêts de l'entreprise sur un important chantier de T.P. (montant : 500 millions de francs). Analyse du contrat, suivi des travaux réalisés, préparation des décomptes.

Le poste implique une expérience de plusieurs années dans la fonction, acquise sur des chantiers T.P. à l'étranger, et une très bonne connaissance de l'anglais lu, écrit et parlé (langue de travail).

Lieu de travail : BAGDAD

Logement - voiture - rémunération nette d'impôts

Envoyer C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle sous la réf. 012 M à No 26.435 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra. Discrétion et réponse assurées.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE  
recherche

#### INGÉNIEUR CHIMISTE

Expérimenté en coloration capillaire pour diriger laboratoire, capable de créer, mettre au point des formules.

Age indifférent.

Devra voyager U.S.A., MOYEN-ORIENT 3 mois/an. Adresser curriculum vitae et prétentions à M. BAROUX, 11, square Lamartine - 91000 EVRY.

Un des leaders européens de l'industrie de la ferrure pour le bâtiment recherche pour sa filiale française (usine de 400 personnes - 120 Millions de CA), située à une heure de STRASBOURG, un

#### Directeur Commercial Co-Gérant

De par sa formation (HEC, ESSEC, Sup. de Co ou similaire) et son expérience confirmée, ce professionnel sera l'animateur de la politique Marketing et le responsable chargé des résultats commerciaux. Homme de communication et de dialogue, il partagera avec la Direction Technique la responsabilité des grandes options sociales, commerciales, techniques et de gestion retenues pour le développement de l'entreprise. Une expérience de direction d'entreprise de taille à peu près similaire et la connaissance du marché du second œuvre bâtiment faciliteront grandement l'insertion. Des contacts fréquents avec l'Allemagne impliquent une maîtrise de la langue, l'anglais et/ou l'espagnol demeurant des atouts complémentaires à ne pas minimiser.

La rémunération, à négocier, tiendra compte de l'acquis professionnel.

Nous vous suggérons de manifester votre intérêt pour ce poste en adressant votre dossier complet sous REF. N° 810 à M. JARDINI qui vous garantira la plus grande discrétion.

5-7, rue Pierre Ferrat  
57000 METZ  
Tél. : (07) 68.98.44

monoging

ORGANISME DE CONTRÔLE TECHNIQUE  
DE LA CONSTRUCTION  
C.T.C.

Recrute pour ses services implantés à Alger  
DES INGÉNIEURS ALGÉRIENS DANS  
LES SPÉCIALITÉS :

- GÉNIE CIVIL
- CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

AVANTAGES :

- Cadre de travail agréable.
- Rémunération intéressante.
- Logement assuré.
- Horaire continu.

Ecrire au C.T.C., rue Kaddour-Rahim  
HUSSEIN-DEY - ALGER  
Département du Personnel.

### D.E.C.S. + 3 ans d'Exp. Comptable

Notre entreprise occupe une place prépondérante dans le domaine des Travaux Publics et du Génie Civil.

Ses points forts :

Un grand dynamisme, une gestion efficace, 65 % de son C.A. réalisé à l'étranger, une parfaite connaissance de ses hommes à tous les niveaux.

Nous recherchons un responsable capable de prendre progressivement en charge, après quelques mois passés à notre siège social à SACLAY (Essonne), la totalité de la gestion administrative et surtout comptable d'une agence ou d'un important chantier outre-mer.

Le candidat idéal sera âgé d'une trentaine d'années. Il aura une réelle personnalité, sera titulaire du D.E.C.S. et pratiquera la comptabilité depuis 2 ou 3 années (si possible dans le bâtiment ou les Travaux Publics).

Si vous correspondez à ce profil et si vous désirez vous positionner dans l'organigramme d'une entreprise solide, alors écrivez-nous à :

Entreprise RAZEL Frères - Christ de Sacy - BP 109 - 91403 ORSAY CEDEX  
qui vous garantira réponse rapide et toute discrétion.

RAZEL

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE  
FÉDÉRALE DE LAUSANNE  
recherche un

PROFESSEUR  
DE MICROTECHNIQUE  
ou de son équivalent, de niveau

Détail d'inscription :  
15 novembre 1979  
Direction administrative  
de l'École Polytechnique Fédérale  
de Lausanne, 20, avenue de Cour,  
1015 LAUSANNE-SWITZER.

Secr. de cabinet  
Société

AFRIQUE NOIRE  
transferts, recherche

PERSONNEL  
ENCADREMENT

— DIRECTEUR TECHNIQUE  
— CHIEF DE PROJET  
— CHIEF DE QUART  
FABRICATION

Les candidats doivent justifier  
de plusieurs années d'expé-  
rience en secrétariat.

Envoyer C.V. et photo sous  
réf. 9228 à L.T.P., 31, bd Saint-  
Norvèle, 75002 Paris.

ENTREPRISE  
TRAVAUX PUBLICS  
RECHERCHE D'URGENCE  
POUR UN CHANTIER  
D'AMÉRIQUE CENTRALE

UN ACHETEUR  
RESPONSABLE DES APPRO-  
visionnements en matériaux et  
matériel T.P. Ce poste s'ad-  
resse à un candidat ayant au moins  
5 ans d'expérience en S.T.P.  
et une bonne maîtrise de  
l'espagnol.

Adresser lettre manuscrite + C.V. +  
photo + préf. à réf. 2792 au  
BP 4 - 2244 BOURG-LA-REINE  
Réponse et discrétion assurées.

ÉLECTROMÉCANICIEN  
STATIONS DE POMPAGE

Nous recherchons un très bon  
électromécanicien, d'un niveau  
de formation BTS ou similaire,  
logé d'au moins 20 ans, pour  
qui les matériels d'électro-  
pompes n'ont plus de secret  
(moteurs électriques, pompes,  
armatures électriques). Nous  
lui proposons un salaire de  
travailleur qualifié dans une  
ville d'AFRIQUE NOIRE francophone  
(confort, sécurité, équilibre  
climatique). Nous lui confierons  
la responsabilité du bon fonc-  
tionnement de l'équipement et  
des réparations des équipements  
de plusieurs stations de pom-  
page ainsi que la gestion des  
pièces détachées. Il encadrera  
et formera des mécaniciens  
nationaux (niveau BTS ou équi-  
valent) à payer de manière  
déterminée. Nous sommes  
une société française. Écrivez-  
nous vite (indiquez C.V.)  
en mentionnant sur l'enveloppe  
la réf. 34247 à MEDIA P.A.,  
9, bd des Italiens, 75002 Paris,  
qui transmettra.

Important Bureau d'Études à  
vocation internationale (Société  
française paraplombée)  
recherche un

INGÉNIEUR  
MÉCANICIEN T.P.

Cet ingénieur est nécessaire-  
ment diplômé et parle couram-  
ment l'espagnol. Il doit être  
capable de prendre en charge  
le suivi technique et administratif  
d'un pays d'Amérique latine.  
Son expérience professionnelle  
(d'une dizaine d'années) recou-  
vre notamment la gestion  
d'importants parcs de matériels  
de travaux publics. Merci de  
prendre un premier contact en  
écrivant (indiquez C.V.) et  
d'adresser votre dossier à  
MEDIA P.A., 9, bd des Italiens,  
75002 Paris, qui transmettra.

INGÉNIEUR SENIOR  
TRAVAUX ROUTIERS

Une société de Conseil et  
d'Assistance technique recherche  
pour une intervention de  
longue durée en Afrique  
françophone, un ingénieur  
diplômé ayant une expérience  
confirmée en travaux de  
construction de routes. Il est  
nécessaire qu'il ait une maîtrise  
de la langue portugaise et  
il a déjà exercé des responsa-  
bilités de chef de chantier.  
Avec l'expérience d'écriture  
des C.V. et de mentionner  
votre dernière rémunération.

Préciser sur l'enveloppe la réf.  
9212 à MEDIA P.A., 9, bd des  
Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

Société d'ingénierie française  
à vocation internationale pro-  
pose, pour un séjour en Afrique  
septentrionale, un poste de

CONTRÔLE TRAVAUX  
D'ASSAINISSEMENT

Ce poste pourrait convenir soit  
à un ingénieur diplômé d'une  
école d'ingénierie ayant eu une  
première expérience de contrôle  
de travaux (assainissement, pose  
de canalisations), soit à un  
conducteur de travaux expérimenté  
dans ce domaine. La  
connaissance de l'anglais est  
un élément nécessaire.

Merci d'écrire (indiquez C.V. et  
mentionner votre rémunération  
actuelle) en respectant la réf.  
2471 à MEDIA P.A., 9, bd des  
Italiens, 75002 PARIS qui transmettra.

INGÉNIEUR ROUTIER

Un Bureau français d'ingénierie  
conseil, chargé de la super-  
vision de la construction d'une  
route en Afrique Noire, recherche  
un ingénieur diplômé (E.T.P.,  
I.N.S.A.) ayant au moins 5 ans  
d'expérience en travaux rou-  
tiers. Cet ingénieur, à qui nous  
confierons des responsabilités  
de contrôle, doit nécessairement  
avoir déjà eu une expé-  
rience des chantiers en Afrique.  
Merci de nous écrire (indiquez  
C.V.) en faisant état de votre  
dernière rémunération. Indiquer  
sur l'enveloppe la réf. 1514 à  
MEDIA P.A., 9, bd des Italiens,  
75002 PARIS, qui transmettra.



Notre métier, la restauration  
de collectivités.

Notre volonté, renforcer nos  
structures avec de

### Jeunes Cadres

en Amérique du Sud - Brésil

Diplômés d'une Ecole Supérieure de  
Commerce, âgés d'environ 26 ans et libres  
rapidement.

Préférence sera donnée aux candidats  
connaissant le Brésil et la langue portugaise.

Réussir est synonyme d'ambition, de mobilité  
géographique, de capacités réelles à prendre  
de grosses responsabilités à court terme.

Plusieurs mois de formation en Europe  
précéderont l'affectation en Amérique du  
Sud.

Dossier détaillé, traité avec discrétion à  
adresser à SODEXHO Division Europe  
3, avenue Newton 78390 BOIS D'ARCY.

SOCIÉTÉ AFRIQUE  
NOIRE FRANCOPHONE  
recherche

ANALYSTE  
PROGRAMMEUR

sur Matériel IBM 22  
système GAP 2

Justifier de plusieurs années  
d'expérience en responsabilité  
de services.

Adresser C.V. photo  
sous réf. 026 L.T.P.,  
31, boulevard Bonne-Nouvelle,  
75002 Paris, qui transmettra.

GESTION 2000

102, rue Lafayette Paris 10<sup>e</sup>  
pour déplacement étranger

INGÉNIEUR  
ÉLECTRICITÉ

POUR AIDE EN SERVICE  
POSTES H.T.  
parlant anglais.

246-42-01

International College Bayreuth  
rech. INSTITUTIONS (travaux)  
assignement du français.

Tél. 011 22-82-25, de 14 à 20 h.

REFLETS D'AFRIQUE  
recherche des correspondants, des

Représentants-diffuseurs  
en Afrique et en Europe.

Ecrire : Boîte Postale 225 G.  
21121 Paris Cedex 02.

Institution Retraite  
et Prévoyance Rhône-Alpes  
recherche

### auditeur interne

Agé de 30 ans minimum, de formation  
supérieure commerciale ou scientifique  
avant l'espérance d'ouverture, ayant vécu  
une expérience professionnelle d'audit  
ou de contrôle de gestion en entreprise.

Sa mission sera de créer une fonction qui  
n'existe pas au niveau interne et qui au-  
ra pour but le suivi et le contrôle de ré-  
sultats techniques autant que financiers  
dans le but d'assurer la bonne marche  
et d'améliorer la productivité de l'insti-  
tution.

Localisation : LYON.

La réussite dans le poste devrait con-  
duire rapidement à l'intégration dans  
l'équipe de direction.

La rémunération sera intéressante et  
évolutive.

Envoyer C.V. + photo + rémunération,  
sous réf. 587-M, 25, rue du Renard,  
75004 Paris.

PROSSEL  
international  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

SEITHA  
équipements thermiques, économies d'énergie,  
énergies nouvelles, recherche un

### INGÉNIEUR

pour études d'économies d'énergie  
dans l'industrie hôtelière

Formation souhaitée : Arts et Métiers.

Il résidera à LYON mais effectuera de nom-  
breux déplacements.

Adresser C.V. et prétentions, sous No 95 à  
Cabinet Gatier, 32 rue Barrême 69006 Lyon.  
Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

**emploi**

**POUR SES EMPLOYES - COTI**

**ses futurs**

**MAISONS INDIVIDUELLES**

**DIRECTEUR RÉGIONAL**

**CCNC**

**JEUNES  
INGÉNIEURS  
COMMERCIAUX**

**ASPECTEUR DES VENTES  
EXPORT**

**ASPECTEUR DES VENTES  
EXPORT**

**ASPECTEUR DES VENTES  
EXPORT**





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## POUR SES FILIALES IMMOBILIERES ALPES • COTE D'AZUR • SUD-OUEST

**GMF**  
MAISONS

### recherche ses futurs directeurs

Pour renforcer sa présence dans les secteurs des résidences loisirs, le GMF, parallèlement à sa structure interne, crée des filiales de promotion.

Ils seront des managers appelés à prendre - sous tous ses aspects - la direction de ces structures régionales.

Seuls peuvent être retenus des candidats possédant réellement l'ethos nécessaire à la direction d'une entreprise et possédant une expérience confirmée du montage d'opérations immobilières dans l'une des régions citées.

Il est prévu une autonomie de gestion sanctionnée par les résultats et un appui technique et financier du groupe.

La rémunération pourra atteindre 200 000 F. dans un délai de 2 ans si les objectifs de CA et de la rentabilité sont atteints. Votre valeur en est le meilleur garant.

Merci d'adresser candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions s/réf. 3400 à Patrick Leroy - Directeur des Relations Humaines - Groupe Maisons GMF - Boîte Postale 18 - 59403 Cambrai Cedex.

### MAISONS INDIVIDUELLES

Pour répondre au développement important de notre activité maisons individuelles nous nous proposons de recruter un

### DIRECTEUR RÉGIONAL

Ce poste de haut niveau englobe l'ensemble des fonctions commerciales, techniques et de gestion.

Dans le cadre d'une large autonomie, il sera confié à un spécialiste de la maison individuelle ou à un ingénieur ayant acquis en entreprise, de bâtiment une large expérience des problèmes de construction.

Les qualités personnelles de contact, d'ascendant et un sens aigu des responsabilités seront les critères déterminants de notre choix.

Si vous souhaitez nous rencontrer, adressez-nous un courrier pour ce poste qui est à pourvoir en Centre-Ouest.

N° 1584 - CDFAP - 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

**CCMC**

Société de services

1200 personnes.

Leader en informatique

de Gestion, 3 centres de production.

30 agences commerciales. 65.000 entreprises clientes.

CA en progression régulière depuis 1962 de 30% par an.

désire intégrer à ses équipes de vente

## JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

Grandes Ecoles Commerciales - Second cycle universitaire de gestion

- Vous êtes à la recherche de votre premier emploi,  
- Vous estimez posséder une personnalité capable de s'exprimer, entre autre, dans le domaine de la vente à haut niveau.

Après un stage de formation de 2 mois à notre école "Produits",

vous pourrez guider le choix des dirigeants d'entreprise pour une acquisition judicieuse de systèmes de gestion informatisée.

Notre réelle politique de promotion interne et l'expansion de l'entreprise sont les meilleurs garants de votre évolution future.

Postes à pourvoir: DIJON, NANCY, MONTPELLIER, ORLÉANS, GRENOBLE, SAINT-ETIENNE, RENNES, ROUEN, NANTES, LILLE, PARIS, MILAN.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous référence 5545/2, à Jean-Pierre POHJ, Service du Personnel - B.P. 6139, 45017 ORLÉANS CEDEX.

FIRME DE RENOM ET POSITION INTERNATIONALES  
PARFUMS ET COSMÉTIQUES

recherche un

## INSPECTEUR DES VENTES EXPORT

Il aura la responsabilité de l'animation et de la gestion d'un secteur «DUTY FREE SHOPS» sur plusieurs pays d'EUROPE.

Son profil :

- Formation supérieure.
- Parfaitement trilingue allemand-anglais-français.
- Aimant et sachant négocier.
- De préférence quelques années d'expérience dans la vente de produits de luxe.
- Très disponible (nombreux déplacements à l'étranger).

Résidence : 100 Kms de Paris.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9522 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75062 Paris Cedex 02 - qui transmettra

La C.S.E.E. 5000 personnes dont plus de 500 ingénieurs et cadres - installations électriques et réalisation d'équipements et systèmes électromécaniques et électronique dans des technologies de pointe recherche

### ENSAM débutants

consentants que la mobilité entre services ou fonctions est formative.

LA PREMIERE AFFECTATION pourra être :

études, méthodes, ou fabrication Usine de Riom

ou Ingénieur d'affaires Région Sud-Est

SCRIVEZ en mettant l'accent sur vos aptitudes professionnelles et vos attitudes caractéristiques que vous avez acquises au Responsable du Service Emploi et Développement des Cadres, COMPAGNIE DE SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELÉCTRIQUES, 17, Place Etienne Fernet 75015 Paris.

### mammouth

LA RUCHE PICARDE

Nous sommes l'un des premiers groupes français de la Distribution.

Le développement constant de nos Hyper-marchés nous amène à proposer de véritables perspectives de carrière à des

### jeunes diplômés (ées)

ES-COU ÉQUIVALENT

VOLONTAIRES ET PRAGMATIQUES pour prendre sur le terrain des responsabilités de Chef de Rayon après formation, et capables de progresser rapidement dans la hiérarchie, après réussite au poste dans le cadre d'une gestion par objectif.

Une mobilité géographique dans la moitié Nord de la France est un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. MS4 à LA RUCHE PICARDE - Direction des Hypermarchés - 75 rue Sully - 80000 AMIENS.

### DELTA

Le Centre de promotion du commerce international de la Chambre de Commerce et d'Industrie de NANTES sélectionne

### 15 STAGIAIRES A L'EXPORTATION

pour sa 6<sup>e</sup> promotion 1980 (janvier à décembre)

INGÉNIEURS, TECHNICIENS, COMMERCIAUX, ADMINISTRATIFS et LINGUISTES seront formés aux techniques de commerce international.

Le cycle de formation dure 1 an et se déroule alternativement à mi-temps :

- au centre pour le stage d'études théoriques ;
- en entreprise pour le stage d'application pratique.

- Rémunération par la Direction Départementale du travail en fonction de la situation antérieure requises :

- être inscrit à l'ANPE en recherche d'emploi ;
- niveau de formation : bac + 4 ou expérience professionnelle ;
- très bonne maîtrise de la langue anglaise ;
- forte motivation personnelle pour l'exportation et aptitude à voyager ;
- sans du contact et de la vente.

Adresser, avant le 15 octobre 1979, lettre manuscrite de candidature et curriculum vitae accompagnées de trois photos au C.P.C.I. Chambre de Commerce et d'Industrie, Palais de la Bourse 18 X, 44040 NANTES CEDEX.

Directeur  
Technique

### MENUISERIE INDUSTRIELLE

Il s'agit d'une Société de petite taille (3 M de francs, 45 personnes) qui a su, dans une période difficile, devenir le fournisseur de certains grands de la Maison individuelle et élargir sa clientèle traditionnelle de négociants. Son Président, assumant les principaux contacts commerciaux, a besoin d'un homme capable de prendre en main l'ensemble des services techniques internes et la responsabilité de la production pour améliorer les capacités de production et répondre ainsi à une forte augmentation du carnet de commandes.

Ce poste d'avenir doit convenir à un logéleur (A.M., I.C.A.M., Ecole Supérieure du Bois) ayant une solide expérience de la menuiserie industrielle et des qualités certaines d'encadrement.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 81032 M (à renvoyer sur enveloppe) à René CAROJANA.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75283 Paris Cedex 06

MEMBRE DE SYNTHEC

Vous souhaitez rejoindre une Société jeune et dynamique, vous possédez une solide expérience de la vente de matériels informatiques,

### MÉTROLOGIE

Distributeur en France de matériels informatiques de technologie avancée, en 1978, taux de croissance de 100 % - recherche son

### DIRECTEUR D'AGENCE

BRETAGNE

Chargé de la création et de la direction de l'Agence, il devra développer un C.A. potentiel de 4 à 5 MF d'ici 1981 pour la vente de micro-informatique et de périphériques.

Homme particulièrement dynamique et créatif, il devra faire preuve de qualités d'organisation, de sens des responsabilités avec autonomie d'objectifs.

Le siège de l'Agence sera soit à RENNES, soit à LANNION.

Envoyer photo et C.V. manuscrit à MÉTROLOGIE

Tour d'Asnières 4 avenue Laurent Cély 92606 ASNIÈRES

Stands SICOB : 4B - 4204 et SICOB OSM : 3B, du 19 au 28 septembre

### QUELLE

Leader européen de la Vente par Correspondance recherche pour ORLÉANS

### jeunes diplômés en gestion

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. ou E.S.J.

Anglais, Allemand, nécessaires.

Vous travaillerez au sein de notre Centrale d'Achats (120 personnes) et vous aurez la responsabilité, en liaison avec les acheteurs, des prévisions de ventes, gestion des stocks, résultats d'exploitation.

Nous assurerons la formation complémentaire dont vous pouvez avoir besoin et nous vous donnerons les moyens d'évoluer rapidement vers la gestion ou vers le commercial.

Envoyer C.V. et prétentions à :

Mademoiselle BLIN - QUELLE  
125, rue de l'Imprimerie - SARAN  
45400 - FLEURY-LES-AUBRAIS.

### IMPORTANT GROSSISTE

en matériel électrique

responsable pour son Point de

vente de BRIVE

Age minimum : 30 ans.

Formation : Technicien supé-

rieur, électricité.

Qualité : Excellent commercial.

Ecr. HAVAS Limoges n° 6078-H

P.M.E. implantée

en Ardennes

Un des leaders français dans

sa spécialité recherche un

### INGÉNIEUR COMMERCIAL

- Celui-ci doit pouvoir, par son

expérience, passer de la

per le chiffre d'affaires d'un

des départements de la So-

ciété ce qui ne l'empêchera

pas d'intéresser active-

ment l'ensemble de la pro-

duction de l'entreprise.

- Une part importante de son

activité se fera à l'exporta-

tion. C'est pourquoi il doit

pouvoir maîtriser parfaitement

seront appréciées. Statut Ca-

pitaine.

- C'est un homme d'environ

30/35 ans, dont l'expérience

(10 ans) dans la vente de

produits industriels s'est so-

lignée par des résultats positifs

et prouvés. De bonnes con-

naissances en marketing

seront appréciées. Statut Ca-

pitaine, salaire en fonction de

l'expérience.

Env. CV + photo, s/réf. 57.023 M

Nous avons confié ce

recrutement à :

### EST CONSEIL

30, rue des Clercs

97000 METZ

SOCIÉTÉ DE CONSEILS

D'ENTREPRISES

offre en province situation

intéressante à

### CONSEIL JURIDIQUE ET/OU FISCAL

Sérieuse expérience profession-

nelle indispensable.

Adresser C.V. sous réf. 8544 à

P. LUCIAUX S.A. 8, P. 22L

75043 Paris Cedex 02

qui transmettra.

Impression Société Anonyme

Siège dans l'Ouest de la France

recherche

### DIRECTEUR DE PRODUCTION

Ce poste conviendrait de pré-

férence à agro ENISA ou vé-

lérinaire... 5 ans d'expérience

dans direction technique ou

direction usine dans le secteur

agro-alimentaire. Adr. C.V. dé-

taillé avec photo et prétentions

au n° 8.596 « Le Monde » Publ.

5, r. Italiens, 75407 Paris Ced. 09

qui transmettra

### IMPE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE

en expansion continue

recherche pour son Siège

### ATTACHÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Il sera chargé :

- d'assister le Directeur Général dans l'analyse

des tableaux de bord ;

- de suggérer et de conduire des études pon-

ctuelles concernant la gestion ;

- de préparer les éléments nécessaires à la prise

de décisions.

Il devra :

- être âgé d'environ 27 ans ;

- avoir une formation supérieure HEC, ESSEC,

ESG, Sciences Eco ou équivalente ;

- avoir une expérience professionnelle de 2 ans

au moins ;

- être ouvert aux problèmes de gestion ;

- posséder une grande rapidité d'assimilation et

un esprit de synthèse ;

- avoir un esprit très concret.

Ce poste permettra d'acquies une formation très

complète et ouvrira des perspectives d'avenir à

un candidat de valeur.

Le poste est à pourvoir dans une grande ville

universitaire de la région RHONE-ALPES.

Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V.,

photo, prêt. n° 28454, CONTESS Publicité,

28, avenue de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>), qui trans-

mettra.

La Direction financière d'une très importante société

industrielle du HAUT-RHIN (+ 1000 personnes)

recherche un

### Jeune Cadre

Finances et Comptabilité

Assistant son supérieur hiérarchique, il interviendra dans

les différents services concernés (comptabilité générale,

comptabilité analytique, trésorerie, informatique), à

l'occasion de missions ponctuelles d'organisation et de

comptabilité. La formation requise impose au minimum le

DECS complet associé à un niveau supérieur de type

Sciences Eco, Droit ou ESC, avec un outre de très

solides compétences en fiscalité.

Une expérience de 3 à 5 ans dans un poste opérationnel,

avec encadrement d'effectifs, paraît également

souhaitable, tout comme l'est la pratique d'une langue

détrangère (anglais).

Il s'agit d'un poste stable, évolutif, assorti d'une rémuné-

ration directement liée à la formation et à l'expérience.

Premier contact pourrait être pris en faisant parvenir

votre dossier de candidature sous REF. N°2336 à notre

conseil chargé de cette recherche.

40, rue du Tiroir

67000 STRASBOURG

managing



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Groupe français de BATIMENT et de TRAVAUX PUBLICS leader dans son secteur recherche pour renforcer son potentiel commercial en Région Parisienne.

## JEUNES INGENIEURS

de formation Grandes Ecoles (Centrale, P. et Ch., T.P....) Débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Intégrés au sein d'équipes structurées et dynamiques, ils auront l'occasion de se former aux méthodes commerciales les plus avancées.

Leurs résultats et leur volonté peuvent leur faire espérer un rapide développement de carrière vers la responsabilité d'un service commercial.

Adresser CV et photo sous n° 25889 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

### emplois régionaux

## ingénieur de production

Il assurera l'organisation de l'unité de production, l'aménagement de la productivité, l'aspect méthodes et la gestion du personnel. Rattaché directement au Directeur du département, ce poste convient à un ingénieur diplômé généraliste (AM, ECAM ou autres) voulant se réaliser par une seconde expérience professionnelle dans une unité de 50 personnes aux moyens modernes.

Une expérience industrielle en approvisionnement et en ordonnancement constitue un atout important.

Age minimum 30 ans.

Ecrire au Service du Personnel, Société Grosfillex à Arment, 01107 OYONNAX Cédex.



## CHEF DU PERSONNEL

SUD-PARIS

Une Société, appartenant à l'un des cinquante premiers groupes français, recherche pour l'une de ses usines situées à 230 km au sud de Paris un jeune Chef du Personnel pour gérer un effectif d'environ 400 personnes. Ce poste requiert une expérience antérieure de la fonction en milieu industriel et une bonne aptitude au dialogue et à la négociation. Possibilité d'évolution au sein du groupe.

22 rue St. Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 942 M.



Agence Financière de Bassin Seine Normandie Sous-Direction ressources en eau 3, rue Saint-Charles 75015 PARIS

recherche

pour sa délégation régionale CHAMPAGNE/ARDENNES

## UN JEUNE INGENIEUR HYDRAULIEN

Châlons-sur-Marne 60.000 F.

Après une période de formation à Paris, il sera amené, à partir d'enquêtes sur le terrain, à participer à l'élaboration de schémas d'aménagement des eaux.

Le candidat retenu, ingénieur hydraulicien diplômé (ENSI GRENOBLE ou TOULOUSE) débutant ou possédant une première expérience, disposera de bonnes qualités de contact, d'expression et de rédaction, et devra faire preuve d'autonomie dans le travail.

Ecrire avec curriculum vitae et photo en vue d'une convocation directe des candidats pré-sélectionnés.

Société spécialisée dans l'industrie des gaz de l'air, filiale d'un important groupe international recherche pour les régions : Normandie et Rhône Alpes

## Cadre Commercial

dépendant du Directeur Régional. Il sera chargé de développer le C.A. sur son secteur, du suivi de la clientèle existante ainsi que du développement des applications nouvelles.

Le poste peut convenir à un diplômé de formation Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieur, pouvant justifier d'une expérience professionnelle de la vente d'au moins 2 ans. La rémunération offerte sera fonction de la valeur du candidat. Possibilité d'évolution.

Adresser votre candidature sous référence 2220 à SCS/Jonction 9, rue des Halles 75001 Paris

P.M.I. DYNAMIQUE DES VOSGES FABRICANT DE VETEMENTS DE SPORTS, PULLS

recherche

## JEUNE ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

Il aura pour mission d'étendre la clientèle centrale d'achat et prendre en charge progressivement l'équipe de représentants acheteurs. Il participera sous l'autorité du Directeur Commercial à l'élaboration de la politique commerciale. Nous recherchons un candidat de 30 ans max, de formation ESC, mobile et basé de préférence à proximité de l'unité de production.

Envoyez C.V. manuscrits + photo sous n° 8.001 « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 06, q. tr.



recrute de toute urgence pour son centre d'études de recherches et de développement, nouvellement construit à SERQUIGNY (Normandie)

## 3 Chimistes Analytiques

## 1 Physicien de haut niveau DUT ou BTS

Ayant de préférence quelques années d'expérience dans l'analyse et l'évaluation des macromolécules, ils devront s'adapter dans une équipe chargée de l'étude des matériaux.

Lecture de l'anglais et / ou allemand très appréciée.

Adresser C.V. manuscrits détaillés, photo et présentations au Service du Personnel de l'Etablissement ATO Chimie 27470 SERQUIGNY.

MAIRIE DE QUIMPER (Finistère)

recrute

## UN ANALYSTE FONCTIONNEL

PROFIL : Le candidat aura l'expérience de la conception et du démarrage d'applications utilisant S.G.B.D. et le télétraitement.

La connaissance de la gestion municipale et des systèmes Burroughs sera appréciée.

Adresser candidature avant le 30 octobre 1979, à M. le Secrétaire d'Etat, Mairie de Quimper, Serv. du Pers., BP 531 - 29107 QUIMPER, CEDEX. Téléphone : (02) 95-01-69, poste 337.

Importante Société de Services

recherche

## INSPECTEUR COMMERCIAL

TABET-GARONNE ET AVEYRON

Formation assurée. Commissions + Frais.

Minimum garanti.

Ecrire sous n° 15.074 M. BROTE-PRESSE, 25 bis, rue Beaumur, 75002 PARIS.

Société TOURS recherche

COMPTABLE CONFIRME (25 ans), D.E.C.S. ou équivalent, possibilités promotion

Ecr. n° 8.001 « le Monde » Publ. 3, r. Italiens, 75007 Paris Ced. 06

Le Centre Anticancéreux de REIMS recrute un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Poste convenant à haut fonctionnaire ou à directeur d'hôpital public ou privé, ou à directeur administratif entreprise privée. Statut intéressant. Pour détails scr. n° 3.000 C. BLIQUE, 148, avenue de Strasbourg, 54000 NANCY ou téléphone (03) 35-62-63.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



La Compagnie Générale de Radiologie

recherche

## pour son Département TRAITEMENT ET VISUALISATION DE L'INFORMATION

situé à ISSY-LES-MOULINEAUX (92133)

## RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

Référence : VISUL.A

- possédant plusieurs années d'expérience en Etudes et Développement de systèmes électroniques digitaux ainsi que dans la production en petites séries de matériels informatiques ;
- connaissant la gestion de planning par PERT ;
- parlant couramment l'anglais ;
- Doira faire preuve de son sens de l'organisation, de ses qualités de gestionnaire et d'animateur pour prendre en charge les responsabilités d'une équipe de 20 techniciens et la production organisée autour de deux axes :
  - la production de cartes électroniques,
  - l'intégration de systèmes.

## INGENIEURS ETUDES HARD

Référence : VISUL.B

- pour études de systèmes digitaux rapides mettant en œuvre les technologies électroniques les plus récentes :
  - implémentation mécanique,
  - ventilation - connectique ;
- formation : Grandes Ecoles (SUPELEC, TELECOM, GRENOBLE) ;
- expérience : 2 à 3 ans en études de systèmes électroniques digitaux rapides ;
- pratique de la programmation assembleur nécessaire ;
- connaissances en microprogrammation très souhaitables.

## INGENIEUR ETUDES RACK PACKAGING

Référence : VISUL.C

- pour concevoir le packaging de systèmes électroniques digitaux :
  - choix des modules d'alimentation,
  - distribution des alimentations,
- possédant plusieurs années d'expérience dans la conception des racks pour cartes électroniques ;
- très bonnes connaissances dans les problèmes de connectique et d'alimentation de systèmes digitaux ; connaissances en tolérances souhaitables.

## INGENIEUR DEVELOPPEMENT HARDWARE

Référence : VISUL.D

- pour assurer, avec une équipe de techniciens, l'industrialisation d'ensembles électroniques complexes (adaptation technologique, conception des moyens de tests matériels et logiciels) ;
- avoir la responsabilité d'un produit et d'une équipe de techniciens affectée au développement de ce produit ;
- formation : Ecole d'ingénieurs en Electronique (E.N.S.I.) ;
- expérience : 2 à 3 ans en études ou développement de systèmes digitaux rapides, pratique de la programmation assembleur nécessaire, connaissances en microprogrammation souhaitables.

## TECHNICIEN DEVELOPPEMENT HARDWARE (Niveau V)

Référence : VISUL.E

- pour participer à l'industrialisation d'ensembles électroniques complexes :
  - adaptation technologique,
  - conception des moyens de tests matériels et logiciels ;
- formation : B.T.S. ou D.U.T. électronique ;
- expérience : 3 ans minimum en études ou développement de systèmes digitaux rapides ;
- connaissances des microprocesseurs et pratique de la programmation assembleur nécessaires.

Pour ces différents emplois, la pratique de l'anglais est nécessaire. Une aide au logement est possible.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et présentations au Service du Personnel - C.G.R. 53, boulevard Gallieni - B.P. 43 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX

en précisant la référence du poste qui vous intéresse.

Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion.

## UN GROUPE TEXTILE

RECHERCHE

## UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

PARIS

200.000 francs +

Pour l'une de ses filiales (500 personnes) dont le siège est à Paris et les unités de production dans l'Est, ce groupe recherche le Directeur Général. Rattaché à la Direction du groupe et dans le cadre d'une large autonomie d'action (prévisions, budget, politique et animation commerciale) il est entièrement responsable de son entreprise. Le candidat retenu, 30 ans ou moins, parlant anglais ou allemand aura une expérience de direction.

Ecrire sous référence 084 à : A.L. CONSEIL, 123, avenue de Villiers, 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

Dans le cadre de son développement, Société spécialisée Machines-Outils, PARIS recherche

## CHEF DE ZONE

Ingénieur ou E.C.S., excellent négociateur, 5 ans exp. min. sport, bilingue d'équipement, M.O., anglais, allemand. Libre rapidement.

TEL. 225-61-58 poste 43

BANQUE INTERNATIONALE

PLACE DE PARIS

recherche pour service personnel COLLABORATEURS (trices) TITUL. DUT ou équivalent

EXPERIENCE SOUHAITEE Adr. lettre manuscrite, 2 pages No 17.444 M. REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecole technique privée recherche pour équipement professeur dessin techno ingénieur E.N.S.I.A.M. Tel. : 223-21-60.

## Chef de Produit Senior

GRANDE CONSOMMATION

130 000 F +

GLORIA S.A. filiale française d'un puissant groupe américain, propose à un chef de produit senior de s'occuper à son expansion constante, qui l'amène à développer une de ses divisions dans une ville proche de l'ouest-lyonnais.

Bilingue Français/Anglais, diplômé d'une Grande Ecole Commerciale (HEC ou équivalent), le candidat aura au moins 4 ans d'expérience du Marketing d'un produit de grande consommation en liaison étroite avec la distribution intégrée (commerciale et physique).

Les produits qu'il aura en charge sont en relation avec les animaux de compagnie.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle, à Madame LIPSZYC sous la référence 509326 M (à mentionner sur l'enveloppe).

La lettre absolue des candidatures est garantie par : BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06 - MEMBRE DE SYNTHEC

## Informaticiens Jeunes Diplômés

## ECOLE D'INGENIEUR ou UNIVERSITE

Nous sommes un des premiers groupes français d'Assurances. Nous développons de manière très importante notre infrastructure informatique. Nous créons des postes pour des diplômés de l'enseignement supérieur informatique débutant ou ayant une première expérience.

Selon vos aptitudes et vos motivations, vous serez orienté pour votre premier poste vers les études, le système ou les méthodes. Compte tenu des investissements engagés et de la politique de promotion interne existant dans la société, de larges perspectives d'évolution peuvent ensuite vous être offertes.

F. HUMBLLOT Responsable de la recherche vous remercie de lui adresser une lettre manuscrite, un C.V. et une photo sous référence M 1219 AM en expliquant comment vous envisagez votre carrière professionnelle et le type de poste que vous souhaitez pour débiter.

promotion groupe egor

5 rue Meyerbeer 75009 Paris

Pour connaître les emplois stables, bien rémunérés, offerts par l'Etat à toutes et tous, avec ou sans diplôme, lisez la revue FRANCE CARRIERES (C 18) 3, rue Montparnasse, 75014 PARIS. (doc. gratuite sur demande)

CABINET INTERNATIONAL DE REVISION COMPTABLE PARIS-14 recherche :

## FISCALISTE QUALIFIE

désireux de s'intégrer au sein d'une équipe spécialisée sur les problèmes des sociétés.

Formation, licence, DES en Droit, Ecole nationale des Impôts. Bonnes notions de comptabilité.

Expér. quelques années nécessaires et bonnes connaissances de la langue anglaise.

Env. C.V. et photo sous réf. 2223, à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

RECHERCHE URGENTE ENTREPRISE DE JEUNES

en tout corps de métiers, pour remettre à neuf un étage brûlé (campagne) Tél. : 473-21-94.

## 2 CHEFS DE PRODUIT

recherche

Le candidat aura l'expérience de la conception et du démarrage d'applications utilisant S.G.B.D. et le télétraitement.

La connaissance de la gestion municipale et des systèmes Burroughs sera appréciée.

Adresser candidature avant le 30 octobre 1979, à M. le Secrétaire d'Etat, Mairie de Quimper, Serv. du Pers., BP 531 - 29107 QUIMPER, CEDEX. Téléphone : (02) 95-01-69, poste 337.

Importante Société de Services recherche

INSPECTEUR COMMERCIAL TABET-GARONNE ET AVEYRON

Formation assurée. Commissions + Frais.

Minimum garanti.

Ecrire sous n° 15.074 M. BROTE-PRESSE, 25 bis, rue Beaumur, 75002 PARIS.

Société TOURS recherche

COMPTABLE CONFIRME (25 ans), D.E.C.S. ou équivalent, possibilités promotion

Ecr. n° 8.001 « le Monde » Publ. 3, r. Italiens, 75007 Paris Ced. 06

Le Centre Anticancéreux de REIMS recrute un

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Poste convenant à haut fonctionnaire ou à directeur d'hôpital public ou privé, ou à directeur administratif entreprise privée. Statut intéressant. Pour détails scr. n° 3.000 C. BLIQUE, 148, avenue de Strasbourg, 54000 NANCY ou téléphone (03) 35-62-63.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Ingénieur ou E.C.S., excellent négociateur, 5 ans exp. min. sport, bilingue d'équipement, M.O., anglais, allemand. Libre rapidement.

TEL. 225-61-58 poste 43

BANQUE INTERNATIONALE

PLACE DE PARIS

recherche pour service personnel COLLABORATEURS (trices) TITUL. DUT ou équivalent

EXPERIENCE SOUHAITEE Adr. lettre manuscrite, 2 pages No 17.444 M. REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecole technique privée recherche pour équipement professeur dessin techno ingénieur E.N.S.I.A.M. Tel. : 223-21-60.

Dans le cadre de son développement, Société spécialisée Machines-Outils, PARIS recherche

CHEF DE ZONE

Ingénieur ou E.C.S., excellent négociateur, 5 ans exp. min. sport, bilingue d'équipement, M.O., anglais, allemand. Libre rapidement.

TEL. 225-61-58 poste 43

BANQUE INTERNATIONALE

PLACE DE PARIS

recherche pour service personnel COLLABORATEURS (trices) TITUL. DUT ou équivalent

EXPERIENCE SOUHAITEE Adr. lettre manuscrite, 2 pages No 17.444 M. REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecole technique privée recherche pour équipement professeur dessin techno ingénieur E.N.S.I.A.M. Tel. : 223-21-60.

Dans le cadre de son développement, Société spécialisée Machines-Outils, PARIS recherche

CHEF DE ZONE

Ingénieur ou E.C.S., excellent négociateur, 5 ans exp. min. sport, bilingue d'équipement, M.O., anglais, allemand. Libre rapidement.

TEL. 225-61-58 poste 43

BANQUE INTERNATIONALE

PLACE DE PARIS

recherche pour service personnel COLLABORATEURS (trices) TITUL. DUT ou équivalent

EXPERIENCE SOUHAITEE Adr. lettre manuscrite, 2 pages No 17.444 M. REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecole technique privée recherche pour équipement professeur dessin techno ingénieur E.N.S.I.A.M. Tel. : 223-21-60.

Dans le cadre de son développement, Société spécialisée Machines-Outils, PARIS recherche

CHEF DE ZONE

Ingénieur ou E.C.S., excellent négociateur, 5 ans exp. min. sport, bilingue d'équipement, M.O., anglais, allemand. Libre rapidement.

TEL. 225-61-58 poste 43

BANQUE INTERNATIONALE

PLACE DE PARIS

recherche pour service personnel COLLABORATEURS (trices) TITUL. DUT ou équivalent

EXPERIENCE SOUHAITEE Adr. lettre manuscrite, 2 pages No 17.444 M. REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecole technique privée recherche pour équipement professeur dessin techno ingénieur E.N.S.I.A.M. Tel. : 223-21-60.

Dans le cadre de son développement, Société spécialisée Machines-Outils, PARIS recherche

CHEF DE ZONE

Ingénieur ou E.C.S., excellent négociateur, 5 ans exp. min. sport, bilingue d'équipement, M.O., anglais, allemand. Libre rapidement.

TEL. 225-61-58 poste 43

BANQUE INTERNATIONALE

PLACE DE PARIS

recherche pour service personnel COLLABORATEURS (trices) TITUL. DUT ou équivalent

EXPERIENCE SOUHAITEE Adr. lettre manuscrite, 2 pages No 17.444 M. REGIE PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ecole technique privée recherche pour équipement professeur dessin techno ingénieur E.N.S.I.A.M. Tel. : 223-21-60.

Dans le cadre de son développement, Société spécialisée Machines-Outils, PARIS recherche

CHEF DE ZONE

Ingénieur ou E.C.S., excellent négociateur, 5 ans exp. min. sport, bilingue d'équipement, M.O., anglais, allemand. Libre rapidement.

TEL. 225-61-58 poste 43

BANQUE INTERNATIONALE

PLACE DE PARIS

recherche pour service personnel COLLABORATEURS (trices) TITUL. DUT ou équivalent



delia 50

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE — 25 septembre 1979 — Page 33

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

PRODUITS NON ALIMENTAIRES GRANDE CONSOMMATION

## 2 CHEFS DE PRODUIT

Cette société est filiale d'un des premiers groupes industriels français. Elle commercialise sa production dans le monde entier. De nouveaux moyens sont mis en œuvre pour accroître le volume des ventes et développer ses produits.

Sous l'autorité du Chef des Services Marketing, chaque titulaire de ces postes en création a la responsabilité totale d'une famille de produits. Il étudie les marchés concernés et leur environnement, il établit les politiques de prix et de promotion, et assure la gestion à court terme des produits. Il élabore la stratégie d'évolution de la gamme et définit les axes de développement. Enfin, il anime et coordonne les différents services — techniques, commerciaux, publicitaires — pour mettre au point et lancer les nouveaux produits.

Pour chacun de ces deux postes, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur, qui justifie d'une expérience de 3/5 ans minimum dans une fonction de Chef de Produits Grand Public. Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Localisation du poste : ville universitaire à 100 km de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 7314 D, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

CHIMIE DE SPECIALITES

## INGENIEUR DES VENTES

Un des premiers groupes industriels mondiaux implanté solidement sur le marché national a pris la décision d'accroître encore sa présence dans le domaine des spécialités chimiques à forte technologie.

Cet ingénieur des Ventes à l'entière responsabilité de son volume d'affaires sur le marché national. Il est également responsable de son profit. Les produits qu'il commercialise sont nombreux et variés. Il entretient donc des relations avec une clientèle industrielle très diversifiée.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste diplômé. Il justifie d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans la vente en milieu industriel de spécialités chimiques élaborées. Il maîtrise parfaitement la langue anglaise.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 420 X, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

OPTOELECTRONIQUE

## CHEF DE PRODUIT

Cette Société est une filiale d'un puissant holding français. Elle commercialise des composants électroniques professionnels et connaît depuis plus de 5 ans un des plus importants rythmes de progression de la profession.

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il a la totale responsabilité de la gamme des produits optoelectroniques. Sa mission est triple. Il est le gestionnaire de ses produits (objectifs, prix, promotion). Il est le chef des ventes de sa division : il mène les négociations importantes et anime ses ingénieurs commerciaux. Il est l'homme du développement des produits nouveaux.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un diplômé de l'enseignement supérieur technique, de formation supérieure électronique, ou équivalente. Il parle couramment l'anglais.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 7340 A, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

EURE

## INGENIEUR PLASTURGISTE assistance clientèle

Cette société est un des premiers producteurs français de matières plastiques.

L'équipe d'assistance clientèle désire intégrer un nouveau collaborateur, dont la fonction sera d'aider les transformateurs dans le moulage de pièces techniques, en France et à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur plasturgiste, mécanicien ou chimiste, ayant acquis chez un producteur ou chez un transformateur 2 à 3 ans d'expérience de l'injection de thermoplastiques, si possible, techniques.

Il est prêt à voyager 40 à 50 % de son temps, pour des déplacements fréquents, mais de courte durée.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5105 BD, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

egor

WATERMAN

recherche pour ses Services informatiques localisés à NANTES deux collaborateurs capables de prendre progressivement en charge et de développer les applications :

## informatique gestion de production

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur possédant déjà une expérience informatique acquise si possible en gestion de production.

## informatique

finance - compta - paie - gestion

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, économiste, financier, comptable, possédant déjà une expérience de l'utilisation de l'outil informatique de gestion.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire en précisant la référence choisie à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

promotion groupe egor

VAL D'OISE

## animateur commercial

Installée à 30 km au Nord de Paris, cette entreprise, fabricant de produits de saison, dispose de plusieurs formes de vente. Pour cette forme géographique proche de son siège, elle commercialise ses produits auprès des détaillants, des supermarchés, des collectivités et de la restauration avec une équipe composée de 6 représentants exclusifs.

Le titulaire du poste en charge d'organiser, de gérer et de développer cette équipe. Avec la Direction Commerciale, il détermine et définit les objectifs de vente de son équipe, mais il est responsable de leur réalisation, ce qui implique que son action sur le terrain avec ses hommes doit être déterminante.

Nous souhaitons rencontrer un homme, minimum 30 ans, justifiant d'une expérience réussie dans la vente et l'animation commerciale, et possédant le sens du dynamisme.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 6286 F, à

5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

promotion groupe egor

MATRA

recherche pour une Division Administrative et Gestion

## INGENIEUR ANALYSTE FONCTIONNEL

— Il établit les cahiers des charges des nouvelles applications et suit la mise en place des applications par l'informatique Centrale.

— Il programme en APL certaines applications indépendantes de l'informatique Centrale.

Ce poste peut intéresser un ingénieur diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience de 2 à 3 ans en informatique de gestion.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 501 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

## Analyste Financier

HEC, ESSEC, ESC...

Notre société est la filiale française d'un groupe alimentaire international. Pour faire face au développement de nos activités, nous recrutons un ANALYSTE FINANCIER.

Directement rattaché au Financial Planning Manager et en étroite collaboration avec les responsables opérationnels, il prendra en charge la gestion d'une ligne de produits.

Il aura pour mission : — l'élaboration des prévisions financières de cette ligne de produits, — la révision périodique des prévisions annuelles et trimestrielles, — l'analyse des écarts entre les résultats réels et les prévisions budgétaires.

Ce poste conviendrait à un candidat (homme ou femme) de formation supérieure (ESC, HEC, ESSEC...) et maîtrisant la langue anglaise. Il justifiera d'une expérience d'1 à 2 ans dans un groupe international et devra se montrer capable de prendre des initiatives au sein d'une société en pleine mutation.

La rémunération intéressante est assortie de nombreux avantages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous la référence 1970 à



Purina France

MEDIA P.A.  
9, Boulevard des Italiens  
75002 PARIS  
qui transmettra  
(Réponse et discrétion assurées)

## DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

le Président de la filiale française d'un groupe international textile

recherche

pour PARIS

Un Directeur Comptable et Financier

capable de faire évoluer le service comptable en fonction de l'expansion rapide de la société.

Nous souhaitons un cadre confirmé, dynamique de formation supérieure (DECS apprécié) familiarisé avec les méthodes modernes de gestion.

Ecrire avec C.V. et photo (retournée) sous Réf. 75777 M à : BLEU Publicité

17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

Directeur Commercial  
200 000 F

Notre société jeune et performante (C.A. : 14 millions de francs, effectif : 32 personnes) importe et commercialise essentiellement des produits "Leader" de luxe et de semi-luxe dans les domaines suivants :

— ligne de toilette,  
— produits d'hygiène et de toilette,  
— accessoires de décoration de la maison.

Pour développer la commercialisation de ces produits dans les différents circuits de distribution, nous recherchons notre Directeur Commercial.

En collaboration étroite avec la direction de la société il se verra confier des objectifs Marketing et Ventes : — définition de la politique commerciale : étude de marché, test sur le terrain, définition des objectifs, stratégie commerciale ; — application de cette politique sur le terrain : négociation avec les clients, contrôle et animation de l'équipe de vente.

Cette mission pourrait être confiée à un homme de 30 à 35 ans environ possédant une solide formation commerciale et une expérience réussie du lancement de produit et de l'encadrement d'une équipe de vente.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 90195 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Monique NERVET.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DES SYNTIC

## TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

Pour sa Direction TOTAL EXPLORATION PRODUCTION

## un INGENIEUR INFORMATICIEN

Il sera particulièrement chargé de la conception et de la réalisation de modèles économiques et financiers.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou d'une école de commerce (HEC, ESSEC, Sup de CO) il aura acquis une expérience de 2 ou 3 années en informatique de gestion et si possible en téléinformatique.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Si ces perspectives vous intéressent, adresser C.V. et photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 PARIS CEDEX 16, sous réf. 79028.

## RECHERCHÉ POUR LANCEMENT CHAÎNE D'ÉTOILES DIRECTEUR D'EXPLOITATION HÔTELIÈRE (35 ANS ENVIRON)

Il recrutera les exploitants. Il mettra en place les structures de gestion. Il assurera le contrôle de gestion.

Formation hôtelière

et expérience grande chaîne exigées.

Poste d'avenir pour candidat dynamique ayant sens élevé des responsabilités

Ecrire avec C.V. et salaire actuel à

FIM, 22, place Vendôme - 75001 Paris

## ingénieur informaticien

Langue Française, Paris 8°, recherche INGENIEUR INFORMATICIEN débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Formation : INSA, AM, INSEEIT, IMAG, IDN, MIAGE...

— connaissances supérieures : Matériel IBM série 370 ou 3032, OS/MVS, langage COBOL, DLI.

— une connaissance du matériel NCR 8250 serait appréciée.

Missions : participation au développement d'applications

— soit sur des ordinateurs IBM dans un environnement base de données

— soit sur des mini-ordinateurs NCR dans un environnement conversationnel.

Cette mission se situe dans le cadre d'un plan informatique à moyen terme, et au sein de groupes de travail composés des informaticiens, des organisateurs et des utilisateurs.

Elle s'inscrit sous la participation aux autres activités de service informatique : demandes postérieures, maintenance, etc...

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 106-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Orléans - 75001 PARIS

La Compagnie Générale de Radiologie

recherche

pour sa Division SYSTEMES INFORMATISEES

## CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

de haut niveau

• Responsable du développement et de l'intégration d'un ensemble de programmes à caractère essentiellement scientifique ;

• Formation : Grandes Ecoles - spécialité : Informatique ;

• Solides connaissances FORTRAN nécessaires ;

• Connaissances du matériel DIGITAL EQUIPMENT et UNIVAC appréciées ;

• (Cours de formation chez le constructeur assurés) ;

• Pratique de l'anglais ;

• Lieu de travail : banlieue sud ;

• Aide au logement possible ;

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions au Service du Personnel - C.G.R. - 52, boulevard Gallieni - BP 45 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Nous vous assurons d'une réponse rapide et de notre discrétion.

SLIGOS

une des premières sociétés

de conseil et services

en informatique

## Ingénieurs commerciaux

Grandes Ecoles Commerciales ou Scientifiques

Le Département APL de SLIGOS, leader dans son domaine — 30 % expansion par an — recherche des ingénieurs pour commercialiser le réseau de temps partagé auprès des directions fonctionnelles de grandes Entreprises.

Une expérience professionnelle dans ce secteur et/ou une expérience commerciale, sont indispensables.

Rémunération motivante pour candidat de valeur. Formation complémentaire assurée. Lieu de travail : Ouest Paris.

Nous avons demandé à Séléc-CEGOS de nous aider à étudier les candidatures. Adr. let. man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73489/M à Mme CLERE, Séléc-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**sith**

Nous sommes une des premières Sociétés Françaises de

## Services et Conseils en Informatique

implantée dans le centre de Paris, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Nous dépassons le rôle de façonneur et mettons en place avec nos clients une organisation informatique semblable en tous points à celle d'un service informatique interne.
- Nous sommes spécialisés dans plusieurs secteurs professionnels, ce qui nous permet de jouer un rôle actif de conseils auprès de nos clients et de développer des produits professionnels.
- Nous utilisons une gamme de matériels puissants et variés basée sur des centres équipés d'ordinateurs IBM, des terminaux spécialisés, et des mini-ordinateurs.

Si vous avez fait vos preuves dans la technique INFORMATIQUE nous vous offrons la possibilité de renforcer votre expérience en gestion tout en participant à des réalisations techniques de pointe.

## jeunes ingénieurs

réf. 3627

Vous avez acquis en 1 ou 2 ans une première expérience de la mise en oeuvre des techniques informatiques ou vous venez d'être libéré des obligations militaires après avoir obtenu votre MIAGE.

Nous vous proposons de découvrir la gestion dans les secteurs professionnels Banque, Bourse, Finance et d'acquies progressivement la compétence d'un chef de projet avec une orientation grande projets ou conseils et relations technico-commerciales.

## ingénieurs technico-commerciaux

réf. 3629

Vous avez une formation supérieure commerciale, vous êtes chez un constructeur de mini-ordinateurs ou dans une Société de services, Vous désirez mettre en valeur votre esprit d'initiative, vos capacités d'imagination et votre sens du service, Nous vous proposons de participer au développement de nos départements PME/PMI à travers la définition de nos nouveaux produits, leur commercialisation et le renforcement de notre image de marque auprès de la clientèle et des prescripteurs.

Adresser C.V. manuscrit + photo en précisant la référence du poste choisi, à S.I.T.B. département Sélection, 38 rue des Jeuneurs 75002 Paris.

## chefs de projets

réf. 3628

Vous avez une formation supérieure et acquies une solide expérience informatique dans les milieux financiers. Elle vous a permis d'acquies une bonne connaissance de la Banque ou de la Bourse et de maîtriser les techniques d'enquêtes et d'analyse.

Nous vous proposons de nous rejoindre pour vous confier un poste de conseiller et de responsable informatique auprès de nos principaux clients.

**SLIGOS**

une des premières sociétés de conseil et services en informatique

RECHERCHE POUR PARIS

## INGENIEURS COMMERCIAUX

### Leur mission :

Elle consiste à commercialiser les activités de traitement informatique de SLIGOS (36% d'expansion par an) auprès des entreprises (PME, Experts Comptables, Promoteurs Immobiliers, Administrateurs de biens, Concessionnaires automobiles) au moyen de toute une gamme de programmes généralistes (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc.) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS est leader).

### Leur profil :

Leur formation est de type Ecole Supérieure de Commerce, DECS ou équivalent. Ils sont ambitieux et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société. Une première expérience professionnelle de quelques années en tant qu'Ingénieur Commercial ou Ingénieur Technico-Commercial sera appréciée.

### Leur rémunération :

De niveau élevé, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4).

### Leur formation :

Elle porte sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente, expression orale...).

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et présentations à SLIGOS: A. BENATAR - Direction Commerciale, 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANCO-ALLEMANDE PROCHE BANLIEUE SUD-OUEST

cherche

## ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

### CHARGE :

- de la supervision et la coordination des équipes comptables.
- de la préparation des bilans sociaux et fiscaux.

Il participera à la mise au point des procédures comptables et du système informatique.

### NOUS DEMANDONS :

- le niveau minimum de D.E.C.S. ;
- l'expérience de la maîtrise d'une cellule comptable.

— LA CONNAISSANCE DE LA LANGUE ALLEMANDE et des REFERENCES en REVISION COMPTABLES seraient des atouts très appréciés.

SALAIRE SELON REFERENCES ET EXPERIENCE

Ecrire avec C.V. à Mlle D'ORNIANT, FIDAL PARIS, 18 bis, rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

### ABJOMARI

(l'un des premiers groupes papeteriers Européens) recherche

## Analystes-Programmeurs

Débutants ou 1 an d'expérience. (maîtrise - DUES ou IUT)

Pour développer ses moyens informatiques dans les domaines : temps réel, base de données sur gros et mini ordinateurs. Perspective d'évolution de carrière dans un groupe en pleine expansion.

Adresser C.V., photo et présentations à M. COSTANZO, Conseiller en Affaires Sociales ABJOMARI BP 23 - 06 75261 Paris Cedex 06

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Domaine Télécommunications exportation

recherche

## INGÉNIEUR COMMERCIAL

possédant formation grande école et expérience de plusieurs années dans le secteur électronique

Il sera chargé de :

- préparer et défendre les propositions ;
- négocier jusqu'aux contrats avec clients de haut niveau.

POSTE DE RESPONSABILITÉ POUR PERSONNALITÉ DYNAMIQUE ET AMBITIONNEUSE Langues parlées et écrites : ANGLAIS et ARABE Nationalité française indispensable.

Lieu de travail : Banlieue Nord-Ouest de Paris Ecrire avec C.V. photo et prêt sous réf. 802 à CREATIONS D'ARTISANS, 41, av. Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES quartier Saint-Lazare

recrute pour sa Direction financière

## UN COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

LE CANDIDAT :

- même débutant — aura une formation supérieure : DECS, ESC ou Maîtrise Droit ;
- des connaissances en fiscalité et informatique.

SA PREMIÈRE MISSION :

— assister la Direction financière dans la préparation et la suivi de questions fiscales et juridiques pour les Sociétés du groupe.

Adr. lettre, C.V., photo et prêt, à n° 25.087, CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 12.

**C/A**

Chaîne de Magasins spécialisée dans le prêt-à-porter pour Femmes, Hommes et Enfants

recherche

## RESPONSABLES DE MAGASIN en prévision de l'ouverture de futurs points de vente

Les candidats doivent être âgés d'au moins 25 ans, avoir une formation supérieure (économique, commerciale ou gestion de personnel) et, si possible, déjà une expérience de vente dans le commerce de détail. Ils devront avoir une réelle motivation pour la coordination, l'animation et le contrôle d'équipes de personnel de vente et de personnel administratif.

La formation des candidats retenus sera assurée par la société.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :

C & A DIRECTION GÉNÉRALE Réf. DM CEDEX 12 - 92081 PARIS LA DÉFENSE

Directeur des Ventes 140 000 F +

### CIRCUITS TRADITIONNELS

Société Alimentaire (produits de marque) rattachée à un Groupe International, recherche un homme de terrain confiant pour lui confier la Direction de son réseau traditionnel (environ 150 revendeurs, agents et grossistes sur l'ensemble du territoire). Une formation de base commerciale et une expérience d'au moins 8 ans dans la vente, l'animation et la gestion de réseaux (C.I.T.E., collectivités, grossistes, revendeurs spécialisés) pour des produits alimentaires sont indispensables.

La présence, les qualités de contact et de leadership sont des facteurs déterminants pour la réussite à ce poste.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à Madame LIPSZYC sous la référence 906281 M (à recadrer sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

MEMBRE DES SYNTIC

Société Industrielle leader dans les systèmes anti-vibratoires opérant pour une large part dans le secteur aéronautique, équipée d'un CII - HB 62 - 60, recherche

## RESPONSABLE DE L'INFORMATIQUE

130 000 (+)

Saint-Cloud

Rattaché à la Direction Financière, il sera chargé d'assurer le fonctionnement du Service Informatique. Dans un premier temps il devra, après s'être familiarisé avec le contexte général, apporter des solutions précises et concrètes ébauchant la restructuration de la fonction Informatique dans la Société. Pour cela, la pratique des systèmes de niveau IBM DOS/VS, et celle du Cobol lui sera indispensable. La connaissance de l'Assembleur, des techniques de télétraitement et du matériel CII - HB 62, sera un atout majeur.

Dans un deuxième temps, il devra approfondir et formaliser les demandes exprimées par les différents Responsables, et les situer dans un plan informatique, dont il aura l'entière responsabilité de la mise en place.

Le candidat retenu, âgé d'environ 32 ans, de formation supérieure — Grande Ecole d'ingénieur, de préférence complétée par une spécialisation en gestion type I.A.E. — aura de 8 à 10 ans d'expérience, acquies de préférence dans une Société de Services et de Conseils en Informatique, puis dans une PME du secteur industriel. Ce poste nécessite une forte personnalité, des qualités de contacts et d'animation, en un mot, d'importantes capacités de leadership, qui se seront exercées durant au moins 2 années dans un poste similaire. (Réf. 160).

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite mentionnant votre numéro de téléphone, la référence du poste + présentations à :

Guy BENAT

4, rue Robert Estienne 75008 Paris

SOCIÉTÉ D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE

MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

Banlieue Sud Est, recherche

## JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE - ENSI - ESEP

en vue de leur confier des études qui relèvent de l'électronique analogique. La nature des problèmes étudiés implique une participation aux études au niveau systèmes. Avenir intéressant pour les candidats de valeur ayant le goût des responsabilités.

Adresser C.V. manuscrit et photo à n° 25950 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## JEUNE INGENIEUR GENERALISTE

X - ECP

Pour participer à des projets du domaine spatial et automatique. Le candidat retenu devra avoir de bonnes notions en électronique optique et mécanique. Après une mission dans notre service des études générales, il pourra lui être proposée une fonction en rapport avec ses goûts et compétences.

**dgi**

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPOTS

recrute par concours

## 400 INSPECTEURS DES IMPOTS

— Agés de moins de 30 ans

— Possédant une licence ou un diplôme équivalent ou inscrit en 2<sup>ème</sup> année de DEUG, option droit, sciences économiques, AES, mathématiques appliquées et sciences sociales et certaines sections de sciences

En prise directe sur les réalités économiques et humaines, cette carrière aux possibilités multiples ouvre aux jeunes diplômés ayant le goût des initiatives et des responsabilités l'accès aux emplois supérieurs.

Epreuves : 9 et 10 Janvier 1980

Cloture des inscriptions : 5 novembre 1979

La formation professionnelle est assurée à PARIS ou à CLERMONT-FERRAND ou pour les inspecteurs du cadastre, à TOULOUSE.

A l'issue de ce stage, les lauréats de la région Île-de-France ont les plus grandes chances d'être affectés dans leur région.

Renseignements et inscriptions :

— Pour les départements de la région Île-de-France : Centre d'études de Paris (réf. MO) - 15, rue Scribe 75436 Paris Cedex 08

Tél. 266.83.46 poste 326 ou 742.10.00 en permanence

— Pour les autres départements : Direction des Services Fiscaux.

**SIEM**

... par concours ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...

... de l'enseignement ...



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

# SIEMENS

L'un des premiers constructeurs mondiaux  
d'instrumentation et d'automatismes, de matériel et d'équipements électrotechniques et électroniques,  
de matériel téléphonique, d'informatique, et de matériel électro-médical

Recherche, pour assurer l'expansion de ses différentes divisions et départements en France:

## INFORMATIQUE EN TEMPS REEL

## INGENIEURS COMMERCIAUX

Diplômés d'une école d'ingénieurs, ex: E.S.E., E.N.S.I. ....  
disposant de 3 à 5 ans d'expérience réussie dans la vente en  
milieu industriel de Systèmes Informatiques en Temps Réel,  
pour la prospection de la clientèle à haut niveau. Le poste est  
à pourvoir à PARIS.

réf: 10

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés d'une école d'ingénieurs, ex: E.S.E., E.N.S.I. ....  
débutants ou possédant quelques années d'expérience  
- Pour assister techniquement les ingénieurs Commerciaux  
dans l'analyse des applications de nos clients,  
- Pour participer et prendre la responsabilité de projets jusqu'à  
mise en exploitation des équipements,  
- Pour la conduite de projets et l'animation d'analyses dans le  
domaine de Systèmes Informatiques à base de mini ordina-  
teur en milieu industriel.  
Les postes sont à pourvoir à PARIS après une période de  
formation d'environ 2 ans en R.F.A. pour les débutants.

réf: 11

ANALYSTES,  
ANALYSTES PROGRAMMEURS

De formation I.U.T. informatique ou équivalent,  
débutants ou possédant quelques années d'expérience.  
Ils seront intégrés dans des équipes de réalisation de projets  
informatiques en Temps Réel.  
Une formation d'environ 2 ans sera donnée en R.F.A. pour les  
débutants.  
Les postes sont à pourvoir à PARIS avec des déplacements  
en Province.

réf: 12

ANALYSE DE GAZ ET  
CHROMATOGRAPHIE INDUSTRIELLES

## INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation Technicien Supérieur ou I.U.T. ayant une  
expérience dans la vente d'équipements et d'appareils  
d'analyse de gaz ou tout au moins d'instruments de régula-  
tion.  
Les postes sont à pourvoir à PARIS.

réf: 13

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation Technicien Supérieur ou I.U.T. possédant une  
expérience de la vente dans le domaine de l'analyse de gaz et  
de la chromatographie industrielles.  
Les postes sont à pourvoir à PARIS.

réf: 14

## TELEPHONIE PRIVEE

## INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation:  
a) Diplômés de l'enseignement supérieur (technique ou  
commercial).  
b) Diplômés Technicien Supérieur ou I.U.T. (technique ou  
commercial).  
Possédant une expérience de la vente en téléphonie privée.  
Futurs responsables de secteurs, ils seront chargés d'armer  
une équipe de vente, de participer à la prospection, de pren-  
dre en charge la négociation finale au niveau des chefs  
d'entreprise.  
La rémunération sera liée à la réalisation des objectifs.  
Les postes sont à pourvoir à PARIS et en Province.

réf: 15

## DELEGUES COMMERCIAUX

Dynamiques, motivés par la vente ayant une expérience de la  
vente en téléphonie ou en biens d'équipements.  
Ils seront chargés de la commercialisation de Centraux  
Téléphoniques de petites capacités.  
Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en Province.  
La rémunération sera liée à la réalisation des objectifs.

réf: 16

MATERIELS ELECTROTECHNIQUES  
ET ELECTRONIQUES

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation I.U.T. électronique ou automatisme débutants  
ou possédant quelques années d'expérience dans le domaine  
de la logique câblée ou des automates programmables, pour  
l'étude et la commercialisation de ces équipements.  
Les postes sont à pourvoir à PARIS.

réf: 17

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation grandes écoles d'électrotechnique ou électro-  
nique ou équivalent.  
Pour assurer l'étude ou la commercialisation d'équipements  
dans domaines industriels suivants:  
- entraînements à vitesse variable (variateurs de vitesse élec-  
troniques).  
- équipements électrotechniques et électroniques destinés à  
la construction navale.  
- instrumentation électronique destinée à la régulation des  
procédés industriels dans le domaine de:  
- la chimie, la pétrochimie  
- les centrales électriques, la sidérurgie  
- équipements électrotechniques et entraînements dans le  
domaine de l'industrie papetière.  
Une formation initiale d'environ 2 ans sera assurée en R.F.A.

réf: 18

Tous ces postes demandent un engagement personnel, du dynamisme, de l'initiative, le goût des contacts humains  
et des connaissances indispensables en Allemand (indiquer votre degré de connaissance). Nous vous remercions  
d'adresser votre candidature, en indiquant la référence du poste, à:

SIEMENS S.A. Département du personnel BP 122 93204 SAINT-DENIS cédex 1

RUSH

## C'est lui qui a démarré la production

Voilà ce que l'on dira de vous, dans quelques mois. Et vous en serez fier à juste titre. En effet l'usine est en cours de construction et vous avez tout juste le temps de vous familiariser avec nos technologies spécifiques dans les différentes usines européennes du Groupe. Dès votre retour, vous constituerez vos équipes. Vous recruterez et formez votre personnel et vous démarrez. La première ligne, puis la seconde. Pour tous les problèmes de production vous devenez l'adjoint du Directeur d'usine. Un jeune comme vous.

Vous êtes déjà capable de travailler en anglais et vous avez l'expérience de quelques années de fabrication dans une usine à feu continu. Depuis votre sortie de l'école d'ingénieurs vous avez appliqué, sur le tas, des méthodes modernes de gestion et de relations avec votre personnel. Vous aimez ce métier d'ingénieur d'usine et vous vous sentez bien préparé à plus d'autonomie et ... à la vie de province. L'Auvergne de surcroît !

Adressez votre curriculum vitae, précisant votre date de disponibilité et votre traitement actuel, sous la référence 794 277 M aux conseils en recrutement SIRCA qui coopèrent à la constitution de l'équipe de base de notre usine française.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.  
MEMBRE DE SYNTIC

## INGENIEURS COMMERCIAUX

- Vous travaillez dans l'informatique.
- Vous aimez le contact avec les responsables de haut niveau.
- Vous souhaitez penser en termes de solution.
- Vous voulez vendre et évoluer en fonction de vos résultats.

La CERG (SSCI de 100 spécialistes du réseau time-sharing et mini-ordinateurs) offre la possibilité à 3 INGENIEURS COMMERCIAUX de prendre des responsabilités au sein de 2 départements en pleine expansion.

27 ans minimum. Connaissance P.M.E.

Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite sous référence 2885 à

P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

**CERG**

## GOULD

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL  
recherche

### Cadre Administratif et Comptable

25 ans minimum

- formation : Ecole SUP de CO ou DECS
- 1ère expérience 3 ans minimum
- comptabilité anglo-saxonne acquise dans  
filiale groupe multinational ou cabinet  
audit international
- connaissance informatique
- anglais courant exigé

Envoyer C.V. et prétentions à  
GOULD INSTRUMENTS S.A.F., 57 rue Saint  
Sauveur - 91160 Ballainvilliers - Looziume

Préférences Reçues

Kodak

recherche  
pour contribuer  
au développement de sa  
TÉLÉ-INFORMATIQUE

### JEUNE INGÉNIEUR SYSTÈME

Fonctions :

- Il sera chargé de participer au choix et à la mise en place de logiciels dans les différents centres de la Société.
- Il participera en continu aux recherches d'optimisation des systèmes.

Profil :

- Formation supérieure scientifique, option informatique (école d'ingénieurs, Université...).
- Avec ou sans expérience.
- Formation complémentaire assurée.

Ecrire avec C.V., photo (retournée)  
sous référence 109 à KODAK PATHÉ  
Service du Personnel  
26, rue Villot - 75012 PARIS

## Analyste de Gestion

RANK XEROX (3 600 personnes - CA 1,3 milliard de F) recherche pour sa Direction Financière un ANALYSTE DE GESTION.

Au sein d'une équipe jeune, il aura pour mission :  
- de contribuer étroitement à l'élaboration des plans à court et moyen terme,  
- de procurer les éléments chiffrés nécessaires aux prises de décision Marketing,  
- d'initier les études permettant la prévision du chiffre d'affaires.

Diplômé d'une grande Ecole Commerciale ou Scientifique + M.S.A. ou équivalent (INSEAD, I.S.A., ...), il a acquis une première expérience dans une grande entreprise (Audit interne, Contrôle de Gestion, prévision-planification, ...).

Dans une structure vivante, de larges possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de fort potentiel.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Yves KERNEVEZ vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature + C.V. sous référence C. 19 à RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-sous-BOIS CEDEX

**RANK XEROX**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
livrant des usines et installations  
dans le monde entier et appartenant  
à l'un des plus grands groupes industriels français,  
recherche pour son Siège à PARIS, son

## SPECIALISTE DES ASSURANCES

ayant une expérience confirmée du montage et de la gestion des  
polices d'assurances, liées à la réalisation de grands ensembles indus-  
triels (polices transport, tous risques chantiers, responsabilité civile  
professionnelle etc...).

Anglais courant INDISPENSABLE.

Merci de faire parvenir votre C.V. à No 26.606

CONTEXTE PUBLICITE  
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01  
qui transmettra



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## RANK XEROX

### UNE INFORMATIQUE DE POINTE... UN CONTEXTE EUROPEEN

Dans un environnement technique de haut niveau : bases de données, informatique répartie sur minis, méthodes de développement modernes, nous offrons à des candidats, expérimentés dans la conduite ou la réalisation de projets de gestion, des postes de

#### CHEFS de PROJETS

Sur le plan national  
Réf. EV. 2

Mission : Etablir avec les différentes directions utilisatrices le cahier des charges du projet, planifier le développement, assurer la réalisation avec une équipe d'Analystes et de Programmeurs.  
Profil : une formation supérieure, une expérience de 3 à 5 ans dans un Département Etudes Informatiques avec responsabilité d'encadrement.

Sur le plan international  
Réf. EV. 3

Mission : Négocier les spécifications du système avec la Direction Internationale et les utilisateurs français. A la tête d'une équipe, assurer le développement et participer à l'implantation du système en France puis en Europe.  
Profil : une formation supérieure, une expérience de participation à des projets importants et de négociations dans un contexte international. Une connaissance des techniques de base de données dans un environnement IBM et du Télé-processing. Pratique de l'Anglais indispensable.

#### ANALYSTES CONFIRMÉS

Réf. EV. 4

Mission : Participer à la conception et à la réalisation de projets au sein d'une petite équipe. Profil : une formation M.J.A.G.E. ou équivalent, une expérience pratique d'environ 3 ans dans un environnement projets. Possibilités d'évolution, à moyen ou long terme, pour les candidats de valeur en France ou au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence respective à

**INFAPLAN** Tour de Lyon  
185, rue de Bercy 75012 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

IMPORTANTE BANQUE PARIS (P)  
recherche

#### GRADE

Vingt-huit ans minimum pour service comptable de ses sociétés filiales (sociétés financières, SICAV, fonds communs de placement, etc.), ayant si possible une expérience similaire.

Adm. C.V., photo et prétentions sous réf. 8.578 à P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75003 Paris cedex 03 q. 12.

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE  
recherche des

#### INGÉNIEURS (Grandes écoles)

• 3 à 10 ans d'expérience :

- Systèmes de télécommunication ;
- Développement, industrialisation, installation.

Postes à pourvoir en Région Parisienne et à l'étranger.

Anglais nécessaire pour les postes à l'étranger.

Recevoir avec C.V. détaillé, photo et photo, n° 38.445, CONTESSE Publicité

20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui tr.

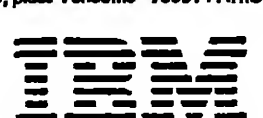
## fiscaliste

diplômé(e) de  
L'ECOLE NATIONALE DES IMPOTS

Vous avez 2 à 4 années d'expérience professionnelle et de bonne notions de la langue anglaise. Vous souhaitez exercer votre activité de façon durable dans le Service Fiscal d'une grande Entreprise. Nous vous proposons de rejoindre une petite équipe, basée à Paris, traitant de tous les aspects nationaux et internationaux de la fiscalité et ayant de nombreux contacts à tous niveaux au sein de la société.

Nous garantissons une totale discrétion et vous remercions d'adresser lettre de candidature et C.V. à :

Monsieur J. DUFLOS  
Compagnie IBM France  
5, place Vendôme - 75001 PARIS



Importante Société région parisienne Ouest  
recherche

#### UN INGÉNIEUR

ayant 5 ans de pratique dans  
l'ECLAIRAGE PUBLIC et V.E.D.

Recevoir avec C.V. sous n° T 013.881 M à RECHER-  
PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, 75002 Paris, qui tr.

CABINET D'ORGANISATION COMPTABLE  
recherche

#### CHEF DE MISSION ORGANISATION

pour prise en charge de projets clés en main.

Il faut une solide formation générale et comptable (Grandes Ecoles souhaitées).

• Plus de goût pour l'action que pour le papier.

• Une absence de complexe vis à vis des informaticiens.

• Une disponibilité certaine.

Il est proposé :

• un travail rapidement autonome au sein d'une équipe dynamique.

Envoyer CV manuscrit et prétentions à

P. CONVERT - U.F.E.C.  
2, avenue Hoche 75008 Paris

## AUDITEUR EUROPE

Un grand groupe d'assurance français de dimension internationale crée un poste d'auditeur de ses filiales à l'étranger (Europe + Afrique du Nord).

Il sera chargé auprès de ces établissements de missions de contrôle sur l'application des procédures et la fiabilité des données comptables.

En outre, il met en forme les états de contrôle budgétaire, les centralise et les analyse.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Auditeur qui ait une première expérience de 1 à 3 ans dans un Cabinet ou dans une entreprise et souhaite avoir une expérience plus large à l'échelle internationale.

Il possède si possible 2 langues étrangères.

Des informations complémentaires seront adressées sur simple demande en écrivant sous référence M 1219 AL à

**egor** 5 rue Meyerbeer 75009 Paris.

IMPTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE  
recherche d'urgence

#### INFORMATICIEN DE GESTION

Pour participer à l'étude, à la réalisation technique et à la maintenance d'applications de gestion sur mini-ordinateurs HEWLETT-PACKARD 3000.

De formation supérieure, le candidat aura l'expérience de trois ans de l'informatique de gestion, une bonne connaissance de l'entreprise et des problèmes de gestion.

Lieu de travail : Banlieue Sud-Ouest.

Adm. C.V. et prétentions sous n° 26.354 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, q. 12.

Groupe International de Services  
(chiffre d'affaires consolidé 78 : 1,235 Md de F)

recherche au sein de la société holding

#### contrôleurs de gestion

- pour la mise en place et le suivi du système de gestion dans les filiales françaises et étrangères,
- l'élaboration de études et documents de synthèse concernant l'ensemble du groupe.

Issus d'une grande école de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) ou titulaires d'un DECS complet, les candidats devront justifier d'une expérience de 2 ans minimum dans un poste similaire en entreprise.

Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 9140 à I.C.M.

83 rue de Rennes 75006 PARIS qui transmettra.

LA CAISSE NATIONALE  
DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour sa filiale de Traitement des  
Opérations Bancaires Paris

#### ANALYSTES

Réf. S.B.

Il participera à des projets relatifs au Traitement des instruments de paiement internationaux et nationaux. DUT Informatique ou niveau équivalent.

Débutants ou 2 ou 3 ans d'expérience.

Anglais apprécié.

Envoyer CV, photo, lettre et prétentions sous référence S.B. à C.N.C.A.

Service Recrutement Carrières  
Cedex 26 - 75300 PARIS BRUNO

## ingénieurs commerciaux

Filiale française du premier constructeur européen d'ordinateurs, nous souhaitons renforcer nos équipes de vente chargées de la commercialisation de notre gamme de terminaux mini et moyens systèmes auprès des PME régionales.

Les candidats retenus devront justifier d'une solide formation et expérience commerciales, de bonnes connaissances en informatique et d'une pratique des problèmes de gestion d'entreprise.

Les postes sont à pourvoir à :

LYON, NANTES, NANCY, LILLE, PARIS.



Les candidatures détaillées, les prétentions et l'affectation choisie sont à adresser à ICL Recrutement, 16 Cours Albert 1er, 75008 Paris, sous réf. B945

## INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

recherche pour ses activités de  
CONSEIL EN GESTION ET EN INFORMATIQUE :

#### DIPLOMES GRANDES ECOLES

débutants ou 2 années d'expérience maximum

Les candidats retenus devront être de formation : Centrale, ESSEC, HEC, Mines, Polytechnique ou équivalent et disposer d'une expérience en conception et installation de systèmes mécanisés.

Ils posséderont les qualités humaines requises pour des activités de conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours et de séminaires organisés en Europe et aux Etats-Unis. Ils auront rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe.

Adresser C.V. détaillé sous référence 2423 à

INTER P.A. BP 508, 75066 Paris cedex 02 qui transmettra.

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT  
recherche pour sa

DIVISION MANUTENTION (600 p - 200 MF)

(pondéreux en vrac)

## Ingénieur Technico-Commercial

Mission

: Prospector, participer à la sélection des affaires, orienter et piloter la préparation des offres, négocier et obtenir des contrats.

Profil

: Un ingénieur ayant une expérience confirmée de la vente d'installations industrielles complexes à l'exportation, parlant couramment Anglais.

Lieu de travail

: PARIS

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à

N. 5243 PUBLICITES REUNIES

112, Bd Voltaire 75011 Paris - qui transmettra

## La formation commerciale

La formation commerciale est la base de toute activité commerciale. Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

Elle comprend des modules de formation théorique et pratique, adaptés aux besoins de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.

La formation commerciale est une investissement rentable pour toute entreprise.

Elle permet de développer les compétences nécessaires à la réussite de l'entreprise.

La formation commerciale est une obligation pour toute entreprise qui souhaite développer ses ventes.

Elle permet de former des commerciaux capables de répondre aux besoins de la clientèle.



372101520

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Une carrière dans l'informatique chez HEWLETT-PACKARD



Deux en 1939, David PACKARD et William HEWLETT, plus de 40 000 fin 1978, C.A. 1,3 milliard de dollars. L'insuccès d'un début, l'insuccès d'un début, l'insuccès d'un début, nous avons fait du chemin. Nous avons conquis la 3ème place du marché mondial de la micro-informatique. Aujourd'hui notre chiffre d'affaires se partage à 50/50 entre notre activité traditionnelle de mesure et l'informatique. Il dépassera 2 milliards de \$ en 1979. 10 % de ce chiffre est consacré à la recherche et au développement. Entre autres apports technologiques nous avons créé et commercialisé la première calculatrice scientifique de poche HP 35 et nous avons combiné de façon primordiale au développement et aux applications des circuits intégrés à support asphir S.O.S.

En France, nous sommes plus de 1 200 personnes réparties en deux établissements : une unité de recherche et de production informatique à GRENOBLE, une activité de distribution dans 12 bureaux de vente implantés dans toute la France. 1983 : 2 500 personnes.

Voulez-vous être des nôtres ? Vous êtes...

**ingénieurs informaticiens et/ou électroniciens débutants ou confirmés**

QUI RECHERCHONS-NOUS ?

Des hommes à fort potentiel, ingénieurs, ou titulaires de diplômes universitaires équivalents, principalement dans les spécialités Electronique et Informatique. Des hommes de contact, aimant analyser les besoins, trouver des solutions et conclure des affaires. Des hommes jeunes car ils ont une belle carrière nationale ou internationale devant eux.

QU'OFFRONS-NOUS ?

Des opportunités de carrière liées à notre fort développement. Un travail d'équipe laissant la plus large place à l'initiative individuelle. Une formation spécialisée de haut niveau. Une gamme de matériels performants. Un soutien logistique solide. Une participation aux bénéfices mondialisée et une possibilité d'adhérer à un plan d'action d'actions.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE après une formation à ORSAY, à GRENOBLE éventuellement, en ALLEMAGNE ou aux ETATS-UNIS. La connaissance de l'anglais est nécessaire pour tous.

Par ailleurs, la Société HEWLETT-PACKARD GMBH installée à Boßlingen (près de Stuttgart) A.F.A. offre des possibilités d'emploi d'une durée d'une à trois années (anglais courant nécessaire, allemand apprécié) dans le marketing et le marketing à l'échelle européenne et mondiale.

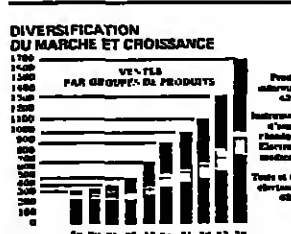
Les candidats intéressés par l'une ou l'autre de nos activités peuvent envoyer une lettre de candidature manuscrite avec C.V. et photo :

- Pour les activités techniques-commerciales et pour l'Allemagne à : DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, HEWLETT-PACKARD FRANCE, S.A. 6-31401 ORSAY Cedex.

- Pour l'unité de recherche et de production, à : DIRECTION DU PERSONNEL, 5 rue R. Chanas, 38320 VY-VALENT.

N'hésitez pas à venir nous voir sur le stand SICOB no 3.C.3300

HEWLETT-PACKARD



## La formation commerciale...

Vous l'avez pratiquée et expérimentée sur le terrain. Plutôt qu'un théoricien, vous êtes un homme pragmatique et vous êtes sensibilisé à l'impact de la formation sur les relations commerciales.

Nous sommes un groupe Pharmaceutique important (plus de 4.000 personnes) et notre activité est orientée vers le "Service".

Nous souhaitons vous confier, au sein de la Direction Commerciale la responsabilité nationale de la formation et l'animation de nos stages et séminaires. Ceux-ci sont destinés à revoir et à parfaire l'approche de la clientèle par ceux qui nous représentent à tous niveaux (encadrement inclus).

Il existe déjà une "Politique" de Formation et votre action s'y intégrera. Vous aurez aussi à moduler ou à concevoir un matériel pédagogique nouveau. L'animation se poursuivra sur le terrain où vous aurez un rôle dynamique de Conseil.

Il est nécessaire d'avoir une première expérience réussie de 5 ans minimum dans une activité similaire au sein d'une entreprise.

La rémunération offerte sera fonction des compétences et susceptible d'attirer les meilleurs éléments.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. R82 à notre conseil

**INFRAPLAN**

TOUR DE LYON  
185, rue de Berry 75012 PARIS

(Membre de SYNTHEC)

Nous recherchons pour notre CENTRE DE FORMATION

## 5 cadres confirmés

- Vous avez une solide formation supérieure (Université ou Grande Ecole), ou minimum 3 ans d'expérience professionnelle, de préférence en informatique et de réelles connaissances dans les domaines : méthodes d'analyses, traitement, base de données, conduite de projets...

- Vous aimez faire une synthèse de vos connaissances, vous avez le goût des contacts humains, le sens des responsabilités et une réelle ouverture d'esprit.

- Nous vous proposons d'approfondir vos connaissances, de découvrir de nouvelles méthodes de transmission du savoir dans un poste d'animateur de formation.

Lieu de travail : proche banlieue sud. La parfaite connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

Les C.V. détaillés et prétentions sont à adresser sous références 4986 à : Média System, 104 rue de Beaumar, 75002 Paris, qui transmettra.

## jeune ingénieur informaticien

Un groupe produisant et distribuant des produits de grande consommation (CA : 500 MF, 1500 p.), installé à Paris N-E, propose à un JEUNE INGÉNIEUR FORMÉ AU SYSTÈME DOS-VS D'ÉVOLUER VERS LES ÉTUDES.

Il consacre 1/3 de son temps à soulager l'ingénieur système et pendant les 2/3 restant, conçoit et réalise les nouvelles applications TP, faisant ainsi bénéficier les études de sa solide connaissance de DL1 et de CICS. Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 3635 LM) à "Carrières de l'Informatique".



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - ULLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTHEC

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

## UN COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Diplômé Sup de Co, IAE ou Sc. Pa. + DECS.

Agé de moins de 30 ans, ayant une expérience professionnelle de plusieurs années.

Pour prise en charge AUDIT, COMPTABILITE ANALYTIQUE, BUDGET et CONTROLE BUDGETAIRE.

Poste à Paris.

Rémunération annuelle de départ de l'ordre de 100.000 F.

De larges possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de valeur.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé seront reçues jusqu'au 3 Octobre 1979 sous no 25850 à CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



ELI LILLY (C.A. France: 600 MF)

Filiale d'un groupe international, recherche pour sa DIVISION FINANCIERE:

## CADRES DÉBUTANTS

1 - ADMINISTRATION DES VENTES (Réf. 19259 M).

Il sera chargé notamment :  
- de la gestion des stocks et des coûts de distribution pour l'ensemble des produits commercialisés en France.  
- du développement des systèmes et procédures nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation.

Formation requise (ESCP, ESSEC, HEC...) et bonnes connaissances en Informatique.

2 - SERVICE JURIDIQUE (Réf. 19260 M)

La candidate devra posséder une solide formation juridique complétée par une formation commerciale (ESCP, ESSEC, HEC, SCIENCES ECO...) lui permettant d'acquies rapidement une pleine efficacité.

Ces deux postes, évolutifs, nécessitent une bonne maîtrise de l'Anglais, dynamisme et sens du contact.

Adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V., d'une photo et de vos prétentions à ELI LILLY FRANCE S.A. - Département du Personnel - 203, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD.

## Une carrière internationale pour des chargés d'affaires et un ingénieur conducteur de travaux

Société d'Ingénierie recherche  
• CHARGES D'AFFAIRES expérimentés tous corps d'état du bâtiment et équipements industriels. Très disponibles pour déplacements.  
• INGENIEUR CONDUCTEUR DE TRAVAUX tous corps d'état, pour grands projets à l'étranger.  
pour tous ces postes, l'anglais courant est requis.  
Adresser candidature sous références 1460 à rsc carrières - 14 rue de Castiglione - 75001 PARIS.

## JEUNES DIPLOMES

E.S.C. - SC. ECO. - DROIT

Une Société importante sur le marché des Assurances recherche, pour renforcer son action commerciale, de :

## JEUNES RESPONSABLES DE RÉGIONS

Ils auront la responsabilité, dans le cadre de la politique générale, du suivi de la stratégie commerciale et du développement équilibré de leur secteur.

Ils ontiment 20 à 25 Agents Généralistes.

Vous avez une formation supérieure. Votre goût des contacts sur le terrain et votre dynamisme vous amènent à rechercher un emploi actif.

Nous vous proposons une formation approfondie de plusieurs mois au sein de notre Compagnie. En attendant, nous souhaitons vous rencontrer.

Ecrivez sous références numéro 8.610, « Le Monde » Publ. (C.V. manuscrit + photo), 8, rue des Italiens - 75237 PARIS - CEDEX 06.

## Burroughs

Département TELE-INFORMATIQUE recherche

## INGENIEURS TELECOMMUNICATIONS

expérimentés en

- Concept de Réseaux  
- Simulation et choix économiques  
- Installation de Grands Réseaux.

• Anglais INDISPENSABLE  
• Expérience Informatique souhaitée.

Postes à pourvoir à PARIS.

- La dimension internationale du groupe garantit de larges possibilités d'évolution au sein de la Société.

Envoyer lettre, CV et prétentions sous référence L.M. 25 à la

Société Anonyme BURROUGHS

Direction du Personnel  
230-242, Avenue Laurent Côté  
92231 - GENNEVILLIERS CEDEX.

## INSPECTEURS DE BANQUE

Le Groupe des BANQUES POPULAIRES 26.000 personnes, 60 milliards de francs de dépôts, propose des postes d'Inspecteurs de Banque à des jeunes diplômés (es).

## CENTRALE - H.E.C. - MINES - ESSEC ou équivalent

dégage des obligations militaires

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion bancaire : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus brefs à Paris.

Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par : de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo sont à adresser à Paul CONSTANTIN, s/réf. M-L.



131, avenue de Wagram - 75017 PARIS



en fait  
Vous réussirez à force  
de TRAVAIL, de TENACITE,  
de PERSPICACITE et de DISCIPLINE PERSONNELLE

Vous êtes diplômé (- e) de l'enseignement supérieur (économie - commercial - droit)

Envoyez C.V. et lettre manuscrite (réponse assurée)

Banc Pub. 13, rue Marivaux 75002 Paris

(Merci de préciser si l'enveloppe réf. n° 3456)

## RÉDACTEUR

SODEMA est une Société de Services qui assure la protection des marques, dessins et modèles d'un grand nombre d'entreprises françaises, membres de l'UNION DES FABRICANTS. Dans le cadre de son développement, elle recherche un Rédacteur pour son département étranger.

En liaison directe avec le Directeur Général et en collaboration avec l'UNION DES FABRICANTS, la mission de ce cadre est de conseiller des entreprises françaises exportatrices, dans la protection de leurs marques, en s'appuyant sur un réseau international de correspondants.

Ce poste convient à un candidat ayant une formation juridique et une première expérience professionnelle en propriété industrielle. Le goût et la maîtrise des contacts, le sens de l'organisation, un anglais courant (et possible une autre langue) sont des atouts pour réussir dans ce poste.

Envoyer C.V., photo récente et rémun. actuelle à : Madame J. FERMAIN - Chef du Personnel, SODEMA, Société de Dépôt de Marques, 18, rue de la Palsanderie, 75782 PARIS CEDEX 16.

## Financer des investissements lourds (leasing...)

au niveau des DG ou DFI négociation puis suivi des contrats mis au point de nouveaux produits

Nous sommes une filiale d'un important groupe bancaire. Ce poste exige de jeunes candidats ayant :

• 2 ans d'expérience secteur bancaire/leasing

• aptitude à la vente

• bonne formation

Si vous désirez participer à ce recrutement, envoyez C.V. avec photo récente, salaire actuel sous références 56-18 à :

**ONOMA** 26, rue de Berry 75008 Paris (confidentialité assurée)

La rémunération est susceptible de retenir les meilleurs candidats.

Groupement de sociétés d'Expertise Comptable recherche

p. faire face à son développement.

## TITULAIRE MAÎTRISE DE DROIT PRIVÉ

Expér. spécialisée de la doctrine juridique et fiscal, professions libérales en particulier, alliances dans la rédaction, bon contact et dynamisme indispensables.

Envoyer C.V., photo, prêt à la FIDUCIATION

69, bd Augustin, PARIS-10e.

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTISSAGE recherche

## ANIMATEUR PERMANENT

de vente et

TECHNOLOGIE DU PRODUIT BTS vente ou baccalauréat av.

expér. de la vente en magasin.

LIBRE DE SUITE

Ecr. ou tél. C.F.A.

5 bis, rue Ampère, 75100 Saint-Germain-en-Laye, 93-85-92

Imple Site Produits Laitiers recd. pour région parisienne

## DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Ecr. s/réf. 8577 à P. LICHOU SA B.P. 226, 75063 Paris Cedex-02 qui transmettra.























elles vingt ans ap

EC  
RIA  
3 FOIS  
UR A  
RID.

et 20 H 30  
rs d'Orly Sud.

VERS L'EST  
COMPTES  
DES  
P. 22  
P. 23  
P. 24  
P. 25  
P. 26  
P. 27  
P. 28  
P. 29  
P. 30  
P. 31  
P. 32  
P. 33  
P. 34  
P. 35  
P. 36  
P. 37  
P. 38  
P. 39  
P. 40  
P. 41  
P. 42  
P. 43  
P. 44  
P. 45  
P. 46  
P. 47  
P. 48  
P. 49  
P. 50  
P. 51  
P. 52  
P. 53  
P. 54  
P. 55  
P. 56  
P. 57  
P. 58  
P. 59  
P. 60  
P. 61  
P. 62  
P. 63  
P. 64  
P. 65  
P. 66  
P. 67  
P. 68  
P. 69  
P. 70  
P. 71  
P. 72  
P. 73  
P. 74  
P. 75  
P. 76  
P. 77  
P. 78  
P. 79  
P. 80  
P. 81  
P. 82  
P. 83  
P. 84  
P. 85  
P. 86  
P. 87  
P. 88  
P. 89  
P. 90  
P. 91  
P. 92  
P. 93  
P. 94  
P. 95  
P. 96  
P. 97  
P. 98  
P. 99  
P. 100

## Rhône-Alpes

### La prochaine réunion du comité interministériel d'aménagement du territoire

Le comité interministériel d'aménagement du territoire se réunit, mardi 25 septembre, sous la présidence du premier ministre pour examiner de quelle manière sont appliquées les dispositions qui ont été arrêtées le 3 avril dernier par le président de la République et le Conseil central de planification. Le gouvernement va prendre des décisions sur de nombreux dossiers, afin que la croissance, même ralentie, s'effectue de manière plus harmonieuse sur l'ensemble du territoire. Il devrait notamment adopter des mesures afin de faciliter la décentralisation des moyens de recherche industrielle et technologique pour les petites entreprises, et de favoriser la création en province d'activités du secteur tertiaire (centres de recherche, établissements d'enseignement et de formation, banques, assurances, informatique).

### Les Lyonnais voudraient préserver leurs agriculteurs

De notre correspondant régional

Lyon. — Les activités agricoles dans la périphérie de Lyon disparaissent totalement et aucune mesure de sauvegarde n'est adoptée rapidement. C'est un terme inéluctable connu depuis longtemps. Aussi le programme quinquennal destiné à protéger neuf secteurs agricoles du Rhône, de l'Ain et de l'Isère, préparé par la conférence de la région urbaine de Lyon (1), représente-t-il une initiative exemplaire.

L'intérêt porté par les pouvoirs publics à traduire par la décision du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), qui se réunit ce lundi 24 septembre, de participer pour 5 % au financement de l'opération, dont le coût total est estimé à 50 millions de francs environ.

La pression foncière et « physique » exercée par la croissance urbaine éloigne chaque année davantage la ceinture verte autour des villes. Certes les plans d'occupation des sols, publiés ou en préparation, ont mis un coup d'arrêt à ce phénomène. Il ne suffit pas cependant de classer les terrains agricoles en zones vertes et de détruire qu'ils sont inconstructibles. La spéculation foncière ravivera, un jour ou l'autre, cette barrière fragile. Il faut donc aller beaucoup plus loin pour donner à l'agriculture « péri-urbaine » les moyens de se développer et de s'affirmer comme une activité économique à part entière. C'est l'idée qui a guidé les participants à la conférence

de la région urbaine de Lyon. Le dossier a été préparé par les différents partenaires concernés : la chambre d'agriculture et les organismes professionnels agricoles, l'OREAM (Organisation régionale pour l'étude et l'aménagement), l'agence d'urbanisme de la région lyonnaise, et a été accepté par les collectivités appelées à le financer : l'Etat, l'établissement public régional, les conseils généraux du Rhône, de l'Isère et de l'Ain. C'est en effet dans ces trois départements que les efforts seront concentrés pour cette expérience.

Neuf périmètres d'intervention prioritaires ont été définis. Les premières actions auront lieu à Balan-Nievrois (Ain), Dardilly (Rhône) et au Pèage-de-Rousillon (Isère). Les objectifs principaux sont de trois ordres : affirmer le caractère irréversible des documents d'urbanisme afin que l'affectation des sols assure la pérennité et la rentabilité des unités de production ; donner un caractère plus structuré aux exploitations et réaliser des opérations d'équipement (par exemple l'irrigation des champs) ou en organisant la production ; fournir aux SAFER les moyens de réaliser la restructuration foncière indispensable à une agriculture moderne.

BERNARD ELIE.

(1) La conférence de la région urbaine de Lyon réunit des représentants des communes de l'agglomération lyonnaise et de ses villes moyennes ou petites situées dans le Rhône, l'Ain ou l'Isère.

## Bretagne

### Les manifestations contre la suppression des dessertes ferroviaires continueront

De notre correspondant

Rennes. — Arrêts de trains, manifestations extraordinaires, réunions municipales et signatures de cahiers de réclamations : la sixième journée régionale d'action, organisée depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1978 par les comités de défense des dessertes ferroviaires de la région Bretagne, a rappelé, le dimanche 23 septembre, la volonté des Bretons de s'opposer au démantèlement de la desserte ferroviaire.

Dans les petites gares concernées par les suppressions d'arrêts de trains, plus d'une centaine de manifestations locales ont été organisées depuis un an, sans toutefois infléchir la position de la S.N.C.F., puisque les nouveaux horaires d'hiver n'ont pas tenu compte des revendications des pays qui refusent l'asphyxie économique par la disparition des dessertes ferroviaires.

Pour cette sixième manifestation régionale, au cours de laquelle tous les manifestants ont affirmé leur intention de continuer leur action, le conseil municipal de Messac (Ille-et-Vilaine), entouré d'une dizaine de maires des communes voisines, a tenu, le dimanche matin 23 septembre, en présence de deux cents personnes, une réunion extraordinaire devant la gare, dont l'accès était interdit par un important barrage de gendarmes mobiles. Deux jours plus tôt, le comité de défense avait écrit au président de la République pour l'inviter à diner afin de lui expliquer l'enjeu de cette nouvelle « bataille du rail ».

A Rennes (Morbihan), l'expres Quimper-Toulon a été bloqué par une centaine de manifestants, dimanche, en fin de matinée. On comptait quelques deux cents manifestants devant la gare de Rosperden (Finistère-Sud), où cependant aucun train n'a été arrêté.

A Quimper (Finistère-Sud), M. Louis Le Fenelec, député S.O., chassé, et M. Yves Guillon, maire P.S., entourés de deux cents personnes, ont dû se contenter d'exprimer leur mécontentement sur le cahier de réclamations de

la S.N.C.F. Bien que munis de tickets de quoi (dont les demandeurs de remboursement) les manifestants ont trouvé closes et protégées par des gendarmes les portes de la gare donnant sur la voie. Il y avait également deux cents manifestants à Plouaret (Côtes-du-Nord), où pour la quatrième-vingt-dixième fois depuis un an l'expres Rennes-Brest a été stoppé pendant une heure dimanche matin.

De nouvelles manifestations et nouveaux arrêts de trains sont à prévoir au cours des prochaines semaines, et notamment le 1<sup>er</sup> octobre, date anniversaire du lancement de cette forme d'action.

C. TUAL.

## Alsace

### L'exploitation du sel à usage domestique devrait offrir des débouchés nouveaux aux usines de potasse

Mulhouse. — M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), a présidé il y a quelques jours, à Strasbourg, la première « table ronde » sur l'avenir des Mines de potasse d'Alsace (M.D.P.A.), à laquelle ont été conviés des représentants régionaux et départementaux, les dirigeants de l'entreprise et du groupe Entreprises minière et chimique (E.M.C.), et la C.F.T.C.

Depuis plusieurs années, élus et syndicats s'interrogent sur les intentions du gouvernement. Vient-il la disparition des Mines et quand ? En Alsace, l'inquiétude se fait de plus en plus vive depuis qu'il a été question de louer au monopole de vente de la Société commerciale des potasses d'Alsace (S.C.P.A.), l'abandon de ce monopole, estimé-t-on généralement, conduirait à la liquidation rapide des M.D.P.A., de toute façon, avant l'an 2004.

Selon M. André Girard, ministre de l'Industrie, le gouvernement n'a pas l'intention de proposer une modification du code minier qui établit le monopole, dès lors que lui ont été apportés les aménagements juridiques nécessaires pour le rendre compatible avec le traité de Rome. Le seul problème est de faire en sorte que le monopole soit utilisé au mieux, pour l'ensemble de l'économie française. L'action du gouvernement se bornera donc à l'organiser.

L'intérêt général invoqué par M. Girard passera-t-il par l'abandon du monopole ? Ce n'est pas exclu. Dans ce cas, si la liberté était rendue aux importations de potasse, les pertes, par an, du groupe E.M.C. tourneraient autour de 100 millions de francs, même si ces importations se limitaient à 60 % de nos besoins intérieurs. C'est donc la vie de toute une région qui est à nouveau en jeu, alors que les usages qui planaient sur l'exploitation de la potasse venaient à peine d'être chassés de l'horizon 1990, repoussés à l'horizon 2004 dans l'hypothèse optimiste.

Après une année 1977 particulièrement difficile à cause de la très vive concurrence internationale, les M.D.P.A. ont redressé la barre en 1978.

### Au-delà de 2004

Redressement quelque peu terni par des pertes de l'ordre de 45 millions de francs, imputables à la faiblesse du dollar, les M.D.P.A. ont néanmoins conjugué, au retour de l'été, les efforts pour améliorer leur production de 1,3 million de tonnes en 1979, mais des résultats bénéficiaires, voire équilibrés, ne sont attendus qu'au début des années 80. Cette amélioration n'est pas sans rapport avec la politique de rajustement du personnel (plus de trois cents embauches depuis le début de 1978). Avec 6 222 salariés à la fin de 1978, les M.D.P.A. restent le second employeur de la région après Peugeot à Mulhouse. Il n'est donc pas question, et ses dirigeants l'ont répété avec force, que la potasse devienne une nouvelle alchimie.

Des recherches sont en cours pour prolonger l'exploitation du sel jusqu'à l'horizon 2004. Elles portent sur de nouvelles méthodes d'extraction, en particulier l'extraction par dissolution, qui permettrait de s'attaquer à des couches jusqu'ici difficilement accessibles ou trop pauvres en matière première.

Ce souci de prolonger l'exploitation est aussi celui du conseil général du Haut-Rhin. Dans une motion adressée récemment au gouvernement, il lui demandait en effet de poursuivre l'« exploitation du pissement dans sa totalité, sous la réserve, toutefois, des crédits de recherche pour l'étude

et la C.G.T. La C.F.T.C. estime comme un élément positif la création de ce groupe de travail annoncé par le président de la République dans son discours de Haguenau, en mai dernier. La C.G.T. s'est montrée très sceptique quant à la capacité du groupe de travail d'infléchir la politique gouvernementale de liquidation des M.D.P.A.

De notre correspondant

de l'extraction entière du gisement, mais aussi le « maintien du monopole actuel de la S.C.P.A., la diversification des activités à partir de la matière première et qui se fera, des mines, notamment par l'immédiate exploitation d'une saline ».

Cette diversification permettrait le maintien de nombreuses activités qui ne sont pas nécessairement liées à la mine. Ainsi en est-il de la direction des études et de l'ingénierie (l'exportation du savoir-faire, notamment au Brésil et en U.R.S.S.), de l'ascension de gestion et d'information (A.G.I.), grâce à son ouverture à une clientèle régionale et extra-régionale, des ateliers centraux, connus désormais sous la dénomination d'« ateliers de construction et de réparation de Richwiller ».

L'idée de créer une saline semble rencontrer une audience de plus en plus large aujourd'hui, surtout après les vives réactions pour sa part, fait jour aux Pays-Bas à cause des déversements de sels résiduels dans le Rhin, mais aussi de l'ouragement du projet d'injection de ces mêmes sels dans le sous-sol alsacien. Selon les syndicats, la saline devrait traiter 1 million de tonnes par an, mais la direction estime que l'Etat maintiendra son effort financier pour l'aménagement des zones périphériques des parcs nationaux.

Pour ce qui concerne les parcs nationaux régionaux, il souhaite que « priorité soit, notamment,

prendrait la responsabilité de lancer une offensive sur ce marché (celui du sel) ne serait pas à l'abri de conséquences imprévisibles ».

Le marché du sel en France dépend, en effet, pour une large part, de la stratégie de la Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est (C.S.M.S.E.), et du fait de savoir — ce qui provoque des polémiques — si le sel des M.D.P.A. peut ou non être utilisé pour la consommation humaine. Volonté délibérée du gouvernement, actionnaire unique de l'E.M.C., d'empêcher les M.D.P.A. de cristalliser leur saumure ? On se le demande ici. On attend en tout cas du groupe de travail qui vient d'être créé des propositions à même de faire revenir le gouvernement sur sa décision, délibérée ou non, de « liquider » le bassin potassique. Toute l'Alsace, et particulièrement le sud de la région, en suivra l'évolution avec attention.

BERNARD LEDERER.

● Le premier ministre et les parcs naturels. — Le premier ministre invite les administrations de l'Etat et les organismes publics, comme E.D.F., à respecter les contraintes qu'impose l'existence de parcs nationaux et des parcs naturels régionaux. Dans une circulaire, publiée au Journal officiel du 22 septembre, il souligne que l'Etat maintiendra son effort financier pour l'aménagement des zones périphériques des parcs nationaux.

Pour ce qui concerne les parcs nationaux régionaux, il souhaite que « priorité soit, notamment,

## Auvergne

### LE P.C. ACCÉPTE SOUS CERTAINES CONDITIONS L'INSTALLATION D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE

M. André Lajoinie, député de l'Ailier, membre du bureau politique du P.C.F., a indiqué que les communistes acceptent l'étude de l'installation d'une centrale nucléaire en Auvergne sous certaines conditions.

M. Lajoinie a précisé le 22 septembre, au cours d'une conférence de presse : « Nous voulons une utilisation maximale de toutes nos potentialités régionales. Nous demandons une nouvelle politique de l'énergie mettant en exploitation toutes nos ressources régionales afin d'imposer le développement économique et de créer des emplois. Nous demandons la création d'une centrale thermique électrique sur le site de la mine de charbon de l'Aumance (Allier), l'équipement des nombreux sites hydro-électriques et la recherche accélérée sur les énergies nouvelles telles que la géothermie, l'énergie solaire, la biomasse. » Ce n'est, a conclu le député, que dans le cas d'un engagement ferme du gouvernement sur la mise en œuvre de l'exploitation régionale de ces ressources énergétiques que les communistes acceptent l'étude d'installation d'une centrale électro-nucléaire en Auvergne tout en poursuivant leur lutte pour la maîtrise nationale des industries nucléaires ».

donnée aux programmes d'action, qui participent au maintien à un niveau suffisant des services publics et de l'équipement social, ainsi qu'un soutien du développement économique ».

● La répartition des places sur le T.G.V. — Une intervention de chiffres nous a fait écrire dans le Monde du 22 septembre (page 32) que les rames du futur train à grande vitesse comprendraient 70 % de places de 1<sup>re</sup> classe et 30 % environ de seconde. C'est la proportion contraire qui sera respectée.

**TI-50**

Une scientifique extra-plate à mémoire non volatile, notation algébrique directe (A.O.S.). Toutes les fonctions mathématiques, fonctions statistiques, deux mémoires permanentes. Clavier à piles, indicateur d'état des piles, arrêt automatique (APD) de l'alimentation, autonomie 1 an. Livrée avec piles et étui portefeuille.

**225 F**

**LES BÊTES A CONCOURS.**

**PRIX SPECIAUX JUSQU'AU 6 OCTOBRE.**

**TEXAS INSTRUMENTS**

### appartements sur mesure

Vous choisissez la surface.  
Vous décidez du nombre de pièces.  
Vous arrêtez la surface de chaque pièce.  
Vous optez pour la distribution de vos pièces.

Le choix vous est offert au Centre de Montreuil, métro Croix de Cheval, pour un prix de 4.300 F le m<sup>2</sup>.

Attention !  
l'immeuble étant livrable en juin 1980, vous ne pourrez choisir votre appartement sur mesure que jusqu'au mois de Décembre 1979.

Société d'économie mixte de la ville de Montreuil  
15, avenue de la Résistance  
**SEMIMO/858.15.60**



## La réévaluation du deutschemark

**EXPOSITION D'ENTREPRISES**

X<sup>e</sup> Convention Informatique : 17-21 septembre  
X<sup>e</sup> Congrès International de la Micrographie (IMC) : 24-27 septembre  
C.I.P. PARIS-PORTIE MAILLOT

(sauf le dimanche 23 septembre)  
 CNIT - PARIS LA DEFENSE 9 h 30-18 h  
 X<sup>e</sup> Convention Informatique : 17-21 septembre  
 XI<sup>e</sup> Congrès International de la Micrographie (IMC) : 24-27 septembre  
 C.I.P. PARIS-PORTE MAIL LOT







Tokyo. — La Côte du Nord est-elle en voie d'assainir la situation de ses paiements extérieurs ? C'est ce que l'on pourrait penser à la suite de la récente signature d'un accord de coopération prévoyant le remboursement sur dix ans des dettes (principal et intérêts) accumulées depuis 1973 d'une part, et d'autre part, la société japonaise. En fait, beaucoup de financiers japonais et étrangers à Tokyo ne paraissent pas croire à la possibilité d'un engagement des Coréens du Nord vis-à-vis de leurs créiteurs témoignant d'un redressement des finances publiques. L'absence d'un démocratisme de Corée (R.F.D.C.) s'engage à rembourser, au cours des dix prochaines années, les dettes de la Côte du Nord. Les dettes contractées auprès des Japonais. L'accord prévoit que la Côte du Nord payera 50 % des intérêts sur les dettes contractées avec la fin de cette année et le 1er juin 1980. En ce qui concerne le principal de la dette, les remboursements s'effectueront périodiquement pendant dix ans, à raison de 10 % par an, à partir de 1981. La Côte du Nord devra déposer régulièrement dans les banques japonaises les devises nécessaires au paiement des intérêts sur l'archipel. Les intérêts perçus par les créanciers japonais pour ces nouveaux délais de grâce sont fixés à 1,50 % au-dessus du taux officiel en vigueur sur le marché des dollars.

Les négociations entre les Coréens et les quarante-trois firmes japonaises créditées, réunies en une association pour le commerce avec la R.P.D.C., ont été interrompues par le refus des japonais d'un accord définitif à être signé à Pyongyang en octobre. Officiellement, les Japonais se disent satisfaits. Ils auraient obtenu des garanties de crédit supérieures pour les nouveaux délais accordés ; mais ils attachent surtout de l'importance à l'engagement des Coréens de désamorcer les stocks nippons en partie de leurs rentrées en devises.

Depuis 1973, année où il s'est avéré clairement que la R.P.D.C. ne pouvait faire face aux obligations de ses crédits, le Japon a dû passer de la décennie avec ses pays industrialisés pour moderniser son économie dans le cadre d'un plan à court terme à un accord — dont les objectifs ont d'ailleurs été atteints avec retard. Les Japonais ont fait plusieurs expériences de crédit à court terme pour assurer le remboursement de

leurs créances. Au départ, pensait-on que, compte tenu de leurs liens avec la province de Chanhay, la Corée du Nord, avec laquelle ils entretenaient cependant pas de relations diplomatiques, — ils bénéficieraient d'un traitement privilégié, ils se sont dédoublés des autres créanciers de Pyongyang. Dans un premier temps, ce fut effectivement le cas : la République populaire démocratique de Corée leur a remboursé. Mais rapidement les Japonais ont été logés à la même enseigne que les autres pays : les promesses se succédaient, mais les remboursements se faisaient attendre.

Le Japon a alors, au cours de 1976, cherché à se rapprocher des Européens. Délibérément ou par inadvertance, il a été déçu. Au Japon, Tokyo, soucieux de ne pas laisser les Français, n'ont pas répondu à leurs avances. Régulièrement, chaque année, l'Association japonaise pour le développement économique a tenté d'obtenir des engagements fermes de Pyongyang. Le dernier date d'août 1978; mais, invoquant, des l'autonomie suivant, l'absence de la Corée du Nord, Pyongyang a une nouvelle fois, n'a pas respecté ses promesses. Avec persévérance, néanmoins, l'Association a toujours cherché à établir des relations commerciales gouvernementales en faveur des exportations pour que le Japon ne déclare pas officiellement la R.P.D.C. « insolvable » depuis 1976, dépendant de l'autonomie de la Corée du Nord. Plus les exportations vers la R.P.D.C. qui s'opèrent uniquement sur une base de paiements comptants.

L'aspect qui vient d'être évoqué, est celui d'un déséquilibre redoublé de la situation financière de la R.P.D.C. ? Certes, selon certains spécialistes, la Corée du Nord sort lentement de la crise, mais elle ne peut compter depuis des années et qui est sans doute pour partie au renchérissement des matières premières mais aussi à la baisse des cours des métaux rares qui constituent sa principale exportation.

Seien des sources des pays de l'Est, il semble surtout que la Chine et l'URSS souhaitent ne pas se fermer la porte des pays occidentaux dont elle a besoin en matière de technologie et tente donc de leur donner partiellement satisfaction. Le Japon, son principal partenaire commercial non communiste, est évidemment prioritaire en 1978. Les exportations nippones vers la R.F.A. ont cessé d'être élevées à 172 millions de dollars et ont déjà atteint 126 millions de dollars au premier semestre de l'année en cours. Les importations ont représenté 100 millions de dollars l'année passée et 75 millions pour la première moi-

[illegible]

**LA COMMISSION EUROPÉENNE  
OUVRE UNE ENQUÊTE  
ANTIDUMPING  
SUR LES ROULEMENTS A BILLES**  
*(De notre correspondant.)*

Bruxelles (Communautés européennes). — A la suite d'une plainte de la Fédération des fabricants européens de roulements (FEFMA), la Commission européenne a décidé d'ouvrir une enquête antidumping sur les conditions d'importation dans la Communauté des roulements à billes. « A vouloir uniquement provenance du Japon, de Pologne, de Roumanie et d'U.R.S.S. La plainte des Industriels fait état de marges de dumping variant entre 15 % et 65 % pour les roulements japonais et entre 5 % et 86 % pour ceux en provenance d'Europe de l'Est.

En novembre 1976, la Commission avait ouvert une première enquête sur les importations de roulements en provenance du Japon. Cette enquête avait abouti à l'application d'une taxe de 15 % (ensuite annulée par la Cour de justice européenne) et à l'engagement des exportateurs japonais d'augmenter leurs prix vers la Communauté.

Les industriels communautaires reconnaissent que, à la suite des engagements ainsi pris, les importations de roulements en provenance du Japon ont diminué. Toutefois, font-ils valoir, les prix japonais restent inférieurs à ceux des fabricants européens, ce qui est la cause de la faiblesse persistante des prix sur le marché communautaire.

**CREDIT NATIONAL**  
EMPRUNT CREDIT  
POUR DES ENTRE  
PRISES EMPRUNT  
NATIONAL PRICES ET  
COMPETITIVES EN  
REPRESENTANT CREDIT NATIONAL  
EMPRUNT SEPTEMBRE 1979

**Taux nominal\***  
**11,70%**

Émission au pair de 625 000 obligations de F 2 000 nominal remboursables en 15 ans.  
Amortissement en 8 séries égales le 1<sup>er</sup> octobre des années 1980, 82, 84, 86, 88, 90, 92 et 94.

TAUX DERENDEMENT  
ACTUARIEL BRUT

# 11,65%

Souscriptions reçues par les Comptables du Trésor et des Postes, les Centres de Chèques Postaux, la Banque de France, les Banques, le Crédit Agricole, les Agents de Change et le Crédit National (45, rue Saint-Dominique 75700 Paris).

Date du 24 septembre 1978.

# **NOUS SOMMES PRESENTS DANS VOTRE REGION**


# CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

\* Cette notice est à votre disposition sur simple demande.

[illegible]

M. Marc Vienot, directeur général de la Société générale, et M. Alexis Saint-Guilhem, directeur de département de la Société générale, ont inauguré, les 20 et 21 septembre, l'ouverture d'une agence à Leeds.

Cette nouvelle agence complète l'implantation et renforce les moyens d'action de la Société générale en Grande-Bretagne, qui était déjà présente à Londres (établissement principal créé en 1871), Manchester (de-

 **CRÉDIT INDUSTRIEL  
ET COMMERCIAL**

Nous précisons que le résultat semestriel net, après amortissements et provisions, mais avant impôt, est de l'ordre de 52,3 millions de francs (voir notre date 21 septembre 1979).

**RÉVILLON FRÈRES**

Revillon Frères communique que les rumeurs faisant état d'une intervention du groupe Revillon dans l'opération financière engagée sur les titres de Paris-France sont dénuées de tout fondement.

## LES MARCHÉS

S. A. L. O. LONG

**Abstract**

**BORSE DE PARIS - 21**



ANCIENS DES SOCIÉTÉS  
IT NATIONAL  
EMPRUNT

11,70%

11,65%

LES MARCHÉS FINANCIERS

B. A. L. O.

LONDRES

LES INDICES HEBDOMADAIRES

Le BALO du lundi 24 septembre publie notamment les résultats suivants :  
Crédit : national : émission d'un emprunt d'un durée de quinze ans dont le montant, fixé à 1.250 millions de francs, est divisé en 625 000 obligations de 2 000 F. Jouis- sance 1<sup>er</sup> octobre 1979, intérêt 11,70 %.

Les mines d'or évoluent irrégulièrement par suite des variations des cours du métal. Les valeurs minières ont donc subi des fluctuations.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
DES ETUDES ECONOMIQUES  
Sept 1979 - 24 septembre 1979

Le BALO du lundi 24 septembre publie notamment les résultats suivants :  
Crédit : national : émission d'un emprunt d'un durée de quinze ans dont le montant, fixé à 1.250 millions de francs, est divisé en 625 000 obligations de 2 000 F. Jouis- sance 1<sup>er</sup> octobre 1979, intérêt 11,70 %.

Les mines d'or évoluent irrégulièrement par suite des variations des cours du métal. Les valeurs minières ont donc subi des fluctuations.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
DES ETUDES ECONOMIQUES  
Sept 1979 - 24 septembre 1979

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 = 28 déc. 1978)  
20 sept. 21 sept.  
Valeur française .. 127,5 129,2  
Valeur étrangère .. 127,9 130,1  
C. DES AGENTS DE CHANGE  
(base 100 = 28 déc. 1978)  
Indice général .. 108,3 109,9

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

MACHINES BULL. — Le bénéfice d'exploitation pour l'exercice clos le 30 juin 1979 a été de 23,7 millions de francs contre 22,7 millions de francs au 30 juin 1978. Les dividendes des actions se sont élevés à 30,7 millions de francs, plus 5,8 millions de francs de réserves et 15 millions de francs de provisions.

COMPAGNIE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

PRELIMINAIRES. — Bénéfice d'exploitation pour l'exercice clos le 30 juin 1979 : 5,8 millions de francs contre 5,2 millions de francs au 30 juin 1978. Les dividendes des actions se sont élevés à 5,8 millions de francs, plus 1,2 million de francs de réserves et 1,2 million de francs de provisions.

BOURSE DE PARIS - 21 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
5 %	127,5	127,5	
5 % 1970-1980	129,2	129,2	
5 % 1980-1990	127,9	127,9	
5 % 1990-2000	130,1	130,1	
5 % 2000-2010	127,5	127,5	
5 % 2010-2020	129,2	129,2	
5 % 2020-2030	127,9	127,9	
5 % 2030-2040	130,1	130,1	
5 % 2040-2050	127,5	127,5	
5 % 2050-2060	129,2	129,2	
5 % 2060-2070	127,9	127,9	
5 % 2070-2080	130,1	130,1	
5 % 2080-2090	127,5	127,5	
5 % 2090-2100	129,2	129,2	
5 % 2100-2110	127,9	127,9	
5 % 2110-2120	130,1	130,1	
5 % 2120-2130	127,5	127,5	
5 % 2130-2140	129,2	129,2	
5 % 2140-2150	127,9	127,9	
5 % 2150-2160	130,1	130,1	
5 % 2160-2170	127,5	127,5	
5 % 2170-2180	129,2	129,2	
5 % 2180-2190	127,9	127,9	
5 % 2190-2200	130,1	130,1	
5 % 2200-2210	127,5	127,5	
5 % 2210-2220	129,2	129,2	
5 % 2220-2230	127,9	127,9	
5 % 2230-2240	130,1	130,1	
5 % 2240-2250	127,5	127,5	
5 % 2250-2260	129,2	129,2	
5 % 2260-2270	127,9	127,9	
5 % 2270-2280	130,1	130,1	
5 % 2280-2290	127,5	127,5	
5 % 2290-2300	129,2	129,2	
5 % 2300-2310	127,9	127,9	
5 % 2310-2320	130,1	130,1	
5 % 2320-2330	127,5	127,5	
5 % 2330-2340	129,2	129,2	
5 % 2340-2350	127,9	127,9	
5 % 2350-2360	130,1	130,1	
5 % 2360-2370	127,5	127,5	
5 % 2370-2380	129,2	129,2	
5 % 2380-2390	127,9	127,9	
5 % 2390-2400	130,1	130,1	
5 % 2400-2410	127,5	127,5	
5 % 2410-2420	129,2	129,2	
5 % 2420-2430	127,9	127,9	
5 % 2430-2440	130,1	130,1	
5 % 2440-2450	127,5	127,5	
5 % 2450-2460	129,2	129,2	
5 % 2460-2470	127,9	127,9	
5 % 2470-2480	130,1	130,1	
5 % 2480-2490	127,5	127,5	
5 % 2490-2500	129,2	129,2	
5 % 2500-2510	127,9	127,9	
5 % 2510-2520	130,1	130,1	
5 % 2520-2530	127,5	127,5	
5 % 2530-2540	129,2	129,2	
5 % 2540-2550	127,9	127,9	
5 % 2550-2560	130,1	130,1	
5 % 2560-2570	127,5	127,5	
5 % 2570-2580	129,2	129,2	
5 % 2580-2590	127,9	127,9	
5 % 2590-2600	130,1	130,1	
5 % 2600-2610	127,5	127,5	
5 % 2610-2620	129,2	129,2	
5 % 2620-2630	127,9	127,9	
5 % 2630-2640	130,1	130,1	
5 % 2640-2650	127,5	127,5	
5 % 2650-2660	129,2	129,2	
5 % 2660-2670	127,9	127,9	
5 % 2670-2680	130,1	130,1	
5 % 2680-2690	127,5	127,5	
5 % 2690-2700	129,2	129,2	
5 % 2700-2710	127,9	127,9	
5 % 2710-2720	130,1	130,1	
5 % 2720-2730	127,5	127,5	
5 % 2730-2740	129,2	129,2	
5 % 2740-2750	127,9	127,9	
5 % 2750-2760	130,1	130,1	
5 % 2760-2770	127,5	127,5	
5 % 2770-2780	129,2	129,2	
5 % 2780-2790	127,9	127,9	
5 % 2790-2800	130,1	130,1	
5 % 2800-2810	127,5	127,5	
5 % 2810-2820	129,2	129,2	
5 % 2820-2830	127,9	127,9	
5 % 2830-2840	130,1	130,1	
5 % 2840-2850	127,5	127,5	
5 % 2850-2860	129,2	129,2	
5 % 2860-2870	127,9	127,9	
5 % 2870-2880	130,1	130,1	
5 % 2880-2890	127,5	127,5	
5 % 2890-2900	129,2	129,2	
5 % 2900-2910	127,9	127,9	
5 % 2910-2920	130,1	130,1	
5 % 2920-2930	127,5	127,5	
5 % 2930-2940	129,2	129,2	
5 % 2940-2950	127,9	127,9	
5 % 2950-2960	130,1	130,1	
5 % 2960-2970	127,5	127,5	
5 % 2970-2980	129,2	129,2	
5 % 2980-2990	127,9	127,9	
5 % 2990-3000	130,1	130,1	

LE MONDE — 25 septembre 1979 — Page 47

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
5 %	127,5	127,5	
5 % 1970-1980	129,2	129,2	
5 % 1980-1990	127,9	127,9	
5 % 1990-2000	130,1	130,1	
5 % 2000-2010	127,5	127,5	
5 % 2010-2020	129,2	129,2	
5 % 2020-2030	127,9	127,9	
5 % 2030-2040	130,1	130,1	
5 % 2040-2050	127,5	127,5	
5 % 2050-2060	129,2	129,2	
5 % 2060-2070	127,9	127,9	
5 % 2070-2080	130,1	130,1	
5 % 2080-2090	127,5	127,5	
5 % 2090-2100	129,2	129,2	
5 % 2100-2110	127,9	127,9	
5 % 2110-2120	130,1	130,1	
5 % 2120-2130	127,5	127,5	
5 % 2130-2140	129,2	129,2	
5 % 2140-2150	127,9	127,9	
5 % 2150-2160	130,1	130,1	
5 % 2160-2170	127,5	127,5	
5 % 2170-2180	129,2	129,2	
5 % 2180-2190	127,9	127,9	
5 % 2190-2200	130,1	130,1	
5 % 2200-2210	127,5	127,5	
5 % 2210-2220	129,2	129,2	
5 % 2220-2230	127,9	127,9	
5 % 2230-2240	130,1	130,1	
5 % 2240-2250	127,5	127,5	
5 % 2250-2260	129,2	129,2	
5 % 2260-2270	127,9	127,9	
5 % 2270-2280	130,1	130,1	
5 % 2280-2290	127,5	127,5	
5 % 2290-2300	129,2	129,2	
5 % 2300-2310	127,9	127,9	
5 % 2310-2320	130,1	130,1	
5 % 2320-2330	127,5	127,5	
5 % 2330-2340	129,2	129,2	
5 % 2340-2350	127,9	127,9	
5 % 2350-2360	130,1	130,1	
5 % 2360-2370	127,5	127,5	
5 % 2370-2380	129,2	129,2	
5 % 2380-2390	127,9	127,9	
5 % 2390-2400	130,1	130,1	
5 % 2400-2410	127,5	127,5	
5 % 2410-2420	129,2	129,2	
5 % 2420-2430	127,9	127,9	
5 % 2430-2440	130,1	130,1	
5 % 2440-2450	127,5	127,5	
5 % 2450-2460	129,2	129,2	
5 % 2460-2470	127,9	127,9	
5 % 2470-2480	130,1	130,1	
5 % 2480-2490	127,5	127,5	
5 % 2490-2500	129,2	129,2	
5 % 2500-2510	127,9	127,9	
5 % 2510-2520	130,1	130,1	
5 % 2520-2530	127,5	127,5	
5 % 2530-2540	129,2	129,2	
5 % 2540-2550	127,9	127,9	
5 % 2550-2560	130,1	130,1	
5 % 2560-2570	127,5	127,5	
5 % 2570-2580	129,2	129,2	
5 % 2580-2590	127,9	127,9	
5 % 2590-2600	130,1	130,1	
5 % 2600-2610	127,5	127,5	
5 % 2610-2620	129,2	129,2	
5 % 2620-2630	127,9	127,9	
5 % 2630-2640	130,1	130,1	
5 % 2640-2650	127,5	127,5	
5 % 2650-2660	129,2	129,2	
5 % 2660-2670	127,9	127,9	
5 % 2670-2680	130,1	130,1	
5 % 2680-2690	127,5	127,5	
5 % 2690-2700	129,2	129,2	
5 % 2700-2710	127,9	127,9	
5 % 2710-2720	130,1	130,1	
5 % 2720-2730	127,5	127,5	
5 % 2730-2740	129,2	129,2	
5 % 2740-2750	127,9	127,9	
5 % 2750-2760	130,1	130,1	
5 % 2760-2770	127,5	127,5	
5 % 2770-2780	129,2	129,2	
5 % 2780-2790	127,9	127,9	
5 % 2790-2800	130,1	130,1	
5 % 2800-2810	127,5	127,5	
5 % 2810-2820	129,2	129,2	
5 % 2820-2830	127,9	127,9	
5 % 2830-2840	130,1	130,1	
5 % 2840-2850	127,5	127,5	
5 % 2850-2860	129,2	129,2	
5 % 2860-2870	127,9	127,9	
5 % 2870-2880	130,1	130,1	
5 % 2880-2890	127,5	127,5	
5 % 2890-2900	129,2	129,2	
5 % 2900-2910	127,9	127,9	
5 % 2910-2920	130,1	130,1	
5 % 2920-2930	127,5	127,5	
5 % 2930-2940	129,2	129,2	
5 % 2940-2950	127,9	127,9	
5 % 2950-2960	130,1	130,1	
5 % 2960-2970	127,5	127,5	
5 % 2970-2980	129,2	129,2	
5 % 2980-2990	127,9	127,9	
5 % 2990-3000	130,1	130,1	

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
5 %	127,5	127,5	
5 % 1970-1980	129,2	129,2	
5 % 1980-1990	127,9	127,9	
5 % 1990-2000	130,1	130,1	
5 % 2000-2010	127,5	127,5	
5 % 2010-2020	129,2	129,2	
5 % 2020-2030	127,9	127,9	
5 % 2030-2040	130,1	130,1	
5 % 2040-2050	127,5	127,5	
5 % 2050-2060	129,2	129,2	
5 % 2060-2070	127,9	127,9	
5 % 2070-2080	130,1	130,1	
5 % 2080-2090	127,5	127,5	
5 % 2090-2100	129,2	129,2	
5 % 2100-2110	127,9	127,9	
5 % 2110-2120	130,1	130,1	
5 % 2120-2130	127,5	127,5	
5 % 2130-2140	129,2	129,2	
5 % 2140-2150	127,9	127,9	
5 % 2150-2160	130,1	130,1	
5 % 2160-2170	127,5	127,5	
5 % 2170-2180	129,2	129,2	
5 % 2180-2190	127,9	127,9	
5 % 2190-2200	130,1	130,1	
5 % 2200-2210	127,5	127,5	
5 % 2210-2220	129,2	129,2	
5 % 2220-2230	127,9	127,9	
5 % 2230-2240	130,1	130,1	
5 % 2240-2250	127,5	127,5	</



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES — INFORMATIQUE : « Potion magique du capitalisme ou clé du socialisme ? », par Gérard Compaix ; « Inventaire », par Jean-Michel Quatrepoint.
- 3-4. LE CHANGEMENT DE RÉGIME EN CENTRAFRIQUE — A la base d'Erreux sur pied de guerre.
- POINT DE VUE : « Il fallait le juger en France », par Raymond de Geofroy de La Prudelle.
4. EUROPE — GRANDE-BRETAGNE : les trois principaux partis vont réunir leurs congrès.
5. PROCHE-ORIENT — LIBAN : sévères affrontements entre phalangistes et membres chrétiens du Mouvement national.
- 5-6. DIPLOMATIE — ASSEMBLÉE EUROPÉENNE : le groupe socialiste se prononce pour la réduction des dépenses agricoles.
7. ASIE — Le socialisme authentique est un terrain entre le bord-droite et le bord-gauche.
- 8-11. POLITIQUE — Devant le comité central de R.P.R., M. Chirac appelle au rassemblement des Français pour le redressement national.
- M. Marchais dénonce les « petites opérations politiciennes » de M. Mitterrand.
- 12-14. SOCIÉTÉ — Le grand maître de l'Ordre de Malte est reçu par M. Giscard d'Estaing.
- A Nancy, affrontements entre motocyclistes et forces de police.
- 14-15. JUSTICE — Les procès des séparatistes bretons.
15. ARCHÉOLOGIE — Deux cercs de gérontologie : cent mille personnes âgées sont hébergées en institution alors que leur état ne le justifie pas.
16. MÉDECINE — Les Journées nationales de l'Association des professeurs de mathématiques.
17. RELIGION — La messe jubilaire de Mgr Lefebvre à Paris.
20. SPORTS

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- Pages 22 à 26
- Le poids des cotisations sociales va dépasser celui des impôts d'État, par Alain Verhulst.
  - Illusion collective et déficit accru des dépenses nationales, par Paul Fabra.
  - Les grenouilles qui demandent un roi, par Michel Giraud.
  - Les nouveaux aspects de la profession bancaire et le rapport Mayoux, par Philippe Aymard et Pierre Comas.

### 27-29. CULTURE

- EXPOSITIONS : au Salon des artistes décorateurs, le « Post Design ».
- CINÉMA : un retour à Kurosawa.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (28)  
 Annonces classées (20 à 41) ;  
 Carnet (22) ; Aujourd'hui (21) ;  
 « Journal officiel » (21) ; Météo-  
 rologie (21) ; Mots croisés (22) ;  
 Bourse (47).

### 42-43. RÉGIONS

- ILE-DE-FRANCE : « La ville en cartons », par Paul Chometov ; « Les Halles, vingt ans après », par Pierre-Charles Krieg.
- BRETAGNE : les manifestations contre la suppression des dessertes ferroviaires continueront.

### 44-46. ÉCONOMIE

- MONNAIE : la prochaine dévaluation sera sombre pour les pays en développement.
- SOCIAL : la grève des médecins.
- ÉTRANGER : la Corée du Nord va rembourser ses dettes au Japon.

Le numéro de « Monde » daté 22-23 septembre 1979 a été tiré à 553 992 exemplaires.

## En Guinée équatoriale

### LE PROCÈS DE FRANCISCO MACIAS NGUEMA S'OUVRE A MALABO

Le procès de Francisco Macias Nguema, qui comparaitra devant une cour martiale sous l'accusation de « génocide », doit s'ouvrir ce lundi 24 septembre à Malabo. Le docteur déchu est accusé de la mort de 80 000 personnes. Il aurait, en outre, contraint 100 000 Equato-Guinéens, soit le tiers de la population, à fuir à l'étranger. Le tribunal doit siéger dans un cinéma de 600 places de la capitale. On estime à Madrid que le procès ne durera pas plus que quelques jours et que l'ancien président sera condamné à mort. Selon la presse espagnole, une « centaine de militaires marocains » sont arrivés dans la capitale équato-guinéenne, pour faire face à d'éventuels troubles et protéger le colonel Obiang Nguema, chef du nouveau régime, contre tout risque d'insurrection de la part des partisans du président déchu. Un complot aurait été découvert récemment. Il aurait eu pour but de libérer Macias Nguema et de le réinstaller au pouvoir. Un sous-officier de la marine aurait été arrêté. — (Reuters, A.P.)

### Nominations d'ambassadeurs

#### M. YVON OMNÈS EN GUINÉE

Le Journal officiel du mardi 25 septembre publiera la nomination de M. Yvon Omnès comme ambassadeur en Guinée en remplacement de M. André Lewin. M. Yvon Omnès, né en 1923, diplômé de l'école des langues orientales, a été intégré au ministère des affaires étrangères en 1950 après avoir été en stage à Djakarta et à l'ambassade de France à Moscou. Il a été en poste à Kuala Lumpur, Copenhague, Nouakchott, Moscou, ainsi qu'ambassadeur à Nassau (Bahamas) et de M. René de Choiseul-Praslin (qui reste simultanément ambassadeur à Trinité-et-Tobago, Grenade et Sainte-Lucie) comme ambassadeur à La Barbade. — (Le Monde) du 12 janvier et daté 22-23 juillet.

### MM. MISTRAL AUX BAHAMAS ET DE CHOISEUL-PRASLIN A LA BARBADE

Le même J.O. annoncera la nomination de M. André Mistral (qui reste simultanément ambassadeur à Kingston, Jamaïque) comme ambassadeur à Nassau (Bahamas) et de M. René de Choiseul-Praslin (qui reste simultanément ambassadeur à Trinité-et-Tobago, Grenade et Sainte-Lucie) comme ambassadeur à La Barbade. — (Le Monde) du 12 janvier et daté 22-23 juillet.



### LE CHIC, LE RÊVE... TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER

LES SOIES D'APPROPRIÉES  
 LES CACHEMIRIS DE Kipling  
 LES LAINES DE FRANÇOIS-JOSEPH  
 LES ETAMINES DES MEDICIS  
 LES TWEEDS DE WALTER SCOTT  
 LES REVERSIBLES DE DON GIOVANNI  
 LES CARRES ET BASES DE PYTHAGORE  
 LES DENTELLES DE CÉLINE  
 LES LAMES DE SCHÉRAZADE  
 LES POILS DE CHAMEAU  
 DE MARCO POLO  
 LES ÉCOSAIS DE MARIE STUART  
**RODIN**  
 35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS



### ÉCOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Préparation, simultanée ou non, aux diplômes d'état :  
 • D.E.C.S.  
 • B.T.S. de distribution

Une large ouverture sur la vie des entreprises (stages, séminaires, visites, jeux d'entreprises).

Documentation gratuite sur demande :  
 130, rue de Clignancourt  
 75018 PARIS - 252.27.27  
 Etablissements de la République

## Aux États-Unis

### CENT QUATRE-VINGT MILLE PERSONNES ONT PARTICIPÉ A UNE MANIFESTATION ANTINUCLEAIRE A NEW-YORK

New-York (A.F.P.). — Plus de cent quatre-vingt mille personnes, selon la police, ont participé dimanche 23 septembre, à New-York, au sud de Manhattan, à une gigantesque manifestation visant à faire de la lutte antinucléaire l'un des thèmes centraux de la campagne pour l'élection présidentielle. Une dizaine de manifestations du même genre se sont déroulées au cours du week-end dans différentes régions des États-Unis. Dans le Vermont, des manifestants ont tenté de bloquer l'entrée d'une centrale nucléaire qui, estimait-ils, n'est pas conforme aux normes de sécurité. Les groupes antinucléaires souhaitent un moratoire sur l'utilisation de l'énergie nucléaire, son remplacement par des énergies propres comme l'énergie solaire et la mise au point d'un programme très strict de conservation de l'énergie.

### NOUVELLES BRÈVES

- Plusieurs personnes ont attaqué la caserne de la garde civile de Lumberville, dans la province de Navarre, dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 septembre. Plusieurs gardes civils auraient été blessés au cours de la fusillade, et la police aurait procédé à plusieurs arrestations. — (A.F.P.)
- Rotterdam : les dockers reprennent le travail. Les dockers du port de Rotterdam ont repris le travail lundi 24 septembre après une grève « sauvage » de quatre semaines, qui a perturbé le trafic des marchandises générales, mais n'a pas apporté les améliorations salariales attendues. Les employeurs n'ont finalement accordé qu'une augmentation brute des salaires de 28,50 florins par semaine (50 %), alors que les grévistes réclamaient 50 florins. En revanche, les dockers ont remporté une victoire décisive sur leur mouvement. — (A.F.P.)
- L'U.R.S.S. a effectué un essai nucléaire souterrain dans l'île de Novaya Zemlya, dans l'océan arctique, à l'indiqué, lundi 24 septembre, l'Institut de séismologie de l'Urss (Moscou). L'explosion enregistrée dans la nuit a atteint la magnitude 5,8 sur l'échelle de Richter. — (Reuters).
- Le tribunal fédéral fédéral a décidé d'autoriser l'extradition vers la France de Christian Sarda. Agé de trente-six ans, de nationalité française, mais installé depuis huit ans comme ouvrier typographe dans la région de Lumberville, Christian Sarda avait hébergé trois des ravisseurs présumés du baron Edouard-Jean Empain.
- Collision train-auto près de La Rochelle : quatre morts. Une voiture a été heurtée de plein fouet à un passage à niveau, le dimanche 23 septembre, par le rapide La Rochelle-Paris. Ses quatre occupants ont été tués sur le coup. La collision s'est produite au passage à niveau de La Trinité-sur-Mer (Charente-Maritime), sur la route départementale 100. — (A.F.P.)
- Un cas de choléra a été déclaré à Toulouse, au début de la semaine dernière, par un médecin généraliste. Le malade est un Nord-Africain, âgé d'une trentaine d'années, rentrant d'Algérie. Selon le professeur Armengaud, chef du service des maladies infectieuses de l'hôpital Purpan de cette ville, le patient est hors de danger et tout risque de contagion est écarté.

## A dater du 7 octobre

### « LE JOURNAL DU DIMANCHE » QUITTE L'IMPRIMERIE RÉAUMUR

M. Denis G. Jacob, président de la SOGIDE, société éditrice du Journal du dimanche, vient de faire connaître à la société Presse-Édition, éditrice de France-Soy et propriétaire de l'imprimerie Réaumur, qu'il se voyait dans l'obligation de ne plus lui confier la fabrication du Journal du dimanche. Cette décision a été prise, indique-t-on à la SOGIDE, en raison de l'impossibilité de faire paraître dans les mêmes locaux, aux mêmes heures et avec les mêmes machines, deux publications aussi directement concurrentes que le Journal du dimanche et le nouveau France-Soy dimanche dont la parution est annoncée pour le 14 octobre. La décision prendra effet après la parution du Journal du dimanche du 7 octobre, qui sera donc le dernier numéro à être composé et imprimé rue Réaumur par les soins de Presse-Alliance. La SOGIDE, filiale du groupe Hachette, qui depuis plusieurs semaines avait pressenti diverses imprimeries potentielles, serait sur le point de conclure avec l'imprimerie du Matin de Paris.

## DUEL ENTRE CONFRÈRES ENNEMIS

### « L'indice des économies » de Carrefour contesté en cour d'appel par M. Edouard Leclerc

La cour d'appel de Rennes examine, lundi 24 septembre dans l'après-midi, un bien curieux litige. Ce n'est pas tant le personnel des protagonistes qui étonne — le groupe de M. Edouard Leclerc et celui des magasins Carrefour n'en sont pas à leur première escarmouche — que les motifs invoqués : l'un plaide contre la publicité mensongère, le second prétend défendre l'information du consommateur. Certes il y a beau temps que les publicitaires ont compris la part qu'ils jouaient lors des thèmes chers à M. Nadar. Mais c'est la première fois que le problème est ainsi débattu devant la justice. La première fois aussi qu'est mise directement en cause l'utilisation à fins publicitaires des services de l'un des principaux instituts de sondage français, en l'occurrence, le très honorable Institut français d'opinion publique (IFOP).

A l'origine de l'affaire : la campagne publicitaire « indice des économies » lancée en mars dernier par Carrefour en collaboration avec l'IFOP et aujourd'hui abandonnée (le Monde du 14 septembre). Au terme d'un contrat signé avec la chaîne d'hypermarchés, ce dernier s'était engagé à établir tous les mois des « indices » comparatifs, sur la base du relevé des prix de deux cents produits échantillons dans les quarante-cinq hypermarchés Carrefour ainsi que dans les magasins à grande surface voisins. Carrefour s'était engagé de son côté à diffuser intégralement les résultats de ces sondages, quels qu'ils soient.

Succédant à l'opération « produits libres » qui a déjà suscité pas mal de remous, le nouveau « coup » publicitaire de Carrefour visait, cette fois, directement ses principaux concurrents. La riposte ne s'est pas fait attendre. Elle est concentrée dans la région nantaise, où le groupe de M. Edouard Leclerc possède quatre hypermarchés. Par voie d'affiches tout d'abord l'épicerie de Landemau dénonce l'opération : « Pas besoin d'indices truqués pour être moins cher. Puis s'engage une véritable bagarre juridique.

En juin, Edouard Leclerc, par l'intermédiaire de Paris Distribution S.A., société gérante de l'hypermarché Leclerc, le plus proche du magasin Carrefour de Nantes, assigne l'IFOP et la S.A. Carrefour en rétorsion devant le tribunal de grande instance de Nantes. Soutenant, preuves à l'appui, que la campagne lancée par Carrefour et l'IFOP est une « publicité comparative ou mensongère » qui peut lui « faire grief » ou « constituer une concurrence déloyale », Paris Distribution demande l'autorisation de faire procéder par voie d'huitiers à toutes les vérifications nécessaires pour contrôler le mode de calcul du fameux indice : liste des produits retenus, nom, surface et adresse des magasins comparés, éléments de calcul, etc.

Raison lui est donnée par le tribunal dans une ordonnance prononcée le 25 juin. Bien que Paris Distribution se soit engagé à ne pas publier les résultats de son enquête avant la fin de la campagne publicitaire engagée, l'IFOP et Carrefour refusent de recevoir les huitiers. Au début juillet, l'institut de sondage assigne à son tour Paris Distribution devant le même tribunal de Nantes pour demander la rétractation de la première ordonnance. Très logiquement, les juges déboutent l'IFOP et confirment leur premier jugement par une seconde ordonnance rendue le 25 juillet.

Nullement découragé par ce second échec, l'IFOP a donc fait appel, le 30 juillet, de cette seconde ordonnance. L'IFOP assure que la requête de Paris Distribution n'a d'autre but que de prendre connaissance de la liste des produits, « pour fausser l'indice à son gré en agissant sur le prix des produits », et qu'il ne lui est donc pas possible d'obtempérer sans « porter une atteinte irréversible à l'objectivité et aux techniques de l'indice ».

De son côté, M. Edouard Leclerc maintient que les garanties d'objectivité et de neutralité, dont se prévaut l'IFOP, sont « très obérées » par le fait que son cocontractant Carrefour est partie prenante de l'opération. D'autre part, assure-t-il, même si l'instrument de mesure est neutre, tout dépend des données qui lui sont fournies : or, les éléments de calcul ont été modifiés en cours d'opération. En outre, souligne M. Leclerc, malicieusement, l'argumentation de l'IFOP est, en définitive, dénuée de tout intérêt puisque (sa société) a proposé que les constatations ne soient pas divulguées avant la fin de la campagne publicitaire engagée (...) donc à l'expiration du contrat liant Carrefour à l'IFOP, (or) la campagne publicitaire est actuellement terminée...

Bien que l'indice des économies soit aujourd'hui abandonné, M. Leclerc parviendra-t-il à prouver qu'il reste en matière de prix le champion de la défense du consommateur, qui, tout n'a pas eu dans cette affaire droit à la parole ? Ce procès barrera-t-il la route à la publicité comparative ? Fera-t-il la lumière sur la réelle neutralité du travail de l'IFOP au cours de cette campagne ? La décision du tribunal, au terme de ce curieux duel entre « confrères ennemis », n'en gardera pas moins valeur de référence.

VERONIQUE MAURIS.

Venez essayer le CAD

## TRÉCA

CAD la solution à l'économie d'énergie. Une solution qui vous permet de faire monter ou descendre les deux extrémités du lit ensemble, ou séparément.

EXPOSITION ET VENTE  
 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - PARIS XI  
 Mère d'Anvers - Paris Nord

## CAPELOU

DISTRIBUTEUR  
 TÉL. 357.46.35.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### Organisation du temps de travail

du Personnel Cadre METHODE TELEC  
 Application de méthodes pour ALLÉGER LE TRAVAIL professionnel et personnel — 3 jours : 10-11-12 OCTOBRE.  
 CPM - CENTRE MALESHERBES, 108 Bd Malesherbes  
 PARIS 75017 - Tél. 766.51.34

du 14 au 29 septembre

## offre spéciale d'avant-saison

# NICOLL

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle **1090F** avec gilet 1240 F

La tradition anglaise du vêtement à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### Lecture Rapide

METHODE TELEC : amélioration vitesse de lecture et concentration INTELLECTUELLE

Stages intensifs :  
 • du 14 au 15-23 octobre et 22 Mars ou (3 jours + 1)  
 • du 18-19-23 novembre et 24 Avril  
 Stages progressifs :  
 • du 9h à 12h15 du 4 Oct. au 13 Déc. et le 10 séances de 3h15  
 • du 10h au 11h (sauf congés scolaires) et le 18 Juin.  
 CALENDRIER ANNUEL SUR DEMANDE.

CPM - CENTRE MALESHERBES, 108 Bd Malesherbes  
 PARIS 75017 - Tél. 766.51.34

### Les clés du succès

Calculateurs scientifiques série E Hewlett-Packard

Nous les appelons les « clés du succès » car ils vous débarrassent des calculs complexes qu'ils effectuent à votre place. Leurs prix ont baissé par rapport à la dernière rentrée universitaire. Profitez-en.

Scientifique programmable  
 HP-33 E-678.53 F 565 F  
 Scientifique et statistique  
 HP-32 E-558.60 F 445 F  
 Scientifique  
 HP-31 E-388.98 F 295 F

la Règle à Calcul

1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs de poche HP  
 65-67 bd St Germain 75005 PARIS  
 TEL. 325.68.88

HEWLETT-PACKARD

UN TOURNANT de la négociation sur la Rhodesie

## L'Intervention

• L'armée de...  
 • Le nouveau...  
 • des parades...

Le véritable...

Anglais, les Français...

NOUVEAUX DIPLOMES pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter, parallèlement à leurs activités présentes, leur formation par un des diplômes suivants :

- Diplôme des Chambres de Commerce étrangères, complément indispensable à toute formation de commerce et des affaires ;
- B.T.S. Traducteur Commercial, ouvrant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
- Diplôme de l'Université de Cambridge (anglais), carrière de l'information, tourisme, hôtellerie.

Étudiants, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc. sauront tirer profit de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leur qualification professionnelle.

Le département de l'Information-Orientée de Langues et Affaires, Services 335, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois, envoie sur demande une documentation gratuite sur ces diplômes (préparation et débouchés). Tél. : 270-81-35 (organisme privé).